

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

QUESTIONS CONCERNANT
LA
CONDITION DES RUSSES EN FRANCE
ET CELLE DES
ÉTRANGERS (spécialement les Français) EN U. R. S. S.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 Juin 1929, à 2 heures.

PAR

Dimitri PETCHORINE

Président... M. J. DE LA MORANDIÈRE, professeur.

Suffragants... { MM. BARTIN, professeur.
LÉVY-ULLMANN, professeur.



LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

—
1929



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41543732_0041

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

QUESTIONS CONCERNANT
LA
CONDITION DES RUSSES EN FRANCE
ET CELLE DES
ÉTRANGERS (spécialement les Français) EN U. R. S. S.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 Juin 1929, à 2 heures.

PAR

Dimitri PETCHORINE

Président . . . M. J. DE LA MORANDIÈRE, *professeur.*

Suffragants . . . { MM. BARTIN, *professeur.*
LÉVY-ULLMANN, *professeur.*

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

1929

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



QUESTIONS CONCERNANT
LA
CONDITION DES RUSSES EN FRANCE
ET CELLE DES
ÉTRANGERS (spécialement les Français) EN U. R. S. S.

INTRODUCTION

Au lendemain de la révolution soviétique, la Russie s'est trouvée plongée dans un état voisin de l'anarchie qui fit place bientôt à une société basée sur des principes profondément différents de ceux des législations occidentales.

La conception de la famille, le droit à la propriété privée, l'organisation politique et sociale, tout fut bouleversé et rebâti sur des bases nouvelles, qui, après plusieurs années d'existence, ne paraissent pas encore devoir être bien solides.

Les codifications soviétiques successives, dont les premières remontent à 1918, et qui se poursuivent encore de nos jours, sont des monuments de même nature et de même

destination que ceux qui, au début du xix^e siècle, ont marqué en France la fin des convulsions révolutionnaires et l'aurore d'un régime nouveau.

Néanmoins, il convient de signaler, dès le début de cet ouvrage, que les codifications soviétiques actuelles, loin d'être des documents complets et définitifs comme les codes napoléoniens, paraissent, au contraire, empreintes d'un caractère provisoire qui nuit à leur autorité. En perpétuelle évolution, elles changent du jour au lendemain. Leur rédaction s'est ressentie d'ailleurs de cet état de choses, car, loin d'être dûment étudiées, elles conservent, même lorsqu'elles sont mises en vigueur, un je ne sais quoi qui les fait ressembler à des avant-projets incomplètement achevés.

Rechercher à travers le chaos actuel de la Russie, parmi le semblant de cristallisation qui paraît se faire dans ses lois, quelle peut être la condition des étrangers, tant personnes physiques que personnes morales, tel a été l'un des buts que nous nous sommes proposé.

Pourtant il n'y a là qu'un seul aspect du problème, car, s'il convenait de voir la situation des étrangers en Russie soviétique, il était nécessaire aussi, par un juste retour des choses et, dirons-nous même, par symétrie de raisonnement, d'examiner la condition des Russes en France.

Sans doute les documents législatifs et jurisprudentiels sont d'une certitude plus grande lorsqu'il s'agit d'étudier la condition des Russes en France. Néanmoins, ce domaine n'est pas exempt de complications sérieuses qui en rendent l'examen des plus difficiles. En effet, il y a lieu de tenir compte du changement qui s'est opéré dans les relations franco-soviétiques au lendemain de la reconnaissance *de jure* du Gouvernement des Soviets, par les télégrammes échangés en octobre 1924.

Avant cette époque, le Gouvernement des Soviets n'avait aucune espèce d'existence légale aux yeux de la France. Les bouleversements qui s'étaient produits en Russie : la nationalisation des biens des sociétés et des personnes, l'instauration d'un régime nouveau, d'un droit entièrement inédit, pouvaient être volontairement ignorés par les tribunaux français qui, grâce à une fiction de survivance de l'ancienne législation des tsars, continuaient à appliquer aux plaideurs russes l'ancien droit de leur pays, tel qu'il existait à la veille de la révolution.

Sans doute, cette façon d'opérer pouvait sembler grosse de difficultés et, en tout cas, destinée à une fin prochaine.

En effet, la fiction de survivance de l'ancienne législation des tsars ne pouvait éternellement durer. Cette législation se trouvant une fois pour toutes arrêtée dans son essor par la révolution russe, elle devait apparaître bien vite comme incomplète et peu susceptible de régir des situations de droit nées sous l'empire de nécessités de fait nouvelles et que les tsars n'avaient pas prévues.

Mais, avec la reconnaissance du Gouvernement soviétique et par suite des lois qu'il avait promulguées, si les tribunaux français se trouvaient obligés de faire une place aux principes du droit soviétique, si différents qu'ils pussent sembler des français, il ne s'ensuivait pas nécessairement que la législation nouvelle dût être appliquée à tous les Russes.

En effet, les Soviets s'empressèrent, une fois leur pouvoir établi avec suffisamment de force, de rejeter du sein de la nationalité russe tous les anciens sujets du tsar, qui, pour une raison quelconque, paraissaient devoir être considérés comme hostiles à l'institution du nouveau régime.

Dès lors, on se trouva en présence, tant en France que

dans d'autres pays, d'une catégorie nombreuse de Russes ayant perdu leur nationalité d'origine, sans avoir acquis encore celle du pays qui les avait recueillis. Pour eux, il ne pouvait être question de leur appliquer la loi d'un état dont ils n'étaient plus les sujets. Toutes les fois que, d'après les principes du droit international privé, il y avait lieu d'appliquer la loi nationale des parties, les tribunaux français, aussi bien que ceux des autres pays d'Europe, se trouvèrent en face d'un dilemme.

D'une part, ils ne pouvaient appliquer, aux réfugiés russes ayant perdu leur nationalité d'origine, la loi soviétique qui leur était hostile, et qui d'ailleurs ne pouvait être considérée comme leur loi personnelle; d'autre part, ils ne pouvaient non plus faire revivre l'ancienne législation des tsars pour en étendre l'application aux situations nouvelles soumises à leur juridiction et dans lesquelles des réfugiés russes se trouveraient intéressés. Cette résurrection de l'ancienne législation demeurait, en effet, interdite par suite de la reconnaissance *de jure* du Gouvernement soviétique.

Dès lors, une seule solution demeurait possible; et c'est celle qu'adoptèrent différents pays et, entre autres, la France. Ce fut d'appliquer aux réfugiés russes, à défaut d'une loi personnelle compétente, la loi de leur domicile.

Mais si telle devait être la règle en ce qui concerne les Russes ayant perdu leur nationalité d'origine, il en était différemment en ce qui concerne, au contraire, les sujets soviétiques. Pour ceux-là, la loi soviétique, depuis la reconnaissance du Gouvernement de l'U. R. S. S., se trouvait pleinement et valablement compétente en droit international privé pour régir toutes les situations de droit qui dépendent de la loi personnelle des parties.

Dès lors, il fallut, au cours de ces dernières années et

principalement en France, depuis 1924, faire une place à la loi soviétique et lui reconnaître le droit d'être invoquée devant les tribunaux français, toutes les fois qu'un sujet soviétique plaiderait devant une de ces juridictions. Néanmoins, il convient de faire remarquer tout de suite que la loi soviétique, si elle est reconnue en France, n'est pas nécessairement appelée à être appliquée d'une manière intégrale et complète, même lorsqu'elle régit des situations de droit nées en Russie et intéressant des sujets soviétiques, même lorsque, d'après les principes les plus certains du droit international privé, la loi soviétique se trouve compétente à titre de loi personnelle des parties.

Il y a lieu, en effet, de faire remarquer que son application se trouvera écartée toutes les fois qu'elle comportera une atteinte à l'ordre public français.

Sans doute, cette notion d'ordre public est assez inconsistante et ne paraît pas devoir fournir à elle seule les limites précises de l'application de la loi soviétique. Nous pouvons néanmoins, dans cette introduction, donner une idée générale de ce qu'on pourrait appeler la frontière que la loi soviétique ne franchira jamais en France, dans son application, même à des sujets soviétiques : L'ordre public interviendra lorsque la disposition de la loi soviétique applicable sera contraire à une disposition de même nature et statuant en sens différent de la loi française; à condition cependant qu'il s'agisse d'un domaine qui n'est pas soumis à la libre volonté des parties, et est impérativement réglementé par le législateur et possède à nos yeux une importance fondamentale au point de vue social, politique, national ou même d'économie générale.

Autrement dit, toutes les fois que les principes de la loi soviétique paraîtront choquer en France ceux que la loi

française a impérativement établis et qu'elle considère comme ne pouvant être transgressés, la loi soviétique devra être écartée comme étant contraire à l'ordre public français; et la solution admise par les tribunaux français sera celle qui est conforme aux principes d'ordre public de la loi française.

On objectera sans doute qu'une pareille décision, en écartant les principes de la loi soviétique, renonce volontairement à obtenir l'exequatur en Russie soviétique. Il est peu probable, en effet, qu'une telle sentence soit reconnue valable en Russie, alors qu'elle a précisément écarté un principe de la nouvelle législation soviétique pour lui en substituer un autre de tendance différente, figurant dans le code d'une nation « bourgeoise et capitaliste ».

Cette objection est sans doute exacte, mais il y a lieu de remarquer que la situation de droit ainsi tranchée par la décision du tribunal français sera, dans la majorité des cas, destinée à produire son application dans un pays de civilisation occidentale dont les principes seront très voisins de ceux de la législation française. Plus souvent encore, cette situation de droit tranchée par les tribunaux français produira ses effets en France même.

Dès lors, il paraissait difficile pour des juges français d'admettre, par exemple, que des règles, figurant au Code soviétique de la famille et entièrement contraires aux principes qui régissent la constitution de la famille en France, puissent s'appliquer en France même pour des étrangers.

Entre deux maux, il a fallu choisir le moindre : les tribunaux français ont préféré rendre une sentence qui fût applicable en France, dût-elle peut-être ne pas être admise en Russie, plutôt que de rendre une décision conforme à la bonne orthodoxie des principes soviétiques les plus

purs, mais qui risquait d'instituer en France le spectacle d'étrangers transplantant sur le sol français une manière de vivre et des principes juridiques essentiellement contraires à ceux du pays où ils se trouvaient.

Le problème de la condition des Russes en France, s'il est difficile, n'est pas insoluble. Il existe depuis quelques années, sur cette matière, de nombreuses décisions de jurisprudence qui ont été rendues principalement sur le point de savoir quelle serait la situation juridique en France des anciennes sociétés russes, nationalisées en Russie, et qui avaient établi des succursales un peu partout en Europe. Ces succursales continuèrent à vivre et à fonctionner d'une façon indépendante après la disparition des maisons mères qui se trouvaient en Russie.

Les tribunaux eurent à plusieurs reprises à définir leur situation de droit, et ce ne sera pas l'une des moindres parties de notre étude que de dégager les principes auxquels ils paraissent se rallier.

Pour les personnes physiques, des documents, tant réglementaires que jurisprudentiels, ne font pas non plus défaut et il en existe même de tout récents concernant des personnes morales et des personnes physiques de droit soviétique.

Notre étude sera bien plus ardue lorsque, quittant la France, nous devrons nous préoccuper de connaître la situation légale approximative des Français en Russie telle qu'elle résulte des lois actuellement en vigueur sur le territoire de l'U. R. S. S. Les Codes soviétiques, en effet, ainsi que l'ont signalé plusieurs auteurs⁽¹⁾, ne contiennent au-

(1) Patouillet et Lambert, *Les codes de la Russie soviétique*, Paris, 1923, Introduction, p. 3 et s.; Champcommunal, *La condition des personnes en Russie soviétique*.

cun principe de droit international privé. La condition des étrangers y est assez vague et semble inspirée du droit de la famille ou, au contraire, du droit civil des obligations.

D'une façon générale, il est à noter que la loi soviétique a des tendances très nettes à la territorialité de son application et que son effet se trouve parfois tempéré par le principe de la réciprocité résultant des traités passés entre l'U. R. S. S. et différents pays étrangers.

Un des traits caractéristiques de la nouvelle législation soviétique et qui témoigne du besoin que ce pays peut avoir de l'apport des capitaux est la réglementation très complète qui concerne les sociétés étrangères. Un ensemble très considérable de décrets, de lois, de règlements et certains textes du Code civil, qui fixent la procédure et les conditions auxquelles est soumise l'activité des sociétés étrangères en Russie soviétique, une réglementation détaillée des organes d'examen et de contrôle : telles sont les précautions prises par l'U. R. S. S. pour admettre sur son territoire le fonctionnement d'entreprises capitalistes dont les principes semblent contraires aux dogmes du collectivisme qui se trouve à la base des Codes russes.

Les sociétés étrangères ne peuvent fonctionner en Russie qu'après avoir bénéficié d'une concession qui leur est accordée par le Conseil des commissaires du peuple après enquête et avis d'un Comité principal des concessions qui paraît être un organisme d'Etat, tout-puissant.

Nous aurons à étudier ce régime des concessions en Russie, tel qu'il résulte des lois les plus récentes qui soient parvenues à notre connaissance. Nous mettons pourtant le lecteur en garde contre une confusion qui pourrait s'opérer

dans son esprit : ces lois, si récentes soient-elles, ne sont que provisoires.

La Russie actuelle est, il ne faut pas l'oublier, le pays où le provisoire, contrairement à ce qui se passe dans les Etats de l'Europe occidentale, ne devient pas définitif. Il n'est pas impossible que très prochainement, le droit des concessions subisse en Russie une nouvelle évolution. La tendance générale qui se manifeste en cette matière est d'ailleurs favorable à l'entrée du capital étranger. Déjà, pour les sociétés de construction, un décret récent a édicté des mesures empreintes d'un esprit bien plus large que celui qui forme le droit commun des concessions. Devant la nécessité impérieuse des faits et l'urgence d'une reconstruction économique et industrielle en Russie, il est très probable que les autorités soviétiques prendront des mesures plus efficaces encore pour attirer chez eux le capital étranger et favoriser la création d'entreprises qui se montrent encore d'une certaine timidité.

La condition des personnes en Russie soviétique pose des problèmes analogues dans leurs principes à ceux que la même question a pu poser en France, mais qui en diffèrent essentiellement par les solutions qu'ils comportent. Les Codes soviétiques paraissent ignorer en effet les principes les plus communément admis du droit international privé. Le sujet a paru trop difficile au législateur soviétique pour qu'il l'abordât dans son intégralité; quelques rudiments existent seuls dans les Codes soviétiques de la famille et des droits civils qui semblent reconnaître à la *lex loci actus* ou *contractus* un empire bien plus grand que celui qui lui est accordé par les Codes occidentaux. On pourrait même songer à dire que le législateur soviétique a cru éviter toute difficulté en droit international privé en posant le principe

général que, dans chaque pays, la loi du pays était compétente pour procéder à l'acquisition des droits civils.

Une démarcation suffisante ne paraît d'ailleurs pas être faite par les Codes soviétiques qui distinguent mal l'acquisition de droits patrimoniaux des questions d'état et de capacité. Ils semblent dire implicitement que, même pour les questions d'état et de capacité, il y a lieu, jusqu'à un certain point, de les considérer comme soumises à l'empire de la *lex loci* et ne font exception que pour le mariage et l'état civil des sujets soviétiques à l'étranger. Ils exigent, en pareil cas, que les actes importants de l'état civil soient passés devant les agents diplomatiques et consulaires de l'U. R. S. S.

Cet aperçu général assez bref n'a d'autre but que de donner une idée d'ensemble des questions complexes qui font l'objet de cet ouvrage.

Son intérêt nous paraît certain si l'on songe que les relations avec les Soviets sont destinées à prendre tous les jours une importance plus grande et que les capitaux vacants sont fortement sollicités par les commissions et les représentations commerciales soviétiques à l'étranger. Ils s'acheminent d'ailleurs à nouveau, depuis quelque temps, vers la Russie.

En sens inverse, les sujets soviétiques et les représentations commerciales ou industrielles de l'U. R. S. S. tentent de s'implanter tous les jours davantage en Europe.

La reprise de relations commerciales de plus en plus intenses est de nature à entraîner des conflits de lois et de juridictions pour lesquels il est à craindre que les tribunaux ne manquent de directives suffisantes.

Nous essaierons, au cours de notre étude, toutes les fois que nous rencontrerons sur notre chemin une difficulté de

nature à se poser dans l'avenir, de suggérer, à la lumière des principes, une solution éventuellement applicable. Pourtant, l'absence d'une jurisprudence ferme en Russie et l'impossibilité de connaître les tendances des tribunaux russes, dont les décisions ne jouissent d'ailleurs que d'une autorité toute relative et provisoire, nous empêcheront de tirer le parti qu'il convient des sentences qu'ils ont pu rendre jusqu'à ce jour.

Si, en ce qui concerne la condition des Russes en France, les documents de la jurisprudence doivent constituer une des sources les plus riches de notre étude, il n'en est pas ainsi pour la seconde partie de l'ouvrage ayant trait à la condition des étrangers en Russie où, au contraire, la principale source est constituée par les lois et décrets du Gouvernement soviétique.

Notre ouvrage comprendra deux parties. L'une ayant trait à la condition des Russes en France; l'autre relative à celle des étrangers et plus particulièrement des Français en Russie.

Chacune de ces parties se subdivisera en deux livres. Le premier traitant de la condition des personnes physiques et le second de celle des personnes morales.

PREMIÈRE PARTIE

LA CONDITION DES RUSSES EN FRANCE

LIVRE PREMIER

La condition des personnes physiques russes en France.

CHAPITRE PREMIER

AVANT-PROPOS

La condition des personnes physiques russes en France est très diverse, suivant que l'on considère les différentes catégories de Russes vivant sur le territoire français. La révolution bolcheviste y a conduit un nombre considérable de Russes fidèles à l'ancien régime ayant quitté leur pays pour venir s'installer en France.

Rompant toutes relations avec un gouvernement révolutionnaire qui leur était d'ailleurs entièrement opposé, ils constituent en France une véritable colonie vivant d'une vie autonome, à laquelle il a fallu s'occuper de conférer un statut juridique.

Tant que le Gouvernement soviétique n'a pas été reconnu, on a pu considérer l'ancienne législation des tsars comme se survivant à elle-même et s'appliquant encore aux Russes réfugiés en France.

Mais cette doctrine et cette fiction d'extraterritorialité devenaient difficiles à admettre après la reconnaissance du Gouvernement soviétique. Celui-ci, en effet, a acquis droit de cité et figure au rang des puissances européennes. Sa législation interne ne pouvait donc demeurer systématiquement écartée de tous les conflits de droit international privé.

Malgré ces raisons de droit positives, qui devaient conduire tôt ou tard les différentes juridictions saisies de litiges concernant la condition des Russes à admettre de plus en plus largement l'application du droit soviétique, une considération de droit moral et d'équité empêchera longtemps encore l'application aux réfugiés russes de la législation soviétique, qui leur est entièrement défavorable.

Cette distinction nouvelle en matière de droit international privé, dont le résultat le plus clair est d'appliquer aux ressortissants d'un même pays deux législations différentes, n'est pas sans entraîner des complications de fait parfois difficiles à résoudre.

Pour n'en citer qu'une seule, destinée à se reproduire très souvent : quelle législation appliquer dans l'hypothèse où un même conflit voit surgir des intérêts opposés, dont les uns concernent des citoyens soviétiques, et les autres des Russes échappés des territoires de l'U. R. S. S. ?

D'autre part, comment établir un critérium certain qui permette de distinguer à coup sûr les citoyens soviétiques des réfugiés russes ? Faudra-t-il, en pareille matière, considérer l'époque à laquelle les Russes, parties aux litiges soumis à des tribunaux français, ont quitté le territoire de la Russie ? Ou faudra-t-il, bien au contraire, leur faire subir un véritable examen politique pour savoir à quelle opinion ils appartiennent ?

On voit par cet aperçu les complications auxquelles la pratique a pu se heurter, et qui d'ailleurs se présenteront tous les jours avec de nouvelles difficultés.

Cependant, si on fait pour un instant abstraction des considérations de détail et que, dominant le problème, on veuille en donner une idée très générale, il faudra avoir soin de préciser l'intérêt que présente l'étude de la condition des Russes en France.

Le nombre des sujets russes résidant en France est considérable, et l'ordre public français ne peut se désintéresser d'une question qui est de nature à entraîner, au point de vue national et technique, des conséquences moins lointaines qu'on ne le croit.

En effet, si on confère aux Russes vivant en France un statut juridique qui leur permette de vivre dans une autonomie relative et de continuer en France l'exercice des droits dont ils ont été privés en Russie, on supprime par cela même, pour ces réfugiés russes, tout intérêt à un changement quelconque de nationalité.

Formant de nombreuses petites Russies en France, vivant repliés sur eux-mêmes, ils peuvent, à la longue, compromettre l'ordre public du pays, intéressé à ce que la population demeure toujours homogène et unie dans le sentiment national.

D'autre part, priver les réfugiés russes de tous droits, les considérer comme des exilés n'ayant pas le pouvoir de réclamer en France une situation légale et juridique à laquelle tout homme a naturellement droit, serait manquer à leur égard d'une équité qui a toujours été traditionnelle dans le droit français. La vérité semble donc être dans une moyenne judicieuse. Elle consisterait, tout en accordant aux réfugiés russes certains droits qui leur permettent de sub-

sister malgré la rigueur des bolcheviks qui les ont répudiés de la sujétion russe, de ne pas leur conférer cependant un statut juridique par trop complet qui favorisât la création de colonies stagnantes.

Ce danger, à vrai dire, ne peut être que momentané car la loi récente du 7 août 1927 sur la nationalité a soin d'assimiler aux nationaux et de déclarer Français les enfants étrangers, d'une façon plus générale encore que sous le régime antérieur. De même, elle empêche les enfants d'heimatlos de répudier la nationalité française.

De toute façon, les enfants des réfugiés russes domiciliés en France et qui y sont nés sont fatalement destinés à être un jour assimilés.

Néanmoins, il est à craindre que cette assimilation, qu'il est d'intérêt public de hâter le plus possible, ne soit retardée d'une ou deux générations. La condition des Russes en France comprendra non seulement l'étude de la condition des réfugiés russes en France, mais celle des citoyens soviétiques, pour lesquels la question se présente sous un aspect tout différent.

Nous bornerons notre étude sur la condition des Russes résidant en France au régime juridique qui a pu s'instituer après la reconnaissance des Soviets.

CHAPITRE II

DES DIFFERENTES CATEGORIES DE RUSSES

RESIDANT EN FRANCE

Les Russes résidant en France ne forment pas actuellement, au point de vue de leur état et de leur statut personnel, un ensemble homogène.

On peut, à première vue, les diviser en deux grandes catégories : d'une part, les réfugiés russes à l'étranger, et, d'autre part, les citoyens soviétiques résidant à l'étranger et ayant conservé intacts les liens qui les unissent à leur pays.

Parmi les réfugiés, on peut distinguer : 1° Ceux qui ont quitté la Russie avant le coup d'Etat bolchevik, et ayant depuis, sans interruption, résidé à l'étranger; c'est à cette catégorie qu'appartiennent tous les membres de l'ancienne colonie russe fixée en France, y possédant des intérêts et qui ont continué, après le coup d'Etat bolchevik, à mener la même vie qu'antérieurement dans un pays qui les a accueillis favorablement. Une seconde catégorie de réfugiés comprend ceux qui ont quitté la Russie sans l'autorisation de l'autorité soviétique après le 7 décembre 1917, mais avant le 13 décembre 1921.

En troisième lieu, il convient de distinguer les Russes qui, ayant quitté l'U. R. S. S. avec l'autorisation légale des pouvoirs publics, ont cependant résidé à l'étranger

plus de cinq ans sans se faire immatriculer dans les délais indiqués aux consulats de l'U. R. S. S.

Il est à remarquer que ces réfugiés ne sont devenus étrangers au Gouvernement soviétique qu'après leur départ. Leur résidence à l'étranger, légalement autorisée au début, a cessé d'exister à l'expiration des cinq ans qui leur étaient impartis pour demeurer en règle avec les pouvoirs soviétiques en réalisant les formalités qui leur étaient imposées; on peut dire que cette catégorie de Russes, sans être réfugiés au début, l'est devenue par la suite.

Une quatrième catégorie de réfugiés comprend tous les anciens prisonniers de guerre et militaires internés des armées impériales, de l'armée russe et des organisations régulières russes ou soviétiques qui se trouvaient à l'étranger et ne se sont pas fait immatriculer dans les délais (1).

Enfin, une cinquième catégorie de Russes, que l'on peut également *a priori* considérer comme des réfugiés, comprend tous ceux qui ont quitté la Russie sans autorisation du Gouvernement après le 15 décembre 1921.

Les citoyens soviétiques, au contraire, sont ceux qui ont quitté la Russie après le 15 décembre 1917 munis de passeports soviétiques et résident à l'étranger en observant les règlements édictés par le Gouvernement de l'U. R. S. S.

Cette complexité dans la composition de la colonie russe en France devait amener les pouvoirs publics français à réglementer la condition des Russes et à poser des règles de droit international privé. L'un des textes les plus récents

(1) V. dans la *Revue de droit international privé*, 1928, p. 167, un article de M. Trachtenberg. Cf. également décrets du Comité exécutif panrusse de la R. S. F. S. R., 4 juill. 1923; décrets du Comité exécutif de l'U. R. S. S., 13 nov. 1923, publiés par Egorieff, Lachketitch, Plotkine et Rosenblum.

en la matière et que l'on peut considérer comme traduisant bien la pensée de l'opinion publique française est une circulaire de M. le garde des Sceaux en date du 28 avril 1925 sur la législation applicable aux Russes en France.

Cette circulaire, qui est postérieure à la reconnaissance des Soviets, a eu pour but de régler la situation des Russes en France. Elle a soin de faire une distinction qui s'imposait.

Cette distinction s'imposait en fait comme en équité entre les réfugiés russes et les citoyens soviétiques. Le garde des Sceaux déclare :

« M. le ministre des Affaires étrangères, consulté, me fait connaître qu'une distinction doit être établie entre les réfugiés russes et les citoyens de l'Union des républiques socialistes et soviétiques. »

» Les premiers n'ont pas de statut personnel, par suite de l'abolition de l'ancienne législation russe et du fait que l'Union des républiques socialistes et soviétiques ne reconnaît pas la nationalité russe aux émigrés.

» Il s'ensuit que les tribunaux français auront à apprécier, le cas échéant, la législation à laquelle les réfugiés russes devront être soumis et qui paraît devoir être en toute matière celle du domicile de fait, c'est-à-dire celle de la loi française.

» Cette règle, toutefois, n'est applicable qu'aux actes de la vie civile des réfugiés russes accomplis depuis le 28 octobre 1924, date de la reconnaissance, par le Gouvernement français, de l'Union des républiques socialistes et soviétiques.

» Pour les actes et contrats antérieurs à cette date, il est évident que les tribunaux ne devront plus en apprécier

la validité qu'en se référant à la loi russe sous l'empire de laquelle ces actes et contrats auront été passés.

» Quant aux citoyens de l'Union des républiques socialistes et soviétiques, ils seront régis par la loi soviétique... »

Cette théorie paraît satisfaisante au premier abord. Elle pose clairement une distinction assez simple, mais le danger de ses affirmations provient de leur simplicité même⁽²⁾.

La condition des Russes en France présente parfois des difficultés telles qu'on ne peut les résoudre en appliquant la loi de domicile à moins de se décider à violer de parti pris les règles les plus certaines du droit international privé.

Il faudra dire, néanmoins, que, sous réserve des hypothèses particulières où il sera nécessaire d'avoir recours à une législation autre que celle du domicile, celle-ci demeurera généralement compétente pour régir la situation des réfugiés russes.

La circulaire ci-dessus commet d'ailleurs une seconde erreur lorsqu'elle prétend faire régir la condition des sujets soviétiques par les lois soviétiques.

Il se présentera, en effet, des hypothèses où on ne pourra appliquer en France les lois soviétiques, et où il faudra avoir recours à la loi française, soit parce qu'elle se trouve être la loi compétente en matière de droit international privé, soit parce qu'elle sera plus simplement la loi du domicile.

Néanmoins, d'une façon générale, la circulaire du garde des Sceaux répond à une préoccupation qui devait influencer sur toutes les décisions de justice en matière de condition des réfugiés russes.

(2) *Clunet*, 1926, p. 235.

Les distinctions qu'elle apporte à l'étude de la question sont exactes si on se place à un point de vue très général. Il faut cependant avoir soin d'y ajouter certaines considérations et des précisions qui en complètent la portée et en précisent l'application. Ces règles devaient être posées par la Cour et les tribunaux.

CHAPITRE III

CONDITION DES REFUGIES RUSSES

M. Jean Delehelle, dans son ouvrage ⁽¹⁾, évalue à 400.000 au moins le nombre des réfugiés russes en France. Il pose dans son livre quelques-unes des questions qui nous sont venues à l'esprit et que nous avons déjà exposées dans notre avant-propos.

L'une de celles qui paraissent l'avoir essentiellement préoccupé est de savoir quelle est la nationalité des réfugiés russes et comment déterminer leur qualité de réfugiés.

Cette préoccupation de M. Delehelle est en effet exacte, car, suivant que le réfugié russe aura conservé sa nationalité soviétique ou sera heimatlos, sa condition en France sera entièrement différente.

La nouvelle législation russe a déterminé différents cas où les citoyens ayant quitté le territoire perdaient le droit de cité soviétique. Cette législation est constituée par les décrets de l'U. R. S. S. du 29 octobre 1924, différents décrets antérieurs, et notamment un décret très important de la R. S. F. S. R. en date du 28 novembre 1921 ⁽²⁾.

Sont privées du droit de cité soviétique en Russie de nombreuses catégories de personnes parmi lesquelles nous retrouvons la plupart de celles que nous avons citées plus haut comme figurant parmi les réfugiés russes en France.

(1) *Op. cit.*, p. 211.

(2) *Clunet*, 1926, p. 348 et s.

Ce sont les personnes ayant séjourné à l'étranger plus de quinze années sans interruption, les personnes ayant quitté la Russie après le 7 novembre 1917, sans l'autorisation du pouvoir soviétique, les personnes ayant servi volontairement dans les armées qui ont combattu le pouvoir soviétique ou ayant participé sous une forme ou sous une autre à des organisations contre-révolutionnaires.

Des développements qui précèdent, il résulte que les nombreux réfugiés russes se trouvant en France doivent être considérés comme ayant perdu la nationalité soviétique.

S'ensuit-il qu'ils en aient acquis une autre, ou bien faut-il les considérer comme des *heimatlos* dépourvus de toute nationalité ? La question présente un intérêt capital au point de vue de l'ordre public en France. En effet, il peut être dangereux de laisser s'implanter une catégorie de personnes de plus en plus nombreuses et dépourvues de nationalité.

Pourtant, la Cour de cassation n'a pas admis que l'ordre public français soit intéressé à ce que les Russes réfugiés en France conservent leur nationalité ou en acquièrent une nouvelle.

Elle a considéré que la dénationalisation d'un étranger habitant en France peut être admise lorsque la loi française sur la nationalité connaît elle-même des cas de perte de la nationalité sans acquisition d'une nationalité nouvelle⁽³⁾.

Indépendamment des objections d'ordre juridique que l'on peut faire à la perte de la nationalité russe par les réfugiés qui se trouvent en France, il en est d'ordre politique.

(3) Cass. req., 15 mars 1922, S., 22. 1. 105; Cass., 1^{er} août 1922, *Gaz. Pal.*, 1922, p. 364; *Clunet*, 1923, V. l'article de M. Audinet.

En effet, si, la plupart du temps, les décrets soviétiques ont dénié le droit de cité aux réfugiés qui étaient partis à l'étranger, c'est pour des raisons politiques, parce que ces réfugiés faisaient partie d'organisations contre-révolutionnaires, ou avaient adopté des opinions politiques inconciliables avec le régime soviétique.

Or, il est de principe en droit international privé que les lois d'inspiration politique, dont le but est d'atteindre une catégorie de personnes hostiles à un régime déterminé, ne peuvent avoir d'effets hors du territoire où elles sont promulguées.

Dès lors, si on se basait sur ce critérium, on aurait abouti à la solution suivante : les réfugiés russes auraient perdu leur nationalité en Russie, mais l'auraient conservée en France. En effet, la loi d'ordre politique les privant du droit de cité aurait reçu une application pleine et entière en Russie, mais, en France, cette loi n'aurait bénéficié d'aucune sorte d'exterritorialité, n'aurait pu avoir aucun effet sur la condition des Russes qui s'y seraient réfugiés.

La situation aurait semblé paradoxale, mais, néanmoins, elle n'aurait pas été nouvelle en droit international. On connaît en effet des hypothèses où une personne peut avoir deux nationalités.

C'était le cas des Allemands avant la guerre avec le système de la loi Delbruch⁽⁴⁾.

(4) On connaît d'autre part le cas des personnes nées dans un pays et dont la nationalisation est néanmoins tenue pour non avenue dans d'autres pays.

Enfin, il est des hypothèses où, conformément à la nouvelle loi du 7 août 1927, un Français peut perdre sa nationalité sans acquérir celle d'un autre pays. Ces anomalies juridiques confirment donc bien notre idée et servent de précédent à l'exemple que nous citons. En principe, bien que la condition d'une personne et sa nationalité ne puissent être multiples, il est des hypothèses néanmoins où cette nationalité présente des diversités telles qu'elles ne peuvent être ignorées du droit.

Ce système a pourtant été admis et la théorie à laquelle se sont rangés les tribunaux français consiste à considérer les réfugiés russes comme des *heimatlos*. Nous avons déjà fait allusion à la circulaire du 28 avril 1925 qui admet la perte de la nationalité russe par les réfugiés russes.

Le problème présente un second aspect purement français. S'il convient, en effet, d'assimiler, tôt ou tard, les réfugiés russes se trouvant en France, il ne faut pas que l'homogénéité du peuple français ait à en souffrir.

Jusqu'à ce jour, aucune disposition particulière n'a été prise à cet égard vis-à-vis des réfugiés russes. Leur condition est celle de tous les étrangers, et s'ils peuvent acquérir la nationalité française par la naturalisation, il n'est pas d'institution spéciale leur accordant une plus large accession à la nationalité du pays où ils se sont réfugiés.

Sans doute, au cours des travaux de la commission parlementaire chargée des affaires russes, il fut question d'établir en faveur des réfugiés russes un statut qu'on pourrait appeler, en prenant le mot de M. Delehelle, « statut d'accueil » ⁽⁵⁾.

Sans doute, différentes déclarations furent faites à ce sujet par M. de Monzie qui demandait qu'une large faveur soit réservée aux réfugiés russes ⁽⁶⁾. Mais, jusqu'à ce jour, aucune disposition particulière n'a été prise, sauf peut-être en matière purement administrative où les réfugiés russes ne sont pas assimilés entièrement aux autres étrangers. C'est ainsi que, sur leur carte d'identité, figure l'indication de réfugié russe et qu'ils voyagent avec un passeport

(5) Delehelle, *op. cit.*, p. 213.

(6) *Nouvelles économiques et financières*, 2 déc. 1924.

spécial, qui n'est pas le passeport soviétique, auquel ils ne peuvent avoir droit.

Le problème, à cet égard, est loin d'être résolu, et ce n'est pas par des mesures administratives qu'on pourra y remédier. Sans doute, à la longue, lorsque les générations actuelles auront disparu, celles qui leur succéderont et qui, pour la plupart, seront composées de Russes nés en France se trouveront parfaitement assimilées.

Mais il n'en subsiste pas moins qu'à l'heure actuelle la masse des réfugiés russes doit être considérée, au point de vue international, comme constituée d'apatrides, ou si l'on préfère, d'heimatlos. Cette qualification a généralement un sens péjoratif, car elle désigne des individus qui ont réussi à s'évader d'une nationalité pour ne pas se soumettre aux devoirs et aux obligations qui en découlaient. Ce n'est pas le cas des réfugiés russes, qui se trouvent apatrides malgré eux et dont la situation digne d'intérêt a mérité l'attention non seulement des pouvoirs publics français, mais aussi de la S. D. N.

Le passeport Nausen, la dénomination de réfugiés russes, de menues faveurs administratives et internationales, leur ont été ménagés par la S. D. N., mais ils ne constituent qu'un acheminement vers une situation meilleure et une compensation bien faible à tout ce que ces réfugiés ont perdu.

La condition des réfugiés russes en France a été déterminée au point de vue de leur droit privé par différentes décisions, dont il est peut-être difficile de donner des règles générales, mais qui permettent néanmoins de préciser sur de nombreux points le régime qui doit être appliqué.

Conformément à une jurisprudence constante, les réfugiés russes déchus du droit de cité de l'U. R. S. S., et qui

sont heimatlos, sont soumis à la loi française, quant à leur statut personnel (7).

Les tribunaux ont donc étendu aux réfugiés russes ce qu'ils avaient admis de tout temps, pour toute catégorie d'heimatlos. La doctrine partage d'ailleurs entièrement ce point de vue, qui a été maintenu, comme on l'a vu, par la circulaire du garde des Sceaux en date du 28 avril 1923 (8).

Cette situation régit les réfugiés russes exclusivement, appartenant aux catégories ci-après :

1° Les réfugiés ayant quitté la Russie avant le coup d'Etat soviétique et qui ont, depuis, sans interruption, résidé à l'étranger;

2° Ceux qui ont quitté la Russie sans l'autorisation de l'autorité soviétique après le 7 décembre 1917, mais avant le 15 décembre 1921;

3° Les Russes qui ont quitté l'U. R. S. S. légalement et, ayant résidé à l'étranger plus de cinq ans, ne se sont pas fait immatriculer dans les délais indiqués aux consulats de l'U. R. S. S.;

4° Les anciens prisonniers de guerre et anciens militaires internés des armées impériales et des armées russes qui ne se sont pas fait immatriculer dans les délais.

En effet, le décret du Comité exécutif panrusse de la R. S. F. S. R. du 15 décembre 1921 (9) ne vise que ces catégories de personnes pour les déclarer déchues de leur droit de cité si elles résident à l'étranger depuis plus de cinq ans et si

(7) Trib. civ. Nantes, 28 mai 1920, *Journ. de droit internat. privé*, 1902, p. 590; *Rev. de droit internat. privé*, 1907, p. 588; *Clunet*, 1908, p. 1161.

(8) Audinet, *Traité de droit international privé*, p. 227; Pillet et Niboyet, *Traité de droit international privé*, p. 524.

(9) *Recueil des lois*, n° 1, 1922, art. II, confirmé par le Règlement de droit de cité fédéral du 29 octobre 1924, art. 12, publié par Egorieff, *op. cit.*, p. 32.

elles n'ont pas reçu jusqu'au premier janvier 1922, des représentants soviétiques à l'étranger, des passeports soviétiques⁽¹⁰⁾.

Il convient de préciser que les sujets russes qui, au contraire, ont quitté la Russie sans l'autorisation de l'autorité soviétique après la publication du décret de déchéance de 1921, ont enfreint sans doute les lois pénales de l'U. R. S. S., mais ne sont pas déchus de leur droit de cité⁽¹¹⁾.

Ils conservent en France leur nationalité soviétique, et la seule sanction à laquelle ils sont soumis, c'est qu'ils se trouvent privés de la protection des représentants diplomatiques de l'U. R. S. S.⁽¹²⁾.

Ainsi donc, le statut personnel de « réfugié russe régi par la loi française » s'applique seulement à certaines catégories bien déterminées de réfugiés ayant perdu leur droit de cité.

On trouve, dans une affaire récente⁽¹³⁾, l'illustration de principes intéressants en cette matière.

Il s'agissait dans cette affaire d'un Russe se trouvant en France, qui, à ce titre, devait se faire immatriculer au

(10) Dans les pays où, au moment de la publication du décret, une représentation soviétique n'était pas encore instituée, le délai devait être fixé après l'établissement de cette représentation. En France, une représentation soviétique ne fut établie qu'à la fin de 1924, après la reconnaissance des Soviets.

Un avis publié par le consul général de l'Union des républiques socialistes et soviétiques dans l'organe soviétique à Paris informait les anciens sujets russes demeurant en France, et désireux d'acquérir le droit de cité de l'U. R. S. S., que leur immatriculation serait reçue aux consulats à partir du 20 février 1925.

(11) Instructions du Commissariat des affaires étrangères du 4 avril 1923, n° 276, cité par Egorieff, *op. cit.*, p. 45.

(12) Circulaire du Commissariat des affaires étrangères du 10 avril 1923, n° 89 des circulaires nos 182, 124; V. Egorieff, p. 50.

(13) Arrêt *Chiger* de la Cour de Paris, 2 avril 1926, *Rev. de droit internat. privé*, 1927, p. 242.

Consulat de l'U. R. S. S. s'il désirait conserver la nationalité soviétique. Un droit d'option lui était donc ainsi ménagé, mais il fallait qu'il s'exercât dans un certain délai, sous peine de déchéance. Ce délai expirait, pour la France, le 12 décembre 1925⁽¹⁴⁾.

M. Chiger, qui avait engagé un procès, se trouva en cours d'instance à l'expiration de ce délai, et, au moment où l'arrêté fut rendu par la Cour de Paris, le 3 avril 1926, M. Chiger, qui n'avait pas fait la déclaration au Consulat en temps utile, n'était plus citoyen de l'U. R. S. S. Par suite, il ne pouvait plus être soumis au statut soviétique. Or, la Cour de Paris ne fit aucune place dans ses considérants à la question de l'immatriculation dans les délais institués par les Soviets. Elle déclara que M. Chiger *était Russe*, sans que le fait de la perte de la qualité de citoyen soviétique pendant le cours du procès ait eu à ses yeux une importance particulière.

D'ailleurs, les auteurs se demandent⁽¹⁵⁾ si elle aurait modifier son opinion au cas où elle aurait pris en considération l'expiration du délai d'option. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'expiration de ce délai a eu lieu pendant le procès.

Ainsi donc, après avoir examiné les différentes catégories de réfugiés russes, on peut considérer l'arrêt Chiger comme se rattachant à cette théorie d'ensemble, car il précise une question particulièrement délicate, celle de savoir si, au lieu de la loi française, les règles en matière de nationalité édictées par les Soviets doivent être prises en considération en France.

(14) Annexe 8 à la circulaire n° 276 du Commissariat des affaires étrangères en date du 4 avril 1925. Publié par Egorieff, *op. cit.*, p. 47.

(15) Trachtenberg, *Rev. de droit internat. privé*, 1926, p. 169.

L'arrêt Chiger semble ignorer volontairement toutes les règles édictées à cet égard par l'U. R. S. S. et statue en dehors de toutes considérations tirées des décrets soviétiques sur la nationalité.

On peut se demander pourtant si cet arrêt est conforme à une bonne doctrine et si ses effets peuvent être légalement justifiés en droit international privé.

Au lendemain même du jour où il a été rendu, de nombreuses critiques lui furent adressées. M. Niboyet⁽¹⁶⁾ a prévu que l'arrêt se trouvait en contradiction avec les idées du Gouvernement soviétique. Il a même déclaré : « Reste à savoir pourtant si les Soviets, qui sont parfaitement maîtres chez eux, accepteront cette interprétation de leur droit. ».

D'autres auteurs ont également estimé que l'arrêt de la Cour de Paris du 3 avril 1926 ne tenait pas suffisamment compte de cette nécessité internationale et de l'hypothèse possible d'un exequatur même indirect, qui pourrait être demandé au Gouvernement des Soviets.

Mais certains, au contraire, sont partisans de l'idée qu'en cette matière, il ne faut pas considérer seulement la législation soviétique, mais aussi les lois françaises. Il serait inadmissible, à les entendre, qu'un changement de nationalité des réfugiés russes en France résulte uniquement des lois soviétiques sans que la législation française soit également prise en considération.

La doctrine de ces auteurs consisterait à faire jouer simultanément, et après un accord entre les deux législations, les décrets soviétiques combinés aux lois françaises. Cette théorie nous paraît insoutenable pour différentes rai-

(16) *Rev. de droit internat. privé*, 1927, p. 246, note 2.

sons : d'une part, il semble peu probable que des législations d'inspiration si différente que les lois françaises ou que les décrets soviétiques puissent trouver un terrain d'entente en droit international privé.

En second lieu, les questions de nationalité paraissent être de la compétence de la loi nationale des personnes dont la nationalité se trouve discutée. Il peut se produire, sans doute, par suite de circonstances exceptionnelles telle que l'émigration en masse dans un pays étranger, un conflit entre la loi nationale et la loi du domicile, mais il est à remarquer que ces deux lois visent généralement à des résultats absolument différents les uns des autres. Les décrets soviétiques refusent la nationalité à certains citoyens russes réfugiés en France; par la force même des choses, la loi française se trouvera amenée à conférer une sorte de sanction légale à cette législation d'ailleurs exceptionnelle.

Il ne paraît d'ailleurs pas possible de maintenir des individus de force dans la nationalité d'un pays qui les repousse énergiquement, si injuste que soit ce rejet.

Inversement, si la loi française édicte des règles sur la nationalité et plus particulièrement sur l'assimilation rapide des colonies de réfugiés en France, il paraîtrait inadmissible que les décrets soviétiques interviennent pour empêcher le jeu normal des lois françaises.

Sans doute aurait-on la ressource de déclarer que les réfugiés ont acquis la nationalité française, mais n'ont pas perdu pour cela leur nationalité d'origine, mais les Soviets ne pourraient, en aucune façon, aux yeux de la loi française, intervenir pour en restreindre les effets.

Les règles posées par la loi française produiront en cette matière des conséquences très étendues. Peu importe que, par ailleurs, il surgisse des conséquences peut-être con-

tradictoires, par suite de textes sur la nationalité émanant d'un pays auquel appartenaient primitivement les personnes qui ont changé de nationalité. Lorsque ces conséquences seront par trop divergentes, un conflit se produira, que les tribunaux judiciaires normalement compétents devront trancher, mais qui, en aucun cas, n'aura pour résultat d'amoindrir l'étendue d'application d'une loi sur la nationalité ou sur les conditions d'assimilation légale de réfugiés en France. Cette loi est d'ailleurs, par définition, souveraine et territoriale.

L'arrêt Chiger semble, en réalité, si on le consulte attentivement, négliger ces conséquences particulières de règles universellement admises en matière de lois sur la nationalité. Il ne faut pas lui accorder une portée trop grande, car il a surtout été rendu pour une espèce particulière et ne prétend pas poser de règles générales applicables à tous les cas qui se présenteraient ultérieurement devant les tribunaux français et qui mettraient en jeu la validité de la perte de la qualité de citoyen russe.

Le seul côté par lequel cet arrêt se rattache à l'objet de ce chapitre, c'est qu'il examine, d'une façon implicite d'ailleurs, la situation d'un Russe devenant réfugié au cours d'un procès. Il peut servir de document sur la question de savoir à partir de quel moment on doit être considéré comme étant devenu réfugié russe.

Si on s'en tient aux conséquences immédiates de l'arrêt, on pourrait dire qu'il y a, pour un Russe qui se trouverait en cours de procès au moment où expire le délai pendant lequel il devait s'immatriculer aux consulats pour conserver sa nationalité, comme une sorte de prorogation de sa nationalité antérieure jusqu'à la solution du litige.

Nous voulons dire par là que la Cour de Paris n'a pas

voulu tenir compte de la perte de nationalité se produisant en cours de procès. Elle a considéré que le plaideur, qui se trouvait citoyen russe au début de l'instance, l'était demeuré jusqu'à la fin.

Nous ne croyons pas que cette doctrine puisse être admise. Le changement de nationalité opère de plein droit et *erga omnes*. Ce n'est pas au jour de la demande qu'il faut se placer pour considérer la nationalité d'une partie, sauf s'il s'agit de règles de procédure. Toutes les fois, au contraire, où il sera nécessaire d'apprécier le fond même du droit, il faudra considérer la nationalité de la partie en cause au moment où l'affaire se plaide et où le jugement va être rendu.

La théorie des droits acquis ne peut être invoquée en pareille matière. D'ailleurs il est aisé, en raisonnant par analogie, de comprendre combien la remarque que nous formulons peut être exacte en droit. En effet, lorsqu'au cours d'un procès la qualité d'une partie vient à se modifier lorsqu'elle perd sa capacité par suite d'interdiction ou de toute autre cause, ou plus simplement lorsqu'une des parties en cause voit sa condition juridique faire l'objet d'une modification quelconque, des conclusions nouvelles sont prises devant la juridiction saisie du litige.

Il paraît donc inconcevable de ne pas admettre la même règle lorsque la modification à la condition juridique de la partie en cause atteint l'importance d'un changement ou d'une perte de nationalité.

L'arrêt Chiger devait donc, à notre avis, examiner la situation nouvelle créée à M. Chiger par suite des décrets soviétiques sur la partie de nationalité russe et ne statuer qu'après avoir dûment examiné les répercussions juridiques de ce changement de nationalité sur l'issue de l'instance.

SECTION PREMIERE

*La fiction de survivance de l'ancienne loi russe.
Circonstances dans lesquelles on la rencontre encore.*

Avant la reconnaissance des Soviets, les émigrés russes se trouvant en France continuaient à être soumis à leur loi nationale, bien que celle-ci ait disparu dans leur pays d'origine. Par une sorte de fiction, les tribunaux français voulaient ignorer complètement les événements de Russie et considérer l'ancien empire des tsars comme ayant toujours son existence de droit.

Depuis la reconnaissance des Soviets, nous avons vu que ce système ne pouvait continuer à être admis, du moins en ce qui concernait les émigrés se trouvant en France. Néanmoins, la fiction de survivance de l'ancienne législation des tsars n'a pas entièrement disparu, et on en trouve encore des traces dans des décisions toutes récentes qui ne sont pas, il est vrai, émanées de juridictions de la métropole.

En effet, si la France a reconnu les Soviets en 1924, il n'en est pas de même de certains pays de protectorat qui se trouvent sous le mandat de la France. C'est ainsi que le Maroc n'a échangé aucun télégramme de reconnaissance avec les Soviets. Dès lors, la question se pose de savoir quelle sera la législation à appliquer lorsque les émigrés russes intenteront une action en justice au Maroc, soit en ce qui concerne leur état ou leur capacité, ou soit en ce qui concerne le régime des biens.

Le Tribunal mixte de Tanger, par une décision récente du 8 novembre 1926, vient de trancher le litige de la façon

suivante (17) : il s'agissait, en l'espèce, des héritiers d'un israélite de nationalité russe décédé à Tanger, et qui réclamaient à la Chambre du conseil du Tribunal mixte de constater et de définir leurs droits héréditaires, en conformité des anciens textes de la législation russe tsariste. Le tribunal leur donna raison, et appliqua les articles 76 et 1408 de l'ancien Code de procédure russe, ainsi que les articles 1126 et 1148 du Code civil russe, auquel Code les textes précédents se référaient. Le Tribunal, pour justifier sa décision, déclara que les droits des parties sont déterminés par les articles 1126 et 1148 du Code civil russe, loi nationale des parties, « *non abrogée, ni remplacée par une législation nouvelle régulièrement reconnue par l'Etat chérifien* ».

On voit ici apparaître toute la théorie que nous avons déjà exposée de la reconnaissance du Gouvernement des Soviets et de son influence sur la législation applicable aux émigrés russes.

Cette jurisprudence est conforme à celle qui était adoptée par les tribunaux et les cours de France avant la reconnaissance des Soviets, et à des décisions étrangères assez nombreuses (18).

En ce qui concerne les décisions du Tribunal de la Seine, il est à remarquer qu'elles sont antérieures à la reconnaissance des Soviets, et que cette jurisprudence a depuis été abandonnée.

Ainsi donc, la fiction de survivance de l'ancienne loi

(17) S., 1928. 4. 1, *Héritiers Loeb contre Menkès*, avec note de M. Audinet.

(18) Trib. civ. Berne, 21 juill. 1924, *Clunet*, 1925, p. 491; Trib. mixte Alexandrie, 24 janv. 1923, *Clunet*, 1926, p. 203; Trib. civ. Bruxelles, 5 juin 1925, *Clunet*, 1926, p. 203; Trib. Seine, 24 déc. 1921, S., 24. 2. 9.

russe disparue en France continuera à exister dans certains pays de protectorat qui n'auraient pas encore reconnu les Soviets et alors même que l'Etat, chargé d'exercer le protectorat, aurait échangé avec l'U. R. S. S. des télégrammes de reconnaissance. Il convient de l'examiner rapidement pour essayer d'en fournir la justification.

Sans doute, dans les périodes troublées, lorsque les relations se trouveront rompues entre deux pays, est-il possible de considérer, pendant un certain temps, que les liens de l'un de ces pays continuent à exister vis-à-vis de ses nationaux qui se trouvent à l'étranger, quel que soit, par ailleurs, l'état de bouleversement intérieur. Mais, dès l'instant où cette situation se prolonge, il devient inadmissible — alors que le changement de régime et de lois devient un fait acquis — de continuer à considérer l'ancienne loi russe comme ayant toujours son existence de droit.

Il s'ensuivrait — et c'est une remarque⁽¹⁹⁾ que M. Audinet ne manque pas de faire dans un de ses articles — que les nationaux d'un pays retrouveraient à l'étranger une loi qu'ils ne rencontreraient plus chez eux. C'est avec juste raison que l'on peut critiquer cette fiction de survivance d'une loi disparue dans son pays d'origine et que l'on fait revivre sans raison valable à l'étranger.

Sans doute, convient-il de protéger les droits acquis, et surtout ceux des émigrés d'un pays pour lesquels la législation du nouveau régime peut avoir des conséquences extrêmement préjudiciables, mais ces considérations ne peuvent à elles seules justifier une véritable hérésie juridi-

(19) *Op. cit.*, S., 1928. 4. 1.

que. Il convient de chercher un autre moyen d'assurer aux émigrés russes le respect de leurs droits.

Nous avons indiqué celui qui avait été préconisé par la circulaire du garde des Sceaux, qui a d'ailleurs été adopté en France. La loi du domicile, qui sera en même temps la *lex fori*, doit intervenir aux lieu et place d'une législation absente, incertaine, ou abrogée. Il y a, en cette matière, une règle générale de droit international privé à dégager toutes les fois que, pour une raison quelconque, devant un tribunal d'un pays déterminé, la loi étrangère qui devrait régir le litige n'est plus compétente, soit par suite d'une abrogation, soit par suite d'une incertitude dans son existence même.

La loi du domicile devra intervenir alors pour régir le rapport de droit soumis aux tribunaux. Cette solution évidemment, ne supprimera pas toute difficulté, car, en supposant que, parmi les parties en présence, il en est certaines qui aient des domiciles dans des pays différents, le tribunal se trouvera fort embarrassé pour faire dominer telle ou telle loi du domicile. Il lui faudra, en pareil cas, considérer les règles accessoires de droit international privé, et autant que possible appliquer à chaque intéressé la loi de son propre domicile, à défaut de loi nationale normalement compétente.

En ce qui nous concerne, nous croyons que la fiction de survivance de la législation des tsars devrait être abandonnée même dans les pays qui n'ont pas encore reconnu les Soviets. Il est à cette assertion plusieurs raisons, tant en fait qu'en droit.

En fait, il paraît difficile de continuer à appliquer une législation qui n'existe plus dans son pays d'origine et dont le souvenir même, ainsi que les monuments qui l'en-

treignent, sont menacés tous les jours de disparition. D'ailleurs, cette loi, alors même qu'on réussirait à en sauvegarder le texte avec toutes les interprétations de nature à en préciser le sens, ne correspondrait plus à l'état de fait de la société pour laquelle elle avait été promulguée. Etant demeurée à l'état de cristallisation depuis le moment où l'ancien régime a disparu, elle n'a pu être modifiée pour suivre l'évolution sociale. Sa survivance fictive serait donc contraire aux nécessités de fait.

En droit, on peut faire remarquer que l'abrogation de la loi russe par le Gouvernement des Soviets, que celui-ci ait été ou non reconnu par les puissances étrangères sur le territoire desquelles le conflit de lois a surgi, a été parfaitement régulière.

Cette loi a disparu par un des procédés normaux de disparition des lois. Elle a été abrogée par un pouvoir constitué, d'origine révolutionnaire, sans doute, mais qui n'en est pas moins le maître du pays. S'obstiner à conserver à l'ancienne législation une vie factice et d'ailleurs rapidement impossible deviendrait vite la source de difficultés sans nombre, et de véritables iniquités.

Au contraire, en appliquant la loi du domicile aux émigrés, on leur permet de bénéficier des avantages juridiques que confère cette loi, et qui cadrent d'ailleurs bien avec l'état social où ils se trouvent momentanément impliqués, ou peut-être même définitivement assimilés.

Enfin, cette solution a l'avantage d'unifier les règles de droit international privé et de permettre aux tribunaux qui sont saisis d'un litige de cet ordre, en appliquant la loi du domicile qui sera, la plupart du temps, la *lex fori*, d'éviter l'interprétation d'une loi étrangère pour laquelle les intéressés n'auraient jamais les mêmes garanties, ni

au point de vue des voies de droit auxquelles ils peuvent faire appel, ni au point de vue de l'exequatur dans un pays différent (20).

SECTION II

Condition des réfugiés russes au point de vue des droits de la famille et de l'état et de la capacité des personnes.

Les décisions rendues en ces matières ne sont pas très nombreuses. Elles permettent néanmoins de tracer les grandes lignes d'un système général que la jurisprudence paraît avoir adopté et qu'elle s'efforce de préciser au cours des différentes espèces qui se présentent devant ses tribunaux.

Le grand principe qui se dégage des jugements et des arrêts rendus depuis la reconnaissance des Soviets jusqu'à ce jour est que la loi du domicile doit être considérée comme la loi normalement compétente régissant la condition des réfugiés russes en France.

La question d'état et de capacité des personnes devait être la plus délicate que les tribunaux français eussent à trancher. En effet, en cette matière, il est de tradition en France que l'état et la capacité soient régis par la loi nationale des parties. Si, en d'autres hypothèses, il est admis, en droit international privé, que la loi du domicile et la

(20) On sait, en effet, que l'interprétation d'une loi étrangère est considérée par la Cour de cassation, aux termes d'une jurisprudence constante, comme une question de fait qui échappe la plupart du temps à son contrôle. Les justiciables se trouvent donc privés, toutes les fois qu'il s'agit de l'application d'une loi étrangère, du bénéfice du contrôle juridictionnel de la Cour de cassation.

lex fori peuvent, dans certains cas, être appliquées, il n'en est pas de même dans la matière que nous examinons ici.

La loi du domicile et celle du tribunal saisi n'interviennent normalement que dans des cas fort rares, et encore est-ce plutôt sur des points qui touchent à la procédure et aux formes habilitantes et non sur le fond même de la question d'état ou de capacité qui se poserait au tribunal.

Pour les réfugiés russes, tous ces principes se trouvèrent bouleversés au lendemain de la reconnaissance des Soviets. Les tribunaux français se virent alors devant une situation difficile à résoudre toutes les fois qu'il s'agissait d'une question d'état ou de capacité de réfugiés. Ils résolurent d'appliquer la loi française, loi du domicile à défaut d'autre loi normalement compétente, bien que, le Gouvernement des Soviets étant reconnu, la loi soviétique eut en France la possibilité de s'appliquer pour les sujets soviétiques.

Cette règle se dégage d'une façon assez précise de différents jugements, et, entre autres, d'un jugement du Tribunal civil de la Seine en date du 24 décembre 1926 (21).

Si, en principe, les tribunaux français sont incompétents pour statuer entre étrangers sur les litiges relatifs à leur statut personnel, il n'en est pas de même quand le défendeur est domicilié en France depuis de longues années et a perdu tout domicile à l'étranger.

Le Tribunal de la Seine reconnaît ainsi une première capacité aux sujets russes établis depuis longtemps en France, c'est celle de pouvoir agir en justice devant les tribunaux français. Il devait également se prononcer sur le fond même du droit en déclarant que le Gouvernement français a no-

(21) *Gaz. trib.*, 22 oct. 1927; *Rec. des sommaires*, 1928.

tifié, le 28 octobre 1924, au Gouvernement de l'U. R. S. S. qu'il le reconnaissait *de jure*. Cette reconnaissance oblige les tribunaux français, dans les questions d'état, à appliquer désormais aux nationaux russes leur statut personnel tel qu'il est fixé par les lois soviétiques, sauf à rejeter celles de ces lois qui pourraient être considérées en France comme contraires à l'ordre public.

Il convient de remarquer cependant que l'application de la loi nationale n'a lieu, aux termes du jugement, que pour les nationaux russes. Les réfugiés russes qui ont perdu leur nationalité d'origine ne sont pas compris dans cette catégorie de personnes.

Une décision de la Justice de paix de Paris du VII^e arrondissement, en date du 10 février 1928⁽²²⁾, déclare aussi que les tribunaux français sont compétents pour statuer sur des litiges entre étrangers touchant à *la question d'état* lorsque ces étrangers ont un domicile en France, qu'ils ont perdu tout domicile à l'étranger, et qu'il n'est pas établi qu'un autre tribunal que le tribunal français saisi du litige pourrait en faire connaître.

On voit affirmé de nouveau, par cette décision, le principe de la compétence des tribunaux français, en ce qui concerne les Russes, et celui de leur capacité pour agir en justice.

Il convient de spécifier que, par capacité pour agir en justice, nous entendons non pas la capacité qui serait fonction de l'âge, du sexe, ou de l'état de santé de l'individu, mais, au contraire, son *attitude à saisir compétemment les tribunaux français*.

(22) *Rec. Gaz. trib.*, 1928, 2. 545.

Dans la décision précédente, si cette capacité d'agir en justice est proclamée, les termes du jugement, bien que cette espèce comportât l'examen d'une question d'état, ne tranchent pas d'une façon catégorique le point de savoir quelle est la loi applicable aux réfugiés russes.

Les décisions en matière d'état et de capacité des réfugiés russes ont été plutôt rares, alors, au contraire, que les tribunaux français ont eu à statuer plus fréquemment à propos de Russes n'ayant pas perdu leur nationalité.

Pourtant, il est un arrêt de la 1^{re} Chambre de la Cour de Paris qui adopte une solution intéressante en pareille matière, et qui aurait pu poser des principes beaucoup plus généraux que ceux qui se trouvent formulés dans ses considérants.

Il s'agissait, en l'espèce, de la question de savoir si un enfant naturel, adultérin, né en France, des relations d'une femme et d'un homme russes, ayant été conçu à une époque où son père était marié avec une autre femme, pouvait être légitimé par mariage subséquent.

On sait, en effet, qu'aux termes de l'article 335 du Code civil, la reconnaissance et la légitimation des enfants adultérins est prohibée, hors certains cas limitativement déterminés. Pourtant, en regard de la loi française, loi du domicile des deux parties, et loi du tribunal, deux autres lois étaient invoquées par les plaideurs : d'une part, l'ancienne législation russe qui autorisait dans tous les cas, sans distinction, la légitimation par le mariage subséquent, d'autre part, les lois soviétiques actuelles qui adoptent pour base de la famille la filiation de fait et déclarent que la parenté est indépendante, quant à son existence, du mariage des père et mère.

La Cour avait donc bien à statuer sur une question d'état

et de capacité. Elle aurait pu affirmer la compétence de la loi française comme loi du domicile des époux ayant perdu leur nationalité d'origine, elle aurait pu écarter franchement l'idée même d'une application éventuelle de la loi soviétique à des réfugiés russes. Elle a préféré ne pas trancher ces questions et résoudre le problème qui lui était posé par une considération qui paraît d'ailleurs être juste : elle pose en principe général que si les questions relatives à la filiation doivent se régler d'après les lois nationales des intéressés, c'est à la condition que cette loi ne soit pas en contradiction avec la loi française présentant un caractère d'ordre public. /

L'arrêt ne tranche pas la question de savoir quelle était précisément en l'espèce la loi nationale des parties. Il ne faut pas oublier, en effet, que deux législations avaient été invoquées par les demandeurs, aussi bien l'ancienne législation russe que la législation soviétique. Il y avait là une anomalie juridique assez curieuse sur laquelle l'arrêt aurait pu s'expliquer de façon très complète. La considération qui a déterminé sa décision a été formulée dans les considérants suivants :

« Considérant en effet que par le fait de sa naissance sur le sol français, la mineure I... se trouve investie de plein droit de la qualité de Française, la validité d'une reconnaissance et d'une légitimation qui aurait pour effet de lui faire perdre cette qualité et de lui attribuer une autre nationalité, doit en premier lieu satisfaire aux prescriptions de la loi française. »

Ainsi donc, au lieu de s'attacher à la personne des demandeurs, et de voir si ces derniers avaient le droit de légitimer leur enfant, l'arrêt part d'un principe tout opposé et considère la personne de la mineure. On peut trouver

assez singulier sa façon de raisonner, car, d'une part, la mineure n'avait pas définitivement la qualité de Française puisque si, au lieu d'être adultérine, sa filiation eût été naturelle, la reconnaissance aurait été possible sans objection et la mineure aurait ainsi acquis, par la volonté de ses parents, la nationalité de ces derniers.

L'arrêt examine donc la situation de façon très incomplète, puisque, au lieu d'aborder franchement la difficulté qui se posait devant la Cour, il préfère l'éluder par un véritable subterfuge qui ne paraît même pas avoir en droit l'autorité incontestable que la Cour lui prête.

Il ne résout pas, en tout cas, la question de savoir si, en cas de conflit ou de contestation, c'est la loi des parents ou celle des enfants qui doit l'emporter au point de vue de la détermination d'un statut personnel.

Réserve faite des dispositions d'ordre public de la *lex fori*, il semble que le problème demeure entier et que les deux lois aient, au moins à égal titre, la faculté de régir l'état des parties. Si même on devait appliquer les principes de droit international privé dans toute leur intégrité, on serait forcé de reconnaître une prédominance à la loi des parents.

De cet examen de la jurisprudence, depuis la reconnaissance des Soviets jusqu'au moment où nous écrivons ce livre, il résulte que la question d'état et de capacité pour les réfugiés russes n'a jamais été tranchée de façon complète par la jurisprudence. Il semble, au contraire, qu'on ait évité de statuer directement sur cette question, toutes les fois qu'elle s'est posée.

Dans l'espèce susmentionnée principalement, la Cour avait une occasion certaine de proclamer l'application de la loi française, non pas comme loi compétente en vertu

de la nationalité de l'enfant, mais comme loi de ses parents, qui, ayant perdu leur nationalité russe, se trouvaient soumis, quant à leur statut personnel, à la loi de leur domicile.

SECTION III

Droits de la famille.

En matière de droits de la famille, on rencontre, heureusement, quelques solutions plus nettes que sur le domaine de l'état et de la capacité des parties. L'une des décisions les plus récentes est du 28 juillet 1926.

Le Tribunal civil de la Seine, dans cette espèce, a tranché la question de savoir quelle était la loi applicable à une demande de divorce émanant de deux époux originaires de Russie, mais déchus de leur qualité de citoyens de l'U. R. S. S. Le Tribunal civil de la Seine (3^e Chambre), par un jugement du 8 juillet 1926⁽²³⁾ déclare que la loi française est applicable à la demande en divorce dont le tribunal est saisi si les époux originaires de Russie sont déchus de leur qualité de citoyens de l'Union des républiques soviétiques et socialistes, surtout lorsqu'ils sont mariés et domiciliés en France.

La solution de ce jugement, paraît, il est vrai, conforme aux principes juridiques admis en la matière⁽²⁴⁾. Le statut personnel tel qu'il a été défini par la loi soviétique a été déclaré applicable, comme nous le verrons, aux questions d'état de ceux qui sont demeurés citoyens de l'U. R.

(23) *Clunet*, 1927, p. 394.

(24) V. les articles de Prudhomme, *Clunet*, 1928, p. 886, 887 et 894; Champcommunal, *Rev. de droit internat. privé*, nos 3 et 4.

S. S. ⁽²⁵⁾, mais, théoriquement, nous avons vu les hésitations que l'on pouvait avoir entre l'application de l'ancienne législation russe et celle de la loi du domicile quant au statut personnel des originaires de Russie devenus des heimatlos. C'est la deuxième de ces solutions qui paraît s'imposer de plus en plus (et dont le jugement ci-dessus apporte la confirmation) étant donné que l'ancienne législation russe est abolie par les Soviets ⁽²⁶⁾.

Une critique, néanmoins, peut être adressée au jugement du Tribunal civil de la Seine, qui, s'il est exact dans le principe qu'il dégage, a cru devoir se servir d'une incidente dont il n'avait que faire. Il a visé, pour justifier l'application de la loi française, le fait que les époux russes étaient mariés et domiciliés en France. En ce qui concerne leur domicile en France, le Tribunal devait le relever, puisque c'est la raison même de l'application de la loi française. Mais le fait que les époux russes ont été mariés en France, que le Tribunal a également cru devoir invoquer, était indifférent à la solution du litige qui les séparait. Que les époux russes agissant devant le Tribunal civil de la Seine aient été mariés en France ou en Russie, la solution à intervenir aurait été la même, et la loi française, loi de leur domicile, aurait pu s'appliquer dans tous les cas, quel qu'eût été le lieu de leur mariage.

C'est en raison de la perte de leur nationalité d'origine et de la fixation de leur domicile en France que la loi française se trouve normalement compétente pour régir les questions d'état et de capacité, ainsi que les questions tou-

⁽²⁵⁾ Paris, 30 avril 1926, *Gaz. Pal.*, 1926. 1. 30.

⁽²⁶⁾ Cf. articles de MM. Wolf, *Ostrecht*, 1923, *Heft*, 1. 48; Freund, *Das Zivilrecht Sowjetrussland*, Berlin, 1924, p. 15.

chant au statut de la famille, et non pas en vertu de la consécration même de leur mariage en France.

L'orientation générale de la jurisprudence est donc bien conforme à l'esprit de la circulaire de M. le garde des Sceaux du 28 avril 1925⁽²⁷⁾. Sans doute, on peut regretter que les décisions de justice ne soient pas plus nombreuses et qu'une jurisprudence touffue n'établisse pas de façon sûre toutes les règles relatives à la condition des réfugiés russes en France, mais, néanmoins, les éléments que l'on possède permettent de dégager de façon très suffisante les quelques principes suivants :

Les réfugiés russes ont le droit d'accéder devant les tribunaux français, et sont dispensés de la caution *judicatum solvi*.

En ce qui concerne leur état et leur capacité, la loi française paraît devoir s'appliquer lorsque ces réfugiés ont leur domicile en France et qu'ils ont perdu tout domicile à l'étranger.

En ce qui concerne le statut familial, les réfugiés russes se trouvent donc assimilés de plus en plus aux Français. On peut même dire que, à part quelques légères différences de détail tenant bien plus aux conventions des parties qu'à la loi même, les réfugiés russes sont entièrement soumis à la loi française. La différence avec les Français ne subsiste qu'en ce qui concerne les droits publics et politiques, mais non en ce qui concerne leur condition en droit privé.

En ce qui concerne le régime des biens, bien que cette question ne se rapporte pas à la condition des réfugiés russes, il est permis néanmoins de dire que, pour leurs biens

(27) *Clunet*, 1926, p. 233

qui se trouvent en France, l'assimilation est également complète avec la situation des sujets français.

Il demeure certain, néanmoins, que toutes les fois que le statut d'autonomie et la libre détermination d'une législation compétente sont admis par les principes généraux de droit international privé, les réfugiés russes peuvent, à l'instar de tous les autres étrangers, stipuler l'adoption dans leurs contrats d'une loi quelconque autre que la loi française.

Au point de vue de leur nationalité, ils continuent à demeurer des étrangers et à ne participer à aucune fonction de la vie nationale, mais, néanmoins, il se produit à leur égard un phénomène analogue à celui que Proudhon signalait dans sa théorie de l'Incolat. Ce sont, pour la plupart, des étrangers admis à *perpétuelle demeure*, et dont l'assimilation ne saurait tarder. Il y a, en ce qui les concerne, de très grandes ressemblances avec la situation des émigrés français qui, au lendemain de la révocation de l'Edit de Nantes ou de la Révolution française, se sont fixés dans les pays voisins, tels que l'Angleterre ou l'Allemagne, où ils ont fait souche.

En droit, et si on se place à un point de vue purement théorique, la solution admise par les tribunaux français paraît devoir être approuvée, car, s'il subsiste encore dans certaines matières spéciales quelques incertitudes et quelques erreurs d'application, le système, dans son ensemble, est rationnel. Les tribunaux ont d'ailleurs, par leur solution, considérablement simplifié la question de l'application éventuelle d'une loi étrangère dans un pays qui n'est pas le sien. En effet, toutes les fois que les juges sont dans l'obligation d'interpréter une loi étrangère, ils doivent se référer aux certificats de coutumes produits par

les parties. Leur connaissance de la loi étrangère demeure imparfaite. On évite cet écueil, pour les réfugiés russes, en leur appliquant la loi française. Enfin, si on se place à un point de vue purement français, la solution adoptée a l'avantage, dans la vie courante, d'éviter à un contractant français qui se trouve en présence de réfugiés russes, les aléas de l'application d'une loi étrangère.

Aussi bien au point de vue du mariage, du divorce, de la condition de la famille, de la filiation, que des obligations contractuelles ordinaires, l'application de la loi française aux réfugiés russes constitue une simplification considérable et une mesure de sécurité.

D'ailleurs, l'assimilation juridique, en pareille matière, apparaît très souvent comme un stade vers une assimilation plus complète encore.

Au point de vue des droits publics et politiques, les Russes n'en détiennent aucun en France, si ce n'est ceux que l'on reconnaît d'une façon générale aux étrangers en vertu même de leur existence et de leur état d'hommes dont la liberté de vivre, de penser et d'agir doit être sauvegardée toutes les fois qu'elle ne présente pas d'inconvénients pour l'ordre public du pays où ils se trouvent. Les Russes ne peuvent sans doute prétendre accéder aux carrières publiques ou politiques, mais l'exercice du commerce en France, la liberté de penser, d'écrire, la protection de la loi en matière de propriété littéraire, artistique et industrielle leur sont accordés. Il paraît donc, si on jette un coup d'œil d'ensemble sur leur situation, qu'ils soient plus avancés que les autres étrangers. Ils font même figure, en fait, de protégés français, bien qu'ils ne le soient pas au point de vue juridique, dans le sens que ce mot possède en droit international public.

CHAPITRE IV

LA CONDITION DES SUJETS SOVIETIQUES EN FRANCE

On rencontre, dans l'examen de la condition des sujets soviétiques en France, des règles et des principes qui sont diamétralement opposés à ceux qui ont cours lorsqu'il s'agit de réfugiés russes.

En effet, la situation se trouve, en quelque sorte, inversée; alors que les réfugiés russes rejetés par leur pays d'origine se trouvent dispersés dans le monde, sans attache avec leur patrie, il n'en est pas de même pour les sujets soviétiques qui continuent à conserver les liens qui les unissent à la Russie soviétique. Même à l'étranger, ils demeurent soumis aux obligations des lois russes et bénéficient des avantages qu'elles peuvent leur conférer dans la mesure, toutefois, où ces avantages ne sont pas contraires à l'ordre public national du pays dans lequel ils sont invoqués.

On a déjà vu plus haut le critérium qui permettait de distinguer les sujets russes soviétiques des réfugiés russes. Il consiste simplement dans un acte de la puissance publique soviétique qui s'est plu un jour à rejeter de la nation russe un certain nombre de sujets hostiles à un régime nouveau. Ce rejet n'apparaît d'ailleurs pas comme un acte définitif, car il est possible qu'un changement de régime, s'il se produit, ait pour conséquence de conférer à nouveau la nationalité russe aux émigrés qui l'ont perdue.

D'autre part, il ne repose sur aucun des critères habituels du droit international privé qui entraînent le changement de nationalité. En effet, pas plus le *jus soli* que le *jus sanguinis* n'interviennent pour valider la perte de nationalité des réfugiés russes. A peine pourrait-on faire appel à une notion assez nouvelle : le *jus domicilii* ou loi du domicile. Les effets de cette loi ne s'exerceraient d'ailleurs, même si on admettait le principe d'application, qu'au point de vue du droit privé. Au point de vue de la nationalité, la décision des autorités soviétiques apparaît donc comme un acte de gouvernement qui ne peut être justifié par aucune loi. Le simple fait de fixer son domicile à l'étranger ne suffit pas à rompre les liens du sang. Sans doute, le *jus domicilii*, lorsque le séjour se prolonge dans un pays, a une tendance à se transformer en *jus soli*, mais, en pareille hypothèse, il intervient généralement une considération, qui est tirée de la présence de l'individu sur le sol où ses parents ont fixé leur domicile. C'est le principe qui a trouvé une part d'application assez large dans la loi récente du 10 août 1927 sur la nationalité, mais qui, au point de vue des décrets soviétiques, ne présente aucune importance, car si les émigrés russes ont perdu la sujétion russe, ce n'est pas parce que leurs enfants sont nés sur un sol étranger, ce n'est même pas parce qu'ils y ont fixé leur domicile, mais c'est bien uniquement parce qu'ils ne se sont pas soumis aux lois de l'U. R. S. S. qui leur ont paru suspectes à juste titre.

Ceux, au contraire, qui ont continué à obéir aux injonctions des autorités soviétiques ont obtenu par compensation le droit d'invoquer la sujétion russe.

Avant octobre 1924, les Soviets n'étant pas reconnus en France, l'U. R. S. S. ne pouvait être considérée comme

un Etat dont la loi puisse être invoquée devant les tribunaux français par des sujets soviétiques. Mais il en est tout autrement depuis 1924; il faut actuellement, quelles que soient les différences profondes qui séparent le régime soviétique du régime français, reconnaître aux lois de l'U. R. S. S. le pouvoir de régir la condition des sujets soviétiques à l'étranger toutes les fois que, selon les règles de droit international privé, la loi nationale des parties doit réglementer leur état, leur capacité, ou certains rapports de droit dans lesquels elles peuvent se trouver impliquées.

La jurisprudence, d'ailleurs, eut à faire application de ces principes, et les quelques décisions qu'elle a rendues depuis 1924 sont l'écho fidèle de la règle que nous venons d'exposer. C'est ainsi qu'un jugement du Tribunal de la Seine⁽¹⁾ en date du 24 décembre 1926 a déclaré que la reconnaissance *de jure* des Soviets avait pour conséquence d'obliger les tribunaux français, dans les questions d'état, à appliquer désormais aux nationaux russes leur statut personnel qui est fixé par les lois soviétiques, sauf à rejeter celles de ces lois qui pourraient être considérées en France comme contraires à l'ordre public.

On retrouve l'affirmation du même principe dans deux décisions plus récentes encore, l'une, du 10 février 1928, d'une Justice de paix de Paris⁽²⁾, et l'autre du Tribunal départemental des Alpes-Maritimes, en date du 22 février 1928⁽³⁾. L'application qui en a été faite concerne surtout les questions d'état et de capacité. A titre d'exemple, il

(1) *Gaz. trib.*, 22 oct. 1927; *Recueil des sommaires*, 1928, n° 287.

(2) *Rec. Gaz. trib.*, 1928. 2. 343.

(3) *Gaz. trib.*, 1928. 2. 342.

faut citer deux solutions adoptées par la jurisprudence dans des cas qui ont été soumis à l'examen des tribunaux.

A propos de la question de capacité, le Tribunal des Alpes-Maritimes eut à statuer sur le point de savoir quelle était, en France, la capacité de l'épouse d'un sujet soviétique lorsque deux époux de nationalité russe se trouvent poursuivis, conjointement et solidairement, en paiement de fournitures de modes. Le Tribunal a déclaré qu'il y avait lieu de condamner la femme au paiement de ces fournitures en mettant le mari hors de cause. Il s'est basé, pour adopter cette solution, sur le jeu combiné du décret du 29 octobre 1924, paragraphe 12, du Comité central exécutif de l'U. R. S. S., avec les dispositions d'un précédent décret du 28 octobre 1921, pour dire que ces époux russes avaient conservé leur nationalité d'origine et se trouvaient soumis à la législation russe actuelle concernant la famille, aux termes de laquelle le mariage en Russie ne crée aucune communauté de biens entre époux.

Le Tribunal civil de la Seine eut, à son tour, à statuer sur une question de filiation. Il déclara que, par le décret du 30 novembre 1918, spécifiant qu'aucune des lois instituées par l'un quelconque des gouvernements renversés ne saurait être invoquée comme ayant force de droit, le Gouvernement de l'U. R. S. S. avait mis à néant l'ancienne législation russe et notamment celle qui prohibait la paternité hors mariage.

Postérieurement, plusieurs décrets ont été promulgués dont les dispositions forment le Code des lois sur les actes d'état civil, le mariage, le droit de la famille et de la tutelle. Le Tribunal a déclaré qu'il y avait lieu de faire application de l'article 133 de ce Code qui admet la paternité hors mariage. Dès lors, les sujets soviétiques actuels sont

fondés, en matière de paternité et de filiation, à invoquer en France les dispositions du Code russe actuel, à condition, bien entendu, que ces dispositions ne soient pas contraires à l'ordre public français.

CHAPITRE V

RETROACTIVITE DE L'APPLICATION DES LOIS SOVIETIQUES RUSSES

S'il est vrai que la condition des sujets soviétiques en France se résume en deux principes fort simples :

a) Application de leur loi nationale dans toutes les matières qui, en droit international privé, sont soumises à l'empire de cette loi;

b) Inapplicabilité de la loi nationale soviétique toutes les fois que ses dispositions sont contraires à l'ordre public français.

Encore faut-il avoir soin de préciser l'instant à partir duquel la loi soviétique est censée régir en France les situations de droit qui lui sont normalement soumises. Les tribunaux français pouvaient, en effet, hésiter entre deux dates, l'une qui serait celle de la reconnaissance même des Soviets par le Gouvernement français et de l'échange de télégrammes entre les deux Gouvernements (1), l'autre qui serait la date bien antérieure à laquelle le Gouvernement soviétique a été institué en Russie même. Autrement dit,

(1) La détermination de cette date est, d'ailleurs, empreinte d'une difficulté accessoire. A partir de quel moment considère-t-on que les Soviets sont reconnus ? Est-ce à partir du moment où le Gouvernement français a envoyé son télégramme, ou bien, au contraire, de celui où il lui a été répondu par les Soviets ? Cette difficulté juridique est, en réalité, diminuée en l'espèce par le fait que les deux télégrammes ont été échangés à intervalles très rapprochés, mais on aurait pu concevoir qu'ils le fussent à

dans la première hypothèse, la reconnaissance du Gouvernement soviétique et, par suite, l'application des lois soviétiques ne serait pas rétroactive et ne se produirait que le jour même de la reconnaissance.

Dans la seconde hypothèse, au contraire, cette reconnaissance aurait un effet rétroactif, et l'application de la loi soviétique en France serait admise même lorsqu'il s'agirait de situations de droit créées antérieurement à la reconnaissance des Soviets, mais postérieurement à l'établissement du régime soviétique en Russie. L'intérêt de la question est assez grand, car plusieurs années séparent ces deux époques.

Dans une espèce que nous avons précédemment citée, la question s'est même présentée devant le tribunal⁽²⁾.

Le Tribunal civil de la Seine s'est prononcé dans le sens de la rétroactivité de la reconnaissance. Il a déclaré que l'effet de la reconnaissance *de jure* des Soviets remonte au jour où commence l'existence du nouveau Gouvernement russe, sauf à ne pas porter atteinte aux droits acquis.

quelques jours de distance et alors, la question se serait posée de savoir quelle aurait été la date exacte de la reconnaissance. Toutes les personnes dont les droits seraient nés entre le moment d'émission et le moment où il a été répondu aux télégrammes auraient pu se trouver dans l'incertitude. On aurait rencontré, en pareil cas, le même problème que celui qui existe en droit privé, lorsqu'un contrat a lieu par correspondance. Nous ne faisons que signaler cette difficulté sans insister sur sa solution, car, en ce qui concerne la reconnaissance des Soviets, il est presque certain qu'il n'y aura jamais aucune difficulté de ce chef, puisque les télégrammes ont été échangés sans que, matériellement, le temps qui les sépare soit assez important pour permettre la création de droits suffisamment importants pour faire l'objet d'une demande en justice.

Néanmoins, il est possible qu'en une autre matière on ait à fixer d'une façon précise le moment à partir duquel les Soviets seront considérés comme étant reconnus par le Gouvernement français. Nous aurons, personnellement, tendance à croire que c'est à partir du moment où les télégrammes ont été envoyés, car c'est à cet instant précis que s'est manifestée la volonté de reconnaissance du Gouvernement français.

(2) Trib. civ. Seine, 24 déc. 1926, *Gaz. trib.*, 22 oct. 1927.

Il convient, avant tout, de faire l'examen critique de cette formule et d'en expliquer exactement la portée.

Il s'agissait, en l'espèce, d'un officier de l'armée russe, nommé de Mayenne, qui, mis à la retraite pour blessures graves, était arrivé en France au début de 1918 pour servir dans l'armée polonaise. Agréé dans cette armée et envoyé plus tard en mission en Italie, il déclara, le 18 août 1919, à l'officier d'état civil de Turin, la naissance de sa fille Jacqueline, née le même jour, dit le jugement, « de son union naturelle avec une dame célibataire qui ne consent pas à être nommée ». Le lendemain même, de Mayenne reconnaissait, par acte passé par Musso, notaire à Turin, en date du 19 août 1919, la jeune Jacqueline pour sa fille. Puis, s'étant par la suite marié en France, il assigna devant le tribunal civil le tuteur *ad hoc* de sa fille Jacqueline pour faire prononcer la nullité de la reconnaissance de l'enfant. Il se fondait, entre autres motifs, sur celui-ci : pour être valable, la reconnaissance doit être autorisée non seulement par la loi du pays où est née l'enfant, mais aussi par celle de la personne qui effectue la reconnaissance.

Or, si la loi italienne admet la reconnaissance, il n'en est pas de même de la loi russe antérieure au régime soviétique, qui ne l'admet pas et qui seule peut s'appliquer à un Russe réfractaire à ce régime. Le Tribunal répondit sur ce point par les attendus suivants, qui méritent d'être cités :

« Attendu que de Mayenne ne méconnaît pas que, né à Moscou, de parents russes, il est Russe d'origine, mais qu'il prétend qu'aux termes du décret de l'Union des républiques socialistes et soviétiques en date du 28 octobre 1921, il aurait perdu la nationalité russe;

» Attendu que pareille affirmation ne tient pas compte des dispositions du décret que s'il prévoit la déchéance du droit de cité de l'U. R. S. S. pour les personnes qui ont séjourné à l'étranger pendant plus de cinq années sans interruption, et n'ont pas reçu avant le 1^{er} mars 1922 un passeport ou des certificats analogues des représentants des gouvernements soviétiques à l'étranger, stipule d'autre part que le décret ne s'applique pas aux pays où il n'existe pas de représentants soviétiques, de telle sorte que pour les réfugiés russes en France, le décret serait applicable et le délai ne commencerait à courir qu'à partir de l'établissement en France des représentants de l'Union après la reconnaissance du 28 octobre 1924. »

Or, ajoute le jugement, le Gouvernement français a notifié, le 28 octobre 1924, au Gouvernement de l'U. R. S. S., qu'il le reconnaissait *de jure*. Cette reconnaissance oblige les tribunaux, dans les questions d'état, à appliquer désormais aux nationaux russes leur statut personnel tel qu'il est fixé par la loi soviétique, sauf à rejeter celles de ces lois qui pourraient être considérées en France comme contraires à l'ordre public. L'effet de la reconnaissance *de jure* de l'Union des républiques soviétiques socialistes est rétroactif, dit encore le jugement, et remonte au jour où commence l'existence juridique du nouveau Gouvernement.

Or, le 30 novembre 1918, le Gouvernement soviétique avait pris un décret spécifiant qu'aucune des lois instituées par le Gouvernement renversé ne saurait être invoquée comme ayant une force de droit. Ce décret mettait donc à néant l'ancienne législation russe, dont de Mayenne prétendait se prévaloir, mais un décret du 18 décembre 1917 avait déjà admis la paternité hors mariage. Le Tribunal civil de la Seine a conclu qu'antérieurement à la reconnaissance de

Jacqueline de Mayenne, qui n'est que du 19 août 1919, la loi russe admettait la reconnaissance de la paternité.

Il en infère que de Mayenne était bien Russe à cette époque, et qu'il ne peut considérer comme inexistantes ces dispositions, que les tribunaux français doivent retenir, puisque la loi soviétique s'applique rétroactivement aux situations de droit nées après l'institution du régime soviétique.

Grâce à ce raisonnement, le Tribunal en est arrivé à conclure que la reconnaissance de la jeune Jacqueline était valable, puisque, d'une part, de Mayenne était bien Russe au moment où il la faisait et que, d'autre part, la loi soviétique, rétroactivement applicable, admettait le 19 août 1919 la reconnaissance de la filiation hors mariage.

Cette solution nous paraît des plus contestables. Elle repose, en réalité, sur un véritable tour de passe-passe juridique, qui, suivant les besoins de la cause, admet d'une part la rétroactivité pour la rejeter d'autre part. En effet, si elle n'admet pas la rétroactivité en ce qui concerne la perte du droit de cité, elle l'accepte au contraire en ce qui concerne l'état et la capacité des personnes.

Or, les auteurs, et plus particulièrement MM. Martin et Pillet, ont montré à de nombreuses reprises les liens étroits qui unissaient les questions de nationalité à celles d'état et de capacité des personnes. Si le Tribunal avait examiné d'une façon plus approfondie la situation de de Mayenne après son départ de la Russie et avant sa perte officielle de la nationalité russe, il n'aurait pas tardé à se rendre compte que de Mayenne avait perdu, en fait, son droit de cité dès l'instant où il avait quitté la Russie. Sans doute, s'il s'était conformé aux déclarations qui lui étaient demandées par le décret du 28 octobre 1921, il n'aurait pas perdu sa na-

tionalité. Mais, il ne s'ensuit pas qu'il ait conservé cette nationalité dans la période qui a précédé la promulgation de ce décret et qu'il puisse se prévaloir, par la suite, de son ancienne nationalité russe.

En réalité, pendant toute la période qui a précédé le décret de 1924, on peut dire que les Russes réfugiés à l'étranger ont eu une nationalité des plus indéterminées; nous serions même presque tenté de dire une *nationalité sous condition résolutoire*. En effet, si par la suite ils se conformaient aux lois soviétiques et aux déclarations qui leur étaient demandées, ils ne perdaient pas leur nationalité, mais si, au contraire, ils ne se conformaient pas à cette loi, le Gouvernement soviétique les considérait comme ayant perdu leur droit de cité, non pas seulement du moment où avait expiré le délai fixé pour s'inscrire au consulat, mais du jour où ils avaient quitté la Russie.

Ainsi donc, l'incertitude même qui planait sur la nationalité des Russes pendant les années d'exil exigeait que les tribunaux tiennent un meilleur compte de leur situation de droit et qu'ils admettent la rétroactivité non pas seulement pour les questions d'état et de capacité, mais aussi en matière de perte de la nationalité.

Une seconde critique plus grande encore peut être faite contre le principe même de la rétroactivité que le Tribunal a cru devoir retenir en ce qui concerne l'application de la loi soviétique à l'état et à la capacité des personnes, alors même qu'il s'agissait de situations de droit nées après l'institution du Gouvernement soviétique, mais avant la reconnaissance par la République française (3).

(3) Nous sommes heureux de nous rencontrer sur ce point avec un auteur autorisé, M. Perroud (*Clunet*, 1928, p. 714) : « Cette rétroactivité, dit Perroud, paraît bien contestable. En principe, la reconnaissance par

Aux yeux de la loi française, la loi soviétique n'est censée exister que du jour où, en France, on a reconnu les Soviets. Avant cette reconnaissance, l'état de trouble, aussi bien social que juridique, où se trouvait la Russie ne permet pas de dire qu'il existait une loi régulièrement instituée et dont il fallait faire en France l'application rétroactive.

Cette rétroactivité, qui paraît des plus contestables au point de vue politique, ainsi que l'expose M. Perroud, ne trouve pas davantage de justification si on se place à un point de vue purement juridique. Elle soulève, en droit international privé, des critiques nombreuses et est de nature à entraîner des conséquences préjudiciables dont les sujets soviétiques ne profiteront pas, car il n'y en avait pas beaucoup en France avant la reconnaissance des Soviets, mais dont les réfugiés russes auxquels s'adressent les sympathies de la France seront les principales victimes. La thèse du Tribunal civil de la Seine paraît d'ailleurs contraire à celle qu'avait admise, au moins implicitement, un arrêt de la Cour de Paris, 1^{re} Chambre, en date du 28 janvier 1926 (4).

un Etat de l'existence d'un autre modifie l'état de choses préexistant, et pour l'avenir. On ne doit pas se laisser impressionner par ce terme de reconnaissance, qui, habituellement, se réfère au passé et comporte des effets rétroactifs. Jusqu'au 28 octobre 1924, la France considérait que l'état de la Russie était trop troublé pour que l'on pût considérer le parti soviétique comme un véritable Gouvernement de droit. A cette date, elle a changé d'avis. La reconnaissance n'implique pas que la France ait eu tort de ne pas voir plus tôt dans les Soviets un Gouvernement russe. Le parti nouveau qu'elle a pris en 1924 est fondé sur la situation de fait des Soviets à cette époque; c'est donc à cette date seulement que la législation soviétique prise en bloc a pris pour la France et au regard des tribunaux français le caractère d'une véritable législation. Pour eux, tout s'est passé comme si cette législation avait été promulguée le 28 octobre 1924. »

(4) *Clunet*, 1926, p. 671.

L'espèce qui s'est présentée à la Cour posait le problème de savoir si, depuis la notification de la reconnaissance *de jure* du Gouvernement de l'Union des républiques socialistes et soviétiques, les traités, conventions et arrangements ayant existé entre la France ou les citoyens français et la Russie devaient continuer à produire leurs effets. La Cour décida que ces traités et conventions perdaient toute existence du fait que l'ancien Gouvernement russe avait disparu et était remplacé par un nouveau Gouvernement entièrement étranger aux conventions passées avec la Russie.

En ce qui concerne le point de savoir à partir de quelle date les anciennes conventions ont disparu, l'arrêt du 28 janvier 1926 n'a pas considéré, comme le jugement ci-dessus étudié, la date de l'établissement du Gouvernement soviétique, mais celle des 28-29 octobre 1924 où a eu lieu la reconnaissance *de jure* du Gouvernement des Soviets. C'est à partir du moment où cette reconnaissance a eu lieu que les anciens traités et conventions cessent d'avoir toute existence légale.

Logiquement, si la Cour avait adopté la rétroactivité de la reconnaissance, les anciens traités et conventions auraient pu cesser de s'appliquer dès le jour même de l'institution du régime soviétique en Russie, car la reconnaissance *de jure* aurait rétroagi jusqu'au jour même où les Soviets ont accédé au pouvoir.

Néanmoins, malgré l'affirmation formelle de l'arrêt qui déclare que c'est à partir des 28-29 octobre que les anciennes conventions et traités ont disparu, nous voyons appliquer rétroactivement une loi de procédure, mais en se fondant sur un autre motif.

Il convient, pour expliquer la situation créée par cet ar-

rêt et pour éviter la confusion dans l'esprit du lecteur, d'en citer un passage :

« Considérant, dit l'arrêt, que l'assignation qui a saisi le Tribunal de commerce de la Seine à la requête de la Société russe Roussky et Renault est du 23 octobre 1924, qu'elle est antérieure au jour où la suppression des conventions diplomatiques est devenue officielle, mais que l'acte gouvernemental qui la réalisait a pour conséquence, à l'égard des citoyens russes demandeurs devant les tribunaux français, de remettre en vigueur les dispositions du Code de procédure civile français, notamment celles qui leur imposent la caution *judicatum solvi*; qu'il est de principe, à défaut d'un texte qui dise nettement le contraire, que les lois de procédure rétroagissent et s'appliquent aux litiges en cours dès qu'elles deviennent obligatoires pour quelque motif que ce soit. »

Ces considérations sont très suffisamment explicites et montrent bien que, dans l'esprit de la Cour, l'application des lois soviétiques aux sujets soviétiques n'est nullement rétroactive et que ces lois doivent régir l'état, la capacité et l'accession aux tribunaux des sujets soviétiques, seulement à partir du jour où la reconnaissance du Gouvernement soviétique a eu lieu *de jure*, c'est-à-dire les 28-29 octobre 1924.

Mais si, en l'espèce, la Cour a cru devoir faire rétroagir l'application des articles 16 du Code civil et 166 du Code de procédure civile, ce n'est nullement en vertu de l'idée que la reconnaissance des Soviets devait opérer rétroactivement, mais, ainsi que l'arrêt l'explique très clairement, parce que la situation de droit qui se trouvait présentée devant la Cour se trouvait, par suite de la disparition des anciens traités et conventions, sans réglementation parti-

culière, qu'il y avait lieu, en l'espèce, d'appliquer les règles générales de compétence en matière de procès contre des étrangers, c'est-à-dire de demander la caution *judicatum solvi*, bien que l'assignation fût antérieure au 28 octobre.

La raison de cette rétroactivité ne tient nullement à la reconnaissance des Soviets, mais au fait que les lois de procédure doivent rétroagir. Dès lors, la reconnaissance des Soviets, tout en n'ayant pas par elle-même d'effet rétroactif, peut néanmoins en comporter indirectement s'il s'agit d'un litige dont les tribunaux sont saisis antérieurement à la reconnaissance, mais dans lequel une décision ne doit intervenir que postérieurement à cette même reconnaissance. Bien entendu, la rétroactivité des lois de procédure ne peut porter atteinte aux droits acquis. En l'espèce, on aurait peut-être dû discuter sur le point de savoir s'il n'y avait pas pour les plaideurs étrangers une sorte de droit acquis résultant du fait qu'au jour de l'assignation ils n'avaient pas à verser la caution *judicatum solvi* en vertu des traités et conventions alors en vigueur ⁽⁵⁾.

(5) La Cour prend parti sur ce point, non pas en faisant rétroagir la disparition des traités et conventions en vigueur, mais en considérant que la question de savoir si un plaideur doit ou non verser la caution *judicatum solvi* est résolue non pas au moment de l'assignation, mais, au contraire, au moment où le tribunal est appelé à statuer sur le conflit. Cette thèse peut être critiquée, car il est possible d'objecter que certains plaideurs auraient renoncé à toute action s'ils avaient pensé avoir à verser la caution *judicatum solvi*. Or, pour répondre à cette question, on est bien forcé de se placer au moment où l'assignation est lancée, et non pas à l'époque plus lointaine où le conflit sera tranché par le tribunal ou la cour qui en sont saisis. Il a pu, entre temps, s'opérer un changement dans les lois en vigueur, que les parties n'étaient pas en mesure de prévoir. Les droits acquis, à notre sens, se déterminent au moment où l'assignation est lancée, où la demande est formée, et non pas à l'époque où la décision intervient. La rétroactivité ne saurait porter atteinte au principe supérieur du respect des droits acquis. Et les droits sont acquis, tout au moins sous conditions, du jour où l'action est introduite lorsqu'il s'agit d'une action recognitive de droit. Il en est différemment peut-être lorsqu'il s'agit de créer des droits nouveaux.

CHAPITRE VI

ESQUISSE DE QUELQUES TRAITS GÉNÉRAUX

De l'examen de ces quelques décisions se déduisent des conclusions générales en matière d'application des lois soviétiques aux sujets soviétiques; l'une de ces décisions, ainsi qu'on l'a vu, prétend appliquer rétroactivement les lois soviétiques aux sujets soviétiques du jour de l'institution du régime soviétique, l'autre admet l'application de ces lois du moment où la reconnaissance *de jure* des Soviëts a eu lieu en France.

Nous préférons, quant à nous, adopter ce second parti. En effet, il nous paraît dangereux, en droit, d'admettre la rétroactivité des lois, et surtout de lois inspirées de principes aussi originaux que les lois soviétiques. Dans un domaine aussi large que l'état et la capacité des personnes, la condition de la famille, et, d'une manière générale, le statut personnel des individus, cette rétroactivité qui, déjà en droit interne, est susceptible d'entraîner de graves complications et de léser des droits acquis, peut, en droit international privé, avoir des conséquences plus préjudiciables encore.

Si la thèse de la rétroactivité de l'application de la loi soviétique est reconnue d'une façon générale par la jurisprudence française, nous ne voyons pas comment les tribunaux pourront, à l'avenir, se refuser à écouter ce lan-

gage. Sans doute, le respect des droits acquis viendra dans une certaine mesure sauvegarder les décisions antérieures, mais on sait qu'en matière de rétroactivité ce principe lui-même subit de sérieuses atteintes, et même que les droits acquis sont les premiers à souffrir de la rétroactivité toutes les fois que celle-ci est admise par la loi.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la loi française se montre hostile à la rétroactivité toutes les fois qu'elle se présente dans le domaine juridique. Elle ne l'admet que dans quelques rares hypothèses telles que celle où il s'agit de l'application d'une loi interprétative.

Mais, même dans cette hypothèse, les tribunaux ont une tendance à écarter cette rétroactivité toutes les fois qu'ils en ont le pouvoir.

Indépendamment de cette première objection provenant des brèches qui pourraient être faites dans le principe de l'autorité de la chose jugée, si l'on admet la rétroactivité des lois soviétiques jusqu'au jour de l'établissement des Soviets en Russie, il en est d'autres qui tiennent à l'application même de la loi compétente. La loi soviétique interviendra si l'on examine le problème de la condition des Russes soviétiques en France, toutes les fois qu'il s'agira d'une situation de droit où la loi nationale des parties est normalement compétente, mais cette compétence elle-même sera d'une grande incertitude si l'on admet que la loi soviétique puisse rétroagir et s'appliquer en France à des sujets russes qui sont restés pendant une période assez longue dans un état très indéterminé quant à leur nationalité et qui, par la suite, ayant satisfait aux obligations de la loi soviétique, ont vu leur nationalité russe confirmée.

L'imbroglio juridique deviendra plus touffu encore si l'on considère cette double rétroactivité à laquelle il faudra

avoir recours : d'une part, rétroactivité au point de vue de la nationalité de sujets russes qui ne se sont conformés que tardivement aux obligations de la loi soviétique, et, d'autre part, rétroactivité de cette loi découlant de la nécessité de l'appliquer aux sujets reconnus pour être russes. Aucune sécurité ne serait plus possible dans les rapports juridiques entre parties, si on admettait l'institution de principes aussi larges et qui paraissent devoir entraîner, en matière de relations entre personnes de nationalités différentes, des indéterminations aussi grandes.

LIVRE II

La condition des sociétés russes en France

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

§ 1. — Situation au lendemain de la révolution et avant la reconnaissance du Gouvernement soviétique.

Au lendemain du régime soviétique en Russie, l'appropriation des biens et valeurs appartenant aux banques fut à l'ordre du jour. Il était évident en effet qu'avec un régime basé sur la nationalisation à outrance de tous les moyens de production et de crédit, il n'aurait pu être question de permettre aux banques de continuer leurs opérations en Russie.

L'histoire de la disparition des banques en Russie remonte au 14-27 décembre 1917.

Le Comité central exécutif russe, poursuivant la série de ses réformes, décida que le commerce des banques de-

viendrait monopole d'Etat, et que toutes les banques privées constituées en forme de société par actions seraient fusionnées avec la Banque de l'Etat à laquelle incombait provisoirement la direction des affaires sociales (*Recueil de décrets*, 1917-1918, Moscou, 1920, p. 6 et 7; *Recueil de lois et ordonnances*, 1917, n° 10, art. 150).

Le décret de décembre 1917 a d'ailleurs pris soin de déclarer, déclaration de pure forme il est vrai, que les actifs et les passifs de banques en liquidation seraient transmis à la Banque de l'Etat.

Pourtant, l'article 6 du décret contient une déclaration des plus curieuses; il reconnaît que les droits des intéressés ne seraient pas sauvegardés, sauf ceux des petits déposants. Cela voulait dire, de façon on ne peut plus explicite, que l'Union soviétique s'attribuait la propriété de tous les dépôts en banque.

Le décret de décembre marque le début d'une série de mesures destinées à assurer son application en janvier 1918; le Conseil de commissaire du peuple décréta purement et simplement la confiscation du capital social des anciennes banques privées au profit de la Banque de l'Etat, il s'empara des actions des anciennes banques, fit disparaître les droits de contrôle et de gestion des actionnaires⁽¹⁾.

La série des réformes continua d'ailleurs et le Commissariat central de la Banque populaire s'attribua la direc-

(1) *Clunet*, 1928, p. 135. MM. Picard et Tager y font une étude minutieuse de la question.

Les documents relatifs aux sociétés russes se trouvent réunis dans le *Recueil de décrets et ordonnances relatifs aux finances*, dont 5 volumes ont paru à Pétrograd jusqu'en 1922, et dans un recueil publié par M. Wolff (Ostrecht, 1925, Heft 1).

tion de toutes les affaires relatives aux sociétés et écarta purement et simplement les anciens administrateurs qui auraient manifesté la prétention de s'y mêler.

Ces anciennes administrations, qui s'appelaient les « pravlenia » et qui déjà n'avaient plus aucune espèce de pouvoir de fait, cessèrent même d'avoir une existence de droit. D'ailleurs, le 10 décembre 1918, le Commissariat des finances voulut codifier les textes relatifs à l'administration des agences et succursales des anciennes banques privées, il en supprima la plus grande partie et déclara que les succursales qui continueraient à subsister seraient considérées comme indépendantes de la Banque populaire. D'ailleurs, ces succursales elles-mêmes durent établir leurs comptes de liquidation, et toutes les affaires qu'elles avaient traitées après le 14 décembre 1917 furent censées avoir été faites pour le compte de la Banque populaire.

Il était évident que l'U. R. S. S. ne pouvait rester en aussi bonne voie; elle s'empara de tous les immeubles appartenant aux anciennes banques privées; ceux-ci furent nationalisés ou municipalisés.

Les créances des anciennes banques furent perçues par la Banque populaire; toutes les garanties dont ces créances étaient nanties furent liquidées dès que les débiteurs mis en demeure de payer semblaient ne pas obtempérer de suite.

Néanmoins, cette perception de créance se ralentit ultérieurement, et il arriva même que des remises de dettes fussent accordées aux débiteurs qui n'avaient pas encore payé.

En ce qui concerne les dettes, l'U. R. S. S. trouva une façon des plus radicales de les liquider; un décret du 4 mars 1919, dans son article 52 (*Recueil de lois de 1919*, n° 10

et 11, art. 108; Wolff, *op. cit.*, p. 41), déclare : « Les établissements appartenant à l'Etat sont libérés de toutes leurs dettes envers les personnes privées nées avant leur nationalisation avec l'exception unique du salaire dû aux ouvriers. » C'était on ne peut plus simple, toutes les dettes des anciennes banques privées disparaissaient de ce chef, sauf celles contractées à l'égard des salariés.

Enfin, le 28 février 1920, la Banque populaire elle-même, qui pouvait avoir un semblant d'existence et devait être considérée comme un organisme destiné à remplacer, d'une façon étrange d'ailleurs, les anciennes banques privées, disparut à son tour. Ce qui fait dire à bon droit à MM. Picard et Tager ⁽²⁾ : « Ainsi donc, en fait, on ne trouve plus en Russie, ni actionnaires, ni sociétés générales, ni conseil d'administration, ni créanciers, ni débiteurs, ni bureaux; par quel miracle pourrait-on y trouver le siège social des anciennes banques russes ? »

Cette nationalisation de sociétés russes ne va pas sans soulever de graves complications, car l'U. R. S. S., par ce mode d'appropriation qui ressemblait étrangement à une odieuse spoliation, se mettait au ban des peuples faisant partie du concert européen; les principes de son droit privé et public devenaient, dès lors, absolument incompatibles avec ceux en usage dans les pays civilisés. D'autre part, l'ordre public national dans les divers pays étrangers se trouvait directement intéressé en la matière et ne pouvait souffrir que des principes du nouveau droit soviétique fussent, d'une façon ou de l'autre, sanctionnés même indirectement par des décisions judiciaires.

(2) *Clunet*, 1928, p. 136.

Le mode de nationalisation des sociétés russes, essentiellement contraire au droit privé français, ne pouvait trouver en France le moindre crédit. Dès lors, une question se posa bien vite.

Les anciennes banques privées russes avaient en France des succursales nombreuses et entretenaient avec la France des relations économiques étroites. Après la révolution russe et la nationalisation des sociétés, les succursales en France des sociétés russes se trouvaient séparées complètement de leur siège social et celui-ci ayant d'ailleurs cessé d'exister. Une question de fait se posait bien vite, c'était celle de savoir si ces succursales, devenues indépendantes et qui ne prenaient plus leurs ordres de Moscou, devaient être considérées comme ayant toujours un statut juridique et une existence légale en France, ou si, au contraire, organismes séparés de leur maison mère, elles ne devaient pas disparaître elles-mêmes faute de chefs pour les diriger.

Il convient de distinguer deux périodes si l'on veut fournir une réponse à cette question par trop générale.

Pendant la période écoulée entre la nationalisation des sociétés russes par le Gouvernement soviétique (1918) et la reconnaissance de ce Gouvernement par le Gouvernement français (28 octobre 1924), il ne semble pas que la légalité de l'existence des sociétés russes en France souffrît quelque doute aux yeux des tribunaux français; cette reconnaissance, d'ailleurs, reposait sur une sorte de fiction tirée des principes de l'ordre public international. La nationalisation des sociétés en Russie étant considérée comme un acte essentiellement contraire à l'ordre public n'était pas reconnue en France et était censée n'avoir jamais eu lieu. Dès lors, on considérait les sociétés russes comme ayant absolument la même existence et le même statut que

par le passé, sans vouloir tenir compte de ce qui s'était produit en Russie.

Le Gouvernement soviétique d'ailleurs n'étant pas reconnu, aucune de ces décisions ne pouvait avoir en France une portée légale ou juridique quelconque. Les Sociétés et les biens que possédaient les sociétés russes continuaient donc de leur appartenir et ne faisaient l'objet d'aucune différence de traitement juridique. Le siège de ces sociétés était toujours censé se trouver en Russie, alors qu'en fait il avait disparu.

Dans toutes les questions concernant le fonctionnement de ces sociétés, qui furent soumises aux tribunaux avant 1924, les juges décidèrent que les anciens statuts devaient être appliqués sauf impossibilité résultant de quelque événement de force majeure. Le Tribunal de commerce de la Seine (*Vlasto contre Banque russo-asiatique*, Cl. 1923, p. 933) déclara que l'administration, la liquidation et les opérations de ces succursales se trouvaient régies comme par le passé par les statuts que les actionnaires avaient approuvés. Il restait peut-être à résoudre la difficulté matérielle de leur administration, mais on trouva vite un remède à cette crise; les administrateurs des différentes sociétés russes réfugiés en France y constituèrent des conseils d'administration et semblèrent considérer qu'en fait le siège social de la Société se trouvait transféré dans le pays où fonctionnait la succursale. La légalité de ce transfert, ainsi que l'affirme M. Trachtenberg⁽³⁾, ne fut jamais

(3) Trachtenberg, *Clunet*, 1926, *La situation légale des sociétés russes en France*, p. 572. Trib. comm. Seine, 22 mai 1921, *Kharon contre Banque russe pour le commerce et l'industrie*, V. *Clunet*, 1923, p. 533; 15 janv. 1922, *Centrosoiouz contre Banque russe pour le commerce étranger*, V. *Clunet*, 1923, p. 539, et 28 avril 1922, *Vlasto contre Banque russo-asiatique*, précité.

directement proposée aux tribunaux français, mais ceux-ci, saisis d'autres questions concernant les sociétés russes, eurent à s'en occuper et admirent implicitement et même parfois d'une façon explicite que ce transfert était conforme à la légalité. Nous rappelons cette situation qui ne présente qu'un intérêt purement historique, car elle était nécessitée par les rapports diplomatiques qui existaient à cette époque entre les deux pays. Les Soviets n'étaient point reconnus, le droit russe intérieur du royaume des tsars était censé demeurer en application et son empire continuait à s'exercer sur les succursales des sociétés russes; les modifications juridiques apportées à leur statut légal dans les républiques soviétiques ne pouvaient en aucune façon concerner les biens que ces sociétés avaient en France. Les tribunaux français eurent recours, soit à la fiction du maintien du siège en Russie, soit, au contraire, semblèrent croire qu'il y avait eu un transfert de ce siège pour reconnaître une existence légale aux succursales des sociétés russes. Nous verrons pourtant que, au point de vue juridique, la théorie du transfert ne pouvait être valablement justifiée, car aucune des conditions exigées par la loi et par les règles de droit international privé pour opérer le transfert d'une société n'avait été observée. D'ailleurs, une jurisprudence plus récente, qui sera étudiée à son heure, n'admet pas le transfert de fait des sociétés russes et, revenant à une doctrine plus saine, exige l'accomplissement des conditions légales.

Pourtant, la situation, qui se trouvait ainsi résolue en pratique avant la reconnaissance des Soviets, devait changer du tout au tout à la suite de cette reconnaissance.

§ 2. — Les difficultés nées à la suite de la reconnaissance des Soviets.

APERÇU GÉNÉRAL ET INTÉRÊTS PARTICULIERS.

Après la reconnaissance du Gouvernement soviétique il ne pouvait être question d'admettre les fictions qui jusqu'alors avaient servi à justifier la situation légale des succursales russes en France. En effet, l'U. R. S. S. étant reconnue, le droit soviétique ne pouvait en bloc être rejeté par les lois des pays occidentaux. Son existence ne pouvait demeurer ignorée et aucune raison juridique admissible ne pouvait justifier la survivance de l'ancien droit russe.

M. Champcommunal dit à ce sujet dans son intéressante étude écrite avant la reconnaissance des Soviets où il fait preuve d'une véritable divination juridique : « Chercher à maintenir sur pied des sociétés à l'aide de procédés plus ou moins subtils est déjà œuvre scabreuse durant la période de non-reconnaissance, elle deviendrait impossible après la reconnaissance. » (4).

Les auteurs qui prévoyaient déjà avant 1924 les difficultés que la jurisprudence aurait rencontrées après la reconnaissance des Soviets ne s'étaient pas trompés. En effet, un Etat nouveau, dangereux en fait comme en droit pour les sociétés russes, se substituait à l'ancien; il leur faudrait compter dorénavant avec l'U. R. S. S. qui, reconnue par la France, ne manquerait pas de faire pression

(4) André Prudhomme, *Les conditions des Russes à l'étranger* (Rec. de droit international privé, 1924, p. 360); *La révolution bolchevique et le statut juridique des Russes* (Clunet, 1924, p. 5 et s.).

pour liquider la situation des succursales se trouvant dans ce dernier pays.

Il n'est pas inutile, avant d'examiner le problème tel qu'il s'est posé devant les tribunaux, de faire le tableau succinct des intérêts pratiques qui se trouvaient en jeu.

De nombreuses nécessités de fait ont conduit les tribunaux à s'occuper attentivement de toutes les questions relatives aux sociétés russes en France; les litiges concernant ce sujet furent nombreux et nous aurons à en examiner un nombre impressionnant. C'est qu'en effet les chances de conflits étaient multiples; d'une part, avec les placements en fonds russes, dont le public français s'était montré si généreux avant la guerre, il était évident qu'à la suite des difficultés financières de la Russie, les créanciers des sociétés russes allaient faire valoir leurs droits devant les tribunaux, d'où une première source de conflit; d'autre part, les sociétés russes débitrices ayant placé des actions diverses ou ayant accepté certains dépôts, vendu des titres, bref, engagé leur responsabilité d'une façon ou d'une autre, allaient chercher à éviter le paiement d'obligations devenues écrasantes. Elles allaient naturellement invoquer les modifications survenues dans leur condition juridique et, faisant flèche de tout bois, plaider suivant les intérêts qu'elles avaient à défendre, leur survie en France, ou, au contraire, leur disparition à la suite des événements de Russie.

Près de ces sources de conflits naissant des rapports normaux entre des créanciers qui cherchent à rentrer dans les fonds avancés, et des débiteurs dont la situation se trouve grevée d'un lourd passif et qui ne peuvent faire face à leurs engagements, il y avait à tenir compte également d'une autre source de difficultés, celles-là de pur droit in-

ternational et relatives à la condition juridique proprement dite des sociétés russes. La plupart de ces sociétés avaient, en effet, continué à être administrées par les organes qui les géraient déjà avant la guerre; un certain nombre avaient dû recourir à des moyens de fortune et imaginer la création de conseils d'administration composés d'administrateurs de la société réfugiés en France, certaines sociétés même se trouvaient dans l'abandon. On voit d'ici l'incertitude qui pouvait planer sur leur situation exacte et la nécessité pour les tribunaux d'arriver à déterminer d'une façon précise les règles qui devaient régir leur condition.

Ces difficultés tiennent aux rapports des créanciers avec la société ou à l'administration de cette dernière. Il y en a pourtant toute une série d'autres qui sont dues à l'absence de concordance entre le droit soviétique et le droit français. Le formidable bouleversement dont la Russie a été le théâtre au cours de ces dernières années et les principes juridiques entièrement nouveaux qui y ont été inaugurés ne peuvent se concilier avec ceux des Codes français. Il s'ensuit que toutes les fois qu'en matière de droit des sociétés on sera forcé de considérer l'état actuel du droit en Russie, on se heurtera à des impossibilités matérielles et juridiques d'application.

Les cours et tribunaux ont eu, à plusieurs reprises, à souligner cet état de choses. Au cours d'une affaire célèbre sur laquelle nous reviendrons⁽³⁾, la jurisprudence a résumé et exposé de façon excellente ces difficultés.

(3) *Etat Russe contre Ropit*, Cour d'Aix, 1^{re} Chambre, 23 déc. 1923, *Clunet*, 1926, p. 667.

Si la reconnaissance *de jure* par l'Etat français du Gouvernement soviétique — reconnaissance d'ailleurs accompagnée de réserve des droits résultant pour les citoyens français des obligations contractées par la Russie ou ses ressortissants sous le régime antérieur — ne permet plus aux juges français d'ignorer le droit soviétique, et de le rejeter systématiquement en bloc, elle leur permet néanmoins d'en examiner dans chaque hypothèse le texte et l'esprit, et de lui refuser tout effet juridique, s'ils considèrent que ces principes nouveaux portent atteinte aux principes essentiels de l'organisation politique et sociale de la France.

C'est à chaque pas qu'on retrouvera la même idée, en matière de situation des sociétés russes en France. D'une part, il faudra tenir compte de notre droit pour en faire bénéficier les succursales françaises de la société, à l'instar de toute autre société étrangère, et, d'autre part, il faudra avoir soin d'écarter le droit russe toutes les fois que, sous les auspices du Gouvernement soviétique, il prétendra obtenir droit de cité en France, sur des points qui seraient contraires à notre ordre public.

L'affaire de la Ropit, qui fit un bruit considérable à l'époque, n'est pas la seule dans le genre. Elle nous apparaît plutôt comme un monument détaché de tout un système jurisprudentiel qui s'est confirmé au cours de ces dernières années, et dont nous verrons les applications plus particulièrement en matière de situation juridique des sociétés russes.

Ainsi donc, il ne faudra pas perdre de vue dans toutes les questions qui concernent la condition légale des sociétés russes en France, deux ordres d'idées qui, parfois, seront contradictoires et difficiles à concilier. D'une part, le maintien et le respect des droits acquis sous les régimes

antérieurs, d'autre part, la situation créée à ces sociétés par suite de la reconnaissance des Soviets en 1924, les obligations que cette reconnaissance entraîne à notre charge, et le risque d'arriver à un illogisme si on continue à appliquer aux anciennes sociétés le vieux droit des tsars, alors que celui-ci est complètement périmé, et dont une fiction, ni de droit, ni de fait, ne peut assurer la survivance.

Plus exactement, on peut dire qu'il faudra chercher à sauvegarder en France les droits des sociétés, tout en ayant soin de ne pas arriver dans l'expression des arrêts et des jugements à poser des principes qui seraient la négation de la reconnaissance des Soviets.

Cette œuvre difficile se complique d'ailleurs du fait que la condition de nationalité des sociétés russes en France demeure dans la plus complète obscurité.

CHAPITRE II

LA NATIONALITE DES SOCIETES RUSSES EN FRANCE

§ 1. — Considérations générales.

Il se pose, à propos de la condition légale des sociétés russes en France, une question préjudicielle qui a une importance considérable.

Ainsi que nous l'avons exposé par ailleurs, le siège social de la maison mère de ces sociétés qui se trouvait jadis en Russie a complètement disparu. Les succursales sont demeurées en France, comme des rameaux séparés du tronc. Elles ne reçoivent plus du siège social la sève nourricière qui les aidait à vivre. Elles sont donc forcées de limiter leur activité en France, et, en ce qui concerne la Russie, elles n'ont plus que de simples espérances. Pourtant, si la disparition des sociétés en Russie, par suite des décrets de nationalisation, a entraîné des conséquences fâcheuses pour les succursales se trouvant en France, elle a pareillement amené des bouleversements juridiques.

Les succursales n'étaient en effet que des maisons secondaires n'ayant pas d'autonomie de direction qui leur permette de subvenir par elles-mêmes à leur administration. Il a fallu, du jour au lendemain, assurer une gestion autonome de ces succursales et suppléer à la disparition des conseils d'administration, de leur sièges sociaux et des organes

qui, d'une façon générale, confirmaient, aux yeux de la loi, l'existence de droit des sociétés disparues.

Pourtant, les succursales russes se trouvant en France pouvaient, aux yeux de la loi française, bénéficier d'une condition juridique analogue à celle des sociétés ordinaires. En effet, ces succursales devaient être considérées comme des sociétés étrangères. On a essayé de soutenir qu'il y avait eu un changement de nationalité de ces succursales et que, par suite de la disparition du siège social et du transfert de leurs intérêts en France, elles étaient devenues françaises.

Cette thèse est contraire aux règles les plus certaines du droit. D'après la jurisprudence française qui est, sur ce point, entièrement d'accord avec la doctrine ⁽¹⁾, les sociétés sont suivies jusque dans leurs succursales par les lois de leur pays d'origine.

Ces lois constituent pour les sociétés et leurs succursales comme un statut personnel. Toutes les modifications à leur état, leur nature, leur aspect, ou leur gestion, doivent être réglées conformément à ce statut personnel. Il en résulte que le transfert du siège social d'une société russe en France aurait dû, pour être valable aux yeux de la loi internationale, être effectué conformément à la loi russe et aux statuts de la maison mère disparue.

Une réserve intervenait pourtant; c'est que ce transfert et la forme donnée à la société ainsi transférée en France ne fussent pas contraires aux lois françaises. Le changement de nationalité, aux termes de cette jurisprudence, devait donc être réglé par la loi d'origine de la société.

(1) V. un arrêt de la Cour de cassation du 7 juillet 1893, cité par MM. Houpin et Bosvieux, n° 1497.

Or, par suite de la disparition brutale des sociétés en Russie, au moment où furent promulgués les décrets de nationalisation, aucune assemblée générale d'actionnaires, ni aucune autre mesure de quelque nature que ce soit, ne fut prise pour assurer, devant la catastrophe imminente, le transfert de ces sociétés en France.

On peut donc dire qu'en droit les sociétés russes n'ont pas été transférées en France, qu'elles n'ont donc pas pu y prendre la nationalité française, puisque ce changement de nationalité lui-même devait être dicté par l'ancienne loi et les statuts initiaux de la société migratrice.

Il s'ensuit que tous les transferts *de fait* de siège social effectués depuis 1918, et qui l'ont été uniquement à la suite de la décision prise par des administrateurs échappés à la tourmente bolcheviste, sont nuls aux yeux de la loi française.

Sans doute, on peut essayer d'objecter que l'observation des règles de droit international privé en matière de transfert de sociétés et la nécessité de se conformer à la loi d'origine et aux statuts initiaux de l'organisme à transférer étaient devenues impossibles, par suite d'un cas de force majeure.

On a ajouté que la révolution russe constituait un cas de force majeure, qui avait empêché le respect des règles normales de droit. Il fallait donc se contenter du transfert de fait qui avait été réalisé et déclarer qu'il équivalait à un transfert de droit.

Cette thèse fut même reconnue de façon incidente d'ailleurs par une décision du Tribunal de commerce de la Seine⁽²⁾, mais cette décision est isolée. Elle a d'ailleurs été

(2) *Affaire Vlasto contre Banque russo-asiatique* (Clunet, 1923, p. 933).

démentie par toute une série de décisions du même Tribunal et d'arrêts que nous retrouverons au cours de cet ouvrage.

Les succursales russes avaient pourtant intérêt à changer de nationalité, et à adopter la nationalité française. M. Mazeaud, dans un de ses articles⁽³⁾, a soin de nous indiquer tous les intérêts qui s'attachent à l'adoption par une société russe de la nationalité française.

Sans doute, une société a avantage à se déclarer étrangère pour échapper aux règles de constitution de la loi de 1867, si celles de la loi étrangère qu'elle invoque sont plus simples. De même, une société pouvait, avant la loi du 30 décembre 1925, qui a réformé l'article 1006 du Code de procédure civile, trouver un certain avantage à se déclarer étrangère pour échapper à la nullité de la clause compromissoire.

Actuellement encore, une société a intérêt à se dire étrangère, pour diminuer ses charges fiscales, car elle ne doit alors l'impôt que pour les titres placés et les biens possédés en France⁽⁴⁾.

Mais, en sens inverse, une société a les avantages suivants : lorsqu'elle est française, elle peut plaider en justice sans fournir de caution *judicatum solvi*; elle peut traduire un étranger devant les tribunaux français (article 14 du Code civil); n'être assignée que devant le tribunal de son siège social (article 59, § 5, du Code de procédure civile); elle peut se prévaloir aussi de l'immunité de juri-

(3) *Clunet*, 1928, p. 30 et s., *De la nationalité des sociétés*.

(4) V. Gain, *Etudes sur l'évolution de la nationalité des sociétés en France*, p. 97 à 103; Houpin et Bosvieux, 5^e édit., t. III, n° 1487.

diction dont les Français bénéficient dans certains pays étrangers, tels que la Chine par exemple ⁽⁵⁾.

Comme autre avantage, on peut citer le droit d'invoquer la prorogation des baux, dont une législation exceptionnelle fait bénéficier les locataires français; le droit au remboursement des dommages de guerre, en vertu de la loi du 17 avril 1919, la possibilité d'invoquer certaines lois d'ordre monétaire concernant la libération des débiteurs; enfin, en temps de guerre, ces sociétés échappent à certaines mesures de séquestre et à des interdictions dont seraient passibles les sociétés étrangères.

D'une façon générale, d'ailleurs, pour une société qui exerce son activité en France, y a son principal établissement et ses principaux intérêts, la nationalité française présente des avantages incommensurables que les sociétés russes n'ont pas manqué d'escompter.

Mais on s'est heurté à deux sortes d'impossibilités juridiques :

1° Celle que nous avons signalée plus haut, et qui tient à ce que le transfert de siège n'a pu être effectué conformément aux règles de droit international privé;

2° La seconde raison, plus délicate, tient à la nature même de ces sociétés.

On a écrit, au cours de ces dernières années, de nombreux ouvrages sur la nationalité des sociétés et sur les critères qui déterminent cette nationalité.

L'article de M. Mazeaud essaie aussi de dégager les critères ⁽⁶⁾ servant à déterminer la nationalité des sociétés. Il

(5) V. Percerou, *Annales de droit commercial*, 1926, p. 10 et 11; décret 7 janv. 1927, *Clunet*, 1927, p. 1261.

(6) V. Pillet, *Les personnes morales en droit international privé*. V. égal. les traités de MM. Houpin et Bosvieux, Weiss, Surville, etc., cités dans notre bibliographie.

faudrait, selon lui, pour qu'une société soit française, que, d'abord, elle soit constituée conformément à la loi française, qui doit être également la loi de son lieu de constitution.

En second lieu, le siège social de la société doit se trouver dans le pays dont elle se déclare ressortissante (7).

Enfin, le troisième critère invoqué par M. Mazeaud, et qui est en même temps une condition nécessaire, mais encore assez imprécise de la nationalité des sociétés, est l'existence d'un lien sérieux avec le pays choisi.

« Le siège réel, dit-il (*op. cit.*, p. 55), s'il est un élément essentiel de la détermination de la nationalité d'une société, n'est pas à lui seul attributif de nationalité. Quand bien même il grouperait en un même pays tous les organes de direction, d'administration, il ne peut rien sans la loi de constitution, il ne peut rien encore sans le troisième élément du critère : l'existence d'une attache sérieuse et légale entre la société et le pays dont elle a adopté la législation, et où elle a fixé son siège social réel. »

Mais là où la théorie de Mazeaud devient moins ferme, c'est lorsqu'il essaie de définir le lien sérieux avec le pays choisi. Il est forcé de convenir que la nature d'un tel lien peut être fort variable. Elle peut consister dans l'intérêt légitime qu'a le fondateur d'une société à adopter la loi de constitution d'un pays. Plus généralement, nous estimerons qu'elle doit résider dans une majorité de capitaux et de dirigeants français (8).

Cette exigence d'une majorité de dirigeants français se

(7) *Op. cit.* (*Clunet*, 1928, p. 30 et s.).

(8) V. Montpellier, 3 mai 1926, 2^e partie, p. 75; Pic, t. III, n° 2094.

rencontre d'ailleurs dans la législation positive. Le décret du 16 janvier 1808 sur l'organisation de la Banque de France, la loi du 17 avril 1902 sur les primes à la navigation, la circulaire ministérielle du 26 janvier 1910 sur l'immatriculation française des navires, les lois des 27 et 30 décembre 1911 sur l'organisation de la Compagnie transatlantique et des Messageries maritimes, la loi du 31 juillet 1913 sur les chemins de fer d'intérêt local, la loi du 13 mai 1917 sur les crédits au commerce, celle du 19 octobre 1919 sur l'énergie hydraulique, le décret du 21 avril 1920 sur les concessions minières, enfin la loi du 31 mai 1924 sur la navigation aérienne, s'inspirent de plus en plus de ce critérium qui paraît d'ailleurs entièrement conforme aux enseignements que l'expérience et la pratique ont révélés pendant la guerre.

On connaît, en effet, les développements qui ont été consacrés au danger de laisser s'exploiter les sociétés étrangères dans certaines industries considérées comme industries clefs.

L'article 5 de la loi du 31 mai 1924, sur la navigation aérienne, est particulièrement intéressant à ce sujet, car il exige formellement, pour qu'une société puisse être enregistrée en France comme propriétaire d'un aéronef, qu'elle soit de nationalité française, et, qu'en outre, les dirigeants soient en majorité français.

Il semblerait qu'il y ait là un pléonasme. Il n'en est rien. En réalité, le critérium d'une majorité de dirigeants français était encore très incertain. La loi a jugé bon de le préciser d'une façon formelle. Différents projets de loi ont d'ailleurs été soumis au Parlement pour réglementer d'une façon définitive, sur des points délicats touchant au droit

international privé, la détermination de la nationalité d'une société⁽⁹⁾.

Or, il semble évident, ces conditions étant rappelées, que les succursales des sociétés russes en France n'y satisfont en aucune manière. La loi de constitution de ces sociétés russes n'est pas la loi française, les dirigeants ne sont pas des dirigeants en majorité Français, et enfin leur siège social, qui fut jadis en Russie et qui a disparu maintenant, ne peut être considéré d'une façon certaine comme étant transféré en France.

Ainsi donc, il apparaît comme irréfutable qu'on ne puisse considérer ces sociétés comme bénéficiant des avantages de la loi française. Il fallait pourtant leur conférer un statut juridique et leur donner des droits car leur existence de fait en France ne pouvait pas faire de doute.

§ 2. — Analyse et critique de quelques décisions rendues par le Tribunal de commerce de la Seine.

C'est surtout le Tribunal de commerce de la Seine qui fut appelé à statuer sur le point difficile de savoir à quelle nationalité appartenaient les succursales des sociétés russes. Il convient, avant de passer à l'examen de ces décisions, de faire une remarque d'ordre général qui servira à comprendre l'esprit qui a toujours animé les juridictions consulaires.

(9) V. projet de loi du 27 janvier 1920 relatif au séjour et à l'établissement des sociétés étrangères en France. V. égal. Percerou, *La nationalité des sociétés* (*Annales de droit commercial*, 1926, p. 41 et 42); Lyon-Caen, *Des conditions à exiger pour que les sociétés soient françaises* (*Journ. de droit internat.*, 1917, p. 47); Lacour et Bouteron, *Traité de droit commercial*, t. I, n° 732; Pépy, *De la nationalité des sociétés*, p. 230 à 232, 233 à 234; Leven, *La nationalité des sociétés*, p. 74, 108, 143, 180, 187.

D'une part, des nécessités de fait que les magistrats ne pouvaient pas ignorer les obligeaient à se déclarer compétents, dans presque tous les cas, lorsqu'un litige survenait entre une société russe ayant une succursale en France et ses actionnaires ou ses dirigeants même Russes.

D'autre part, une confusion constante semble avoir été faite dans bien des cas entre la question de compétence proprement dite, à l'égard de ces sociétés, et la question de savoir si elles avaient changé de nationalité, et si elles pouvaient invoquer en France une existence de droit ou un statut juridique particulier.

Certaines décisions, pour ne pas avoir à trancher la difficulté, ont tout simplement préféré l'écarter. C'est ainsi qu'une décision du 29 novembre 1923 du Tribunal de commerce de la Seine⁽¹⁰⁾ déclara qu'il n'y avait pas lieu de rechercher par suite de quelles circonstances et de quel droit le siège de la banque avait disparu. Il suffisait que l'administrateur ait agi au nom de la banque après la suppression du siège social par les Soviets, pour que celle-ci fût valablement engagée.

Ce jugement paraissait d'une inspiration trop simple et ne tranchait pas différentes questions telles que celle de savoir si les administrateurs avaient qualité pour représenter la société, si celle-ci, qui n'avait en France qu'une succursale, pouvait être valablement assignée devant nos tribunaux, et si, enfin, elle devait être considérée comme autonome ou comme rattachée à la maison mère, à laquelle on aurait appliqué une fiction de survie.

Le Tribunal de commerce devait, un peu plus tard, rendre des décisions qui, pour être plus complètes, n'en sont

(10) *Clunet*, 1927, p. 350.

pas encore parfaites, sans arriver encore à bien analyser la situation juridique et exacte des sociétés russes.

Il admet néanmoins que celles-ci doivent être considérées comme ayant en France une situation qui, pour ne pas être absolument régulière, n'en est pas moins justiciable des tribunaux français. C'est ainsi que le Tribunal de commerce se déclare compétent dans un litige entre une succursale de société russe et un étranger, en fondant sa compétence sur le fait que la société défenderesse, représentée par deux administrateurs résidant à Paris, a un *domicile de fait* dans cette ville ⁽¹¹⁾.

Cette doctrine non plus ne paraît pas satisfaisante. Elle semble considérer que le fait pour deux administrateurs de résider en France suffit à lui seul pour que la société ait été transférée en France. Cette solution n'est d'ailleurs qu'implicite et il aurait été désirable que le Tribunal de commerce se prononçât dès l'origine sur ce point délicat, au lieu de le passer sous silence et de laisser germer l'idée qu'elle admettait le transfert, alors qu'au contraire elle devait plus tard le rejeter.

En effet, le 15 mai 1925, quelques jours seulement après la décision que nous venons de citer, la 8^e Chambre du Tribunal de commerce de la Seine, dans une affaire Rabino-vitch contre la Banque russe pour le commerce étranger ⁽¹²⁾, devait décider que, lorsqu'une société russe a cessé de fonctionner en Russie et que certains administrateurs, réfugiés à Paris où la Société avait une succursale, ont constitué un conseil d'administration, cette succursale, s'il est justifié que le transfert a été opéré régulièrement, n'est

(11) Trib. comm. Seine, 1^{er} mai 1925, *Clunet*, 1927, p. 353.

(12) *Clunet*, 1927, p. 354.

pas devenue le siège de l'administration de la société. Cette dernière ne peut donc être considérée comme ayant acquis un domicile légal en France. Et le jugement a soin de préciser que le transfert statutaire du siège social en France aurait entraîné une modification dans la nationalité de la société, et que cette conséquence ne se rencontrait pas dans l'espèce soumise au tribunal.

Un peu plus tard, la même juridiction, le 26 novembre 1923, acheva d'exposer sa doctrine, et elle déclarait, avec plus de précision encore, le 26 novembre 1923⁽¹³⁾ :

« Attendu que s'il est vrai que la Banque russe pour le commerce extérieur a une succursale à Paris, *justiciable de ce siège pour les affaires qu'elle y traite*, aucun argument n'est produit pour démontrer qu'elle aurait *légalement transféré son siège à Paris*;

» Attendu qu'un fait aussi tangible ne saurait être établi par présomptions, ni surtout par des présomptions aussi vagues que celles qui sont apportées, les présomptions vagues en l'espèce étaient les déclarations des administrateurs et leurs affirmations. Ce que recherchait le Tribunal, c'était la preuve d'un transfert statutaire. »

Cette doctrine était simple et exacte : Pour que la société soit considérée comme ayant transféré son siège en France, et, par suite, comme ayant acquis la nationalité française, il fallait que le transfert ait été effectué conformément aux statuts.... Mais, le 11 janvier 1924, le Tribunal de commerce devait y apporter des réserves de nature à la rendre imprécise.

En effet, dans une affaire Kamenka Epstein contre

(13) *Société pour l'approvisionnement et l'industrie des cuirs contre Banque russe pour le commerce étranger* (Clunet, 1927, p. 333).

Cahn⁽¹⁴⁾, le Tribunal déclare qu'il ne suffit pas que les deux administrateurs d'une banque russe soumise au contrôle du Gouvernement des Soviets en Russie se trouve dans notre pays, pour qu'ils puissent représenter à eux seuls la personne morale de la dite banque disparue, alors qu'il n'était pas justifié que la banque avait un siège ou une simple succursale à Paris, ni que des affaires s'y traitent couramment, ni que des décisions y soient prises au sujet de l'administration de la société.

Il semblerait, si on doit se baser sur cette décision, que l'élément de fait qui déciderait du transfert du siège et, par suite, de la nationalité de la société serait non pas le respect des règles statutaires, mais l'activité matérielle que la société aurait en France.

Il est regrettable que le Tribunal de commerce semble apporter ce critérium nouveau dans l'exposé de sa doctrine qui paraissait, en 1925, entièrement conforme aux principes de droit international privé.

§ 3. — Les confusions qui se sont produites entre les questions de compétence et les questions de nationalité.

A mesure que l'on poursuit l'étude de la jurisprudence en matière de sociétés russes, on voit de plus en plus qu'il s'est produit une confusion entre les questions de compétence en matière de litiges où se trouvaient impliquées les sociétés russes et les questions relatives à la nationalité de ces sociétés.

La Cour de Paris, elle-même, n'a pas échappé à cette confusion, et nous verrons plus loin des arrêts où elle rapproche étrangement les deux problèmes.

(14) *Clunet*, 1927, p. 367.

Il convient, dès maintenant, au seuil même de notre étude, de bien préciser les limites exactes de ces deux questions.

La question de nationalité de ces sociétés russes est, pour ainsi dire, subjective, elle se réfère au statut de ces sociétés russes et à la loi personnelle qui leur est applicable. Il peut se produire, en ce qui la concerne, un conflit de loi, mais non un conflit de juridiction. Or, la question de compétence, si elle peut avoir des rapprochements avec celle de la nationalité, n'est pas autre chose qu'une question de conflit de juridiction. Sans doute, la plupart du temps, les tribunaux ont eu à statuer sur un point qui avait toute l'apparence d'une question préjudicielle : c'était de savoir si la société était française ou étrangère, car, suivant que l'on aurait répondu par l'affirmative ou par la négative sur cette première question, on aurait ensuite tranché le problème accessoire de savoir si les tribunaux français étaient compétents dans un sens ou dans l'autre.

Néanmoins, les deux questions qui sont liées dans le temps, et au point de vue de la décision à intervenir, demeurent entièrement distinctes en ce qui concerne le fond même du droit.

La question de nationalité dépend uniquement des modifications qui ont pu se produire au sein même de la société, de la façon dont le siège de cette dernière a pu être transféré en France ou est demeuré, au contraire, fixé en Russie.

Pour employer une locution nouvelle en cette matière, on peut aller jusqu'à dire qu'il y a là une question de statut interne de la société. Mais, en ce qui concerne, au contraire, le conflit de juridiction et la question de compétence, on est forcé de sortir du cadre de la société et de la consi-

dérer dans ses rapports avec les tiers, avec les créanciers ou avec certains des associés se trouvant en France et agissant pour leur compte personnel. Là, il ne s'agira plus d'une question de réglementation intérieure.

Dès lors, nous verrons intervenir dans la question de compétence des considérations absolument étrangères au statut de cette société.

Ces questions seront très souvent fonction de l'adversaire qui assigne la société russe devant les tribunaux français. Si cet adversaire est Français lui-même, qu'il soit défendeur ou demandeur, les articles 14 et 15 du Code civil feront au Tribunal français une obligation de se déclarer compétent.

Au contraire, si l'adversaire en justice de ces sociétés russes est un étranger, la jurisprudence déterminera toute une série de critères accessoires pour arriver à délimiter le domaine de sa compétence.

Parmi ces critères, la question de nationalité des sociétés russes interviendra comme un élément important de décision, mais elle ne sera en aucun cas la seule, et il arrivera même parfois aux tribunaux français de se déclarer compétents alors qu'ils auraient commencé par reconnaître que la succursale russe n'a pas acquis la nationalité française et, qu'en aucune façon, son siège n'a été transféré en France.

Il n'est pas inutile, pour bien préciser le but de notre étude, d'apporter quelques éclaircissements à l'imbroglio que les sociétés russes ont si souvent exposé devant nos tribunaux.

Une jurisprudence sporadique s'est formée au début, qui a eu une tendance à mélanger et à confondre des institutions juridiques entièrement différentes, mais ce n'est que

maintenant, avec le recul du temps qui n'est peut-être pas encore tout à fait suffisant, qu'on peut arriver à dégager des grandes lignes qui, au début, ne furent pas aperçues, et dont, en tout cas, les décisions rendues à l'époque ne contiennent pas le reflet.

La tâche du glossateur est parfois difficile, lorsqu'il lui faut, dans les différentes décisions de justice qu'il doit examiner, dégager les attendus qui se rapportent uniquement à la question de nationalité, et ne pas se laisser, malgré lui, influencer par les motifs accessoires de ces décisions qui ne sont relatifs qu'au problème de compétence.

On peut, à titre d'exemple, relater un jugement du Tribunal de commerce de la Seine qui montre la complexité du problème.

Ce jugement, en date du 19 novembre 1927⁽¹⁵⁾, déclare en propres termes :

« Attendu que la Banque russe est une société russe, constituée en Russie, sous l'empire de la législation russe, et dont le siège social est fixé en Russie; que le transfert du siège social lui-même et la constitution d'un domicile de fait à Paris, qui, seuls, pourraient permettre d'invoquer devant le tribunal français les litiges résultant d'opérations traitées avec l'une quelconque des succursales de la Banque, ne peuvent s'opérer qu'en observant les formes et les conditions imposées par les statuts.

» Attendu qu'à défaut de siège social ou de domicile légal, il n'est cependant pas contesté que la Banque russe a constitué à Paris une succursale; qu'il n'en résulte pas toutefois que l'existence de cette succursale permette à Dame Crivitsky d'attirer la Banque russe devant le tribunal pour

(15) *Dame Crivitsky contre Banque russe pour le commerce étranger* (Clunet, 1928, p. 432).

lui demander compte d'opérations auxquelles la succursale de Paris est étrangère.

» Attendu qu'il est de jurisprudence constante que le tribunal du lieu de la succursale n'est compétent qu'à la condition que le fait générateur du litige se rattache par une relation directe aux opérations de cette succursale au point de vue de l'exploitation de l'administration ou de la surveillance...

» Qu'il suffit dès lors de constater que la succursale de Paris n'a eu, ni à exploiter, ni à administrer, ni à surveiller les fonds versés à Novorossisk par Dame Crivitsky, celle-ci ne saurait se réclamer des dispositions de l'article 420, § 1, du Code de procédure civile pour introduire sa demande devant ce tribunal...

» Attendu que Dame Crivitsky ne saurait davantage soutenir que la Banque russe serait maintenant privée de domicile et que, par application de l'article 59 du Code de procédure civile, elle pourrait l'assigner à Paris, lieu de sa résidence.

» Qu'il convient tout d'abord d'observer que lors du dépôt de ses fonds à la succursale de Novorossisk Dame Crivitsky n'ignorait pas l'existence du décret de nationalisation du Gouvernement soviétique des 14 et 27 décembre 1917, qu'elle savait également que, si Novorossisk tombait au pouvoir de celui-ci, le même décret y produirait les mêmes effets que par ailleurs.

» Que, dès lors, le décret de nationalisation ayant été étendu à Novorossisk, les avoirs que pouvait y posséder Dame Crivitsky se sont trouvés nationalisés, en même temps que ceux de la Banque russe, ce qui était connu d'elle et qui n'avait pas échappé à ses prévisions lors de la constitution de son dépôt.

» Attendu que, privée de ses avoirs par la législation en vigueur en Russie, il appartient à Dame Crivitsky de revendiquer les droits devant ses juges nationaux dont les tribunaux ont continué à exister et qui sont seuls qualifiés pour apprécier la légitimité des mesures dont elle est victime et déterminer le statut légal en Russie de ceux que la loi a dépossédés.

» Qu'elle ne saurait requérir ce tribunal — il s'agit du Tribunal de commerce de Paris — de l'exonérer des conséquences de la nationalisation opérée en Russie par le Gouvernement soviétique et de décider par voie de conséquence que la charge en retombera entière sur la Banque russe, autre victime de la même législation.

» Attendu que Dame Crivitsky n'établissant pas qu'elle est fondée à attirer la Banque russe devant ce Tribunal, il échet à tous égards pour celui-ci de se déclarer incompétent *ratione loci*. »

Il faut reconnaître à ce jugement un mérite en même temps qu'on peut lui adresser diverses critiques.

Son mérite, à notre sens, est d'avoir précisé que le transfert du siège statutaire en France n'ayant pas eu lieu, la succursale française n'était pas et ne pouvait être en aucun cas considérée comme remplaçant la société russe disparue.

C'est l'idée que nous exposons plus haut, et qui trouve dans cette décision du Tribunal de commerce son expression la plus complète.

Il est évidemment différents attendus reproduits ci-dessus et qui s'inspirent uniquement de considérations tirées de la compétence. On arrive cependant à les séparer des motifs de la décision qui se rapportent uniquement à la question de nationalité, ou, si on préfère, pour employer

un langage cher au Tribunal, à celle du transfert du siège social.

Sans doute, le commentateur de cette décision⁽¹⁶⁾ lui adresse de sérieuses critiques. Il tire argument du fait que les Soviets ont prétendu réglementer les avoirs des banques russes à l'étranger. Pourtant, il ne doit pas s'ensuivre de là que ceux-ci tombent indistinctement sous l'emprise de tous les créanciers de la société.

Les commentateurs de la décision du Tribunal de commerce s'expriment en ces termes : « Les droits des actionnaires quant aux biens et avoirs restés à l'étranger ne se trouvant pas exprimés par les Soviets, il en résulte que les statuts, en tant que pacte social, restent en vigueur dans la mesure du possible. »

Cette conséquence est expressément consacrée par les deux arrêts de la Cour d'appel de Paris du 27 mai 1927⁽¹⁷⁾.

En effet, les statuts d'une société anonyme russe ont un double aspect : dûment homologués, ils créent une personne morale, mais, en même temps, ils établissent un lien contractuel entre les associés et fixent la base sur laquelle les tiers traitent avec les mandataires autorisés.

S'il est possible de soutenir par des arguments de valeur que les mesures soviétiques ont laissé la personnalité morale des sociétés, il est impossible de justifier que les mêmes mesures ont anéanti le lien contractuel entre les associés.

Le Gouvernement soviétique avait la faculté de mettre un obstacle insurmontable à ce que les titulaires de ces droits les fissent valoir en Russie, mais au delà du territoire russe, cet obstacle disparaît.

(16) *Clunet*, 1928, p. 435.

(17) *V. infra*.

Ces principes sont exacts, et nous ne songeons pas à les contester. Pourtant, c'est retourner la question, et lui donner une réponse qui n'est pas du tout celle qui convenait aux circonstances exposées devant le Tribunal de commerce.

Celui-ci n'a nullement contesté les droits des associés sur les biens des sociétés demeurées en Russie, il s'est borné à examiner deux points entièrement distincts : d'une part, la question du transfert de la société russe, et, d'autre part, point plus important encore en ce qui concerne les solutions à apporter à l'espèce, mais secondaire au point de vue de la doctrine générale à établir en cette matière, l'intention de Dame Crivitsky au moment où elle effectuait son dépôt à Novorossisk.

Les considérations du Tribunal de commerce nous paraissent souveraines sur ce point et inspirées de la meilleure équité.

Il aurait été abusif de déclarer que tous les créanciers ayant traité en Russie, alors que la société russe se trouvait déjà nationalisée et qui, par conséquent, savaient très bien à quoi ils s'exposaient, puissent se retourner contre les succursales de cette société à l'étranger pour faire peser sur elles la masse formidable de toutes les obligations contractées en terre soviétique.

S'il n'y a pas eu transfert du siège social en France, il y a eu du moins un événement certain, c'est que la succursale russe a perdu tous ses avoirs, son siège social ainsi que ses établissements se trouvant en Russie.

Dès lors, c'est répondre à côté de la question que de prétendre que les avoirs d'une société à l'étranger doivent supporter les obligations contractées par cette dernière vis-à-vis de tous les associés quels qu'ils soient.

Au moment où Dame Crivitsky devenait titulaire d'une

obligation vis-à-vis de la société russe en Russie, la succursale de France était déjà séparée en fait.

Pas plus qu'elle n'a pu hériter des avantages et des droits de la maison mère, elle ne doit répondre des obligations contractées après la séparation de fait.

Les commentateurs, pour critiquer la décision du Tribunal de commerce du 17 novembre 1927, font appel à l'autorité de différents arrêts de la Cour de Paris.

Nous ne croyons pas qu'il y ait une opposition quelconque entre ces arrêts et la décision du Tribunal de commerce. Ils paraissent, au contraire, parfaitement conciliables. Ils statuent en réalité sur des points très différents, et d'une façon qui est logique et exacte du point de vue juridique, lorsqu'on a soin de considérer les circonstances dans lesquelles ces décisions ont été rendues.

§ 4. — La jurisprudence de la Cour de Paris.

En 1927, la Cour de Paris — 1^{re} et 3^e Chambres — a rendu, parmi beaucoup d'autres, trois arrêts intéressants et qui ont mérité les honneurs de la publicité dans les recueils judiciaires.

La 1^{re} Chambre a rendu le 27 mai 1927 deux arrêts qui doivent tout d'abord retenir notre attention (18).

La Cour a déclaré qu'une société anonyme russe, même nationalisée en Russie, mais existant en fait en France, y est admise à bénéficier de la liquidation judiciaire, mais continue à être régie par ses statuts.

C'est le point de vue du Tribunal de commerce qui soutient que la modification aux statuts n'a pu avoir lieu,

(18) *Clunet*, 1928, p. 126.

et que le transfert de siège social n'a pu s'opérer, et que les anciens statuts de la société continuent à demeurer en vigueur.

Peut-être pourrait-on ajouter que la Cour de Paris ne s'exprime pas d'une façon suffisamment explicite sur ce point, mais, néanmoins, la solution qu'elle a donnée implique nécessairement l'application des anciens statuts.

Pour n'être qu'implicite, la décision sur le point qui nous intéresse n'en est pas moins certaine.

Le second arrêt de la 1^{re} Chambre qui statue pareillement sur une question d'administration et de liquidation de la succursale d'une société russe épouse la même doctrine.

La 3^e Chambre de la Cour de Paris va plus loin et emploie à peu près les mêmes termes que ceux auxquels nous faisons allusion au début de ce paragraphe. Elle déclare, dans un arrêt du 17 mai 1927⁽¹⁹⁾ :

« Considérant que, pour être assignée devant les tribunaux français, une société étrangère ayant son siège à l'étranger, il ne suffit pas que celle-ci ait établi une succursale en France, et y fasse des opérations.

» Considérant que la Banque russe pour le commerce et l'industrie a son siège social en Russie, à Pétrograd, que si la succursale de Paris est administrée par un conseil, une direction spéciale, il n'est nullement établi que le conseil ne reçoive pas ses directives du siège social demeuré en Russie.

» Considérant que K... n'a si bien compris que l'assignation en date du 30 novembre 1923 délivrée à sa requête a été donnée à la Banque russe pour le commerce et l'indus-

(19) *Clunet*, 1928, p. 131.

trie prise en la personne de ses administrateurs au siège de cette banque en France.

.....
 » Considérant que c'est donc à bon droit que les juges ont estimé qu'il n'était pas suffisamment établi que la succursale de Paris ne disposait pas d'un patrimoine propre indépendant de celui du siège social, et soit valablement pourvue des organes de direction et d'administration générales permettant de la considérer comme une personne morale absolument distincte de la société principale établie en Russie pouvant être l'objet de poursuites directes en France. »

Ainsi donc, dans cet arrêt, il est dit que la succursale se trouvant en France ne peut être considérée comme une personne morale distincte, — et c'est notre doctrine, — mais, il est dit qu'en fait, il n'y a pas de distinction à faire au point de vue purement matériel entre la société russe et la succursale de cette société en France.

L'arrêt, au contraire, par le fait même qu'il a débouté le demandeur, tout en reconnaissant l'existence de la succursale en France, admet d'une façon évidente que cette dernière existe bien en France, mais ne peut être tenue pour responsable des faits et des opérations imputables au siège et à la direction de la société en Russie.

L'accord est donc complet entre la Cour de Paris et le Tribunal de commerce.

Dans ces conditions, nous nous voyons forcé de nous écarter de l'avis de MM. Maurice Picard et Paul Tager qui croient, dans l'étude de la jurisprudence, avoir trouvé une contradiction.

Ce que les différentes juridictions ont affirmé, c'est que :

1° La succursale en France de la société russe a une exis-

tence de fait, qu'elle ne peut être considérée comme une société française, puisqu'elle ne s'est pas conformée aux prescriptions de la loi à cet égard, et que, d'autre part, elle ne peut non plus être considérée comme remplaçant l'ancienne société russe disparue puisqu'il n'y a pas eu transfert de siège;

2° Au point de vue de sa nationalité, cette succursale continue à demeurer russe, néanmoins, son existence de fait, en France, la rend responsable de tous les liens de droit qui sont créés en France, pourvu que la compétence des tribunaux français puisse être invoquée en vertu d'un des textes des lois en vigueur.

Mais ces tribunaux ne sont pas compétents pour examiner les liens de droit qui échappent à l'empire des lois en vigueur en France, soit parce qu'ils interviennent à l'étranger, soit qu'il n'existe pas d'élément français quelconque justifiant l'intervention des tribunaux français.

Ces remarques que nous sommes appelés à faire sur la question de compétence sont, bien entendu, accessoires. Nous ne devons pas perdre de vue le but essentiel que nous poursuivons, c'est de préciser tout d'abord les statuts en France des sociétés russes.

CHAPITRE III

CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS RUSSES EN FRANCE

SECTION PREMIÈRE

L'absence d'un système général au début.

Il paraît difficile de dégager une doctrine générale en cette matière. Les jugements et arrêts rendus au cours de ces dernières années contiennent des affirmations diverses et parfois contradictoires, mais elles semblent toutes graviter autour d'une idée unique : les succursales russes en France ont une existence de fait.

Ce sont à notre point de vue des sociétés de fait. Néanmoins, ces termes ont désigné jusqu'ici des sociétés d'un genre spécial qui ne sont pas absolument conformes au type que constituent les succursales françaises des sociétés russes.

Ces termes ont servi à désigner, jusqu'ici, des sociétés qui continuaient à exister matériellement après l'arrivée d'un terme ou d'une condition qui aurait dû entraîner leur dissolution ou des sociétés nulles ayant fonctionné.

C'est ainsi que, lorsque la durée qui a été fixée par les statuts pour l'exercice de l'activité sociale se trouve expirée, si les administrateurs de la société continuent à exercer leurs fonctions et que la société elle-même poursuive le

cours de son existence matérielle comme par le passé, on dit qu'il y a société de fait ⁽¹⁾.

L'idée essentielle qui paraît avoir servi de fondement à la théorie des sociétés de fait est celle d'une prorogation dans le temps et non dans l'espace.

Or, nous voyons apparaître, avec les succursales russes, l'idée de prorogation de la société non seulement dans le temps, mais encore dans l'espace. En effet, alors que l'organisme central, le siège social de ces sociétés qui se trouvait en Russie, a disparu, éteint par l'arrivée d'un terme, ou par suite du cas de force majeure que constitue la nationalisation de ces sociétés, on voit néanmoins les succursales de France, qui, normalement, auraient dû disparaître avec l'organisme central, continuer au contraire à exister et à vivre dans leur sphère d'activité propre.

Ce serait faire œuvre de mauvais juriste que de raisonner purement dans l'abstrait et de négliger les nécessités pratiques et les réalités concrètes. On ne saurait prétendre que, la société russe étant éteinte en Russie, toutes ses ramifications doivent avoir également disparu.

Aucune des décisions que nous avons examinées jusqu'ici ne l'ont d'ailleurs prétendu.

Un argument nous est même fourni par les décrets soviétiques, qui, renonçant à atteindre les succursales russes se trouvant à l'étranger, ont eu la sage précaution de déclarer que les avoirs des sociétés russes dans les différents pays où elles avaient des succursales n'étaient pas réglementés par les décrets soviétiques.

Dès lors, ces sources, tant légales que judiciaires, per-

(1) V. Hémard, *Des sociétés de fait*; Copper et Royer, *Des sociétés anonymes*, 2^e édit., t. II, p. 424.

mettent d'asseoir et d'affirmer notre doctrine personnelle, qui consiste à déclarer que les sociétés russes en France n'ont pas la personnalité morale de véritables sociétés, mais qu'elles sont néanmoins des sociétés de fait que le droit et les tribunaux ne peuvent plus ignorer.

Sans doute, la démarcation nous paraît difficile entre l'idée d'une société française constituée d'après les lois françaises, et l'idée, au contraire, d'une société de fait vivant en France, y possédant un établissement, y exerçant son activité et qui continuerait néanmoins à demeurer étrangère à nos lois.

Doit-on dire que ces sociétés détachées de leur loi nationale n'ont pas acquis néanmoins la nationalité du pays où elles se sont fixées, et que leurs succursales constituent des organismes un peu particuliers, des personnes morales heimatlos ?

Nous le croyons volontiers, et la jurisprudence de ces dernières années nous confirme dans cette idée.

Un auteur a même invoqué, au sujet des réfugiés russes, une vieille théorie de Proudhon qui paraît condamnée à l'oubli, celle des étrangers établis en France à perpétuelle demeure (2).

Sans doute, Delehelle a formulé sa théorie et a prétendu appliquer les doctrines de Proudhon uniquement en ce qui concerne les personnes physiques russes réfugiées en France. Il a soutenu à bon droit, d'ailleurs, qu'on ne pouvait assimiler les Russes à des étrangers ordinaires, car ils avaient quitté le pays, pour la plupart sans espoir de retour, que les intérêts qu'ils avaient en France, et jusqu'à l'existence qu'ils s'étaient ménagée avaient un caractère

(2) V. Delehelle, *La condition des Russes en France*.

définitif qu'on ne rencontre pas lorsqu'on se trouve en présence d'étrangers ordinaires.

C'est peut-être pousser sa théorie plus loin que de prétendre l'appliquer non seulement aux personnes physiques, mais encore aux sociétés et aux succursales de sociétés.

Il semble bien d'ailleurs, à bien examiner les faits, que ces succursales russes en France doivent jouir d'un statut particulier, étant considérées comme des sociétés de fait dont l'existence juridique ne peut être niée, sans toutefois avoir toute la certitude qu'elles auraient acquise en se conformant aux lois françaises.

En conclusion de cet aperçu, une définition peut être dégagée : les succursales russes en France doivent être considérées comme des organismes entièrement indépendants détachés de l'ancienne société disparue, ayant leur activité propre.

La jurisprudence a tiré de cette idée plusieurs conséquences, pour préciser le statut de ces succursales en France, tant en ce qui concerne leurs intérêts qu'au point de vue de leur réglementation et de leur administration.

Ce sont ces conséquences que nous examinerons dans le paragraphe suivant.

SECTION II

Principales questions soumises aux tribunaux à propos des sociétés russes.

La situation anormale créée aux succursales des sociétés russes en France à la suite des décrets de nationalisation soviétiques a eu des répercussions considérables devant les tribunaux français qui ont eu à examiner à plusieurs reprises des questions d'ordre très divers relatives soit à l'exis-

tence de leur domicile en France, soit à leur administration et à leur liquidation judiciaire, soit encore aux droits des tiers vis-à-vis des sociétés russes, à l'exécution des obligations, prises antérieurement à la nationalisation, vis-à-vis de ces sociétés et enfin, d'une manière générale, se rapportant à toutes les transactions commerciales que les personnes morales de droit privé peuvent passer dans l'exercice de leur activité.

§ 1. — Le domicile des sociétés russes en France.

Il semble que, dès l'origine des conflits qui se sont posés devant les tribunaux français, une grosse question ait préoccupé tant les plaideurs que les magistrats : celle de savoir si les sociétés russes avaient un domicile en France, et quelle pouvait bien être la nature de ce domicile.

Il est à remarquer que la question de domicile ne se confond nullement avec celle du changement de nationalité.

Le fait pour une société de transférer son activité commerciale en France et d'y fonder son principal établissement ne signifie pas nécessairement qu'elle ait voulu changer de nationalité. Même si l'on considère comme valable le transfert d'une société russe opéré pendant la période transitoire, c'est-à-dire avant que les Soviets ne soient reconnus, on doit cependant admettre, ainsi que l'ont fait les tribunaux de commerce, que cette société a perdu sa nationalité russe, sans cependant que le transfert du siège social entraîne forcément à lui seul un changement de nationalité⁽³⁾.

Le changement de nationalité n'aurait lieu que si la so-

(3) Cass., 6 juill. 1924, cité par Leven, *La nationalité des sociétés*.

ciété dont le siège d'exploitation est en Russie avait été transférée en un autre lieu après que les règles posées par les statuts aient été observés.

Ainsi donc ⁽⁴⁾, la question de domicile que nous allons examiner maintenant fait double emploi avec celle de la nationalité que nous avons longuement étudiée dans le paragraphe précédent.

Sans doute, le changement de domicile, s'il est statutaire et s'il est complété en même temps par l'adoption d'un nouveau régime légal, entraîne le changement de nationalité, mais, néanmoins, les deux éléments dont la juxtaposition est nécessaire pour que les sociétés russes deviennent françaises ne suffisent pas, si on les considère séparément, à déterminer à eux seuls le changement de statut juridique des sociétés russes.

Il est certain qu'une société russe, même légalement domiciliée en France, ne peut invoquer son ancien statut disparu en Russie et se mettre sous la protection de lois qui ne sont plus reconnues en France.

En sens inverse, on ne peut considérer comme conformes aux principes du droit des jugements qui, à la suite de la reconnaissance du Gouvernement soviétique, ont dénié toute existence aux sociétés russes en France.

On a bien essayé de déclarer qu'une société disparue dans son pays d'origine et dont les statuts ont été entièrement anéantis ne peut continuer en France même une existence de fait, ni y avoir aucune espèce de domicile.

Néanmoins, si on considère la situation de fait, on s'aperçoit, en matière de sociétés russes en France, qu'il est impossible de leur refuser une existence et une localisation

(4) Cass. req., 29 mars 1898, cité par Leven, *op. cit.*

matérielles évidentes de nature à entraîner des conséquences juridiques certaines.

§ 2. — Examen des termes employés en jurisprudence.

Quel nom donner à l'établissement matériel des sociétés et des succursales russes en France ? La jurisprudence n'a pas eu, au cours de ces dernières années, une doctrine bien ferme à cet égard. Elle a employé indifféremment des termes qui, bien qu'étant très voisins par l'idée qu'ils prétendent exprimer, n'en sont pas moins différents dans la forme.

Tour à tour, les tribunaux ont voulu parler un langage purement juridique ou, au contraire, s'inspirant des réalités de fait, ont employé des mots qui indiquent un état concret, bien plus qu'un état de droit.

Plusieurs décisions ont déclaré que les sociétés russes avaient en France un centre d'activité commerciale qui pouvait être considéré comme un domicile.

C'est ainsi que, dans une ordonnance du 23 mars 1925 rendue par le président Servin ⁽⁵⁾, il est dit que la Banque russo-asiatique a transporté ses services dans sa succursale de Paris, laquelle est devenue le centre de son activité commerciale, soit en France, soit partout ailleurs à l'étranger.

Ces mots de centre d'activité commerciale, qui sont assez nouveaux dans notre droit, répondent à l'idée de domiciliation en France des organes essentiels de l'ancienne société russe. La suite de l'ordonnance confirme d'ailleurs pleinement la conclusion que nous en tirons.

L'appellation de centre d'activité commerciale a d'ail-

(5) *Clunet*, 1927, p. 332.

leurs séduit deux auteurs, qui les emploient dans un de leurs commentaires, *Le domicile des sociétés russes en France*. En effet, MM. Maurice Picard et Tager ⁽⁶⁾ déclarent, à propos du transfert du conseil d'administration et du conseil de surveillance au siège de la succursale française qu'un « centre nouveau d'activité commerciale s'est développé avec l'installation de ces deux organes, qui continuaient, de Paris, à diriger la succursale et à traiter des opérations au nom de cette société ».

Souvent, les tribunaux ont préféré employer des termes différents et faire appel à la théorie juridique de plus en plus en honneur en droit international privé, du domicile de fait.

C'est ainsi qu'un jugement du Tribunal de commerce, contemporain de l'ordonnance dont il a été question plus haut, déclare ⁽⁷⁾ :

« Attendu que la société défenderesse, qui, comme il a été démontré, a une résidence de fait en France, ne justifiait pas de l'existence dans son pays d'origine de juges ayant qualité pour se prononcer sur la contestation née entre les parties. »

D'autres décisions préfèrent employer, au lieu du mot résidence de fait, ceux de domicile de fait. C'est ainsi qu'une décision du Tribunal de commerce de la Seine, 1^{re} Chambre, du 12 avril 1926, déclare ⁽⁸⁾ :

« Attendu, d'autre part, que, se prévalant de ce domicile de fait, la société défenderesse s'est directement adressée aux autorités compétentes françaises pour solliciter l'autorisation... »

(6) *Clunet*, 1928, p. 138.

(7) Trib. comm. Seine, 1^{er} mai 1928, *Clunet*, 1927, p. 353.

(8) *Clunet*, 1927, p. 357.

Faut-il en déduire que les deux termes sont équivalents, et que la résidence de fait ne soit qu'une façon d'exprimer l'idée de domicile de fait ?

En pratique, on peut considérer qu'il y a une équivalence totale entre les deux qualifications, mais, en droit, il semble que les termes de domicile de fait ont une portée juridique plus grande que ceux de simple résidence de fait.

Il est, en effet, dans le Code civil et dans le Code de commerce, de nombreux articles qui parlent du domicile pour y localiser les droits des personnes tant physiques que morales.

Il vaut donc mieux employer les mots de domicile de fait, qui paraissent avoir la préférence du législateur, alors qu'au contraire, la résidence n'a pas les mêmes conséquences en droit.

Néanmoins, cette critique est d'ordre purement spéculatif et témoigne d'un scrupule de civiliste plus que de praticien, car, en réalité, résidence de fait et domicile de fait ont été considérés comme parfaitement synonymes par les juges, qui ont employé tour à tour l'un ou l'autre de ces termes.

Il ne semble pas d'ailleurs qu'ils aient limité aux différents termes que nous venons d'indiquer leur façon de désigner l'établissement matériel en France des sociétés russes ou de leurs succursales. On voit en effet certaines décisions parler de « siège administratif ».

C'est ainsi qu'un jugement du Tribunal de commerce de la Seine ⁽⁹⁾ déclare que les organes de direction de la banque se sont reconstitués à Paris, ville de laquelle ont été diri-

(9) *Clunet*, 1927, p. 360.

gées toutes les affaires, le siège administratif s'étant en fait substitué à l'ancien siège social. Le mot de siège administratif équivaut sans doute à celui de domicile de fait, de résidence de fait, de centre de l'activité commerciale.

Le Tribunal confond ces différents termes, qui cependant comportent chacun des nuances juridiques distinctes. En effet, alors que par siège administratif il faut entendre uniquement le lieu où résident les organes de direction et de surveillance, par principal centre de l'activité commerciale, on pourrait désigner au contraire le lieu où s'exploite et s'exerce matériellement l'industrie ou le commerce qui font l'objet de la société.

Néanmoins, malgré ces différences, l'idée qui inspira les différentes décisions que nous venons de parcourir est unique, c'est de chercher à se rendre compte si, véritablement, l'élément vital de la société ou plutôt de ce qui en subsiste se trouve en France.

A côté de ces décisions, qui ont cherché à donner une définition à ce domicile, d'un genre particulier des anciennes sociétés russes en France, il en est d'autres qui, préférant éluder la question, ont simplement parlé de la succursale de la société étrangère en France, et ont considéré que l'existence d'une pareille succursale suffisait à domicilier la maison mère.

Ainsi, dans un jugement du Tribunal de la Seine du 12 janvier 1927 ⁽¹⁰⁾, il est dit :

« Attendu que le demandeur ne justifie pas d'ailleurs que la Banque Azov-Don ait un siège ou même une simple succursale à Paris, ni que des affaires s'y traitent couram-

(10) *Clunet*, 1927, p. 363.

ment, ou que des décisions y soient prises au sujet de l'administration de la société... »-

On voit par ces termes le souci des juges d'embrasser complètement tous les différents éléments qui peuvent contribuer à confier à la société russe un domicile quelconque en France. Ils visent à la fois le transfert de siège, l'existence d'une simple succursale, et même ce que nous avons appelé plus haut le centre de l'activité commerciale, ou le siège administratif.

On remarquera pourtant que les termes employés ne paraissent pas comporter la présence cumulative de ces différents critères de domiciliation. Ils semblent vouloir dire, au contraire, que l'existence d'une simple succursale en France suffit à domicilier la société.

Enfin, il est une dernière catégorie de décisions (sur lesquelles nous serons forcés de revenir en étudiant le problème de la compétence des tribunaux français dans les litiges intéressant les sociétés russes) qui, sans s'expliquer formellement sur l'existence d'un domicile attributif de droit en France, déduisent pourtant cette conséquence juridique de l'absence de tout domicile attributif de compétence à l'étranger.

Cette catégorie de décisions s'apparente d'ailleurs à la jurisprudence qui s'est formée au cours de ces cinquante dernières années en matière de compétence des tribunaux français dans les litiges entre étrangers pour reconnaître un domicile à des étrangers en France et pour conclure, par voie de conséquence, à leur droit d'aller devant les juridictions françaises.

On se contentera dans cette jurisprudence de la réunion de deux éléments : d'une part, l'absence d'un domicile à l'étranger et d'un tribunal devant lequel ces plaideurs pou-

vaient porter leur procès; d'autre part, et c'est là un élément matériel qui va de soi et que les tribunaux ne soulignent même pas, la présence en France d'une au moins des parties en cause.

Bien entendu, la situation à laquelle nous faisons allusion est celle de droit commun, mais il est des cas particuliers, notamment en droit commercial⁽¹¹⁾.

Différentes conclusions peuvent être dégagées de cet examen sommaire de quelques cas types qui se sont présentés devant les tribunaux. Les sociétés russes n'ont pas eu la plupart du temps ni le temps ni la pensée de transférer légalement le siège de leur administration en France. Il serait vain de chercher, en ce qui les concerne, un domicile légal en France; il serait même parfois inéquitable de s'obstiner à vouloir rattacher la reconnaissance de leurs droits à l'existence effective de ce domicile légal.

On ne peut donc approuver des jugements tels que ceux des 15 et 26 novembre 1925 du tribunal de commerce, qui, pour justifier leur compétence, ainsi que nous le verrons ultérieurement, déclarent :

« Qu'il est justifié que la banque dont il avait à examiner la situation est transférée régulièrement. *Sa succursale de Paris a acquis ainsi un domicile légal en France.* »

On fait ainsi abstraction de la situation de fait, qui, seule pourtant, doit être prise en considération dès lors que la société plaideuse est « en dehors des conditions régulières d'existence et de fonctionnement »⁽¹²⁾.

Sur l'existence de ce domicile de fait, M. le substitut Parigot déclarait dans ses conclusions⁽¹³⁾ :

(11) Les cas auxquels nous songeons sont ceux où la compétence des tribunaux français serait fondée sur l'article 420 du Code de procédure.

(12) *Clunet*, 1927, p. 366.

(13) Cité par Picard et Tager, *op. cit.* (*Clunet*, 1927, p. 266).

« On peut concevoir jusqu'à un certain point qu'une succursale puisse continuer son existence de fait, tout au moins en dehors de la société elle-même. »

En droit, évidemment, si la société n'existe plus, la succursale ne devrait plus exister non plus, mais il n'en est pas moins vrai qu'en fait, une succursale constitue un organisme spécial qui a son siège, qui a un fonds de roulement, qui a sa comptabilité, qui opère dans une région spéciale, qui a une direction, et dont, par conséquent, l'existence peut encore être admise, au moins provisoirement.

Ainsi donc, l'acquisition du *siège de fait* ne peut faire de doute, mais il ne faut pas en conclure que ce siège de fait entraîne pour conséquence le changement de nationalité.

D'ailleurs, si on veut faire la revue de la jurisprudence de ces dernières années, on voit qu'elle a admis de nombreuses fois l'idée d'un transfert de fait.

La situation envisagée généralement était la suivante :

A la suite des décrets de nationalisation des Soviets, la société a disparu en Russie. Son conseil d'administration et de surveillance s'est transporté dans un autre pays où se trouvait une succursale. Si les Soviets ont pu dissoudre ces conseils en Russie, ils n'ont pu rompre les liens contractuels qui unissent les administrateurs mandataires de la société aux actionnaires, leurs mandants, en tant du moins que ce mandat était destiné à s'exercer en dehors des frontières de la Russie soviétique (14).

(14) Trib. comm. Seine, 16 janv. 1922, *Clunet*, 1923, p. 539; Ordonnance de référé 3 mai 1926, *Clunet*, 1927, p. 358; Ordonnance de référé 23 mars 1925, *Clunet*, 1927, p. 352; Trib. comm. Seine, 1^{er} oct. 1926, *Clunet*, 1927, p. 359; Trib. comm. Seine, 20 mai 1921, *Clunet*, 1923, p. 533; Trib. comm. Seine, 29 nov. 1923, *Clunet*, 1927, p. 350.

Ainsi donc, si la preuve de l'existence d'un domicile légal en France est impossible, celle au contraire de l'adoption d'un domicile de fait a souvent été abordée devant les tribunaux. C'est d'ailleurs à ce domicile de fait qu'est localisée actuellement toute l'activité commerciale et toute l'administration des sociétés russes défuntées.

Or, il est de principe certain en jurisprudence, et même dans une grande partie de la doctrine, que le domicile d'une société commerciale, attributif de juridiction aux termes de l'article 59 du Code de Procédure civile, et qui confère à la société son existence à l'égard des tiers est établi en fait, et non par la déclaration des statuts qui visent le siège social⁽¹⁵⁾.

Ainsi, la société se trouve donc avoir abandonné en fait son siège statutaire, soit volontairement, soit parce qu'elle y a été forcée. Elle a transféré son activité tout entière dans un lieu différent. Il faut déclarer que le siège social de cette société, n'ayant plus d'existence réelle, s'est confondu avec son principal établissement⁽¹⁶⁾.

Enfin, on doit conclure sur ce point que, de l'examen général de la jurisprudence, il se dégage l'impression très nette que, malgré divers scrupules juridiques et malgré certaines décisions critiquables en droit, les tribunaux ont, d'une façon générale, admis l'existence en France du domicile de fait des sociétés russes. Ils en ont tiré, au point de vue de leur compétence, des conséquences que nous verrons dans le paragraphe suivant.

(15) Trib. civ. Batna, 16 mai 1894; Alger, 26 juin 1895, D., 96. 2. 418-419. Cass. req., 15 mars 1895, D., 65. 1. 228; 10 févr. 1863, D., 63. 1. 238; 1^{re} partie, 11 août 1875, D., 78. 2. 61.

(16) Req., 15 mai 1911, D., 1914-1915. 1. 274; Cass., 20 mars 1923, *Gaz. Pal.*, 1923; *Clunet*, 1927, p. 367. V. égal. *Clunet*, 1927, p. 349 à 463, et 754.

§ 3. — La compétence des tribunaux français dans les litiges
concernant les sociétés russes.

Il convient de distinguer deux catégories de litiges, qui ont toujours été différenciés en droit international privé. D'une part, des litiges dans lesquels se trouvent des parties françaises demanderesses ou défenderesses. En pareil cas, aucune indication n'est possible, et quelle que soit la condition légale des sociétés russes adverses, la compétence des tribunaux français s'impose en vertu du privilège de juridiction établi par les articles 14 et 15 du Code civil.

Mais il en est tout autrement lorsque le conflit soumis aux tribunaux s'élève entre deux étrangers, dont l'un au moins est une société russe ayant perdu son siège en Russie.

La question de leur compétence paraît avoir été l'une de celles qui a le plus préoccupé les tribunaux au cours de ces dernières années dans les différends qui leur ont été soumis.

C'est d'ailleurs très souvent l'aspect que prend, en droit international privé, la réalisation concrète des droits que les différents statuts légaux confèrent aux étrangers. Ces droits risqueraient de demeurer lettre morte s'il n'était pas possible à leurs titulaires de les faire valoir en justice. Les sociétés russes s'en sont aperçues plus que tout autre.

Ainsi donc, bien que d'une façon stricte on ne puisse pas considérer les conflits de compétence comme faisant partie de la condition légale des personnes morales, néanmoins, leur importance paraît telle, et l'intérêt qu'elle a éveillé a été si considérable, qu'il nous est impossible de passer sous silence ce problème.

Aussi bien, une question préjudicielle semble s'être po-

sée devant les tribunaux toutes les fois qu'une société russe ou une de ses succursales se trouvant en France a dû avoir recours à la justice. La question invariablement soulevée par l'adversaire était celle de la compétence des tribunaux français.

En vertu d'une évolution bien connue du droit international privé sur ce point, on sait que les tribunaux français se déclarent compétents d'une façon courante dans les litiges entre étrangers, toutes les fois que ceux-ci ne peuvent justifier d'un domicile attributif de juridiction à l'étranger, et qu'ils peuvent faire la preuve de l'existence d'un domicile en France.

Il fallait donc, avant d'admettre les sociétés russes à plaider, vérifier l'état dans lequel elles se trouvaient et s'il était possible de les considérer comme ayant perdu tout domicile attributif de juridiction à l'étranger.

Les tribunaux français pourraient alors se reconnaître compétents comme s'ils avaient à statuer à l'égard d'individus sans patrie se trouvant en France. C'est là une doctrine que l'on peut considérer comme acquise, disent MM. Surville et Arthuys (17).

Sans doute, on peut dire que, désormais, les tribunaux n'accueillent le déclinatoire d'incompétence de l'une des parties en procès qu'après avoir examiné de près l'extranéité. Ils se montrent généralement très exigeants sur les conditions de son admission.

Ils réclament notamment la preuve qu'en renvoyant les parties devant les prétendus juges naturels ils n'enlèveront

(17) *Droit international privé*, p. 143. Les *heimatlos* sont régis, à défaut de la loi nationale, par la loi de leur domicile. V. Trib. Seine, 4 févr. 1897, *Gaz. Pal.*, 27 mars 1897. Bien entendu, les tribunaux français seront toujours compétents pour une loi de police ou de sûreté.

pas au demandeur un recours efficace devant la juridiction française.

MM. Surville et Arthuys déclarent même que lorsque les tribunaux ne sont pas édifiés à cet égard, ils sont enclins à devenir compétents⁽¹⁸⁾.

Mais si tel est le système général de droit international privé, certaines règles particulières peuvent être dégagées, en matière de sociétés russes, des différentes décisions qui ont été rendues par les tribunaux. Notre préoccupation constante en cette matière sera de faire œuvre réellement pratique et de dégager dans cet ouvrage les éléments dont il a paru nécessaire à la jurisprudence de rechercher l'existence pour admettre la compétence des tribunaux français.

Une première distinction est nécessaire. Il faut, d'une part, séparer les hypothèses où entre en application l'article 420 du Code de procédure civile et celles, au contraire, où le conflit porte sur un point qui ne concerne nullement l'exécution d'une obligation dans les termes de l'article 420 du Code de procédure civile.

I. — CRITÉRIUMS GÉNÉRAUX.

En dehors de toute application de l'article 420 du Code de procédure civile, si on devait résumer en un principe général les éléments auxquels la jurisprudence paraît s'attacher pour déclarer que les succursales des sociétés russes en France ont le droit de recourir aux tribunaux français, on arriverait à la conclusion suivante :

Il faut, pour qu'une succursale puisse invoquer le bénéfice de la juridiction française, qu'elle ait en France une in-

(18) V. jurisprudence citée par Surville et Arthuys, *op. cit.*, n° 410, p. 646.

dépendance suffisante, une vie propre, que tout siège social — ces termes étant pris dans l'acception française du terme — ait disparu en Russie; que le lieu de réalisation des opérations et le centre de sa principale activité, ainsi que celui de son domicile de fait se trouvent en France, et enfin qu'il n'y ait pas à l'étranger un tribunal spécialement compétent pour trancher les litiges qui concernent la société.

Cette formule un peu longue contient, en réalité, la réunion de quatre critères, que nous étudierons successivement.

Il serait peut-être hasardeux de déclarer que la jurisprudence a toujours eu soin de vérifier la réunion et la présence simultanée de ces quatre éléments de compétence. En réalité, elle s'est contentée, pour justifier la compétence des tribunaux français, de fixer tel élément particulier sans faire allusion aux autres, mais il semble qu'il y ait toujours eu une référence au moins implicite aux critères qui n'étaient pas expressément visés.

Si les décisions que nous examinerons ne les invoquent pas tous expressément, c'est que la présence de certains d'entre eux était si évidente dans les espèces jugées qu'il n'était pas nécessaire de s'y attarder, ou encore qu'ils découlaient d'autres constatations faites par le jugement ou l'arrêt statuant sur le conflit.

A. — *Critérium d'indépendance.*

L'arrêt de la Cour de Paris du 17 mai 1927⁽¹⁹⁾ dans une de ses considérations accessoires, précise la nécessité d'une indépendance complète de la succursale pour que les tribunaux français soient compétents lorsque cette dernière se

(19) *Chunet*, 1928, p. 231.

trouve assignée en France. Il est dit, en effet, dans l'arrêt : « Considérant que, pour assigner devant les tribunaux français une société étrangère ayant son siège principal à l'étranger, il ne suffit pas que celle-ci ait établi une succursale en France et y fasse des opérations soit commerciales, soit purement bancaires, ces opérations devant rentrer dans la comptabilité générale de la maison principale établie à l'étranger.

» Considérant que, la Banque russe pour le commerce et l'industrie ayant son siège social en Russie, à Pétrograd, si sa succursale de Paris est administrée par un Conseil de direction spécial, il n'est nullement établi que ce Conseil ne reçoive pas ses directives du siège social toujours demeuré en Russie. »

Nous rappelons les termes de cet arrêt, auquel nous avons déjà fait un renvoi ⁽²⁰⁾, car ils établissent avec netteté, sans pourtant en prononcer le terme, le critérium d'indépendance auquel nous faisons allusion.

Une ordonnance de référé s'exprime d'une façon plus catégorique encore en visant, non plus le cas où la société étrangère est défenderesse, mais celui au contraire où elle est demanderesse.

Il s'agit de la Banque russe pour le commerce et l'industrie, à propos de laquelle le juge des référés rendait, le 28 février, une décision qui paraît être en contradiction avec celle de la Cour.

Il ne s'agissait pas, sans doute, des mêmes parties, puisque dans la première décision, l'adversaire de la Banque était un certain K..., alors qu'en référé, la banque avait pour adversaire Darlay et Cie.

(20) V. *supra*.

Néanmoins, et malgré la contradiction qui existe sur les constatations de fait, les deux décisions adoptent en droit la même doctrine. C'est ainsi que le juge des référés, pour se déclarer compétent, estime que la Banque russe pour le commerce et l'industrie a en France, depuis plusieurs années, une succursale devant être considérée comme ayant une *existence propre*, et dont la représentation est assurée d'une manière effective.

Peu nous importe qu'en fait la succursale de cette banque ait ou non son indépendance. Ce qu'il convient de préciser c'est que, dans les deux décisions, les magistrats ont déclaré que la succursale pouvait être assignée, ou, au contraire, pouvait citer en justice, à condition d'avoir en France une existence propre, *c'est-à-dire une vie indépendante*.

B. — *Pas de siège social en Russie.*

Dans certaines décisions, les juges semblent avoir eu le souci de dégager une notion particulière et de dire, par l'interprétation de la doctrine communément admise en droit international privé, que les tribunaux français étaient compétents lorsque, par suite de l'absence de tout siège social en Russie, l'une des parties ne pouvait avoir recours à ses juges naturels.

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Paris, 1^{re} Chambre, en date du 31 janvier 1928 (21), déclare :

« Considérant que, si les deux parties sont de nationalité étrangère, il y a pour le demandeur une impossibilité d'assigner devant les tribunaux russes une société russe qui n'a plus le droit de fonctionner en Russie et qui n'y

(21) *Clunet*, 1928, p. 679.

possède plus aucune installation, et d'où les administrateurs sont partis, les tribunaux français ne peuvent, en pareille situation, refuser la justice aux parties étrangères. »

Après l'élément d'absence de tribunaux compétents sur lequel nous reviendrons plus loin, cet arrêt dégage donc bien le second élément dont nous parlons, c'est-à-dire pas d'existence d'un siège social d'une administration régulière en Russie.

Pourtant, il ne faut pas prêter à ce critérium une importance plus grande que celle qu'il a en réalité. Très souvent, il interviendra simplement comme critérium accessoire, et d'ailleurs, par certains côtés, il fait double emploi avec celui tiré de l'absence de tribunaux compétents.

En effet, si aucun tribunal ne peut statuer sur les litiges, c'est que, sans doute, la partie intéressée n'a pas de domicile ni de représentation d'aucune sorte dans le pays de ce tribunal.

C. — *Critérium tiré du principal centre d'activité
et du domicile de fait.*

Différentes décisions ont été rendues sur ce point, qui, toutes, déclarent que les tribunaux français seront compétents lorsque la société a en France un domicile de fait et qu'au surplus elle y exerce sa principale activité, y passe des contrats, et y vit d'une existence commerciale effective.

Sans doute, on ne peut dégager de ces décisions la nécessité d'un domicile légal de la société étrangère en France. Les tribunaux parlent souvent de simple résidence de fait, de domicile de fait ou de transfert de siège. Néanmoins, l'idée à laquelle il faut s'arrêter n'est pas une no-

tion abstraite qui serait inspirée de la considération des termes du Code civil et du sens légal du mot domicile.

Au sens classique de ce mot, par domicile, en matière de société russe, il semble qu'il faille entendre une présence effective, un établissement en France, alors même que ceux qui l'ont institué n'ont pas voulu y attacher toutes les conséquences juridiques que le Code de commerce et les différentes lois en matière commerciale et en matière civile rattachent au domicile⁽²²⁾.

L'arrêt du 31 janvier déclare que la société assignée avait son domicile en France, où elle accomplissait en fait les opérations rentrant dans le cadre de son activité statutaire et ce domicile, à l'entendre, ne pouvait être réputé établi, à défaut de toute installation, qu'au point du territoire français où la société conservait ses archives.

Par ces termes, il semble que la Cour de Paris ait rendu la notion de domicile de fait fragile à l'extrême, et que la simple présence, dans un local de fortune, des archives ou d'une comptabilité intéressant la société suffise pour lui conférer un domicile de fait.

Nous croyons cette conséquence critiquable en partie, car il convient de ne pas considérer le domicile d'une société comme pouvant être déterminé de façon aussi élémentaire. Néanmoins, le principe dégagé par la Cour d'appel demeure vrai, et il est incontestable que la société qui a son activité en France et qui y a un domicile certain doit pouvoir également bénéficier de la compétence des tribunaux français.

La 8^e Chambre de la Cour de Paris s'est exprimée à ce

(22) Jugement du Trib. comm. 1^{er} mai 1923, V. *Clunet*, 1927, p. 353; Jugement Trib. comm. Seine, 1^{re} Ch., 12 avril 1926, *Clunet*, 1927, p. 357. V. égal. les décisions plus récentes, telles que celles du 31 janvier 1928, de la Cour d'appel de Paris, *Clunet*, 1928, 1^{re} partie, p. 679.

sujet avec une précision plus grande en déclarant que si, en principe, les tribunaux français sont incompétents pour connaître des litiges entre étrangers, il est à cette règle des exceptions, notamment lorsque l'étranger défendeur a en France un domicile de fait. Il y a lieu, dans ce cas, d'admettre que si ce domicile de fait confère à l'étranger les mêmes droits qu'un transfert de domicile, il autorise les tiers à lui notifier tous actes de procédure et à l'attraire devant les tribunaux français, et cela en admettant même qu'indépendamment de son domicile de fait en France, l'étranger ait, à l'étranger, conservé son domicile de droit.

On voit ici apparaître une notion inédite, la notion de juxtaposition de deux domiciles, tous deux attributifs de compétence.

La jurisprudence paraît s'orienter dans une voie nouvelle, et l'ancien critérium de l'absence de tribunaux compétents, juges naturels de l'étranger, ou, si l'on préfère, la portée de l'ancien déclinatoire d'incompétence, sont donc considérablement diminués.

Néanmoins, il faut avoir soin de ne pas faire admettre à l'arrêt de la 8^e Chambre de la Cour de Paris une règle qu'il n'a pas entendu poser.

Si on reconnaît qu'un étranger peut avoir deux domiciles, l'un en France, l'autre à l'étranger, et qu'il n'y a pas là une raison suffisante pour le renvoyer des tribunaux français, l'arrêt n'a pas cependant déclaré en termes exprès que les tribunaux étrangers étaient normalement compétents et que, malgré cette compétence, les tribunaux français pouvaient conserver la connaissance du litige qui leur était soumis.

En effet, dans le cas particulier où il s'agit d'une société russe, bien que, parfois, la société ait conservé un domi-

cile de droit en Russie, surtout depuis que les décrets soviétiques ont perdu de leur rigueur, il n'en demeure pas moins vrai qu'il y a des raisons certaines pour considérer que les succursales françaises des sociétés russes ne peuvent utilement avoir recours aux tribunaux soviétiques.

Il faut reconnaître un mérite à l'arrêt de la 8^e Chambre, c'est qu'il a reconnu franchement la situation et l'existence d'un domicile en Russie et que, malgré cela, il a déclaré les tribunaux français compétents vis-à-vis des succursales russes.

D. — *Absence d'un tribunal compétent à l'étranger.*

Malgré cet arrêt un peu particulier, et qu'il convient d'interpréter dans le sens que nous avons spécifié ci-dessus, la jurisprudence a très souvent fait appel au critérium de droit commun, c'est-à-dire, en l'absence d'un tribunal compétent, à l'étranger, pour déclarer que les tribunaux français étaient compétents dans les litiges concernant les sociétés russes, où toutes les parties étaient étrangères.

Il ne faut pas faire exprimer à l'arrêt de la 8^e Chambre plus que sa pensée. Il constate un domicile à l'étranger, mais il ne déclare pas qu'un tribunal étranger était normalement compétent pour connaître du litige dont il a été saisi et qu'il a conservé néanmoins la connaissance de ce litige.

D'ailleurs, il faut s'empresse de faire remarquer que cette affaire aurait pu se rencontrer alors même qu'il y aurait un tribunal normalement compétent à l'étranger, à condition qu'une loi d'ordre public, de police ou de sûreté ait été invoquée, ou qu'on se fût trouvé dans un des cas particuliers dégagés par la jurisprudence au cours de ces dernières années et dans lesquels les tribunaux français sont compétents, concurremment avec les tribunaux étrangers.

Malgré les termes un peu troubles de l'arrêt de la Cour de Paris, il demeure certain qu'il faut, pour que les sociétés russes puissent assigner en France, qu'il n'y ait pas à l'étranger un tribunal normalement compétent⁽²³⁾.

Ces règles s'appliquent dans les cas ordinaires où il ne s'agit pas de litiges commerciaux pouvant tomber sous l'application de l'article 420 du Code de procédure civile. Dans l'hypothèse, au contraire, où on se trouve en présence d'une situation qui permet d'invoquer ce texte, aucune difficulté ne se présente en ce qui concerne la compétence des tribunaux français.

II. — LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX FRANÇAIS BASÉE SUR L'ARTICLE 420.

Il n'y a eu aucune difficulté sérieuse toutes les fois que l'une des parties a pu justifier la compétence du Tribunal de commerce en faisant appel aux règles de conflit de juridiction que l'on dégage de l'article 420 du Code de procédure civile.

Ce texte, en effet, donne au demandeur le droit d'assigner soit devant le tribunal du domicile du défendeur, et c'est là une hypothèse que nous avons examinée dans le paragraphe précédent, soit devant celui de l'endroit où la promesse a été faite et la marchandise livrée, soit enfin devant celui du lieu où le paiement devait être effectué.

Différentes décisions du Tribunal de commerce ont fait appel à l'article 420 du Code de procédure civile pour justifier la compétence des tribunaux français. C'est ainsi qu'un jugement de la 5^e Chambre du Tribunal de commerce, du 26 novembre 1926, examinant la situation d'une

(23) *Clunet*, 1927, p. 360.

société russe assignée en France, déclare après examen des circonstances de l'espèce « qu'il n'est pas justifié qu'une des circonstances de l'article 420 du Code de procédure civile se rencontrerait ».

De même, un jugement de la 1^{re} Chambre du même Tribunal, en date du 12 avril 1926, pose en propres termes le principe suivant :

« Attendu enfin qu'aux termes de l'article 420 du Code de procédure civile il n'est fait aucune distinction entre Français et étrangers... »

Ainsi donc, l'article 420 du Code de procédure civile ne faisant aucune distinction entre les nations, les exceptions d'extranéité et d'incompétence soulevées à l'encontre d'un demandeur étranger par une société russe ayant perdu toute existence en Russie, doivent être rejetées.

Pourtant, les décisions précitées ajoutent une réserve.

Elles n'admettent ce système que dans l'hypothèse où la société russe s'est créé un domicile de fait en France.

On peut accepter cette doctrine du Tribunal de commerce, car il est peu probable, si la partie n'a pas au moins un domicile de fait en France, qu'elle y soit assignée, surtout si elle n'a pas d'autre domicile à l'étranger ⁽²⁴⁾.

La jurisprudence du Tribunal de commerce a d'ailleurs été adoptée par la Cour de Paris, qui admet également que l'article 420 justifie la compétence des tribunaux français toutes les fois qu'il peut être invoqué dans les litiges entre étrangers, et plus particulièrement dans ceux qui concernent une société russe.

C'est ainsi que la Cour d'appel, 1^{re} Chambre, dans son arrêt du 31 janvier 1928, déclarait dans ses motifs « qu'il

(24) *Clunet*, 1927, p. 355 à 357.

résulte de ce qui précède que la Société de la Banque de commerce de Sibérie est domiciliée à Paris, qu'en tout cas, le contrat litigieux a été conclu à Paris, et qu'il prévoyait de la part de la Banque une remise d'actions à effectuer à Paris et, de la part de Z..., le paiement d'une somme de 2.500.000 francs effectué aussi à Paris; que ces remises d'actions ont eu lieu effectivement à Paris, *que le Tribunal de commerce de la Seine était donc compétent à un triple titre en vertu de chacun des trois alinéas de l'article 420 du Code de procédure civile* » (23).

Il y a dans ces termes une affirmation nouvelle des idées que nous venons d'exposer. Chacun des paragraphes du Code de procédure civile (art. 420) justifierait donc à lui seul la compétence des tribunaux français, et il y aurait lieu, en dissociant les paragraphes, de déclarer que les tribunaux français seront également compétents alors même que le défendeur n'aurait pas de domicile en France et dans l'hypothèse seulement où le paiement doit être effectué en France, ainsi que dans celle où la promesse a été faite en France, ou que la marchandise doit y être livrée.

Cependant, il ne faut pas croire que cette jurisprudence ait un caractère inédit; ce n'est que l'application des règles générales dégagées en droit international privé à propos des conflits de juridiction.

L'arrêt de la 1^{re} Chambre est néanmoins significatif, car la marchandise a été livrée en France, et la promesse faite dans ce pays; l'alinéa 2 et l'alinéa 3 de l'article 420 du Code de procédure civile étaient par conséquent applicables. La Cour aurait donc pu s'abstenir complètement de statuer sur cette question, qui ne paraissait pas avoir la même

(23) *Clunet*, 1926, p. 679-681.

importance que celle de savoir si la banque défenderesse était oui ou non une banque ayant un domicile de fait en France.

MM. Picard et Tager, dans leur commentaire de l'arrêt précité ⁽²⁶⁾, expliquent ce scrupule « par l'intention de donner une idée directrice », la pratique du Tribunal de commerce de la Seine s'étant montrée hésitante et contradictoire.

Nous ne croyons pas devoir nous ranger à leur avis. La Cour ne paraît pas avoir eu la préoccupation dominante de tracer une voie au Tribunal de commerce en cette matière, ce dernier ayant déjà statué dans des termes de nature à être agréés par la Cour.

Nous croyons trouver l'explication des considérants de l'arrêt de la 1^{re} Chambre dans le souci de justifier le plus fortement possible la compétence des tribunaux français en ayant recours, pour ce faire, à tous les éléments de la cause de nature à établir cette compétence. La Cour, pour atteindre son but, a fait appel aussi bien aux arguments qui résultaient de l'existence d'un domicile de fait en France qu'à ceux tout à fait distincts tirés de l'article 420, §§ 2 et 3, du Code de procédure civile.

Il n'est pas inutile de faire d'ailleurs remarquer à ce sujet que, dans la plupart des décisions rendues par le Tribunal de commerce et par la Cour d'appel de Paris (ce sont les deux juridictions qui ont certainement le plus statué sur les questions relatives aux sociétés russes), on rencontre comme une confusion involontaire, qui d'ailleurs ne présente aucune gravité.

Toutes les fois que la question de compétence s'est posée

(26) *Clunet*, 1928, p. 688.

devant ces tribunaux et alors qu'ils auraient pu parfois justifier leur compétence en invoquant uniquement l'article 420 du Code de procédure civile, ils ont cru devoir quand même viser l'existence d'un domicile de la société russe en France.

Nous croyons que la présence simultanée de ces deux éléments n'est pas exigée par la loi et qu'il suffit, lorsque la promesse a été faite en France, que la marchandise y a été livrée ou le paiement effectué, de viser l'une de ces circonstances sans chercher en même temps à justifier la compétence en faisant appel à la notion de domicile.

CHAPITRE IV

DE L'ADMINISTRATION, DE LA LIQUIDATION DES SOCIÉTÉS RUSSES

Au lendemain de la révolution bolcheviste et de la disparition de l'Empire des tsars, il y eut comme une sorte de crise dans l'administration des sociétés russes, et surtout dans celles des succursales russes en France.

En effet, les maisons principales de ces sociétés se trouvant en Russie ont disparu, les sièges sociaux ont été emportés dans la tourmente, avec tous les rouages administratifs qu'ils comportaient.

Les succursales de France se trouvèrent du jour au lendemain détachées de leur maison principale et presque laissées à l'abandon.

Aucune administration autonome n'ayant été prévue pour elles, leur gestion fut donc compromise. Une période d'incidents très graves se produisit alors, durant laquelle la plupart des succursales ne surent exactement quel parti adopter. Les unes continuèrent un peu à l'aveugle leur vie économique propre, d'autres voulurent régulariser leur situation en se conférant une autonomie entière, enfin, d'autres préférèrent clore leurs bureaux.

Une ordonnance du président du Tribunal de la Seine du 29 novembre 1924 se préoccupa d'assurer l'administration des droits, biens et intérêts russes en France. Un adminis-

trateur-séquestre fut nommé avec mission de prendre toutes mesures conservatoires et de liquidation. Sa mission fut étendue aux biens, droits et intérêts de toute nature détenus ou exercés par les succursales en France de toutes les sociétés russes, et notamment des banques russes soumises en Russie à la législation de l'U. R. S. S.

En effet, la situation de ces sociétés était désignée dans la requête du procureur de la République comme ayant été rendue incertaine et précaire par l'établissement du nouveau régime soviétique⁽¹⁾.

D'autre part, un jugement du Tribunal civil de la Seine du 9 mai 1925 (*Affaire du Nord de Moscou*)⁽²⁾, qui déclarait que l'action intentée par le Nord de Moscou était irrecevable, parce que son représentant ne justifiait ni de la continuité de l'existence de la société, ni de son fonctionnement régulier dans les termes de ses statuts, ni enfin de la régularité de ses pouvoirs d'administrateur, ajoutait encore à l'incertitude de la situation.

Le Tribunal affirmait, en effet, en termes catégoriques :

« Il est impossible d'admettre qu'une société qui serait inexistante dans son pays d'origine puisse cependant continuer d'exister à l'étranger en l'absence de toute succursale constituée dans ce pays. »

D'ailleurs, la thèse admise à l'époque, et que l'on retrouve dans l'arrêt de la Cour d'Aix⁽³⁾ du 29 novembre 1925, est que la personnalité de la société ne survit que pour les besoins de la liquidation et jusqu'à l'achèvement de cette dernière.

Pendant le cours des opérations de liquidation, il y a

(1) V. *Clunet*, 1925, p. 591.

(2) V. *Clunet*, 1926, p. 126.

(3) *Clunet*, 1926, p. 667.

lieu de pourvoir à l'administration de la société, soit en laissant en fonctions l'administrateur anciennement nommé, soit, au contraire, en procédant à la nomination d'un administrateur provisoire ou, si l'on préfère, d'un liquidateur. Cela aboutit au même résultat : la liquidation forcée de toutes les succursales russes se trouvant en France.

C'était condamner à la mort des organismes susceptibles encore d'une vie économique féconde et prospère.

Aussi, un second courant ne tarda pas à se manifester, et la jurisprudence, sous l'empire des nécessités de fait, essaya par des moyens d'ordre juridique de justifier et de prolonger l'existence des succursales russes en France.

Les mesures de séquestre prises en vertu de l'ordonnance du 29 novembre 1924 furent rapportées en regard de toutes les succursales des banques russes, à l'exception d'une seule, qui se trouvait d'ailleurs en état de cessation de paiements.

Ces ordonnances donnent à la levée du séquestre la raison suivante, que l'on retrouve dans toutes les décisions du même genre :

« Attendu qu'en vertu d'une ordonnance sur requête du 24 novembre 1924 rendant applicable aux succursales à Paris des banques russes la précédente ordonnance du 22 octobre 1924..., X... a été nommé administrateur des biens, droits et intérêts de toute nature détenus ou exercés par les succursales en France de toutes les sociétés russes, et notamment des banques russes soumises en Russie à l'administration de l'U. R. S. S. »

C'est une allusion à la décision prise par le président du Tribunal de la Seine sur la demande du procureur de la République. Mais voici les motifs qui ont amené la réformation de l'ordonnance ancienne :

« Attendu qu'il résulte des constatations faites par MM. Doyen et Yené, experts, que, depuis plusieurs années, les conseils de surveillance et de direction du siège social de la banque se trouvent réunis à Paris, et que leur composition est la même que celle qui existait au moment de la révolution russe, sauf toutefois les compléments auxquels ils faisaient procéder, quand il était besoin, par voie de coadoption, seul procédé de constitution possible en l'absence d'assemblée générale.

» Qu'ainsi, la succursale de Paris de la banque russe pour le commerce étranger se trouve effectivement sous le contrôle et la surveillance directs des administrateurs que les actionnaires de la banque se sont librement donnés;

» Attendu que, dans la circonstance, la succursale de Paris de la Banque X... ne se trouve pas juridiquement à l'abandon dans les termes de l'ordonnance du 22 octobre 1924 rendue applicable aux succursales de Paris des banques russes par notre ordonnance du 29 novembre 1924.

» Qu'elle doit donc être considérée comme échappant aux dispositions des ordonnances susvisées. » (4).

Une formule à peu près analogue figure dans une autre ordonnance rendue par le président Servin, le 23 mars 1925, au sujet de la Banque russo-asiatique (5).

Ces ordonnances reconnaissent donc qu'il peut être pourvu à l'administration des succursales russes que sanctionnent même les dispositions prises à cet effet par des administrateurs des sociétés se réunissant tous à Paris pour continuer leurs fonctions et assurer la survivance de la succursale parisienne.

(4) *Clunet*, 1927, p. 338.

(5) *Clunet*, 1927, p. 332.

Après avoir ainsi admis le principe qu'une administration autonome des succursales russes pouvait avoir lieu en France, les tribunaux eurent à préciser peu à peu les règles accessoires relatives à l'administration et à la liquidation.

Néanmoins, les monuments jurisprudentiels ne sont pas encore suffisamment complets pour qu'il soit possible de tracer une théorie générale de la question.

Il nous est permis cependant d'indiquer le sens dans lequel les tribunaux se sont orientés.

Les principales questions qui ont été soumises à leur examen se rapportent toutes à deux ordres d'idées.

1° Quel est le mandat reçu par les administrateurs et quelle est leur qualité pour représenter la succursale ?

2° Comment cette succursale doit-elle être liquidée à l'expiration de sa durée d'existence ?

SECTION PREMIERE

Administrateurs pouvant valablement représenter la succursale.

Le Tribunal de commerce de la Seine eut à statuer, le 4^{er} octobre 1926, dans une espèce qui peut être considérée comme un cas type.

Il s'agit, en effet, de la Banque russo-asiatique, au sein de laquelle un conflit s'était élevé.

Les dirigeants installés, 9, rue Boudreau, et un groupe d'actionnaires ayant un conseil de direction 11 bis, rue Scribe, se trouvaient en conflit pour la représentation de la société.

Le Tribunal avait donc à statuer sur le point de savoir quel était exactement, des deux organismes en conflit, celui

de la rue Boudreau et celui de la rue Scribe, celui qui, en définitive, devait représenter la société.

Il aurait été intéressant qu'il statuât sur ce point d'une façon complète et explicite. Il préféra éviter les difficultés en constatant que les deux organismes se trouvaient pareillement d'accord pour conclure à la liquidation de la société.

D'autre part, se basant sur le fait que la société se trouvait en cessation de paiements et que la liquidation judiciaire était déclarée, le Tribunal conclut à cette liquidation, sans pousser son examen plus avant.

Il aurait pourtant été utile de savoir si les anciens dirigeants, ayant continué l'exercice de leurs fonctions de la rue Boudreau, pouvaient assumer encore la charge des intérêts de la société, alors qu'il se trouvaient récusés, en fait, par un groupe important d'actionnaires ayant un conseil de direction autonome rue Scribe.

Cependant, la question de fait que le Tribunal dans l'espèce précédente a évité de trancher se présentait de façon particulièrement délicate. En effet, la situation des administrateurs de la société russe nationalisée était sans précédent.

Elus pour la plupart avant la disparition des sociétés pour une durée ne dépassant pas six ans, leurs pouvoirs n'avaient pas été renouvelés par une assemblée générale et s'étaient continués en fait, malgré l'expiration du délai qui était prévu primitivement pour leur exercice.

M. Lagarde, dans ses conclusions devant la Cour d'appel de Paris, le 7 janvier 1928 ⁽⁶⁾, avait déclaré au sujet de ces administrateurs, et plus particulièrement pour ceux de la Compagnie *La Rossia* :

(6) *Clunet*, 1928, p. 687 et s.

« Quand ils ont quitté Pétrograd, ils étaient 7 administrateurs; ceux qui plaident devant vous sont les survivants, mais quand les survivants auront disparu, présage sinistre, et je recule indéfiniment dans la nuit des temps une éventualité aussi sinistre, qui donc administrera la *Rossia* ? »

Ces termes montrent bien l'incertitude qui planait sur la solution à donner au problème. Devait-on continuer le mandat des administrateurs après l'expiration de ce délai de six ans pour lequel il leur avait été conféré ? Devait-on, au contraire, en se basant toujours sur la même notion, prétendre qu'il était terminé ?

M. Tager⁽⁷⁾ déclare avant tout qu'il faut se référer à la situation de fait. Invoquant l'idée de société de fait et de prorogation tacite des pouvoirs des administrateurs, il constate qu'en droit russe les administrateurs pouvaient continuer l'exercice de leurs fonctions si, pour une raison quelconque, l'assemblée générale s'était trouvée dans l'impossibilité matérielle de renouveler les mandats. Mais il ajoute à cette idée une justification qui ne nous paraît pas devoir être retenue. C'est celle qui consiste à considérer l'actif que les administrateurs possèdent dans le patrimoine social et à dire, dans l'hypothèse où ces administrateurs seraient en même temps titulaires d'un grand nombre d'actions, qu'ils ne sauraient en aucune façon être écartés de la gestion des affaires sociales. Si, au contraire, les administrateurs ne possédaient pas un nombre prépondérant d'actions, ils devront admettre que leur mandat prenne fin à l'expiration du délai pour lequel il leur a été conféré.

Néanmoins, se rendant compte des difficultés pratiques

(7) *Clunet*, 1928, p. 690.

auxquelles on se heurterait en pareil cas, M. Tager énonce la conclusion suivante, à laquelle on peut se rallier, c'est que, « tant que les actionnaires n'ont pas révoqué les mandats de leurs administrateurs, il n'appartient qu'au pouvoir judiciaire de décider si le mandat reste en vigueur ou s'il doit être considéré comme périmé.

» Tant que les tribunaux n'ont pas prononcé la déchéance des pouvoirs des administrateurs, ces derniers ont le droit et le devoir de pourvoir aux affaires sociales dans l'intérêt de la conservation de cette société. »

Ces principes n'ont été dégagés avec autant de clarté que par la doctrine. La jurisprudence s'est montrée beaucoup plus hésitante et n'a statué que sur le point de savoir si les administrateurs peuvent être valablement assignés comme représentant les intérêts de la société nationalisée, mais ayant conservé une succursale en France.

La Cour d'appel de Paris, par un arrêt du 7 janvier 1928 ⁽⁸⁾, déclare :

« Considérant comme sérieuse l'action dirigée contre les administrateurs des sociétés russes pris comme détenteurs des fonds sociaux introduits simultanément avec l'action en paiement d'une dette sociale intentée contre la société elle-même. »

Par un subterfuge de procédure, la Cour arrive indirectement à consacrer la compétence des tribunaux français vis-à-vis de la société russe, en déclarant que les tribunaux compétents à l'égard de ses administrateurs le sont également à l'égard de la société.

Dans l'arrêt précité, il n'est nullement question de la détermination des pouvoirs conférés aux administrateurs,

(8) *Clunet*, 1928, p. 687.

ceux-ci sont pris simplement en leur qualité de détenteurs des fonds sociaux.

L'arrêt vise la forme matérielle et concrète par laquelle se manifeste le mandat d'administrateur, et, s'il a soin de ne pas se prononcer sur la régularité du renouvellement de ce mandat, il constate du moins la survivance de son existence en fait.

Une jurisprudence ancienne du Tribunal de commerce de la Seine ⁽⁹⁾ paraît contraire à l'arrêt de la Cour, si ce n'est dans les termes mêmes qu'elle emploie, du moins dans son esprit. En effet, le Tribunal de commerce a déclaré irrecevable la demande introduite par les administrateurs d'une banque russe élus pour cinq ans en 1916, et dont les pouvoirs expirés, par application stricte des statuts, n'ont pas été renouvelés ⁽¹⁰⁾.

Cette décision, qui paraît s'inspirer évidemment d'une application rigoureuse des principes juridiques concernant l'expiration normale des mandats d'administrateurs, ne tient pourtant pas suffisamment compte de la situation de fait.

Bien qu'en principe le mandat des administrateurs fût expiré et que son renouvellement n'ait pu avoir lieu, les personnes qui en avaient bénéficié au début avaient continué à demeurer à la tête des affaires de la société et avaient gardé par devers elles les fonds sociaux.

Le Tribunal ne pouvait, sous peine de rendre une décision contraire aux nécessités de fait, ignorer cette situation de nature à apporter des conséquences préjudiciables aux intérêts bien compris des associés et des tiers.

(9) Jugement du 21 mai 1924, *Clunet*, 1927, p. 361.

(10) Cf. Trib. comm. Marseille, 3 déc. 1920; Aix, 20 juin 1921, *Clunet*, 1924, p. 141. Trib. civ. Seine, 9 mai 1925, *Clunet*, 1926, p. 126.

Notre sentiment personnel sur la question du mandat des administrateurs peut se résumer de la façon suivante :

Il convient avant tout de dire qu'il faut faire une distinction très nette entre deux hypothèses qui paraissent avoir été à tort assimilées l'une à l'autre.

Lorsque la société a continué à avoir en France une existence normale et que sa gestion a été assurée de façon régulière par des administrateurs dont les pouvoirs sont peut-être expirés, mais en tout cas non interrompus, les tribunaux ne peuvent déclarer que leur action pour représenter la société est irrecevable.

Il existe en effet un organisme de fait qui, s'il n'a pas la forme d'une société absolument régulière telle que celle instituée par différentes lois en vigueur en France, a du moins une existence matérielle incontestable et représente des intérêts certains que la justice ne peut ignorer.

Le seul inconvénient pratique c'est que, dans toute assignation, il faudra que ces administrateurs, qui ne peuvent invoquer aux yeux du Tribunal un acte de société valable, devront être nommément désignés.

Au contraire, lorsqu'on se trouve en présence d'une ancienne société russe dont la survivance en France est contestable et dont les administrateurs ne semblent pas avoir eu en fait une prorogation de leurs pouvoirs, il sera possible à leurs adversaires de contester valablement ces mandats. En effet, la considération des réalités concrètes ne permettra pas en pareil cas de dire que ces administrateurs ont continué à représenter les intérêts sociaux.

Ainsi donc, la seule discrimination qui s'impose résiderait non pas tellement sur le fait d'un renouvellement des pouvoirs d'administrateurs qui n'a pu avoir lieu dans des conditions régulières, mais sur l'examen de leur activité

réelle et de la façon dont ils pourront continuer à assumer leurs mandats.

Dès lors que l'on admet que les sociétés russes continuent à avoir en France une existence de fait, dès lors qu'on leur reconnaît sinon un statut de droit, mais du moins une condition juridique susceptible d'entraîner des effets opposables aux tiers, on est forcé de tenir compte du même critérium pour examiner l'administration interne de la société.

En tout cas, il ne faudra oublier à aucun moment qu'on se trouve en présence d'une société de fait, et non d'une société de droit.

Ce serait une contradiction que de se baser sur les faits pour conclure à l'existence d'un organisme social et de prétendre ensuite appliquer des règles qui sont faites pour un tout autre type de sociétés, lorsqu'il s'agira d'apprécier les pouvoirs des administrateurs.

SECTION II

Liquidation de ces sociétés.

Selon quelle loi les sociétés russes devront-elles être liquidées ?

Cette question s'est posée devant le Tribunal de commerce de la Seine à propos de la Banque russo-asiatique. La décision qui a été rendue par cette juridiction, le 4^{er} octobre 1926, est inspirée d'une appréciation exacte des faits et du droit actuel.

Une société russe par actions qui, après les décrets de nationalisation des 14 et 27 décembre 1917, a transféré à Paris, où elle avait déjà une succursale, ses organes d'ad-

ministration et de direction a par cela même entendu, en fait sinon en droit, y établir son siège social.

Dès lors, cette société saisit compétemment le Tribunal de commerce de la Seine, en cas de cessation de paiements, d'une requête aux fins de liquidation judiciaire. Cette première partie du jugement se fonde sur le transfert de fait du siège social. Un second argument est en même temps invoqué par les termes de la décision, c'est qu'en l'espèce il apparaissait qu'il n'existait pas d'autres tribunaux pouvant intervenir comme juridictions du siège social pour prendre en main les intérêts des créanciers et de la banque elle-même.

Cette seconde raison nous paraît des plus sérieuses; elle cadre bien avec l'esprit actuel du droit international privé.

Toutes les fois qu'il s'agit d'un conflit de compétence, les tribunaux français se déclarent compétents, lorsqu'il n'est pas justifié de l'existence d'un autre tribunal pouvant apprécier les circonstances de la cause.

Une réserve doit être faite cependant en ce qui concerne la première partie du jugement qui vise le transfert du siège social.

Il est à remarquer que ce transfert a pu avoir lieu après les décrets de nationalisation et que, s'étant effectué après la disparition du siège social en Russie, il a forcément été un simple transfert de fait.

Dès lors, il aurait été préférable, et la doctrine du Tribunal aurait gagné en clarté, que le jugement déclarât les tribunaux français compétents pour prononcer la liquidation judiciaire lorsqu'il apparaissait que le transfert des intérêts de l'ancienne société survivante en France dans une de ses succursales a eu lieu en fait.

Il était inutile de donner une justification à ce transfert puisque nous avons vu qu'il n'y en avait pas. L'existence de fait de la succursale et des intérêts principaux de la société suffit à notre sens à donner compétence aux tribunaux français pour prononcer la liquidation judiciaire; cette compétence se trouve plus certaine encore lorsqu'il n'existe aucun tribunal compétent à l'étranger.

CHAPITRE V

LES PERSONNES MORALES DE DROIT SOVIETIQUE

Les développements qui précèdent ne concernent que les personnes morales de nationalité russe nées sous l'ancienne législation des tsars et établies en France avant l'institution du régime soviétique en Russie.

Cependant, après la reconnaissance des Soviets, un problème plus ardu s'est posé devant les tribunaux français. Il fallut en effet prévoir le cas où des personnes morales de droit soviétique et l'Etat soviétique lui-même introduiraient une action devant les tribunaux français.

Avant la reconnaissance des Soviets, la solution à donner au problème était fort simple. Nos tribunaux ignoraient complètement, sinon en fait du moins en droit, les personnes morales du droit soviétique. Celles-ci, s'il leur prenait fantaisie d'agir en France, se seraient probablement vu opposer une fin catégorique de non-recevoir.

En effet, elles étaient contraires à notre ordre public, non seulement dans le principe même de leur institution, mais encore dans le but qu'elles auraient poursuivi.

Issues pour la plupart des décrets de nationalisation, reposant sur des modes d'appropriation inconnus de notre droit, elles n'auraient pu en aucune façon prétendre à la sanction judiciaire des tribunaux français.

Bien au contraire, toutes les fois qu'indirectement même les personnes morales du droit soviétique se trouvaient im-

pliquées dans un procès se déroulant devant les tribunaux français, ceux-ci étaient en droit de profiter de l'occasion qui leur était offerte pour affirmer une fois de plus notre ordre public national français en opposition avec les principes nouveaux de la législation soviétique.

L'argument essentiel des tribunaux consistait à dire qu'il y avait incompatibilité entre les deux ordres publics; cet argument était tiré de la méconnaissance du Gouvernement des Soviets par l'Etat français.

Mise en marge du concert européen international, l'U. R. S. S. ne pouvait prétendre à la reconnaissance de ses droits dans aucun des pays faisant partie de ce concert. C'est ainsi que l'opposition existant dans le domaine politique trouvait sa répercussion dans le domaine du droit.

Un Etat qu'aucun traité de reconnaissance ne venait admettre à la réciprocité internationale ne pouvait songer à arguer devant les tribunaux français d'une réciprocité judiciaire.

Mais, après la reconnaissance des Soviets, ces principes durent être abandonnés. Ce n'était plus depuis cette époque la législation soviétique tout entière et l'autorité dont elle était issue qui se trouvaient en marge de notre ordre public, mais simplement quelques-uns des principes de la nouvelle législation russe par trop contraires à ceux des Codes européens.

Autrement dit, la législation qui, jadis, était écartée en bloc ne se trouvait plus dorénavant contraire à l'ordre public que sur des points particuliers.

C'est surtout en matière d'action en justice des personnes morales de droit soviétique que l'on peut constater l'évolution qui s'est produite après les télégrammes de reconnaissance des Soviets.

Avant d'examiner à fond cette évolution, il n'est pas inutile de préciser la notion de « personnes morales » du droit soviétique, par opposition à celle de personnes morales de l'ancien droit russe.

Il semble que l'on doive s'attacher à deux considérations, l'une d'ordre chronologique, l'autre d'ordre géographique, pour définir cette notion.

La considération d'ordre chronologique est simple : les personnes morales de droit soviétique peuvent être définies comme étant celles nées à la suite de l'instauration du régime communiste en Russie ou qui n'avaient pas antérieurement à l'institution de ce régime la même texture juridique.

Ce peut donc aussi bien être des personnes morales imaginées de toutes pièces par le nouveau droit russe ou bien des organismes existant déjà, mais que le droit soviétique a modifiés en les adaptant aux principes nouveaux.

La considération d'ordre géographique est la suivante : les personnes morales de droit soviétique sont celles dont le siège se trouve en Russie et dont l'activité est reconnue par l'autorité soviétique.

Bien entendu, les personnes morales de droit public qui, par une fiction d'exterritorialité, seraient censées se trouver en Russie, bien qu'elles aient effectivement leur siège en un autre pays, doivent néanmoins être considérées comme des personnes morales de droit soviétique.

C'est ainsi qu'une légation, qu'une association de bienfaisance soviétique dont l'activité s'exercerait dans un pays quelconque d'Europe, mais dans des fins reconnues par le Gouvernement où les lois soviétiques, seraient bien des personnes morales issues de ce droit.

C'est au sujet de l'action en justice des personnes morales de droit soviétique qu'une évolution curieuse s'est accomplie. Si l'on devait analyser la tendance générale des décisions rendues en cette matière, on verrait que la résistance manifestée au début par les tribunaux pour reconnaître ou sanctionner les droits réclamés par des personnes morales de droit soviétique a constamment tendu à s'amoindrir.

Les premières décisions que l'on rencontre en cette matière montrent bien qu'au lendemain des télégrammes de reconnaissance, table rase avait été faite de tout le passé. Tous les régimes antérieurs, tous les traités, les conventions, les arrangements diplomatiques, de quelque nature qu'ils fussent, furent considérés comme ayant disparu.

Un arrêt de la Cour de Paris ⁽¹⁾ précise cet état de choses. Il invoque l'article 8 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur le droit qui est conféré au Président de la République, dans la plénitude de ses attributions propres et à l'exclusion du pouvoir légal, de dénoncer les traités ou d'en suspendre seulement les effets quand l'intérêt du pays le lui commande; agissant alors comme chef du pouvoir exécutif, il peut déléguer son droit au Gouvernement et spécialement au ministre des Affaires étrangères, mais, en dénonçant ainsi un traité, il accomplit par lui-même ou par son délégué un acte gouvernemental dont l'autorité judiciaire n'a qu'à prendre acte sans avoir le droit de le discuter ou de l'apprécier.

Ce principe étant posé, l'arrêt a soin de constater que, dans la reconnaissance du Gouvernement des Républiques socialistes soviétiques, adressée au Gouvernement de l'Union

(1) *Clunet*, 1926, p. 671.

le 28 octobre 1924, et dont le Gouvernement de l'Union a accusé réception le 28 octobre 1924 en manifestant son plein accord, le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, a déclaré que les traités, conventions, arrangements, ont existé entre la France et les citoyens français et la Russie et qu'ils ne devront plus avoir d'effets

Ceci montre bien que, depuis la reconnaissance de l'Etat soviétique, les rapports que l'U. R. S. S. peut avoir avec la France ne sont inspirés d'aucun précédent. Ce sont des relations entièrement nouvelles qui s'établissent, et les engagements pris par l'ancien Etat des tsars se trouvent dès lors entièrement dénoncés.

Il en résulte que les personnes morales de droit soviétique ne peuvent invoquer, pour agir devant les tribunaux français, que les règles qui, en droit international privé, sont applicables à un étranger quelconque, à l'exclusion de tout régime de faveur institué par un traité.

C'est ainsi que les conventions des 13 et 27 juillet 1896 entre la France et la Russie, ainsi que celle de La Haye, du 17 juillet 1903, qui accordaient la caution *judicatum solvi* aux Russes assignés en France, se trouvent dénoncées par les télégrammes de reconnaissance. Dès lors, les personnes morales du droit soviétique, et d'ailleurs tout citoyen soviétique, qu'il soit demandeur principal ou intervenant devant les tribunaux français, doivent, si le défendeur le requiert, être tenus, par application de l'article 16 du Code civil et 166 du Code de procédure civile, de donner caution pour le paiement des frais et dommages-intérêts résultant du procès.

Il est à remarquer que l'arrêt précité concerne les personnes morales aussi bien que physiques de droit soviétique seulement. Il ne s'applique pas aux émigrés.

En effet, dit M. Picard⁽²⁾, les traités passés par les Soviëts et les dénonciations des anciens traités, tout cela n'a de valeur que pour les sujets soviétiques, et non pour les anciens Russes émigrés que l'Etat soviétique a lui-même rejetés.

Bien entendu, lorsqu'il est question de ces Russes ou de sujets soviétiques, la règle concerne aussi bien les personnes morales que physiques, mais quelle règle appliquer dès lors aux personnes morales de l'ancien droit russe émigrées en France avant l'institution du régime soviétique ou même depuis l'institution de ce régime pour échapper précisément à l'autorité soviétique ?

M. Prudhomme⁽³⁾ pose une alternative, c'est celle qui consiste à considérer ces personnes morales russes de l'ancien droit émigrées en France, soit comme des *heimatlos* ayant perdu toute nationalité, et auxquelles il faut appliquer le droit français, soit comme des Russes de catégorie spéciale ayant conservé tous les droits que leur conférait l'ancien droit russe de la Russie des tsars à laquelle ils sont restés fidèles jusque dans l'exil.

Nous ne citons cette opinion que pour bien montrer la différence qu'il convient de faire entre les personnes morales de l'ancien droit russe, dont nous avons parlé dans les chapitres précédents, et celles du droit soviétique nouveau, dont la situation juridique ne peut, sur aucun point, être assimilée à la condition qu'avaient en France les anciennes sociétés ou associations russes.

En effet, nous avons vu que, toutes les fois qu'une ancienne société russe agissait en justice devant les tribunaux français, la question primordiale que ces tribunaux avaient

(2) *Clunet*, 1926, p. 673.

(3) *Clunet*, 1923, p. 324-325.

à examiner, c'était celle de son existence en fait ou en droit.

Il n'en est pas ainsi lorsqu'il s'agit de l'action en justice de personnes morales de droit soviétique. Pour cette catégorie de plaideurs, la question primordiale sera non pas celle de son existence, puisque sa création en Russie et son fonctionnement ne sont généralement pas contestés, mais deux autres questions qui sont :

1° La possibilité de faire valoir ses droits en France sans heurter l'ordre public français;

2° La compétence des tribunaux français en ce qui concerne les conflits qui seront portés devant eux par ces personnes morales de droit soviétique.

On a quelque peine à concevoir une personne morale de droit soviétique instituée en France. En effet, la législation soviétique réserve à l'Etat le monopole de tout le commerce extérieur. L'Etat russe a organisé des représentations commerciales auprès de ses diverses légations à l'étranger, et ce sont ces représentations commerciales qui s'occupent de conclure avec les commerçants français les accords et les contrats nécessaires.

Dès lors, la question se pose de savoir, avant toute chose, quelle est exactement la nature de la personne morale ainsi constituée par cette émanation de l'Etat soviétique qui s'appelle la représentation commerciale à l'étranger.

Y a-t-il là une personne morale de droit privé ou de droit public ? Dans la conception de la loi française, l'Etat n'est pas commerçant. Il ne peut lui-même agir lorsqu'il s'agit d'organiser un service public, ni s'occuper d'entreprises ayant une destination économique ou industrielle. Il n'en est pas ainsi pour la loi soviétique, qui, au contraire, considère que l'Etat doit assumer à lui seul certaines bran-

ches du commerce ou de l'industrie. Dès lors, la question se posera de savoir si l'ordre public français peut admettre l'exercice en France de l'activité commerciale d'un Etat étranger sans que cet Etat perde pour cela les immunités juridictionnelles qui lui sont conférées en raison de sa nature de puissance publique souveraine.

Les tribunaux français eurent à connaître de la question.

Le dilemme était le suivant :

Fallait-il considérer l'Etat soviétique traitant par l'intermédiaire de ses représentations commerciales à l'étranger avec des commerçants étrangers comme un commerçant ordinaire, ou, au contraire, fallait-il continuer à le considérer comme un Etat ? La conception soviétique du monopole de tout le commerce extérieur aux mains de l'Etat, si elle était admise avec toutes ses conséquences, aurait entraîné pour les commerçants français des inconvénients manifestes. L'immunité de juridiction, qui se comprend fort bien dans les contrats de droit public comme des emprunts d'Etat, paraît inadmissible quand un Etat se livre à des actes de commerce comme le ferait un simple particulier, et se place ainsi sur un pied d'égalité avec des commerçants ordinaires.

Cette question de la nature de la personne morale des représentations soviétiques commerciales de l'U. R. S. S. à l'étranger est une véritable question préjudicielle qui domine le fond même du débat. En effet, suivant qu'on admettra que l'U. R. S. S. agit comme une personne morale de droit privé ou une personne morale de droit soviétique public, les droits dont elle pourra poursuivre la réalisation en France seront différents.

Un arrêt de la Cour de Paris — 1^{re} Chambre — en date

du 19 novembre 1926 ⁽⁴⁾ statue à cet égard de façon incomplète, il est vrai, mais en permettant toutefois de dégager certains principes.

Des saisies-arrêts avaient été pratiquées par une Société française — *France-Export* — qui, à l'occasion de l'organisation d'une exposition à Moscou, avait passé différents accords avec la représentation commerciale soviétique, laquelle se trouvait lui devoir certaines sommes. Les engagements pris par l'U. R. S. S. n'ayant pas été tenus, la Société française *France-Export* avait fait une saisie-arrêt. L'U. R. S. S. demandait, devant la Cour, la mise hors de cause de sa représentation commerciale en exposant que le commerce extérieur constituait en Russie un monopole d'Etat qui s'exerce, sous l'autorité des commissariats du peuple, par l'intermédiaire de diverses organisations gouvernementales, au nombre desquelles figurent les représentations commerciales en pays étranger.

L'U. R. S. S. ajoutait même que celles-ci étaient rattachées aux représentations diplomatiques ou ambassades que l'Union des républiques socialistes soviétiques entretient dans les pays avec lesquels elle a repris des relations officielles. Elle en concluait que les saisies-arrêts faites contre sa représentation commerciale à Paris avaient été en réalité pratiquées contre elle-même, c'est-à-dire contre un Etat souverain à l'occasion d'un acte de sa personne publique, et qu'elles ne pouvaient être maintenues. Il s'ensuivait que les commerçants français ayant traité avec la représentation commerciale de l'U. R. S. S. perdaient tout recours contre elle, et que si la thèse de l'U. R. S. S. était

(4) *Clunet*, 1927, p. 406.

adoptée, ils n'avaient plus qu'une seule chance, celle de plaider devant les tribunaux soviétiques.

L'arrêt de la 4^{re} Chambre évita de se prononcer sur la nature exacte de la représentation commerciale en France de l'Union des R. S. S. et fit remarquer que la question était soumise aux délibérations de la Conférence franco-soviétique réunie à Paris, mais statuant sur le point qui lui était déféré, et toutes choses demeurant en l'état en ce qui concerne la nature de la représentation commerciale, il déclara que, « jusqu'à ce qu'il en ait été décidé autrement par un accord diplomatique, les manifestations d'une activité commerciale qui s'exerce dans tous les domaines ne peuvent apparaître que comme des actes de commerce auxquels le principe de la souveraineté des Etats demeure complètement étranger ».

Des arrêts et des jugements postérieurs tant de la Cour de Paris que du Tribunal de commerce de la Seine confirmèrent ce point de vue en déclarant que les représentations commerciales de l'U. R. S. S. devaient s'inscrire au registre de commerce et qu'elles avaient la nature de commerçants ordinaires.

Ainsi donc, cette jurisprudence qui paraît encore à ses débuts, qui sera sans doute confirmée et complétée par des accords diplomatiques, trace une voie nouvelle conforme aux principes d'équité et de droit : à savoir que la représentation commerciale de l'U. R. S. S., bien qu'organisme d'Etat, n'est qu'une personne morale qui, au point de vue de son activité en France, doit être considérée comme une personne morale de droit privé et astreinte par conséquent aux obligations qui incombent à toute personne morale de même nature en France.

Ces obligations sont, d'une façon générale, celles qui pè-

seront sur les personnes morales étrangères exerçant le commerce en France par l'intermédiaire d'une succursale ou d'une représentation quelconque.

Néanmoins, ce principe étant posé, il s'en faut de beaucoup pour que toutes difficultés soient aplanies, car, au point de vue de leur constitution interne, les représentations commerciales de l'U. R. S. S. sont loin de ressembler à des sociétés privées ordinaires.

Il est à craindre cependant que la nature interne de ces représentations commerciales influe quand même sur leur statut juridique en France, non pas en ce qui concerne les responsabilités qu'elles peuvent encourir vis-à-vis de leurs contractants étrangers, mais en ce qui concerne les obligations auxquelles elles doivent se soumettre. Ces difficultés sont d'ailleurs aisément explicables. Le droit français ne connaît pas de personnes morales qui, tout en étant une émanation de la puissance publique, comme les représentations commerciales soviétiques, se livreraient à ces actes habituels de commerce comme des particuliers.

Ainsi donc, si, au point de vue des actes, il est permis de statuer avec précision sur le régime juridique qu'il faudra appliquer aux représentations commerciales soviétiques en France, la question demeure beaucoup plus complexe en ce qui concerne leur nature juridique. Nous croyons qu'il y a lieu de les considérer comme étant détachées de l'ambassade et des organismes purement diplomatiques de l'U. R. S. S. et fonctionnant en réalité *comme une sorte de bureau d'affaires* établi dans les locaux officiels de l'ambassade, mais distinct en réalité par le but qu'il poursuit.

Une difficulté accessoire peut encore être signalée. Le bureau d'affaires que constituent les représentations commer-

ciales de l'U. R. S. S. doit-il être considéré comme une personne de fait, ou, au contraire, doit-il être envisagé comme une entreprise ayant un chef qui serait le président de la commission ? Il est impossible en l'état actuel du droit de donner une solution ferme sur ce point.

Notre opinion personnelle est que les représentations commerciales soviétiques doivent être considérées comme des sociétés de fait, en donnant à ces termes le sens qu'ils ont dans la jurisprudence. Il est plus que probable que la situation légale des représentations commerciales ne tardera pas à être régularisée, et qu'elles se conformeront tôt ou tard, à la suite de l'orientation définitive de la jurisprudence, aux obligations qui pèsent en France sur les sociétés françaises et étrangères qui désirent posséder une personnalité de droit. Les formalités requises pour la publicité à l'égard des tiers devront être accomplies par les représentants commerciaux de l'U. R. S. S. Jusqu'à l'accomplissement de ces formalités, l'existence des représentations commerciales, qui ne saurait être déniée, n'aura que les suites que comporte l'existence de toutes associations de fait, tels que certains bureaux d'affaires, des syndicats étrangers ou des associations en participation.

Il paraît difficile, en effet, de cataloguer autrement au point de vue juridique les représentations commerciales soviétiques.

En ce qui concerne la question compétence, l'arrêt de la Cour de Paris, ci-dessus rappelé, pose un principe intéressant : c'est celui de la compétence des tribunaux français à l'égard des représentations commerciales de l'U. R. S. S. en France.

La Cour a estimé, en effet, que les représentations commerciales ne pouvaient arguer de l'immunité juridiction-

nelle dont bénéficiaient les organes d'un Etat souverain étranger. En effet, si les représentations commerciales se livrent en France à des actes qui ne se différencient en rien de ceux que peuvent accomplir des commerçants ordinaires, il aurait été particulièrement préjudiciable aux intérêts de leurs contractants de ne pouvoir recourir, en cas de besoin, aux tribunaux français. D'autre part, et bien que l'arrêt de la Cour de Paris n'en dise rien, on voit apparaître entre les lignes la notion d'ordre public qui a dicté la solution de la Cour. En effet, si l'on a refusé aux représentations commerciales le caractère d'organes diplomatiques et par suite l'immunité de juridiction, c'est que, dans la conception française de l'Etat, on ne rencontre pas la notion de l'Etat commerçant. Sans doute arrive-t-il à l'Etat ou aux personnes morales de droit public d'assumer, à l'occasion de services publics, l'exécution d'obligations analogues à celles de commerçants ou d'industriels, mais il est à remarquer que ces obligations sont prises à l'occasion de services publics, et, d'autre part, si elles entraînent une compétence exceptionnelle, elle se rencontre uniquement dans le territoire même de l'Etat français, et ne met pas en jeu les liens contractuels passés avec l'étranger.

L'opinion de la Cour aurait peut-être été différente si l'Etat français possédait aussi des bureaux d'affaires à l'étranger. En pareil cas, il est vraisemblable qu'on aurait fait aux représentations commerciales de l'U. R. S. S. en France le même sort que celui réservé par l'U. R. S. S. aux bureaux commerciaux que la France aurait pu avoir sur le territoire soviétique, mais, cette alternative n'étant pas encore près de se réaliser, il manque dans l'arsenal juridique des lois françaises une notion équivalant à celle inaugurée en U. R. S. S., et, par suite, on ne peut reconnaî-

tre aux représentations commerciales de l'U. R. S. S. des prérogatives que les tribunaux français n'eurent jamais à conférer à des organes analogues qui auraient été créés par le Gouvernement français⁽³⁾.

Tant que les décrets et les lois soviétiques réserveront au Gouvernement le monopole du commerce extérieur, il est peu probable que l'on rencontre en France d'autres personnes morales que les représentations commerciales soviétiques à l'occasion d'une manifestation quelconque d'activité commerciale ou industrielle. Si l'on examine les différents rapports de droit dans lesquels ces représentations commerciales pourraient être impliquées, on s'aperçoit très rapidement qu'il s'agit de tous les rapports possibles du droit commercial. Ces représentations commerciales peuvent servir de courtiers, de commissionnaires pour l'Etat soviétique. Elles peuvent acheter, vendre, et se livrer de façon générale à tous les pourparlers,ancements d'affaires, obtentions de capitaux, qui seraient de nature à servir les intérêts et la politique de l'U. R. S. S.

On verra, dans la seconde partie de l'ouvrage, qu'elles jouent également un rôle lorsqu'il s'agit de procurer à des sociétés étrangères des contrats ou décrets de concessions en Russie. Elles jouent en l'espèce le rôle d'organes d'études et facilitent aux services administratifs le travail ultérieur qui précédera l'octroi de la concession.

Ces représentations commerciales ont encore un rôle qui s'apparente étrangement à celui d'un organe de renseigne-

(3) V., à titre de comparaison, Cour d'appel de Naples, 2 déc. 1925, *Clunet*, 1926, p. 1090; Hauriou, *Précis de droit administratif*, 5^e édit., p. 246; Thaller et Percerou, *Droit commercial*, 5^e édit., nos 179 et 183; André Prudhomme, *Détermination de la juridiction compétente à l'égard des litiges nés à l'occasion des droits conclus entre Etats et ressortissants d'un autre Etat*, *Clunet*, 1926, p. 34.

ments. Elles sont appelées à fournir aux autorités soviétiques les renseignements économiques et industriels qui leur sont demandés sur le pays dans lequel elles se trouvent détachées.

En dehors de ces représentations commerciales, seules personnes morales de droit soviétique installées en France, on a vu également parfois l'Etat soviétique lui-même agir en justice pour revendiquer en France la propriété de biens d'anciennes sociétés russes nationalisées en Russie. On connaît l'affaire de la Ropit dont nous avons déjà parlé. Il y a eu également quelques autres instances engagées par l'Etat russe pour obtenir la reddition de certains biens qu'on avait réussi à expatrier de Russie au moment où sévissait la nationalisation des patrimoines privés... Il ne s'agit pas là, à vrai dire, de la condition d'une personne morale soviétique, mais plutôt de l'action en justice, en France, de l'Etat soviétique agissant comme un particulier. Cette question est en dehors du cadre de notre étude et trouverait sa place dans un examen comparatif de la notion d'ordre public en France et en Russie soviétique ⁽⁶⁾.

Pourrait-on concevoir des personnes morales de fait soviétiques autres que les représentations commerciales officielles agissant clandestinement en France ? Que faudra-t-il dire, par exemple, de la situation de sujets soviétiques constituant une société en France ? Cette alternative peut se présenter, mais il est aisé de s'apercevoir que cette personne morale étant constituée en France, selon les lois françaises, ne sera pas considérée au point de vue inter-

(6) V., en ce qui concerne la valeur internationale de la nationalisation intervenue en Russie au profit de l'U. R. S. S. quant aux biens situés en France, une note de M. Niboyet, sous Paris, 13 juin 1928, S., 28. 2. 161.

national comme une personne morale soviétique⁽⁷⁾. D'autre part, dans l'état de désorganisation actuel de la Russie, il est peu probable que des sociétés soviétiques fonctionnant en Russie créent des succursales en France. Les autorités soviétiques ne le permettraient pas, et, si cette création de succursales en France était clandestine, elle n'entraînerait pas de complications nouvelles dans la situation des personnes morales de droit soviétique. Ces succursales seraient, en effet, assimilées à toutes succursales de sociétés étrangères en France avec, bien entendu, des restrictions nécessaires à apporter à leur activité si elle se manifeste d'une façon contraire à l'ordre public et aux lois de police ou de sûreté en vigueur sur le territoire français.

(7) V. égal. note S., 26. 2. 1. Il n'est pas douteux qu'une expropriation opérée en Russie ne peut engendrer aucun droit sur le territoire français au profit de l'U. R. S. S. De même, au moment de l'expropriation, si des biens se trouvant en U. R. S. S. ont pu être transportés en France, les tribunaux français ne pourraient pas non plus reconnaître et sanctionner cette expropriation entièrement contraire à l'ordre public français. M. Niboyet va même jusqu'à dire que le régime de l'U. R. S. S. n'a de politique, en réalité que le nom, et qu'il n'est qu'un prétexte au pillage des personnes, que le droit des gens moderne réprouve. V., au surplus, dans la note de M. Niboyet, une bibliographie très complète de la question.

DEUXIÈME PARTIE

LA CONDITION DES ÉTRANGERS,
SPÉCIALEMENT DES FRANÇAIS EN RUSSIE

PRÉLIMINAIRES

Après avoir examiné la condition des Russes en France, il nous faut aborder maintenant la situation des Français et examiner la condition des personnes tant morales que physiques en Russie.

Après le formidable bouleversement de la révolution russe, la situation des Français en Russie, qui, avant l'institution du régime bolchevik, se trouvait réglementée par différents traités, a été de nouveau mise en question. Les Français se trouvèrent assimilés aux autres étrangers et soumis, quoi qu'on puisse en penser, au plus complet arbitraire de la part du Gouvernement révolutionnaire. Ce n'est que peu à peu, dans les années qui ont suivi l'institution du régime soviétique, que les pouvoirs publics essayèrent de donner un semblant d'organisation et de statut aux sociétés ainsi qu'aux particuliers. La condition des étrangers en Russie se présente sous un aspect complexe.

On peut dire que les difficultés du problème tiennent à deux grands ordres d'idées :

D'une part, les difficultés qui proviennent de la condition même des étrangers, et que l'on retrouve dans tous les pays. On peut rattacher à cette catégorie de difficultés la question de savoir s'il convient d'assimiler les étrangers aux nationaux en ce qui concerne le droit privé, le droit public et certains droits politiques. De même, on peut y rat-

tacher encore certains problèmes relatifs à la possibilité réservée aux étrangers d'avoir en Russie soviétique la libre jouissance de leurs biens. Toutes ces difficultés ne sont, somme toute, pas particulières à la Russie et se rencontrent dans tous les pays du monde où se pose la question de la condition des étrangers. Mais, en Russie, la complexité de la situation est plus grande encore, car il ne s'agit pas seulement de savoir si les étrangers seront assimilés aux nationaux et s'ils pourront conserver en Russie le bénéfice des droits valablement acquis dans leur pays d'origine. Il faut, en effet, se préoccuper aussi des innovations du droit soviétique et du point de savoir si elles peuvent être étendues aux étrangers. Ces derniers seront-ils fondés à se prévaloir ailleurs qu'en Russie de droits acquis selon la loi soviétique ?

En effet, cette loi d'inspiration entièrement nouvelle est encore en pleine évolution, et ses principes sont loin de se dégager avec une netteté suffisante. Elle part de données par trop contraires aux règles communes de droit positif que les pays civilisés ont adoptées. Plus particulièrement en droit international privé, les Soviets ont inauguré des réformes qui paraissent inconciliables avec les règles de droit international privé admises en France et dans les Etats européens. On peut donc dire, à bon droit, ainsi que nous le laissons prévoir au début même de ces explications, que la plus grande difficulté consistera non seulement à déterminer quels seront exactement les droits dont les étrangers, et plus particulièrement les Français, pourront se prévaloir en Russie, mais encore à établir si ces droits, au cas même où ils seraient octroyés par les lois soviétiques, seraient valablement acquis en regard des lois personnelles des étrangers intéressés.

Cette seconde partie de notre ouvrage comprendra la même division que la première, et nous examinerons tour à tour la condition des personnes physiques et des personnes morales en Russie soviétique. Au point de vue des personnes physiques, nous bornerons notre étude aux lignes générales du problème et à la détermination des règles qu'il faut adopter en matière de statut de la famille et de capacité civile.

Nous ferons également quelques allusions aux questions de compétence.

Nous estimons, en effet, que ces questions font partie intégrante de la condition des personnes, car elles sont comme le complément naturel et la sanction positive des droits qui découlent de la loi. Ces droits seraient inexistants sans la possibilité de les faire valoir en justice dans le pays où ils se trouvent concédés. Les étrangers, quoi qu'il en soit, trouveraient leur situation singulièrement amoindrie s'ils étaient privés du bénéfice d'un recours devant les tribunaux. Néanmoins, nous mettons le lecteur en garde contre une confusion qui pourrait s'opérer dans son esprit. Les questions de compétence dans les litiges entre étrangers, si elles paraissent être un complément essentiel de notre étude, ne sont examinées, dans cet ouvrage, que d'une manière pour ainsi dire accessoire, et non pas sur le même plan que les règles qui président à la détermination de la condition des étrangers et à la solution des conflits de législations quant à leur état, leur capacité, le statut familial et les droits personnels qui leur seraient reconnus.

L'étude de la condition des Français en Russie présente enfin une dernière difficulté, qui tient à la forme même du Gouvernement soviétique. Il s'agit, on le sait bien, d'une union de républiques qui ont, jusqu'à un certain point, le

pouvoir de légiférer sur des questions de détail. Pourtant, l'U. R. S. S. a essayé d'opérer une codification des diverses lois devant régir le territoire. Les codifications soviétiques sont des monuments de même nature et de même destination que ceux qui, sous l'ère napoléonienne, ont marqué en France le passage des convulsions révolutionnaires à un ordre social nouveau; sans doute n'ont-ils pas la portée et l'étendue des Codes français, sans doute aussi n'en possèdent-ils pas toute la perfection de rédaction et de prévision, mais néanmoins ils marquent un essai intéressant d'unification des lois de l'U. R. S. S., ainsi que le déclare M. Lambert, dans son introduction aux Codes de la Russie soviétique (1).

Un traité du 22 mai 1922 a précisé les bases sur lesquelles devait être établie la nouvelle législation révolutionnaire. Dès le 12 novembre 1922, les *Izvestiia* publiaient la loi d'introduction du Code civil. Nous n'avons pas ici à faire la critique de la rédaction même de ces Codes, qui est très défectueuse, et où les erreurs de mots et les confusions juridiques sont nombreuses. Nous devons les adopter tels qu'ils sont, en essayant toutefois de tenir compte des modifications les plus récentes, et qui toutes sont inspirées par un esprit se rapprochant singulièrement de celui que l'on

(1) Jules Patouillet, *Code de la famille*, t. I, Introduction, p. 4.

L'expérimentation du pur communisme faite à la suite de la révolution avait abouti à une véritable anarchie juridique. L'ancien droit tsariste, déjà sapé par le décret du 24 novembre 1917, l'organisation judiciaire et par les lois sur la suppression de la propriété foncière ou de l'héritage et diverses autres « lois » avait été complètement détruit par le décret du 30 novembre 1918 sans que rien ne fût mis à la place, au moins dans le domaine des relations économiques; le Code de la famille est le seul des Codes soviétiques qui date de la période du communisme intégral. Il a dû subir de nombreuses retouches pour s'encadrer dans la codification d'ensemble.

rencontre dans les Codes des républiques capitalistes. Le communisme intégral a perdu du terrain, et l'on voit dans les lois soviétiques récentes réapparaître les concessions accordées aux sociétés étrangères. Le droit de propriété ressuscite. On remarque aussi un essai timide de droit de succession et, d'une façon générale, un acheminement et un retour vers la reconnaissance de la propriété privée.

Malgré cette évolution, il subsiste néanmoins des différences très grandes en ce qui concerne la condition des personnes et particulièrement le mariage, l'organisation de la famille, l'état et la capacité et l'extension aux étrangers de certaines lois territoriales. Nous retrouverons ces différences au fur et à mesure de notre étude.

De même, en ce qui concerne les personnes morales, dans le régime de concessions inauguré récemment par un texte soviétique, on voit se dessiner très nettement un retour vers l'ancien état de choses, vers la reconnaissance de l'activité des personnes morales en Russie. Il y est même question de la protection devant être accordée aux biens qu'elles viendraient à y posséder.

LIVRE PREMIER

Condition des personnes physiques.

CHAPITRE PREMIER

ESSAI DE DETERMINATION DU SYSTEME GENERAL DE DROIT INTERNATIONAL PRIVE EN CE QUI CONCERNE LA CONDITION DES ETRANGERS EN RUSSIE

Il est particulièrement difficile d'arriver à dégager de l'ensemble des textes promulgués par le Gouvernement soviétique depuis 1918 des règles de droit international privé susceptibles de régir d'une façon complète le statut des étrangers et spécialement des Français en Russie soviétique. Bien que ces Codes soient d'inspiration récente et aient manifesté des tendances novatrices, ils sont tombés dans les errements des législations anciennes, qui, ignorantes du droit international privé, ne contiennent que des dispositions fragmentaires au sujet des conflits de lois ou de juridictions.

En ce qui concerne l'état et la capacité des personnes, les Codes soviétiques aussi bien le Code de la famille que le Code civil, édictent des règles impératives concernant certaines institutions particulières. Ces règles ont toute l'apparence de lois d'ordre public, qui doivent s'imposer aux étrangers bien que le texte de la loi n'en dise rien.

D'autres fois, au contraire, les lois soviétiques ont fait preuve de plus de netteté et ont voulu prévoir le cas d'étrangers réclamant en Russie soviétique la jouissance de certains droits.

Une étude sur la condition des personnes en Russie soviétique revêt donc une difficulté particulière si l'on considère qu'il est matériellement impossible de dégager la physionomie d'ensemble des dispositions qui la concernent et si l'on tient compte aussi de la perpétuelle évolution de ce droit, qui est loin d'être stabilisé.

Cette évolution est même si grande que les rédacteurs français des Codes de la Russie soviétique⁽¹⁾ sont forcés de reconnaître l'impossibilité de suivre dans leur traduction le rythme accéléré auquel travaille le législateur soviétique.

« Rechercher, disent-ils, indiquer les faits qui suscitent ces refontes législatives, ne serait pas chose difficile; le Gouvernement soviétique et la presse officielle elle-même les énoncent ou les dénoncent, liant ainsi ouvertement les effets aux causes. Ce rapprochement des textes juridiques et des faits qui en furent le substratum remettrait sans doute ces textes en leur vraie et pleine lumière, leur restituerait une vie et un intérêt qui se refroidit en se condensant dans la terminologie du Code. »⁽²⁾.

Pourtant, si ces refontes perpétuelles sont l'expression de l'évolution même de la vie sociale en Russie, elles compliquent singulièrement l'œuvre du commentateur et, encore plus, celle du juriste qui rechercherait la physionomie du droit international privé en Russie soviétique.

Aussi bien, s'il fallait marquer la tendance générale du

(1) Jules Patouillet, *Les Codes de la Russie soviétique*, t. III, édités chez Giard, Paris, 1929, p. 3.

(2) Edouard Lambert et Jules Patouillet, *op. cit.*, p. 3.

droit international privé, il serait permis de dire que ce droit, inexistant au lendemain de la révolution, a peu à peu réapparu au cours des années qui l'ont suivie. Le Gouvernement soviétique a compris, en effet, la nécessité impérieuse de conférer un statut de droit aux étrangers et de leur accorder même en Russie soviétique la jouissance de certains droits destinés à les attirer et à les faire contribuer au développement économique du pays, dangereusement compromis au lendemain de la révolution.

Nous nous efforcerons, dans ce chapitre, de dégager d'une façon personnelle, en suivant d'aussi près que possible le texte positif de la loi russe, le système général de droit international privé que cette loi paraît contenir en ce qui concerne la condition des étrangers. Puis, dans les chapitres suivants, nous examinerons tour à tour la situation faite aux étrangers en ce qui concerne, d'une part, le droit des personnes (état et capacité au point de vue du mariage, de la filiation et des obligations qui naissent de la famille), et, d'autre part, le droit patrimonial, c'est-à-dire la possibilité pour des étrangers, personnes physiques, d'acquérir et de conserver la jouissance de leurs droits civils en Russie.

SECTION PREMIERE

Les principes.

Si l'on devait tenter un essai de synthèse des textes fondamentaux de droit international privé en Russie soviétique, on pourrait les classer tous sous quelques idées dominantes, qui constituent autant de principes. C'est, d'une part, en ce qui concerne d'une façon générale la condition des personnes, le *principe de la prédominance de la loi so-*

viétique. En face de ce principe, on voit apparaître, plus spécialement lorsqu'il s'agit de l'acquisition de droits civils et du droit des obligations, *le principe de la réciprocité internationale*, basé sur les traités passés par le Gouvernement soviétique avec certaines puissances occidentales. A défaut de traités, il semblerait même que la réciprocité purement légale doive être prise en considération. Nous reviendrons d'ailleurs sur le sens que peut avoir cette assertion.

Enfin, un troisième principe vient à la fois tracer le cadre d'application des deux premiers et en limiter la portée : c'est *le principe de l'autorisation d'entrée* que doivent réclamer les étrangers désirant pénétrer en Russie soviétique. Cette autorisation d'entrée est un peu comme la condition préjudicielle qui précède dans le temps l'application des deux autres principes ci-dessus mentionnés. En effet, tant que l'étranger n'aura pas obtenu l'autorisation d'entrer en Russie, il ne saurait être question pour lui d'invoquer le bénéfice de la réciprocité ou de subir l'application de la loi soviétique.

§ 1. — Le principe de la prédominance de la loi soviétique.

Les Codes soviétiques adoptent des règles de droit difficilement conciliables avec les principes des législations d'Occident. Le Code de la famille à lui seul contient des novations telles qu'aucune loi occidentale, si hardie soit-elle, ne saurait en admettre l'application sur son territoire. Mais si, à notre point de vue, les lois soviétiques nous paraissent essentiellement contraires à notre ordre public, inversement il y a lieu de tenir compte que les lois des pays occidentaux, puissances capitalistes où règnent en-

core, pour employer les termes en honneur au pays des Soviets, les vieux préjugés bourgeois, ne sauraient être aisément admises en Russie.

Dès lors, et nécessairement, ce conflit, presque impossible à résoudre, a eu pour conséquence de faire déclarer, d'une façon générale, par le législateur soviétique, que la loi soviétique devait prédominer toutes les fois qu'un conflit de lois surgissait sur le territoire de l'U. R. S. S. Le législateur soviétique va même jusqu'à exiger en matière d'actes de l'état civil que le citoyen soviétique, se trouvant à l'étranger, ait recours au représentant de la Russie pour dresser ces actes. L'article 1^{er}, remarque 2, du Code de la famille de 1918, dispose en effet que la tenue des actes d'état civil des citoyens russes à l'étranger incombe aux représentants de la Russie à l'étranger.

En Russie, même, on voit la prédominance de la loi soviétique se manifester dans des domaines où, même d'après les règles usuelles du droit international privé, ce serait à la loi nationale des parties de s'appliquer.

On peut, sans craindre d'être accusé de se livrer à une généralisation trop hâtive, déclarer que la loi soviétique a une tendance manifeste à devenir une loi territoriale, au sens que ce mot avait au moyen âge, c'est-à-dire à s'appliquer à tous les rapports de droit ainsi qu'à toutes les situations concernant l'état ou la capacité des personnes naissant sur le territoire soviétique ou soumis, à un moment donné, aux juridictions soviétiques, alors même que la situation envisagée comporterait des éléments d'extranéité tels qu'il aurait fallu normalement tenir compte d'une loi étrangère.

Sans doute y a-t-il lieu d'ajouter immédiatement une réserve à cette règle et de reconnaître que dans certaines

hypothèses, la loi soviétique reconnaît pour valables les droits acquis par les sujets soviétiques, conformément à la loi du lieu où ces sujets ont pu se trouver. Mais cette reconnaissance elle-même, qui, d'ailleurs, était commandée par les nécessités pratiques et par le respect des droits acquis ainsi que par la considération de la souveraineté des lois étrangères sur leur territoire en matière d'ordre public, n'infirme en rien la généralité de la règle que nous avons ci-dessus dégagée, à savoir que la loi soviétique a une tendance territoriale très prononcée et qu'elle se déclare compétente en droit international privé, dans des hypothèses où une loi différente aurait dû normalement s'appliquer.

L'article 4 du Code civil paraît même considérer comme un bienfait l'application de la loi soviétique aux étrangers demeurant sur le territoire, en vue, dit-il, du développement des forces productives du pays. La R. S. F. S. R. reconnaît la capacité civile (capacité d'avoir des droits et obligations civiles) à tous citoyens non limités dans leurs droits par la justice.

« Le sexe, la race, la *nationalité*, la religion, l'origine, n'ont aucune influence sur l'étendue de la capacité civile. »

Cette disposition d'allure très libérale tourne parfois au détriment de ceux qu'elle prétend favoriser.

Bien que figurant dans le Code civil, qui, au sens du législateur soviétique, doit être considéré plutôt comme un Code des droits et obligations en droit civil, sa portée a été généralisée et a constitué de plus en plus le droit commun, sauf dans le cas où des dispositions prohibitives spéciales viennent en limiter l'application.

Il convient d'ailleurs de faire une réserve encore sur l'application de ce texte, qui paraît, à certains égards, contra-

dictoire avec les dispositions de l'article 8 de la loi d'introduction du Code civil du 11 novembre 1922⁽³⁾. Cet article prétend en effet que les droits des citoyens des Etats étrangers avec lesquels la R. S. F. S. R. a conclu tel ou tel accord sont réglés par ces accords.

Comment résoudre le conflit qui pourrait surgir entre ces deux textes ? Faut-il déclarer que la disposition de l'article 4 du Code civil est générale et qu'au contraire celle de l'article 8 ne prévoit que des cas exceptionnels, ou bien faut-il dire en sens inverse que la loi soviétique est compétente dans les questions d'ordre public uniquement et que, en dehors de ces cas particuliers, c'est la loi personnelle des parties qui, conformément à l'article 8 du Code civil et au traité passé avec le pays dont ils sont originaires, devra s'appliquer au rapport de droit soumis à la compétence des juridictions soviétiques.

Nous croyons que ces deux textes peuvent se concilier et s'expliquer de la façon suivante : l'ordonnance du Comité central exécutif panrusse, sur la mise en application du Code civil de la R. S. F. S. R. promulgué le 11 novembre 1922 et publié dans le numéro 256 des *Izvestia* du 12 novembre 1922, où figure l'article 8, *concerne plus particulièrement les droits et obligations civiles des étrangers*.

Au contraire, l'article 4 précité, qui figure au chapitre II du Code civil sous le titre de « Sujet de droit », pourrait avoir une portée plus générale qui serait en même temps une *simple portée de principe*, alors qu'en réalité, en matière de *droits patrimoniaux* tout au moins, la considération des traités aurait un rôle prépondérant.

Autrement dit, les dispositions de l'article 4 seraient des

(3) V. *Codes de la Russie soviétique*, op. cit., p. 122.

dispositions se rapprochant beaucoup des affirmations du droit naturel; elles s'apparenteraient étroitement à ces déclarations de principe que l'on voit figurer dans les Codes promulgués par un législateur assez inexpérimenté. Mais leur affirmation de principe, lorsqu'on l'observe au contact des réalités positives, doit être interprétée dans le sens indiqué par l'article 8 de la loi d'introduction.

Ces deux textes, aussi bien l'article 4 que l'article 8, ont trait tous deux au Code civil qui, dans la Russie soviétique, est différent du Code de la famille. Le Code civil ne réglemente que les droits et les obligations d'ordre patrimonial, alors que le Code de la famille légifère sur l'état des personnes et leurs conditions au point de vue de la parenté, du mariage, de la filiation, de l'interdiction, etc. Si, dans le Code de la famille, on voit s'affirmer de plus en plus le principe de la prédominance de la loi soviétique que nous venons de dégager, on peut dire, au contraire, qu'en matière de droit civil proprement dit, et en ce qui concerne surtout les droits patrimoniaux que les étrangers peuvent invoquer en Russie, les dispositions de l'article 8 de la loi d'introduction constituent bien le texte fondamental de droit positif.

§ 2. — Le principe de la réciprocité.

La réciprocité, au point de vue des droits patrimoniaux étrangers, peut être invoquée par ces derniers toutes les fois qu'un traité a été passé avec le pays auquel ils appartiennent.

Le paragraphe 2 de l'article 8 prévoit le cas d'étrangers appartenant à un pays qui n'aurait pas passé de traité avec les Soviets. « En tant, dit-il, que les droits des étran-

gers ne sont pas prévus par accord avec le Gouvernement correspondant et par des lois spéciales, les droits des étrangers à la libre circulation sur le territoire de la R. S. F. S. R., au choix d'une profession, à l'ouverture, à l'acquisition d'entreprises commerciales et industrielles, à l'acquisition de droits réels sur des constructions et des lots de terrain, peuvent être limités par ordonnance des organes centraux compétents du Gouvernement de la R. S. F. S. R., d'accord avec le Commissariat du peuple aux Affaires étrangères. »

Ce paragraphe de l'article 8 fournit un argument sérieux à l'appui de notre thèse en ce qui concerne le système de droit international du droit soviétique.

L'affirmation de l'article 4 du Code civil, qui déclare que toute personne jouit de la capacité civile, sans qu'il y ait lieu de tenir compte des différences de nationalité, se trouve en réalité vidé complètement de son contenu puisque, d'une part, toutes les fois qu'il y aura un traité, la condition des étrangers et leur capacité civile en Russie soviétique seront déterminées par ce traité, et, qu'au contraire, toutes les fois qu'il s'agira d'un étranger appartenant à un pays qui n'a pas conclu de traité avec la Russie soviétique, le législateur pourra intervenir pour restreindre et modifier la capacité que l'article 4 octroie si généreusement à tous les étrangers.

Dès lors, il résulte de l'étroite interpénétration des deux textes que l'article 4, qui édicte un principe que nous avons qualifié de principe de droit naturel, est en réalité dans la pratique soumis à la condition qu'il n'existe pas d'autre texte régissant la condition des étrangers. L'article 4 ne verra son application reconnue par les autorités soviétiques

que dans les cas où ceux-ci ne l'auront pas restreinte ou écartée.

Il faut reconnaître néanmoins que les autorités soviétiques qui, au terme du paragraphe 2 de l'article 8, avaient le pouvoir souverain de limiter les droits reconnus aux étrangers appartenant à des pays, n'ayant pas conclu de traités avec la Russie, l'ont assez rarement exercé et qu'en pratique, si l'effort soviétique a tendu à conclure le plus de traités possible avec les pays étrangers, il n'a pas en revanche cherché, toutes les fois que des étrangers ne pouvaient invoquer un traité diplomatique, à restreindre systématiquement leurs droits.

Les traités conclus par les Soviets sont assez nombreux. On peut en citer quelques-uns à titre d'exemple. Ce sont : l'accord provisoire entre l'U. R. S. S. et le Danemark (*Recueil des décrets*, 1923, n° 45, art. 477); l'accord provisoire avec la Norvège (1921, n° 75, art. 612); avec la Perse (1921, n° 73, art. 597); avec la Turquie (1921, n° 73, art. 598); avec l'Angleterre (1921, n° 74, art. 600); avec la Mongolie (1927, n° 77, art. 655); avec l'Allemagne (1923, n° 33, art. 374); avec la Suède (*Recueil des lois*, 1924, n° 16, art. 158); avec le Japon (1925, n° 46, art. 342); avec l'Italie, etc. (4).

Comme exemple de limitation des droits des étrangers par les autorités centrales russes, on peut citer le cas du boycottage économique suisse, qui a pris corps dans l'ordonnance du Comité central exécutif panrusse le 20 juin 1923 (5). Encore y a-t-il lieu d'observer que le boycottage

(4) On trouve d'ailleurs une liste complète de ces traités dans un ouvrage russe, intitulé *Le Code civil*, de Ganine, Zaitzeff, Izvolinski et Lebedef, édité à Moscou en 1928, qui ne paraît pas avoir été traduit, p. 9 et 10. V. égal. l'ouvrage de M. Egorieff, Plotkine et autres, *La condition légale des étrangers en U. R. S. S.*, Moscou, 1926, p. 273 et 280.

(5) *Recueil des lois*, 1923, n° 57, art. 563.

économique suisse n'a pas été étendu aux ouvriers suisses, qui ont continué, même à l'époque de ce boycottage, à jouir en U. R. S. S. des droits accordés aux ouvriers étrangers, en général.

Le principe de la réciprocité combiné avec celui de la déclaration de capacité civile des citoyens étrangers en Russie aboutit à conférer à ces derniers tous les droits que l'article 5 accorde aux sujets soviétiques.

L'article 5 déclare que, conformément à ce qui précède, chaque citoyen de la R. S. F. S. R. et des républiques soviétiques alliées a le droit de circuler et de résider librement sur le territoire de la R. S. F. S. R., de choisir des occupations aux professions non interdites par la loi, d'acquérir et d'aliéner des biens dans les limites indiquées par la loi, de conclure des marchés et de s'obliger, d'organiser des entreprises industrielles et commerciales en observant toutes les prescriptions qui réglementent l'activité industrielle et commerciale et protègent l'emploi du travail.

Et l'article 6 ajoute que nul ne peut être privé de ses droits civils ou limité dans ces droits, sauf dans les cas et selon les formes déterminés par la loi.

Il semblerait que ces textes confèrent d'une façon très générale la pleine capacité civile aux étrangers.

Il y a lieu d'insister pourtant sur le contenu de l'article 5, qui ne prévoit que des droits purement patrimoniaux, tel que celui d'acquérir ou d'aliéner, celui de créer une entreprise, etc. Le droit des personnes n'est pas visé dans ce texte. Mais nous avons déjà dit plus haut que le Code de la famille s'occupait de l'état des personnes et que, même sur ce point, à part quelques rares réserves, il admettait la prédominance de la loi soviétique.

Sans doute les Soviets demeurent-ils libres, aux termes

de l'article 6, de limiter ou de restreindre, comme bon leur semble, la capacité civile d'un étranger. Le libéralisme des lois soviétiques est purement apparent. Elles ne concèdent en réalité, malgré des affirmations de principe d'allure pompeuse, que des droits que les législations occidentales confèrent plus généreusement encore aux étrangers. Encore y a-t-il lieu de remarquer que les lois occidentales ne contiennent pas de dispositions d'apparence comminatoire, telles que le paragraphe 2 de l'article 8 du Code civil soviétique et la réserve faite par l'article 6 du même Code.

Des lois spéciales telles que la loi ukrainienne du 28 mars 1922 et la loi de la Russie blanche du 4 août 1922 assimilent plus complètement encore les étrangers aux nationaux, au point de vue de leur condition civile en U. R. S. S.

Pourtant, s'il existe incontestablement une inspiration généreuse dans la loi soviétique, nous verrons au paragraphe suivant que certaines circulaires et différents textes interprétatifs ont une tendance à limiter par des moyens parfois arbitraires l'application de ces règles d'équité.

§ 3. — Le principe d'autorisation d'entrée.

Une circulaire interprétative sur la condition des étrangers émanant du Commissariat du peuple à la justice du troisième département, en date du 25 juin 1924, n° 800 ⁽⁶⁾, énumère un certain nombre d'éléments dont il faut tenir compte pour déterminer en pratique la condition des étrangers. Cette instruction prévoit le cas d'étrangers appartenant à un pays n'ayant pas passé de conventions avec l'U. R. S. S. En cette hypothèse, les citoyens de ce pays, pour entrer en Russie, doivent obligatoirement obtenir l'au-

(6) *Code de Ganine, Zaitzel, etc., op. cit., p. 11 et 12.*

torisation du Gouvernement russe, qualifiée de visa. Cette autorisation présente cependant un caractère particulier. Elle doit contenir *l'indication du but* que l'étranger se propose de poursuivre en U. R. S. S. Et en considération de ce but, l'étranger se verra accorder le droit de choisir une profession ou d'exercer un commerce ou une industrie.

De plus, l'étranger qui désirerait exercer en Russie une activité industrielle, commerciale ou économique quelconque, ou l'emploi d'un capital étranger, doit obtenir à cet effet une autorisation spéciale du Gouvernement de l'U. R. S. S. (7).

On voit donc des textes purement réglementaires et administratifs venir limiter et préciser l'application des principes de droit qui figurent dans le Code civil soviétique. Il n'y a à cela rien de surprenant, car cette méthode adoptée par les autorités soviétiques est d'un usage constant dans tous les pays, dès qu'il y a lieu d'édicter des dispositions réglementaires laissées à la libre appréciation des autorités.

SECTION II

De quelques cas particuliers où les principes se trouvent écartés par l'application de dispositions spéciales extensives ou limitatives du droit commun.

Ces dispositions particulières tiennent à la considération, soit de la personne de certains étrangers pour lesquels on

(7) Décret du Conseil des commissaires du peuple du 21 août 1923, *Recueil des décrets*, 1923, n° 96, art. 952. Ce décret, d'ailleurs, sera étudié plus longuement dans le livre II de cet ouvrage.

a prévu des règles spéciales, soit à la nature de certains droits qui ont dû être réglementés de façon adéquate.

§ 1. — Règles particulières tenant à la considération
de la personne de certains étrangers.

Le décret précité du Conseil des commissaires du peuple du 21 août 1923 vise également deux catégories d'étrangers : ceux qui sont fixés sur le territoire de l'U. R. S. S. et qui possédaient, avant la révolution, une entreprise qui n'a pas été nationalisée et qui ont réussi à la conserver; en second lieu, le même texte prévoit le cas d'étrangers fixés définitivement sur le territoire de l'U. R. S. S.

En ce qui concerne les étrangers ayant conservé leur petite entreprise, le décret déclare qu'il n'y a pas de raison pour supprimer ou confisquer cette petite industrie à l'étranger qui l'a possédée ultérieurement et a continué à la posséder sans qu'elle ait été nationalisée; alors que d'une façon générale cette petite entreprise appartient à la catégorie de celles qui peuvent, aux termes de l'article 54 du Code civil, faire l'objet d'une appropriation privée.

L'article 54 du Code civil prévoit en effet les entreprises commerciales et les entreprises industrielles, qui occupent des ouvriers salariés dont le nombre n'excède pas les chiffres prévus par les lois spéciales (ce chiffre est généralement de vingt ouvriers).

Le même texte vise également l'appropriation privée d'instruments et moyens de production, d'argent, de valeurs mobilières et autres objets de valeur, y compris les monnaies d'or et d'argent et les devises étrangères. Il parle aussi des objets d'utilité domestique ou ménagère ou à usage personnel, des marchandises dont la vente n'est pas

interdite par la loi et de tous les biens qui, d'une façon générale, ne sont pas exclus du commerce privé⁽⁸⁾.

En pareille matière, on a estimé qu'un étranger qui avait réussi à conserver son bien devait, une fois la tourmente passée, continuer à en jouir comme par le passé.

La seconde catégorie de citoyens étrangers prévue par le décret d'août 1923 est celle des étrangers fixés définitivement sur le territoire de l'U. R. S. S. On pourrait, si l'on devait reprendre une expression chère à Proudhon et que cet auteur a employée à propos de sa théorie de l'incolat, dire qu'il s'agit là des étrangers établis « à perpétuelle demeure »⁽⁹⁾.

Les étrangers appartenant à cette seconde catégorie et relevant des pays qui ont reconnu *de jure* le Gouvernement de l'U. R. S. S. peuvent jouir en Russie, sous la condition de réciprocité et sur le pied d'égalité avec tous les citoyens soviétiques, de tous les droits personnels et patrimoniaux que confère la loi.

Bien entendu, s'il existe un traité entre le pays dont ces étrangers ressortissent et l'U. R. S. S., c'est ce traité qui déterminera leur capacité juridique.

(8) Ce texte montre d'ailleurs à quel point le Gouvernement soviétique a dû renoncer au communisme intégral et combien la propriété privée a une tendance à être de nouveau reconnue en Russie soviétique. A s'en tenir aux termes de l'article 54, la grande entreprise serait seule exclue de toute éventualité d'appropriation privée. Et encore y a-t-il lieu de remarquer que cette exclusion n'est probablement que provisoire et que d'ici peu la grande entreprise elle-même pourra faire l'objet de la propriété privée d'un particulier, aussi bien citoyen soviétique qu'étranger.

D'ailleurs, dans la seconde partie de notre ouvrage, nous verrons que les sociétés étrangères ayant obtenu un décret de concession peuvent dépasser les chiffres maximum de salariés fixés par la loi soviétique, bien qu'elles ne soient nullement des organes inspirés des principes collectivistes en honneur en Russie, mais bien des entreprises privées, fonctionnant avec un capital étranger et selon des méthodes identiques à celles que l'on rencontre dans les pays civilisés.

(9) Cf. Delehelle, *La condition des Russes en France*, p. 217 et s.

§ 2. — Dispositions spéciales édictées en considération
de la nature de certains droits.

Dans certains cas particuliers, en présence de droits d'une nature spéciale, le Gouvernement et le législateur soviétiques ont cru devoir édicter des mesures particulières en ce qui concerne la capacité conférée aux étrangers quant à l'exercice de leurs droits.

C'est ainsi qu'en ce qui concerne l'industrie minière, les étrangers, personnes physiques ou morales, peuvent y accéder, mais à condition d'obtenir l'autorisation du Conseil des commissaires du peuple, sauf dans l'hypothèse où une loi spéciale a déclaré que ces autorisations n'étaient pas indispensables⁽¹⁰⁾.

L'agriculture a également mérité l'attention du législateur soviétique.

Les prolétaires étrangers, et ces prolétaires uniquement, lorsqu'ils habitent le territoire de l'U. R. S. S., ont le droit d'exercer l'agriculture sur le pied d'égalité avec les citoyens de l'U. R. S. S.⁽¹¹⁾.

(10) V. *Recueil des lois*, 1927, n° 68, art. 688.

(11) *Recueil des lois*, 1925, n° 67, art. 537.

CHAPITRE II

LA CONDITION DES ETRANGERS EN RUSSIE EN CE QUI CONCERNE LE DROIT DES PERSONNES

Le droit des personnes figure en Russie dans un code spécial appelé le Code de la famille et qui a déjà été modifié deux fois, l'une en 1918 et la seconde en 1926. Les principes sont sans doute demeurés les mêmes dans leurs grandes lignes, ils n'ont pas subi de modifications essentielles depuis 1918, mais il sera nécessaire, néanmoins, d'insister au passage sur quelques dispositions nouvelles du Code de 1926.

Le droit de la famille est certainement celui qui, en matière de législation soviétique, s'écarte le plus des principes admis dans la plupart des législations occidentales. Le législateur soviétique a voulu faire l'expérience, parfois bien coûteuse, de principes nouveaux, inspirés d'un idéal plus large, et que la vie courante a singulièrement amoindri.

Il est encore trop tôt pour pouvoir établir un système d'ensemble en ce qui concerne la condition des étrangers en Russie, au point de vue du droit de la famille.

Notre tâche consistera donc essentiellement à dégager les grandes lignes de la législation soviétique actuelle et à montrer les solutions qui devront être adoptées en Russie soviétique toutes les fois qu'un conflit de lois surgira à propos d'une question d'état ou de capacité des personnes.

A vrai dire, le conflit de lois sera singulièrement rare en

pareille matière, car à l'inverse de la plupart des législations occidentales, les Codes soviétiques ont, ainsi que nous l'avons déjà déclaré, adopté le principe de la prédominance de la loi soviétique en matière d'état ou de capacité des personnes. Cette prédominance est de nature à supprimer beaucoup de difficultés et beaucoup de peine aux tribunaux soviétiques chargés de statuer dans un litige où des étrangers sont en cause. Mais elle est de nature aussi à jeter un trouble singulier sur la situation des étrangers et plus particulièrement des Français résidant en Russie.

Il n'est pas inutile d'indiquer quelques-uns des dogmes nouveaux du communisme en matière de droit de la famille et d'en montrer la répercussion désastreuse en droit international privé. La Russie, en effet, ne se trouvant plus en état de concordance juridique avec les lois des pays civilisés, il est fort à craindre que les solutions qui découleraient en Russie de l'application d'un texte soviétique ou de l'exécution d'un jugement rendu par un tribunal de l'U. R. S. S. n'aient en d'autres pays aucune chance d'obtenir une sanction efficace. La règle *locus regit actum* qui, en matière de forme des actes, paraît avoir un domaine tous les jours accru, se trouvera en l'espèce contre-balancée par l'application d'une théorie dont la jurisprudence française a fait, ces temps derniers, un usage constant : *celle de l'ordre public national*. Dès lors, il apparaîtra fréquemment aux juridictions étrangères que des droits acquis en Russie ne méritent aucun respect ailleurs que sur le territoire de l'U. R. S. S., soit parce qu'ils ont été acquis de façon singulièrement arbitraire, soit parce que leur reconnaissance dans un territoire autre que celui de l'U. R. S. S. aboutirait à une grave violation des principes essentiels de la législation de ce territoire.

Nous étudierons successivement la condition des personnes en Russie soviétique en nous plaçant à deux points de vue. D'une part, au point de vue de la personne considérée dans ses rapports avec son époux, ses enfants ou des parents d'ordre et de degré divers. D'autre part, nous examinerons les droits que les personnes peuvent faire valoir en droit civil à la suite d'une obligation contractuelle ou autre. Nous verrons à ce propos quels sont les étrangers sujets de droit et quels peuvent être les objets de leurs droits.

Sur cette seconde partie, nous aurons fréquemment à nous reporter aux considérations déjà développées dans le chapitre précédent, au cours du commentaire des principes qui paraissent dominer le droit international privé soviétique.

SECTION PREMIERE

Le droit des époux.

§ 1. — Le mariage.

Le Code de la famille de 1918 a été remanié par un nouveau Code de la famille promulgué le 19 novembre 1926 et entré en vigueur le 1^{er} janvier 1927.

Dans l'introduction même au Code de la famille de 1918, le législateur soviétique a soin de dire que l'autorité prolétarienne ne veut pas faire de ses Codes quelque chose d'établi pour une durée très longue; qu'ils sont créés seulement pour un temps de passage qu'elle tend passionnément à réduire (1).

(1) V. Champcommunal, *Le droit des personnes au pays des Soviets*, Paris, 1927, p. 67.

Le Code de 1918 contenait déjà des innovations nombreuses. Le mariage y apparaissait comme un simple contrat qui avait lieu par consentement mutuel. L'article 52 disposait que seul le mariage civil enregistré par l'organe d'enregistrement des actes d'état civil engendrait les droits et devoirs d'époux. Il contenait aussi (art. 53, remarque I) la disposition suivante, peu conforme aux principes habituels du droit international privé : « la célébration des mariages à l'étranger incombe aux représentants de la Russie à l'étranger qui sont tenus d'informer des mariages conclus à la section centrale d'enregistrement des actes d'état civil en présentant des copies et certificats de mariage ».

Cette règle est de nature à être rejetée par les puissances étrangères sur le territoire desquelles un mariage de sujets soviétiques viendrait à être conclu. En effet, les lois qui régissent les formes du mariage sont, pour la plupart, d'ordre public et il n'est pas permis à des étrangers d'y déroger. C'est ainsi qu'en France des étrangers ne sauraient avoir recours au simple mariage religieux, sans passer devant l'officier de l'état civil français.

A cet égard, il y a lieu de signaler que plusieurs fois déjà le ministre de la Justice et le procureur général, par des circulaires nombreuses, ont notifié aux officiers de l'état civil et à toutes personnes intéressées que les mariages devaient avoir lieu obligatoirement devant l'officier de l'état civil français et qu'il ne saurait y être dérogé par l'accomplissement des formalités constitutives du mariage devant le représentant consulaire d'une puissance étrangère.

En ce qui concerne le mariage des Français à l'étranger, faudrait-il en conclure par un argument d'analogie tiré de l'article 53, remarque I, qu'il peut avoir lieu valablement aux yeux des autorités soviétiques, lorsqu'il a été conclu

simplement devant le chancelier du consulat de France ?

Nous ne pensons pas que les Soviets admettent cette réciprocité, car l'article 52 paraît être formel lorsqu'il déclare que seul le mariage civil enregistré par les autorités soviétiques compétentes est valable aux yeux de la loi soviétique.

Les particularités du mariage en Russie ne résident pas tellement dans la forme du mariage qui est calquée sur les formes en usage dans les pays d'Europe. Elles résident surtout dans les conditions de fond et dans les conséquences qui en résultent.

Il est indispensable, avant d'aborder l'étude de ces conditions et de ces conséquences, telles qu'elles se déduisent du Code de 1926, de faire un bref aperçu rétrospectif de celles que contenait le Code de 1918.

I. — LE CODE DE 1918.

A. — *Conditions de fond requises pour contracter mariage.*

Elles sont étudiées dans le chapitre II du Code, aux articles 66 et suivants. Les dispositions originales du Code ne sont d'ailleurs pas très nombreuses. L'âge du mariage est fixé pour la femme à 16 ans et pour l'homme à 18 ans (art. 67). La bigamie est proscrite (art. 68), de même que le mariage entre parents rapprochés. Le consentement mutuel est nécessaire. La différence de religion, l'état monastique, le vœu de célibat et le fait d'appartenir à un clergé ne constituent pas des obstacles à la possibilité de contracter mariage.

Le Code de la famille de 1918 prévoit également différentes nullités de mariage, qui ressemblent étrangement à celles des Codes occidentaux. Elles sont jugées par les tribunaux soviétiques. L'article 76 expose que les actions en

déclaration de nullité de mariage sont jugées par les tribunaux locaux, conformément aux règles sur la juridiction territoriale. On retrouve des nullités tenant au défaut de consentement, au défaut d'âge requis qui figurent également dans les Codes occidentaux.

B. — *Extinction du mariage.*

Le chapitre IV du Code de 1918, qui prévoyait les différents cas d'extinction du mariage, parlait également du divorce. L'article 87 dispose que le divorce peut être fondé tant sur le consentement mutuel de deux conjoints que *sur le désir de l'un d'eux de divorcer*. Cette seconde alternative équivalait purement et simplement à la répudiation. La disposition originale consistait à permettre aux époux de faire le choix du tribunal qu'ils désiraient saisir du litige.

L'article 90 leur permettait en outre de saisir valablement le tribunal du lieu de domicile des deux époux, celui du lieu du domicile de l'époux demandeur ou celui de l'époux défendeur. On voit ici que les formes de procédure nécessaires pour aboutir au divorce s'imposaient sous le Code de 1918 comme nous les verrons s'imposer plus tard avec celui de 1926 aux étrangers désirant divorcer en Russie.

C. — *Droits et devoirs des époux.*

Les personnes en état de mariage portent le nom de famille commun. Mais elles ont la faculté de décider, au moment du mariage, si elles porteront le nom du mari ou celui de la femme ou leurs deux noms réunis (art. 100 du Code de 1918). En cas de divorce, il est indiqué dans la demande en divorce quel nom les deux époux désirent por-

ter désormais. S'il n'y a pas accord sur cette question, les époux divorcés conservent chacun le nom qu'ils portaient avant leur mariage (art. 102 du Code de la famille).

La disposition la plus intéressante au point de vue du droit international privé est celle qui figure dans l'article 103, qui dispose : « quand les personnes contractant mariage sont de nationalités différentes (si l'une des parties appartient à la nationalité russe), le changement de nationalité ne peut se produire que sur le désir spécialement exprimé par le futur époux ou la future épouse et sur la base générale ».

Il faut entendre par là, ainsi que l'indique d'ailleurs M. Patouillet dans sa traduction du Code de la famille russe (t. I, p. 79), que les effets du mariage sur la nationalité des conjoints sont réglés en principe par le jeu combiné des règles générales de leur législation nationale respective et de celle du droit international privé. Mais lorsque ces règles générales prévoient des changements de nationalité, ces changements sont subordonnés à l'agrément du conjoint intéressé et ne se produisent que sur sa demande si l'un des conjoints est de nationalité russe.

Le Code de la famille de 1918 ne contient pas des obligations qui naissent entre époux à la suite du mariage et qui, en France, seraient considérées comme étant d'ordre public. Le changement de résidence de l'un des époux ne crée pas pour l'autre obligation de le suivre (art. 104 du Code de la famille). Article 105 : le mariage ne crée aucune communauté de biens entre époux. Article 106 : les époux peuvent établir entre eux toutes les relations contractuelles, patrimoniales permises par la loi. Les accords entre époux tendant à restreindre les droits patrimoniaux de la femme ou de l'homme sont nuls et ce fait entraîne soit pour

les tiers, soit pour les époux, la faculté de refuser, à tout moment, de les exécuter.

Pourtant le Code de la famille prévoit l'obligation alimentaire entre époux. Et, en cas de décès, l'époux indigent et hors d'état de travailler reçoit la somme qui est nécessaire à son entretien sur la succession de l'époux prédécédé. En cas d'urgence, il est même permis de procéder à un octroi provisoire de la pension alimentaire, nécessaire à l'entretien (art. 123).

II. — LE CODE DE 1926.

Le Code de 1926 a conservé dans ses grandes lignes les dispositions du Code de 1918 que nous avons sommairement analysées.

Le Code de la famille, depuis son entrée en vigueur sur le territoire de la République, en 1918, a dû être modifié sous l'empire des nécessités de fait.

En effet, les républiques indépendantes, qui avaient pris naissance au moment de la décomposition de l'ancienne Russie, ont constitué, par un traité en date du 30 décembre 1922, un Etat fédéral qui a choisi comme désignation le nom d'Union des républiques socialistes soviétiques. Bien qu'il existe certaines réserves en ce qui concerne le pouvoir de légiférer de chacune des républiques faisant partie de l'Union, la législation de la R. S. F. S. R. a été étendue à toutes les républiques constituant l'Union.

Le nouveau Code, promulgué le 19 novembre 1926, après son vote par le Comité central exécutif, à la suite du discours de M. Kourski, commissaire à la Justice de l'Union, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1927, contient une liste des articles du Code de la famille de 1918 qui devaient se trouver abrogés par l'adoption du Code actuel. Néan-

moins, le nouveau Code porte, comme son prédécesseur, la marque d'une rédaction hâtive et souvent incomplète.

En ce qui concerne le mariage, il n'est subordonné à aucune formalité. Son enregistrement sur le livre d'état civil est bien prévu, mais ce n'est là qu'une faculté pour les parties et un moyen de s'assurer une preuve préconstituée.

Le nouveau Code organise la communauté entre époux et s'occupe en même temps des preuves du mariage qui résultent du fait de la cohabitation, de celui d'avoir un ménage commun, de se donner vis-à-vis des tiers pour des époux, tant dans la correspondance personnelle que dans d'autres documents; le fait de subvenir réciproquement à l'aide matérielle entre conjoints, l'éducation des enfants en commun et tous autres indices de ce que l'on pourrait appeler le mariage.

Nous faisons volontairement cette réserve, car, d'après cette nouvelle application du Code soviétique, ce mariage ressemble étrangement à un concubinat qui aurait un caractère de publicité. En réalité, il semble que le juge appelé à statuer sur le point de savoir si le mariage existe ou non jouira de la plus entière liberté d'appréciation. Sans doute, au cours des débats préparatoires, on a voulu de la sorte permettre à toutes les femmes et à toutes les mères, même en cas d'inaccomplissement des formalités afférentes au mariage, de sauvegarder leurs droits. En réalité, on tombe dans l'arbitraire le plus absolu.

Le mariage résulterait de l'existence de relations intimes, notoires ou non, présentant assez de consistance pour donner l'impression du mariage⁽²⁾.

(2) V. Champcommunal, *op. cit.*, p. 71. « Il n'est même pas nécessaire qu'il y ait cohabitation permanente, des relations suffisamment intimes devant suffire, semble-t-il, en cette matière. »

M. Champcommunal a montré, avec une particulière éloquence, les conséquences de ce régime nouveau qui fait relever le mariage du caractère objectif que peut présenter une liaison entre deux personnes. Sans doute le nouveau Code soviétique prétend asseoir le mariage sur le consentement mutuel, mais sa preuve devant résulter uniquement de phénomènes perceptibles aux tiers, ce sont en réalité les voisins, les parents, les amis, les connaissances des époux qui diront si ceux-ci étaient mariés ou non.

On voit combien un tel régime peut présenter d'imperfections et à quel point il peut, par une tendance naturelle, favoriser la polygamie, dès l'instant où un même individu aurait plusieurs ménages en ville.

Le chapitre II du nouveau Code civil prévoit les conditions dans lesquelles les mariages sont enregistrés. L'enregistrement constitue la preuve complète de l'union contractée. Il a lieu lorsque les deux époux sont d'accord pour le requérir.

Ne peuvent être enregistrés les mariages entre les personnes dont l'une est en état de mariage, enregistré ou non, entre les personnes dont l'une est déclarée folle ou faible d'esprit et entre certains parents.

Le législateur soviétique a voulu faire également œuvre novatrice en demandant que les époux, qui requièrent l'enregistrement de leur union, affirment sous leur responsabilité civile et pénale, d'une part, qu'il n'existe pas d'empêchements à leur mariage; d'autre part, qu'ils connaissent leur état de santé réciproque, notamment en ce qui concerne la tuberculose et les maladies vénériennes et mentales.

Ils doivent enfin déclarer le nombre de mariages, enregistrés ou non, qu'ils ont déjà contractés, et le nombre

d'enfants auxquels ils croient avoir donné naissance. Ils doivent aussi donner la preuve qu'ils ne se trouvent plus dans les liens matrimoniaux d'une union quelconque.

La majorité et la nubilité juridiques se trouvent toutes deux portées à 18 ans. En cas d'union entre une personne pubère et une impubère, le vice de l'union disparaît dès que l'âge requis est atteint. On peut dire, selon l'expression de M. Champcommunal, que ce vice se purge lui-même.

La préoccupation de la santé des époux constitue également l'un des traits particuliers du nouveau Code. Elle reflète bien l'état d'esprit et les nécessités de fait qui se posent en Russie.

A. — *Droits et obligations des époux.*

D'une façon générale, on peut dire que les principes institués par le Code de 1918 se trouvent maintenus. Les époux conservent leur entière liberté. La femme n'est pas astreinte à demeurer au domicile conjugal de son mari. Ses **écarts** de conduite ont pour seule sanction le divorce. Il n'y a pas de présomption de paternité. Le devoir de fidélité n'existe pas. Le mari n'a pas d'autorité et de prédominance dans le ménage. Les époux disposent à leur gré de ce qui leur appartient en propre. Les affaires qu'ils auraient à débattre entre eux sont soumises aux règles de droit commun.

Pourtant, l'article 10 dispose que l'avoir ayant appartenu aux époux jusqu'au mariage reste leur patrimoine personnel, l'avoir gagné pendant le mariage devient le patrimoine commun des conjoints. Le montant de la quotité appartenant à chacun des époux est fixé, en cas de contestation, par le tribunal.

Cette modification apportée à l'ancien Code par celui de

1926 a été inspirée par les nécessités de fait. Alors qu'antérieurement le régime de la séparation absolue était le droit commun, avec le nouveau Code, au contraire, il a été nécessaire de prévoir, conformément aux exigences journalières, le partage de biens acquis en commun. Cette communauté comprend les biens gagnés. La part des époux n'est pas uniforme. La quotité qui revient à chacun d'eux varie selon les circonstances. Cette communauté entre époux existerait, aux dires de M. Champcommunal⁽³⁾, quelle que soit la forme du mariage, enregistré ou non. Enfin, la durée de la communauté est celle du mariage.

L'obligation alimentaire existera dans le cas où l'époux est dans le besoin et aussi dans le cas où un époux se trouve dans l'impossibilité de travailler, par suite du chômage.

L'indépendance des époux subsiste en ce qui concerne le nom et la nationalité.

B. — *Extinction du mariage.*

Le divorce a lieu, comme précédemment, par consentement mutuel, ou sur le désir de l'un des époux. Lorsqu'il y a divorce par consentement mutuel, les époux se présentent tous deux à l'officier d'état civil et expriment leur volonté de dissoudre leur union. En ce qui concerne la répudiation, il fallait, sous le Code de 1918, introduire une action en justice. Le Code de 1926 supprime cette obligation; une simple déclaration à l'officier d'état civil suffira. Il convient de spécifier que ces déclarations de divorce aux organes d'état civil ne sont nécessaires qu'à propos de mariages enregistrés ou de mariages de fait constatés par un jugement. Lorsqu'il s'agit d'un mariage non enregistré, il

(3) *Op. cit.*, p. 79.

se dissout comme il s'est formé, sans la moindre formalité. Le divorce met entièrement fin à la vie conjugale. Les rapports entre époux se trouvent supprimés. Ces derniers ont simplement à liquider le passif et les obligations qui résultent de leur union, à prévoir la garde des enfants et les frais d'entretien de l'époux indigent ou des enfants.

§ 2. — La condition des étrangers.

Etant donné cette physionomie générale du droit du mariage et du divorce en Russie soviétique, on peut se demander quelle sera la condition d'un étranger et plus particulièrement des Français à cet égard.

Sans doute, aux yeux de la loi soviétique, il est à peu près certain que les étrangers, surtout ceux qui appartiennent aux classes favorisées, c'est-à-dire la classe ouvrière et paysanne, pourront se prévaloir des dispositions de la loi soviétique. Mais il est à craindre que, si les autorités soviétiques acceptent bénévolement d'étendre le bénéfice des institutions nouvelles à des étrangers qui, peut-être, auraient préféré conserver celui de leur loi nationale, la loi personnelle de ces étrangers ne manifeste quelque répugnance à se laisser ainsi évincer par la loi soviétique.

Les conflits de lois paraissent difficiles à éviter. Ils semblent même d'autant plus certains que, ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la loi soviétique a une tendance marquée à vouloir régir tous les rapports de droit et de famille qui prennent naissance sur son territoire.

S'il nous fallait préciser les lignes générales qui présideront ultérieurement aux conflits de lois surgis en cette matière, par suite de l'attitude adoptée par le législateur so-

viétique, nous croyons qu'il faudrait s'en tenir au principe suivant. Toutes les fois que le conflit de lois se posera devant un tribunal soviétique, celui-ci déclarera vraisemblablement que la loi soviétique a été valablement observée et qu'elle était bien la loi compétente pour régir les rapports de droit nés entre citoyens étrangers sur le territoire soviétique.

Toutes les fois, au contraire, où le conflit de lois se posera devant un tribunal étranger, que ce soit le tribunal de la loi nationale du plaideur ou le tribunal d'un pays tiers, qui ne sera ni la Russie, ni le pays dont l'étranger est originaire, mais qui sera néanmoins un pays faisant partie du concert européen, il est presque certain que les juges saisis du litige feront application des principes de droit international privé régissant communément les conflits de lois dans les pays civilisés.

Il faudra en déduire que :

a) Le principe de prédominance de la loi soviétique sur la loi nationale des parties, toutes les fois qu'il s'agira de questions d'état ou de capacité, aura peu de chance de triompher;

b) Que dans l'hypothèse même où, conformément aux principes usuels du droit international privé, la loi soviétique sera normalement compétente pour régir ces rapports de droit, son application sera écartée si les principes qu'elle adopte sont contraires aux règles d'ordre public de la *lex fori*.

Il nous est impossible en pareille matière de prévoir à l'avance tous les conflits de lois qui peuvent surgir sur ce point. Néanmoins, on peut adopter un exemple qui nous permettra d'illustrer l'opinion que nous venons d'exprimer. Si l'on suppose deux Français mariés en Russie qui

se sont conformés à la règle *locus regit actum* et ont contracté leur mariage selon la loi soviétique, on peut se demander quelle est la valeur de ce mariage dans un pays autre que la Russie.

Une question préjudicielle doit être tranchée. Il s'agira de savoir exactement dans quelle forme le mariage en question a été contracté. Nous avons vu, en effet, que la loi soviétique connaît la forme du mariage enregistré et celle du mariage non enregistré, qui n'est très souvent qu'une cohabitation, et enfin la forme dite à relations occasionnelles qui n'est même pas un mariage⁽⁴⁾.

En cas de relations occasionnelles, la question ne se pose même pas, puisque aux yeux de la loi soviétique elles n'ont pas valeur de mariage.

Dans l'hypothèse du mariage enregistré, qui se rapproche sensiblement de la forme que le mariage revêt dans les pays civilisés, où l'état civil est laïque, il est très probable que le tribunal saisi du litige reconnaîtra ce mariage comme étant valable, même en dehors du territoire de l'U. R. S. S., en vertu de la règle *locus regit actum*.

La difficulté subsistera au contraire dans toute son ampleur lorsqu'il s'agira d'un mariage non enregistré. On doit tenir compte alors de l'ordre public dans la législation du tribunal saisi du litige, lorsque celui-ci se trouve dans un pays civilisé. Il faut que le mariage soit constaté d'une façon suffisamment certaine pour être différencié du simple concubinage. Il est donc très probable que le mariage non enregistré en Russie sera déclaré nul dans tout autre pays qui aurait à en examiner la validité, comme étant essen-

(4) Cette question a été développée par M. Champcommunal dans son ouvrage, *Le droit des personnes au pays des Soviets*, Paris, 1927, *op. cit.*, p. 71.

tiellement contraire aux règles d'ordre public en matière de mariage.

Si d'ailleurs l'on généralise le débat et si l'on pose dans ce chapitre des principes généraux que l'on pourrait étendre pareillement au besoin aux autres institutions ci-après étudiées, on peut dire : toutes les fois qu'il s'agira d'apprécier, dans un pays civilisé, la valeur de certaines institutions nouvelles du droit soviétique actuel, tellement différentes de celles que connaissent les lois des pays occidentaux qu'elles paraissent comme entièrement inconciliables avec les dispositions communément rencontrées dans ces lois, le tribunal saisi du litige aura une tendance à écarter l'application de ces règles par trop novatrices de la loi soviétique, comme étant contraires à l'ordre public dans le pays où elles se trouvent invoquées.

Inversement si, en Russie, devant un tribunal soviétique, la question se pose d'apprécier pour des sujets étrangers des droits créés hors de Russie et conformément aux lois des pays où ils ont pris naissance, il est à craindre que les tribunaux russes n'en écartent jusqu'à un certain point l'application.

La notion d'ordre public doit prendre, nécessairement, une extension très grande dans le système du droit international privé soviétique puisqu'elle contribuera à sauvegarder l'application des dispositions nouvelles de ce droit, toutes les fois qu'elle paraîtra compromise par la nécessité, d'ailleurs vite écartée, de faire place à une loi étrangère.

Néanmoins, il paraît impossible, étant donné le caractère imprécis que la notion d'ordre public présente en toutes législations, de dire, *a priori*, le domaine qu'elle pourra avoir dans la loi soviétique et dans son interprétation judiciaire.

M. Pereterski, qui est un représentant de la doctrine officielle en Russie, considère, dans ses *Etudes de droit international privé*, que le critérium de la distinction des lois d'ordre public est donné par les articles 9, 13, 22, de la Constitution de la République soviétique russe et par l'article 1^{er} du Code civil soviétique⁽⁵⁾.

L'article 9 dispose, en effet, que le problème fondamental de la Constitution de la République fédérative socialiste soviétique russe, envisagée au moment actuel de transition, consiste dans l'établissement de la dictature du prolétariat des villes et des villages et des paysans pauvres, sous la forme d'une puissante autorité soviétique panrusse, dans le but d'écraser complètement la bourgeoisie, de détruire l'exploitation de l'homme par l'homme et d'instaurer le socialisme où il n'existerait ni divisions par classes ni autorité d'Etat. Ce sont là de belles affirmations de principe qui demeurent très vagues et qui sont toutes empreintes de l'idée de haine de classes qui figure à la base de l'instauration du régime soviétique.

Mais ces notions, quelque effet qu'elles puissent produire sur des foules incultes, n'ont aucune espèce de portée juridique.

L'article 13 déclare à son tour que, dans le but de garantir aux travailleurs une véritable liberté de conscience, les églises sont séparées de l'Etat et l'école de l'église. La liberté de propagande religieuse et antireligieuse est reconnue pour tous les citoyens.

L'article 22, dans lequel on voit apparaître comme une allusion au droit international privé, dispose que, la République socialiste fédérative soviétique russe, reconnaissant

(5) Pereterski, *op. cit.*, p. 32.

l'égalité des droits pour les citoyens, indépendamment de leurs droits ou de leur nationalité, sont contraires aux lois fondamentales de la République l'établissement ou l'autorisation de privilèges ou de prérogatives quels qu'ils soient sur cette base, ainsi que toute oppression des minorités nationales ou toute limitation de leurs droits⁽⁶⁾.

Enfin, on n'a pas oublié que l'article 1^{er} du Code civil déclare que les droits civils sont protégés par la loi, sauf dans le cas où ils sont exercés dans un sens contraire à leur destination économique⁽⁷⁾.

Il semblerait donc, si l'on devait dégager la notion d'ordre public, d'après ces textes, qu'elle soit essentiellement fondée sur trois éléments :

1° L'idée de destination économique des institutions;

2° L'idée de liberté des minorités et des individus appartenant aux classes jadis exploitées, aujourd'hui exploitantes;

3° L'idée de lutte de classes.

Ce sont là, d'ailleurs, de véritables leitmotiv qui reviennent souvent dans les affirmations de principe dont les Soviets paraissent faire un emploi constant.

Il semblerait, d'après ces commentaires, que toutes les fois que l'application en Russie d'une loi normalement compétente serait possible, malgré la tendance territorialiste de la loi soviétique, il y aurait lieu de l'écarter quand même si elle devait aboutir à une atteinte même indirecte, aux idées fondamentales, qui constituent l'ordre public soviétique.

(6) *Recueil des Codes de la R. S. F. S. R.*, 3 juin 1925.

(7) V. Code civil soviétique, traduit par S. Patouillet et R. Dufour, Paris, 1925.

SECTION II

Les parents et les enfants.

§ 1. — Filiation.

a) CODE DE 1918. — L'article 133 du Code de 1918 disposait que la filiation de fait est reconnue comme la base de la famille. Il n'est fait, ajoutait-il, aucune différence entre la parenté hors mariage et la parenté en mariage. Les enfants dont les parents ne sont pas mariés ensemble sont à tous égards égaux en droit aux enfants des personnes unies par un mariage enregistré.

Sont réputés en Russie soviétique pères et mères de l'enfant les personnes inscrites comme parents dans les registres des naissances. La présomption *pater is est...* n'existe pas. Les mentions figurant à l'acte de déclaration comptent seules. Les affaires de filiation entrent d'ailleurs dans la juridiction du tribunal populaire local.

L'ancien Code de 1918 instituait aussi la procédure à suivre pour faire la preuve de la filiation. Aux termes de l'article 136, le droit de faire la preuve de la filiation de fait de l'enfant appartient aux personnes intéressées — y compris la mère — même quand sont inscrites, comme parents de l'enfant, des personnes qui, au moment de la conception ou de la naissance de celui-ci, étaient unies par un mariage enregistré ou ayant force de mariage enregistré. La femme devenue enceinte et non mariée fait, aux termes de l'article 140 du Code de la famille, trois mois au plus tard avant sa délivrance, à l'organe local d'enregistrement des actes d'état civil de son lieu de domicile, une déclaration indiquant le moment de la conception, le nom et le domicile

du père. Pareille déclaration peut aussi être faite par une femme mariée si l'enfant conçu par elle n'est pas issu de l'homme enregistré comme étant son mari. C'est la possibilité de déclarer les naissances adultérines.

b) CODE DE 1926. — Le Code de 1926 statue sur la filiation et les rapports réciproques des enfants et des parents et des autres personnes unies par la parenté. Dans son titre II, aux articles 25 à 68, il reconnaît pareillement que les droits réciproques des enfants et des parents sont fondés sur la filiation et que les enfants nés hors mariage jouissent des mêmes droits que ceux nés dans le mariage.

La mère, aux termes de l'article 28, peut pareillement, en vue de défendre les intérêts de l'enfant, déclarer, dans la période de la grossesse et après la naissance de l'enfant, celui qui en est le père. La mère de l'enfant a le droit également d'adresser au tribunal, après la naissance de l'enfant, une demande en reconnaissance de paternité (art. 30 du Code de la famille). Le père, s'il est reconnu pour tel par le tribunal, est obligé de participer aux frais de grossesse, de couches, d'entretien de l'enfant et d'entretien de la mère pendant sa grossesse et pendant six mois après les couches.

Si, lors de l'examen de la question de paternité, le tribunal arrive à établir que la mère de l'enfant a eu pendant la période de conception des rapports intimes, non seulement avec la personne qu'elle déclare être le père de l'enfant, mais encore avec des tiers, il rend une décision qui reconnaît une de ces personnes comme étant le père de l'enfant et lui impose les obligations qui résultent de cette qualité.

Ces dispositions, beaucoup trop concises du nouveau Code de la famille, sont de nature à engendrer des difficultés

nombreuses. Elles rendent absolument libre la recherche de la paternité et exposent les individus à des actions in-considérées de la part de femmes désireuses de trouver coûte que coûte un père à leur enfant. On pourrait même prévoir qu'il se produira le phénomène que jadis, au Bas-Empire, certains juristes avaient signalé; lorsque l'action en recherche de paternité fut accordée aux femmes, ces derniers cherchaient parmi leurs amis celui qui était le plus riche ou celui contre lequel elles avaient quelque ressentiment pour le déclarer comme le père de leur enfant et l'obliger à subvenir à leur entretien.

Il est indubitable qu'en droit international privé ces principes, qui régissent la filiation des enfants, admettent aussi librement l'action en recherche de paternité, égalisent les droits des enfants naturels et ceux des enfants légitimes, permettent la constatation de la qualité d'enfant adultérin et en font découler des droits égaux à ceux des autres enfants, n'ont aucune chance de trouver une application quelconque dans les pays civilisés.

Lorsqu'un tribunal dépendant d'un de ces pays se trouvera saisi de la question de savoir quelle sera la condition d'un enfant né en Russie soviétique, très souvent ce tribunal invoquera les principes d'ordre public pour écarter l'application de la loi soviétique, lorsque celle-ci est internationalement compétente. D'autres fois, au contraire, le tribunal saisi du litige fera appel aux règles de droit international privé, communément admises, pour dire qu'en ce qui concerne la filiation la loi personnelle des parties était internationalement compétente et que la loi soviétique n'avait pu se substituer à elle pour régir ces liens.

En Russie, au contraire, en ce qui concerne la filiation pour les étrangers, la loi soviétique fera prédominer ses

principes comme étant d'ordre public et reconnaîtra aux enfants d'étrangers nés en Russie tous les droits et toutes les facultés qui découlent du Code soviétique. Sur ce point, il ne saurait en être autrement qu'au cas où un traité ou des accords spécifieraient le *modus vivendi* que les autorités soviétiques adopteront en ce qui concerne la condition des étrangers en Russie au point de vue des droits attachés à la personne.

§ 2. — Obligations qui résultent de la parenté.

Le Code de 1918 les a énumérées avec un assez grand luxe de détails. Celui de 1926 les a repris en les résumant et les a fait figurer dans ses articles 33 et suivants. Un principe domine la matière : les droits des père et mère sont exercés uniquement dans l'intérêt des enfants et, s'ils ne sont pas exercés équitablement, le tribunal a le droit de les retirer. Le nom est transmis aux enfants. La nationalité fait l'objet d'une réglementation plus complète. L'article 35 dispose que l'enfant issu de deux personnes de nationalités différentes, mais dont l'une est citoyenne de la R. S. F. S. R., au moins au moment de la naissance de l'enfant, et résidait sur le territoire de l'U. R. S. S. quand cette naissance s'est produite, est déclaré citoyen de la R. S. F. S. R.

Si les deux parents, au contraire, bien que l'un soit sujet soviétique, résident hors du territoire de l'U. R. S. S. au moment où l'enfant vient au monde, la nationalité de ce dernier est fixée par l'accord des parents. C'est une étrange capitulation de la loi soviétique, devant, non pas des dispositions d'une loi étrangère qui s'attribuerait l'enfant, mais devant la volonté des parents, personnes privées, bé-

néficient en cette matière d'une sorte de statut d'autonomie.

En revanche, le statut d'autonomie des parents disparaît complètement lorsqu'il s'agit de déterminer la religion de l'enfant. Leur accord, en pareille matière, n'a aucune valeur juridique.

La défense des intérêts personnels et patrimoniaux des enfants mineurs incombe aux parents qui sont les représentants des enfants en justice et ailleurs. Au surplus, les obligations d'entretien, d'éducation, bien que très sommairement et hâtivement indiquées, sont visées en termes analogues à ceux des Codes occidentaux. Pourtant l'obligation alimentaire existe, non seulement entre ascendants et descendants, mais aussi entre collatéraux privilégiés (art. 54 du Code de la famille).

§ 3. — Adoption.

Elle est réglementée très brièvement. On peut citer comme disposition originale celle qui consiste à n'autoriser d'adoption d'enfants ayant atteint l'âge de 10 ans qu'avec leur consentement (art. 63 du Code de la famille).

L'adoption produit le même effet au point de vue de la famille que dans les législations occidentales. Elle entraîne les mêmes droits et obligations personnels et patrimoniaux que la parenté d'origine. L'article 66 ouvre également une action de forme nouvelle et autorise toute personne ou toute institution à intenter par voie judiciaire une action en annulation d'adoption, si l'intérêt de l'enfant l'exige.

En cette matière, il semble que les conflits de lois doivent être moins à craindre que dans les institutions relatives au mariage, au divorce et à la filiation.

§ 4. — La tutelle et la curatelle.

Il est assez curieux de voir que le Code civil soviétique, qui, d'habitude, est d'un laconisme très grand, consacre de nombreuses dispositions à la tutelle et à la curatelle.

Le Code de 1918 n'a été que révisé par celui de 1926, sans qu'il y ait eu de réforme au sens propre du mot. L'article 68 affirme que la tutelle et la curatelle sont instituées pour la défense de l'incapable, de ses droits, de ses intérêts légaux, ainsi que pour la défense de son patrimoine dans les cas prévus par la loi. Il y a sur ce point communauté d'esprit avec le but auquel répondent la tutelle et la curatelle dans les législations occidentales. Pourtant, il est à remarquer que la tutelle est instituée sur les mineurs jusqu'à 14 ans seulement et que la curatelle s'exerce sur les personnes non majeures de 14 à 18 ans, et sur les personnes majeures si ces dernières, à raison de leur état physique, ne peuvent défendre elles-mêmes leurs droits (art. 70 du Code de 1926).

Toutes les formes de tutelle et de curatelle dans les villes des régions frontières, dans les régions de gouvernement, dans les circonscriptions de districts, de rayons, ressortissent au bureau du Comité exécutif, et dans les localités rurales au Comité exécutif de volost et de rayon (art. 72). Il est même à remarquer que dans les localités rurales, les tuteurs et curateurs sont désignés par les Soviets (Conseil de village) et confirmés par les Comités exécutifs de volost ou de rayon.

Tutelles et curatelles sont instituées au lieu de résidence de la personne soumise à la tutelle ou à la curatelle ou bien au lieu où se trouve le patrimoine sur lequel elles s'exercent.

La disposition originale du droit soviétique en cette matière est celle que contient la remarque en marge de l'article 82 du nouveau Code de la famille, qui déclare qu'en l'absence d'avoir de la personne placée sous tutelle, l'organe de tutelle ou de curatelle introduit auprès de l'organe de prévoyance sociale une demande en délivrance de ressources au tuteur, pour l'entretien de la personne placée sous tutelle.

Enfin, on voit figurer encore toute une série de dispositions destinées à assurer un contrôle administratif des organes du Commissariat du peuple de l'hygiène sur l'exercice de la tutelle.

Les chapitres II et III du nouveau Code de la famille prévoient les droits et obligations des tuteurs et des curateurs. Ce sont des dispositions de droit soviétique qui paraissent devoir s'appliquer même à la tutelle des étrangers en Russie soviétique.

Nous croyons qu'en cette matière le système de droit international privé qu'il faut admettre est celui d'application de la loi soviétique, ainsi que nous l'indiquions, car cette loi semble peu disposée à s'effacer devant la loi nationale des parties.

Les conflits de lois en matière de tutelle et de curatelle paraissent d'ailleurs devoir obéir aux mêmes principes que ceux qui ont été précédemment développés à propos du mariage et du divorce. Il semble, d'après l'allure générale des textes qui réglementent ces institutions, que le législateur soviétique les a considérées comme étant d'ordre public. Toute une série de conséquences doivent découler de cette considération. Les conditions de forme de la tutelle qui, sans contestation possible, seront soumises à la loi soviétique, ainsi que les questions de procédure, ne

seront pas les seules à échapper à l'empire de la loi nationale des mineurs. Les questions de pur fond, telles que l'âge où la tutelle est transformée en curatelle et celui où la curatelle disparaît, seront elles-mêmes réglementées par la loi soviétique.

Tel n'est pas, il est vrai, le système de droit international privé appliqué en France. En effet, la condition des mineurs étrangers en France est régie, en ce qui concerne la tutelle, par deux principes qui paraissent se dégager avec précision de la jurisprudence.

D'une part, le magistrat du lieu de résidence des mineurs étrangers en France a le droit de prendre les mesures provisoires commandées par l'intérêt de l'enfant. Il le fera à la demande des parents du mineur ou de son consul. Il pourra agir aussi de sa propre initiative⁽⁸⁾.

Bien entendu, la procédure est réglée par la loi française.

D'autre part, réserve faite de la possibilité de prendre ces mesures, la tutelle de l'enfant sera organisée conformément aux lois de son pays d'origine et au statut personnel de l'enfant.

Une fois cette œuvre d'organisation accomplie, le tuteur provisoire français devra remettre aux mains du tuteur désigné par les autorités nationales du mineur la gestion des affaires tutélaires. Le Tribunal de la Seine en a décidé ainsi dans l'affaire Buxton, où il s'agissait d'un mineur anglais⁽⁹⁾.

Bien que d'après la « common law » les pouvoirs du tuteur anglais du mineur Buxton fussent purement territo-

(8) Cour de Paris, 5 déc. 1912, *Clunet*, 1913, p. 616.

(9) 6 août 1885, *Clunet*, 1885, p. 563.

riaux et limités à l'Angleterre, le Tribunal décida que le tuteur provisoire qu'il avait nommé en France devait remettre au tuteur anglais, nommé en Angleterre, selon la loi nationale du mineur, la défense de ses intérêts.

Sans doute la loi française admet qu'elle doit s'appliquer lorsque ni les parents, ni le consul, ni les autorités nationales du mineur ne se préoccupent de lui donner un tuteur. La loi française prend alors le mineur étranger sous sa protection et organise en sa faveur une tutelle conçue d'après les principes de la loi française, mais qui n'aura, il est vrai, qu'un caractère provisoire⁽¹⁰⁾.

Les tribunaux français reconnaissent, d'ailleurs, communément, que l'intérêt du mineur, autant au moins que celui du tuteur, nécessite l'application, en ce qui concerne la nomination du tuteur et son administration, de la loi nationale du mineur⁽¹¹⁾.

Sans doute existe-t-il, même en droit français, des difficultés sur le point de savoir si, par exemple, les questions relatives aux immeubles appartenant à un mineur ne devaient pas être régies par la loi française. Sans doute aussi, toutes les fois que les questions de pure forme et de procédure toucheront au fond du droit, y aura-t-il lieu de se demander si la loi française est entièrement compétente et s'il ne faut pas faire une place à la loi nationale du mineur. Mais, malgré toutes ces difficultés de détails, le sys-

(10) Trib. Seine, 10 avril 1877, *Clunet*, 1878, p. 273. V. égal. Cass. civ., 19 juin 1879 (*Affaire Camps*); Trib. de Marseille, 3 août 1888 (*Veuve Faggassa*), *Clunet*, 1889, p. 943; Trib. Seine, 23 juin 1910, *Clunet*, 1911, p. 609, notes de M. Cluzel.

(11) V. Bastia, 8 déc. 1863, *Sirey*, 1864, et Cass. civ., 13 juin 1893 (*Sidi ben Kassem*), *Clunet*, 1894, p. 362; Cass. req., 10 nov. 1896; Paris, 27 juin 1888 (*de Graffenried*), *Clunet*, 1890, p. 946; Cour d'Alger, 17 juin 1909 (*Zermati*), *Rev. de droit internat. privé*, 1911, p. 401.

tème de droit international privé se dégage assez nettement en France et conclut à l'application de la loi personnelle du mineur.

On ne saurait en dire autant en Russie soviétique où peut-être on verra apparaître, avec l'extension du droit conventionnel, un système de droit international privé sanctionnant l'application de la loi nationale du mineur. Mais, en tout cas, on ne peut, d'une façon certaine et devant l'absence de jurisprudence, conclure d'ores et déjà à l'application de la loi nationale du mineur, alors que le système général de droit international privé de la loi soviétique tend, au contraire, à faire prédominer cette loi, même en matière de questions d'état.

CHAPITRE III

CONDITION DES ETRANGERS EN RUSSIE AU POINT DE VUE DES DROITS CIVILS

§ 1. — Les étrangers sujets de droit.

Le législateur soviétique a traité dans deux codes séparés les droits qu'il appelle les droits afférents à la famille et les droits civils, que l'on peut plus communément désigner sous le nom de droits patrimoniaux ou de droits résultant des obligations.

Dans le Code civil, qui est entré en application à partir du 1^{er} janvier 1923, on trouve un certain nombre de dispositions qui permettent de définir l'aspect général du système de droit international privé soviétique en ce qui concerne les droits civils protégés par la loi.

L'article 4, en effet, déclare, ainsi qu'on l'a vu, que le sexe, la race, la *nationalité*, la religion, l'origine, n'ont aucune influence sur l'étendue de la capacité civile.

La doctrine, en Russie soviétique, reconnaît les droits civils aux étrangers⁽¹⁾; Peretersky déclare en substance :

« Nous croyons que les étrangers ont la capacité civile, en tant qu'il n'y a pas de restriction.

» Le principe peut paraître trop large. En effet, dans les

(1) Peretersky, *Les tracés du droit international privé de la R. S. F. S. R.*, Moscou, 1924, p. 48 et 49.

conditions d'antagonisme actuel entre la doctrine du prolétariat et l'organisation de l'état bourgeois, il peut porter atteinte à la conception sociale russe. Cependant, cette crainte est soutenue par les dispositions des législations soviétiques. »

Ainsi donc la capacité civile est-elle reconnue aux étrangers tant qu'un texte spécial ne la restreint pas.

Les étrangers peuvent être sujets de droits ou d'obligations et leur activité ne se trouve restreinte que dans quelques cas. En voici les principaux.

D'après l'article 4 du paragraphe A du décret du Comité central exécutif panrusse et du Conseil des commissaires du peuple ⁽²⁾, il faut une autorisation spéciale pour employer le capital étranger à l'activité commerciale, industrielle et économique, c'est-à-dire que sans autorisation les étrangers n'ont pas le droit de tirer des profits qui ne seraient pas acquis par le travail. L'autorisation n'est d'ailleurs donnée que si l'on est sûr que l'entrée du capital étranger en Russie soviétique entraînera des avantages économiques et sociaux pour le pays.

L'article 4 du Code civil déclare d'ailleurs lui-même que la capacité civile n'est reconnue qu'en vue de développer les forces productrices du pays. Ce texte réserve une partie d'arbitraire considérable au Gouvernement soviétique, qui pourra librement restreindre la capacité d'une personne s'il estime que son activité est contraire aux intérêts économiques du pays.

L'article 1^{er} du Code civil, qui est de portée plus générale encore, déclare lui aussi que les droits civils ne sont protégés par la loi que dans le cas où ils ne sont pas exer-

(2) *Recueil des décrets*, 1923, n° 246.

cés dans un but contraire à leur destination économique et sociale. L'article 4 du Code de procédure civile laisse aux tribunaux le droit d'apprécier très largement dans chaque hypothèse si la destination économique et sociale du droit est bien observée.

Enfin, un décret du 29 août 1921 permet d'expulser un étranger, sans autre forme de procès, si sa manière de vivre, son activité et sa conduite sont reconnues incompatibles avec les principes en usage et la façon de vivre ayant cours dans l'Etat des ouvriers et des paysans.

Il faut remarquer d'ailleurs que l'existence de traités qui seraient passés par l'U. R. S. S. avec le pays dont l'étranger ressortit ne modifierait pas sensiblement sa situation, car les autorités soviétiques se réserveraient toujours le droit d'intervenir toutes les fois qu'elles estimeraient que l'activité de l'étranger devient gênante. Un autre auteur⁽³⁾ va même jusqu'à déclarer que les étrangers n'ont la capacité civile en Russie que s'il est bien certain qu'ils participent au développement des forces productrices du pays de la façon désirée par les Soviets.

§ 2. — Objet des droits patrimoniaux des étrangers en Russie.

Les étrangers qui sont sujets de droit en Russie soviétique de la façon ci-dessus indiquée peuvent exercer leurs droits sur un certain nombre d'objets que la loi soviétique prend le soin d'énumérer dans les articles 22 et suivants, 54 et suivants du Code civil.

Nous étudions ce texte à propos des personnes morales en Russie soviétique et de l'objet de leurs droits. Cet objet

(3) Coinbarg, *Principes*, Moscou, p. 57.

est le même que celui des personnes physiques. Nous renvoyons donc à ce passage.

§ 3. — Aperçu général.

S'il fallait esquisser un aperçu général de la condition des personnes physiques en Russie soviétique, on pourrait dire, en guise de conclusion, que l'on voit apparaître dans ce domaine encore la contradiction la plus grande entre les principes de la loi et leur réalisation concrète. Les textes semblent donner beaucoup, alors qu'en réalité ils retiennent plus encore. Ils reconnaissent la capacité civile aux étrangers et leur étendent le bénéfice de la loi soviétique en ce qui concerne le droit de la famille d'une façon plus large encore que ne le font les législations occidentales. Mais l'application de la loi et les droits qu'elle dispense ne sont donnés que sous condition. Cette condition n'est d'ailleurs pas précisée d'une façon assez nette pour pouvoir tomber sous le coup d'un contrôle judiciaire étroit. Elle est formulée d'une façon générale par l'article 1^{er} et l'article 4 du Code civil, par différents autres textes et par l'ensemble des lois soviétiques. Elle consiste à déclarer que tous les droits que concède la loi ne le sont qu'à condition qu'ils ne s'exercent pas contrairement à *leur destination économique et sociale*. Quant à trouver une précision suffisante en ce qui concerne cette destination économique et sociale, il ne faut pas y songer. C'est d'ailleurs volontairement que la loi soviétique a conservé un silence prudent sur la définition de la destination économique et sociale des droits. Elle aurait été parfois fort en peine de la préciser. Et plus souvent encore elle aurait dû changer sa définition avec les fluctuations perpétuelles des doc-

trines sociales et économiques en honneur dans la Russie des Soviets.

D'ailleurs, c'était se ménager d'une façon efficace le pouvoir arbitraire d'intervenir presque sans contrôle pour restreindre la capacité et les droits des étrangers, aussi bien que ceux des citoyens soviétiques, que d'éviter toute définition précise des causes pouvant entraîner cette immixtion dans les droits privés.

L'article 1^{er} et l'article 4 du Code civil, qui paraissent reconnaître si généreusement l'existence de droits qui n'ont rien de collectif, formulent en réalité toute une théorie des actes de gouvernement. Le Gouvernement se réserve le droit d'intervenir pour peu que les destinées économiques et sociales du peuple soviétique lui paraissent compromises par l'activité de certains étrangers qui voudraient instaurer en Russie un *modus vivendi* par trop analogue à celui en honneur dans les républiques capitalistes.

L'aveu de cette précaution prise par la loi soviétique est d'ailleurs formulé en toute naïveté par la doctrine, qui approuve la prudence du législateur assez habile et prévoyant pour n'avoir accordé des droits qu'en se ménageant la possibilité de les retirer au moment opportun.

Quoi d'étonnant dès lors que notre conclusion sur la condition des étrangers en Russie soit empreinte de quelque scepticisme. On leur reconnaît bien des droits en apparence, mais en fait à quoi sont-ils exposés : à céder à cette belle promesse, à croire, sur la foi de contrats et d'autorisations gouvernementales, qu'ils pourront, en Russie, jouir paisiblement de leurs droits et conserver le fruit de leur travail. En réalité, aucune garantie ne leur est accordée. Les autorités soviétiques, le jour où elles estimeront devoir interrompre cette activité et s'emparer des fruits

qu'elle a produits, justifieront leur action à l'aide de formules générales, en mettant en cause des entités plus ou moins fictives telles que la destination économique ou sociale du peuple. Toute spoliation, d'ailleurs, sera facilitée par le fait qu'il est extrêmement difficile d'user par représailles de mesures de coercition analogues. Si la Russie soviétique a besoin de l'entrée du capital étranger chez elle, elle en exporte en revanche fort peu autrement que pour sa propagande. Les représailles consisteront sans doute en un arrêt des relations économiques; mais il est peu probable que cet arrêt soit suffisamment général de la part de tous les pays en relation avec l'U. R. S. S. pour gêner bien considérablement l'Union des Républiques soviétiques.

Et d'autre part, les Soviets se trouvent, à cet égard, dans une sécurité presque absolue, car ils savent bien qu'il est trop difficile de les atteindre par une mesure de coercition.

Somme toute, les droits des étrangers en Russie soviétique sont ceux-là mêmes que les autorités et la loi veulent bien leur concéder; mais ils demeurent toujours soumis à l'éventualité d'un retrait et ne sont en réalité garantis que par le bon plaisir des autorités soviétiques.

Aussi n'est-il pas rare de voir les étrangers sollicités par les représentations commerciales de l'U. R. S. S. à l'étranger poser comme condition, avant de faire entrer leur capital en Russie soviétique, la création de garanties suffisantes hors du territoire soviétique, qui les couvrent en cas de changement d'humeur de la part des autorités de l'U. R. S. S.

LIVRE II

Condition des sociétés étrangères en Russie.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

Sous l'ancienne législation des tsars, la condition des sociétés étrangères en Russie était dominée par différents principes qui se trouvaient inclus dans un certain nombre d'articles du *Zvod Zakanov* ⁽¹⁾.

Le régime des sociétés en honneur dans l'Empire des tsars

(1) Le *Zvod Zakanov* est le corps des lois de l'ancien Empire russe. Il comprend de nombreux volumes divisés en articles. Chaque article correspond parfois à une loi. Les articles des lois civiles russes sur les sociétés anonymes comprenaient au *Zvod Zakanov*, t. X, 1^{re} partie, les articles 2139 à 2198. Ces textes n'étaient d'ailleurs pas les seuls, et on rencontrait dans d'autres volumes du *Zvod* d'autres textes qui concernaient la condition des sociétés russes et des sociétés étrangères. M. Joseph Pergamaint, dans son livre *De la condition des sociétés étrangères en Russie* en donne un aperçu assez complet. Pourtant, depuis la date d'édition de son ouvrage, il y a eu d'autres textes encore qui, cependant, n'ont pas changé les principes généraux établis au début du xx^e siècle par la législation tsariste.

était celui de la réglementation et du contrôle par le Gouvernement. La jurisprudence avait toujours considéré les sociétés anonymes comme des personnes morales⁽²⁾.

En ce qui concerne les sociétés étrangères, en l'absence de règles fixes et précises sur lesquelles on ait pu asseoir la nationalité et les droits des corps intellectuels de la Russie tsariste, l'usage s'était implanté de régler leur capacité et leurs conditions par des conventions spéciales conclues d'Etat à Etat.

La Russie faisait partie des pays qui ont conservé le système de l'autorisation gouvernementale. La capacité de fait des sociétés étrangères n'était, en général, pas reconnue sous le règne des tsars. Sans doute, on faisait valoir que l'autorisation du Gouvernement constituait une garantie d'intérêt public, et qu'il aurait été étrange d'accorder aux sociétés de pays étrangers des droits que ne pouvaient avoir les sociétés russes.

Dès lors, on en déduisait que les sociétés étrangères devaient être pareillement autorisées en Russie, bien que, dans leur pays d'origine, elles aient pu se constituer librement. Il fallait, de plus en plus, pour que cette reconnaissance par le Gouvernement pût être faite, qu'un traité la spécifiât et réservât, autant que possible, le régime de la réciprocité aux sociétés russes dans le territoire de l'Etat contractant. Il en résultait que les sociétés constituées dans des pays étrangers avec lesquels la Russie n'avait conclu aucune convention ne pouvaient jouir en Russie d'aucun droit⁽³⁾.

(2) Arrêt du Département civil de cassation du Sénat dirigeant, 1869, n° 434; MM. Lionel Anspach et Eugène Houbotte, *Des sociétés anonymes en droit international privé*, 1^{er} fasc., p. 12, Bruxelles, 1896.

(3) Cette solution est d'ailleurs sanctionnée par la Cour de cassation

En ce qui concerne les pays qui avaient passé des traités avec la Russie des tsars, les sociétés originaires de ces pays se trouvaient, quant à leur condition légale en Russie, soumises aux règles suivantes :

Aux termes de l'article 2139 des lois civiles russes, deux catégories de sociétés étrangères, les sociétés françaises et les sociétés belges, se voyaient octroyer la capacité d'ester en justice. L'article 2139 disait, en effet :

« Les sociétés françaises par actions et autres associations commerciales, industrielles et financières fondées en France, et appelées sociétés à responsabilité limitée, peuvent jouir en Russie de tous les droits, y compris celui d'ester en justice, à la condition de se conformer aux lois de l'Empire. Les sociétés par actions et autres associations commerciales, industrielles et financières fondées en Belgique avec l'autorisation du Gouvernement de ce pays peuvent exercer en Russie tous les droits, y compris celui d'ester en justice, du moment qu'elles se conforment aux lois de l'Empire, et sous la condition que les sociétés ou associations de même nature légitimement établies dans l'Empire soient admises à jouir des mêmes droits en Belgique. Le ministre des Affaires étrangères a le droit de conclure, avec le consentement du ministre des Finances, des conventions identiques avec d'autres puissances étrangères sans demander chaque fois l'autorisation spéciale du Conseil de l'Empire. »

Pourtant, le texte précédent, s'il reconnaît aux sociétés fondées régulièrement en France et en Belgique le droit

russe : Arrêt du Département civil de cassation, 1883, n° 44, loi du 9 novembre 1887.

V. aussi *Journal de droit civil et pénal de Saint-Petersbourg*, 1883. vol. X, où M. Miche a défendu l'opinion contraire.

d'ester en justice en Russie, ne spécifie pas si elles peuvent y exercer leur commerce ou leur industrie. Autrement dit, il leur accorde différents droits à titre de sociétés étrangères fonctionnant à l'étranger, mais reste silencieux sur le point de savoir si elles peuvent être transformées en sociétés étrangères fonctionnant en Russie. Or, il est de principe essentiel en droit international privé et public que les personnes juridiques tirent leur existence de la volonté souveraine dont elles sont la création lorsqu'il s'agit d'un pays où les personnes morales sont soumises au régime de l'autorisation. La souveraineté ne s'exerce d'ailleurs pas au delà des frontières. Il s'ensuit que les sociétés étrangères pouvaient avoir une existence légalement reconnue en Russie en vertu d'un acte de la souveraineté russe. Dès lors, les sociétés étrangères légalement constituées dans leur pays d'origine n'avaient le droit d'exercer leur commerce ou leur industrie en Russie que si elles y avaient été légalement reconnues.

Cette reconnaissance était demandée selon les formes posées par les articles 2139 à 2198 du Corps des lois russes. Elle consistait en un examen des statuts par le ministère compétent et en une approbation par le Conseil de l'Empire. Cette première formalité était suivie par une publication dans le *Bulletin des lois et décrets de l'Empire*. Différentes circulaires et quelques lois avaient précisé la procédure en ce qui concerne la reconnaissance et l'approbation des statuts des sociétés étrangères. Le Gouvernement russe avait même pris l'habitude de subordonner son autorisation à l'insertion dans les statuts de certaines clauses de style ayant trait principalement à la nomination d'un fondé de pouvoir en Russie, à une élection de domicile en Russie, à l'attribution de juridiction aux tribunaux rus-

ses, à l'observation de toutes les lois russes, et notamment des lois de police spéciales à l'industrie de la société, au paiement des impôts, etc., clauses devenues rapidement de style, et qui ressemblent d'ailleurs singulièrement à celles qu'aujourd'hui, en France, le ministère de l'Intérieur exige de certaines personnes morales de droit administratif dont les statuts doivent être approuvés par décret, et qui sont rédigés d'après les formules types établies par le ministère.

Ce système d'autorisation des sociétés, qui était en honneur en Russie au début du siècle et avait continué, avec de très légères retouches de détail, jusqu'à la révolution, devait disparaître avec l'institution du régime soviétique. La première des mesures prises par le Gouvernement nouveau fut de supprimer toutes les sociétés, aussi bien russes qu'étrangères. La question de leur autorisation et de leur reconnaissance ne se posant donc plus, ce n'est que quelques années plus tard, lorsque la période de communisme intégral et de désorganisation économique que la Russie traversa pendant les premiers temps de la révolution prit fin, qu'on songea de nouveau à se préoccuper du statut des personnes morales en Russie.

Nous devons examiner dans les chapitres suivants la condition actuelle des sociétés étrangères en Russie.

CHAPITRE II

L'EVOLUTION EN DROIT SOVIETIQUE

Le droit soviétique lui-même, depuis son apparition, est loin de présenter un ensemble de textes uniforme et intangible en ce qui concerne les personnes morales étrangères. Au début de l'ère soviétique, tout organisme économique ou juridique d'origine capitaliste était rigoureusement banni des territoires où s'était instauré le régime soviétique. C'est d'ailleurs une idée constante, dans toute polémique soviétique, que celle qui consiste à distinguer deux camps parmi les états civilisés : celui du capitalisme, et celui du socialisme.

Cette discrimination est même faite dans un texte législatif, qui n'est autre que la déclaration de formation de l'Union des républiques socialistes et soviétiques et qui fait partie de la loi organique de l'Union du 31 janvier 1924 (1).

Dans les débuts du régime communiste, alors que régnait le communisme intégral, aucune relation n'était possible avec les Etats civilisés vivant sous le régime capitaliste, mais, depuis 1922, lorsqu'on a été obligé de se préoccuper, au pays des Soviets, de rétablir le fonctionnement normal du commerce et de l'industrie, on vit réapparaître les re-

(1) V. Corps des lois, *op. cit.*

lations normales de la Russie soviétique avec d'autres Etats... Dès cet instant, l'Etat soviétique, pour favoriser la venue en Russie de sociétés étrangères destinées à participer au développement commercial ou industriel du pays, fut amené à créer un statut des personnes morales étrangères. Sans doute, dans le Code soviétique, existe-t-il certaines dispositions qui sembleraient prévoir, en termes très larges, la condition des personnes morales étrangères, mais ces dispositions, à elles seules (telles que le texte fondamental de l'article 8, remarque I), du Code civil, ne sont, malgré leur rédaction en termes très généraux, que l'expression d'une réglementation particulière.

Ils ne constituent pas, à eux seuls, le fondement de la condition des personnes morales en Russie. Depuis 1922 jusqu'à nos jours, une série de lois et de décrets est d'ailleurs intervenue pour compléter et préciser le statut des personnes morales.

Dans l'étude d'ensemble que nous nous proposons de faire, il sera parfois difficile d'établir la discrimination juridique qui se dégage de ces textes entre différents types de sociétés classées soit d'après leur but, soit d'après les formalités qu'elles ont accomplies auprès des pouvoirs soviétiques, soit enfin d'après les traités qui lient l'U. R. S. S. aux Etats dont ces personnes morales sont originaires.

Les auteurs, aussi bien ceux qui ont publié des études en France que ceux qui ont écrit en Russie, ont d'ailleurs fort bien dit qu'il ne fallait jamais perdre de vue « que le rétablissement des relations avec les Etats capitalistes n'était que la soumission à la nécessité économique et que l'application de la loi étrangère était la conséquence des nécessités de l'heure. L'Etat ne doit entretenir des relations,

même à contre-cœur, avec des pays capitalistes, que dans une limite très stricte » (2).

Il nous faut maintenant mettre le lecteur en garde contre une idée à laquelle il pourrait être tout naturellement amené à se rallier lorsque nous ferons le commentaire des textes de droit positif soviétique réglementant la condition des personnes morales étrangères en Russie.

Il semblerait, d'après la lettre de ces textes, que ces personnes morales jouissent en Russie d'une capacité très grande, et, pour peu qu'elles se soient conformées aux formalités dictées par l'Etat soviétique, de la faculté d'exercer librement leur commerce et leur industrie d'une façon qui ressemblerait étrangement à l'exercice de leur activité dans un Etat capitaliste.

Sans doute, si tel est l'enseignement de ces textes, il convient d'insister tout particulièrement sur le peu de crédit que la réalité, en Russie, accorde à ces déductions purement juridiques et législatives. En effet, le régime soviétique, même de nos jours, ne présente pas encore une communauté de droit suffisante avec celui des Etats civilisés de l'Europe. Dès lors, le fonctionnement des sociétés étrangères en Russie, malgré la protection que semblent accorder certains textes de lois, se heurte en pratique à toutes sortes de difficultés, qui proviennent de l'atmosphère et de l'état social même dans lequel ces sociétés sont appelées à exercer leur activité.

Pourtant, l'évolution qui, au lendemain de la période de communisme militaire et de l'institution de la NEP (nouvelle politique économique), a fait admettre à nouveau dans la Russie soviétique la notion de droit subjectif, semblerait

(2) Stopnitsky, *Etude de droit international privé soviétique*, Sirey 1928, p. 15; Pereterski, *op. cit.*, p. 18, 103, etc.

devoir conduire les Soviets à reconnaître de plus en plus le fonctionnement des sociétés étrangères. Si tel paraît être, en effet, l'objectif lointain que la législation soviétique poursuit presque à son insu, ce but semble, néanmoins, loin d'être atteint de nos jours. Le droit subjectif consacré par le Code civil soviétique mis en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1923 n'a ni la même étendue ni le même fondement que les droits subjectifs des législations occidentales.

Il semblerait même, qu'à proprement parler, bien souvent alors qu'on serait tenté d'employer le terme de droit subjectif, il vaille mieux user, au contraire, du terme de droit collectif, forme de droit qui se trouve à la base même de la structure juridique de la société soviétique actuelle. Le droit subjectif semble jouer un rôle assez effacé, alors, au contraire, qu'on y rencontre de façon constante l'idée d'un droit fondé sur la considération de collectivités plus ou moins importantes. Le régime de la cellule semble bien être celui que l'on rencontre dans toute étude profonde de la société soviétique. A vrai dire, il n'y aurait là rien de bien surprenant, car, somme toute, les Soviets, qui se prétendent être fort en avance sur les législations occidentales, n'ont, en réalité, légiféré que de façon extrêmement superficielle.

Leur Code rappelle beaucoup, par la façon dont il est conçu, de vieilles lois du moyen âge. Sans doute les termes employés par les Codes russes actuels sont plus savants, ils prévoient l'existence d'institutions juridiques du droit moderne nées, pour la plupart, de l'évolution de la connaissance humaine au cours de ces derniers siècles. Ils parlent d'organisations économiques et industrielles, prévoient le régime des mines, n'ignorent point la personnalité morale des sociétés, mais, en réalité, il semblerait

que ces mots ne correspondent pas dans l'esprit du législateur soviétique à une connaissance profonde et certaine des institutions qu'ils représentent.

Le législateur a réglé la condition des personnes, des biens, des organismes économiques à la façon dont on les aurait étudiés si, par l'effet d'une fiction, on se trouvait transporté au moyen âge et qu'on eût à les faire envisager par des hommes ayant la même mentalité que les gens qui pouvaient vivre en l'an 800 ou 1000. On est étonné de voir certaines naïvetés et, d'une façon générale, une légèreté de conception qui, d'un Code voulant être celui du progrès, ont fait des lois bonnes tout au plus pour des primitifs et que la nécessité constante d'une vie de plus en plus intense forcera à remanier profondément tôt ou tard, pour en revenir finalement à un ensemble de textes législatifs étrangement voisins de ceux des Etats capitalistes.

On voit, en matière de droit international privé et plus particulièrement en ce qui concerne la condition des personnes morales en Russie soviétique, l'illustration de cette idée. Sans doute, arrive-t-il fréquemment aux Soviets, lorsqu'ils admettent, — malgré eux, il faut le reconnaître, — l'introduction dans le paradis soviétique de quelques-unes de ces odieuses institutions capitalistes, de couvrir leurs réformes par des raisons toutes empreintes du plus pur marxisme.

La reconnaissance légale des rapports privés n'aurait, d'après le Code civil soviétique, qu'un seul but, à savoir le développement des forces productives du pays⁽³⁾.

Les rapports privés ne sont pas protégés par la loi s'ils

(3) Art. 4 C. civ. de la R. S. F. S. R. V. égal. une étude de la *Revue des Deux-Mondes* du 13 avril 1927, intitulée *Le bolchevisme et l'héritage romain*.

sont exercés en sens contraire de leur destination économique (4). L'Etat étant un Etat ouvrier paysan, il se réserve le droit de changer l'étendue des droits subjectifs qu'il a institués dans ses Codes récents, et même de les annuler complètement s'ils paraissent contraires à la destination économique de la collectivité qui se trouve au sommet de la pyramide, et qui n'est autre que l'Union des républiques soviétiques et socialistes elle-même.

Mais, quelque conciliantes et quelque rassurantes que soient ces affirmations pour des communistes qui tiennent à conserver la pureté de leurs principes du début, elles cachent, en réalité, une véritable abdication du communisme. Elles constituent par elles-mêmes des assertions trop vagues pour être jamais dotées d'une sanction légalement réglementée dans la réalité.

A vrai dire, ces dispositions paraissent être uniquement une mesure de temporisation, et, en même temps, une sauvegarde pour l'avenir, lorsque le régime soviétique éprouvera le besoin de recourir à l'arbitraire pour se maintenir.

Elles constituent une temporisation parce que, selon une méthode humaine dont les Soviets n'ont pas l'exclusivité, elle est l'expression du procédé qui consiste à affirmer avec énergie un principe, alors que la disposition effective que l'on édicte en même temps constitue la plus flagrante violation du principe ainsi affirmé. Et, d'autre part, elle permettra, à l'avenir, un jour où les dirigeants soviétiques éprouveront à nouveau le besoin de faire disparaître certains droits subjectifs, soit qu'ils leur paraissent gênants, soit, au contraire, et plus simplement, qu'il leur semble

(4) Art. 1^{er} C. civ.

profitable de les faire disparaître, de couvrir leurs actes inéquitables d'un semblant de légalité.

En ce qui concerne la condition des personnes morales étrangères en Russie, le processus suivi par les Soviets est entièrement calqué sur celui qu'ils ont parcouru lorsqu'ils ont eu à examiner la question de droits subjectifs des personnes physiques ordinaires. L'état de dénuement économique complet où la révolution bolcheviste a jeté la Russie nécessitait, au lendemain de l'instauration définitive du régime, un effort de reconstitution dont les Soviets ont compris l'importance primordiale. Ne pouvant, par leurs propres moyens, arriver à refaire ce qu'ils avaient défait avec tant d'acharnement, ils durent, comme tous les Etats petits ou grands qui traversent des périodes d'anarchie et voient apparaître, après de longues années de chaos social, un semblant de prospérité et de stabilité, avoir recours à l'aide étrangère. Pourtant, la spoliation et les mesures arbitraires dont les étrangers avaient été victimes en Russie ne semblaient pas devoir favoriser un retour bénévole et volontaire de ceux que les Soviets chassaient, contrairement même à leurs propres intérêts. Aussi était-il nécessaire, par une législation spéciale, d'accorder aux sociétés étrangères, du moins sur le papier, des faveurs et une protection telles que le risque ne parût pas trop grand aux capitalistes étrangers qui essayèrent de redonner à la Russie l'activité industrielle et commerciale qui lui était nécessaire.

Il nous faudra déterminer tout d'abord ce que l'on entend par société étrangère en Russie, étudier la condition des sociétés qui ne bénéficient nullement d'un contrat de concession et de celles, au contraire, qui en sont dotées, par l'objet qu'elles peuvent se proposer, les formalités qu'elles doivent accomplir et les pouvoirs qui leur sont réservés.

CHAPITRE III

LE CRITERIUM D'EXTRANEITE DES SOCIETES EN RUSSIE

Si difficile qu'il soit de découvrir dans l'ensemble très souvent désordonné des lois et des décrets soviétiques le texte qui établit le principe général de l'institution, il semble, néanmoins, qu'en matière de sociétés étrangères le texte fondamental qui détermine la discrimination entre les sociétés soviétiques et celles d'une nationalité différente soit une instruction du Comité central exécutif russe et du Conseil des commissaires du peuple du 12 avril 1923 (1). Cette instruction, rédigée en termes assez clairs, commence par établir une séparation formelle entre les sociétés étrangères et les sociétés soviétiques, puis, dans son article 1^{er}, figure un passage qui pourrait servir de définition de la société étrangère. Selon la conception du droit international privé, par société étrangère, il faut entendre, dit l'Instruction, toutes les entreprises, *soit personnelles*, c'est-à-dire appartenant à une seule personne, *soit collectives*, sociétés en nom collectif, sociétés en commandite, sociétés par actions, etc., qui sont fondées en dehors de la frontière de la R. S. F. S. R. et qui ont accompli toutes les formalités juridiques nécessaires pour obtenir le droit d'exercer le commerce dans leur pays, par exemple, appro-

(1) *Recueil des lois* 1923, n° 43, art. 464.

bation des statuts des sociétés par actions, s'il s'agit d'un pays où ces statuts doivent être approuvés, enregistrement des entreprises, première déclaration de la patente professionnelle, etc.

Ainsi donc, selon ce texte, le critérium de la nationalité d'une société résiderait dans la considération du lieu de sa fondation.

Le lieu de la naissance de la société déterminera par conséquent sa nationalité. La loi soviétique ne paraît pas soupçonner d'autres considérations, que les législations des puissances occidentales se préoccupent de plus en plus de mettre en relief. En effet, il n'est question nulle part dans les lois soviétiques de la nationalité des membres qui composent la société, de celle des personnes qui la dirigent, de celle aussi du capital qui l'alimente. On ne tient pas non plus compte du lieu où s'exerce l'activité de la société. Dès lors, il suffit, pour qu'une société soit étrangère au sens de la loi soviétique, que les statuts de la société et son siège social se trouvent en un pays étranger sans que rien dans son activité, dans la composition de son capital et dans la nationalité de ses membres, ne vienne confirmer cette nationalité purement conventionnelle; et même, en poussant l'hypothèse jusqu'à cette extrême limite, on devra déclarer qu'une société fondée à l'étranger par des Russes, avec des capitaux russes, devrait être considérée en Russie soviétique comme étrangère, puisque le lieu de la fondation de la société doit seul être pris en considération au point de vue de la nationalité.

Ceci confirme l'idée que nous émettions plus haut au sujet du caractère un peu primitif et désordonné de la loi soviétique. Les Codes de l'U. R. S. S. sont très en retard sur les lois des pays civilisés. Il est probable que, sur ce

point encore, nous assisterons à une évolution, et que, ultérieurement, les Soviets, pour déterminer la nationalité d'une personne morale, ne considéreront plus seulement le lieu de fondation purement arbitraire, bien souvent, mais celui de la principale activité, et surtout tiendront compte de la nationalité des personnes qui composent la société et de celle du capital dont elle dispose ⁽²⁾.

Quoi qu'il en soit de ces considérations sur l'avenir du droit des personnes morales en droit soviétique, si on s'en tient aux textes positifs de la loi, le seul critérium d'extranéité dont on doive tenir compte est celui du lieu de la fondation de la société.

On peut prévoir une complication qui viendra parfois rendre la question plus difficile. Lorsqu'il s'agira de déterminer le lieu de fondation d'une société, il se peut qu'une société ait été primitivement fondée en Russie, puis ait émigré dans un pays étranger, la France, par exemple, et que, de nouveau, elle désire par la suite étendre son activité en Russie soviétique.

Faudra-t-il, en pareille matière, faire une exception pour elle, et, tenant compte de sa nationalité primitive, déclarer que cette société ne doit pas être considérée comme étant absolument étrangère. En l'état actuel des choses, il semblerait, au contraire, que cette considération, loin de favoriser l'admission de la société en Russie, soit de nature à lui fermer les frontières, car les Soviets se méfient des sociétés qui, au moment de l'institution du régime révolutionnaire, ont émigré à l'étranger et prétendent mainte-

(2) Sur la nationalité des sociétés et sur les critères récents que la doctrine et la jurisprudence considèrent en France, V. Pillet, *Les personnes morales en droit international privé*, p. 118 et s.; Leven, *La nationalité des sociétés*, Sirey, 1914.

nant retourner en Russie. Méfiance ou désir de représailles, peut-être ! Ce qui est certain, c'est que ce genre de sociétés se verra plus rigoureusement traité que les autres, et qu'en tout cas, au point de vue de la nationalité, elles ne sauront prétendre un seul instant à une sorte de réintégration dans leur nationalité d'origine; bien au contraire, très souvent elles se trouveront en conflit avec les pouvoirs publics soviétiques, qui invoqueront, à leur rencontre, les décrets de nationalisation pour essayer, dès que ces sociétés se trouveront à nouveau dans un territoire où la loi russe peut s'appliquer librement, de s'emparer des biens qui avaient été distraits à l'emprise soviétique au moment de la révolution.

Il y a lieu également de faire une remarque qui, sans entrer dans le cadre de notre étude, permet d'illustrer d'une façon saisissante la souplesse juridique presque intuitive que les Soviets ont parfois manifestée lorsqu'il s'agissait de la propagande et des intérêts de leur régime. Voulant autant que possible profiter du bienfait des législations occidentales et surtout de leur activité industrielle et économique, les Soviets ont organisé auprès des légations en pays étrangers des sortes de représentations commerciales fonctionnant dans le pays même et ayant un statut analogue à celui des entreprises de commerce ordinaires qui travailleraient, non pas dans l'intérêt d'un particulier, mais dans l'intérêt de l'Etat.

Nous avons vu, en étudiant le régime des personnes morales soviétiques en France, que cette représentation commerciale des Soviets devait, aux termes d'une jurisprudence de plus en plus ferme, se conformer aux dispositions qui régissent en France la profession de commerçant. Peut-être les Soviets ont-ils eu inconsciemment l'idée de

créer ainsi un organisme suffisamment souple pour pouvoir bénéficier de la protection que le commerce et l'industrie rencontrent en pays civilisés.

Sans doute, ont-ils essayé, au cours des différents procès qui ont eu lieu à ce sujet, de soutenir que cette représentation commerciale soviétique était nuancée d'un caractère politique accentué et qu'elle devait, de ce chef, être exempte de certaines obligations et de certains impôts afférents à la profession de commerçant. Mais il faut avoir soin de préciser que cette controverse, si elle a trait au fonctionnement de cette représentation commerciale, ne porte pas atteinte au principe dont les Soviets ont parfaitement senti l'intérêt, à savoir : créer en pays étranger un organisme doté d'une souplesse suffisante pour pouvoir fonctionner dans un but d'état avec toute la liberté et la protection que les législations occidentales reconnaissent aux entreprises privées.

Si l'on considère, au contraire, une institution du même genre qui serait créée en Russie par les puissances étrangères désireuses d'y défendre leurs intérêts économiques, on s'apercevrait bien vite que la réciprocité en cette matière n'est qu'un vain mot.

Il semblerait que, si des puissances étrangères fondaient un organisme en Russie même, elles pourraient songer à bénéficier de toute la protection accordée aux personnes morales soviétiques. Nous croyons pourtant qu'il n'en est rien, car les lois soviétiques, comme toutes les lois révolutionnaires, comportent, avec l'affirmation de principes très larges, la réserve d'une part d'arbitraire qui permet aux pouvoirs publics d'écarter l'application de ces principes toutes les fois qu'ils leur paraissent gênants.

En ce qui concerne la question de nationalité des socié-

tés, si le droit commun se trouve fixé par un texte purement réglementaire, il est pourtant, à l'égard de certains pays, un régime particulier de droit conventionnel fondé sur des traités qui déterminent de façon spéciale les statuts des sociétés étrangères appartenant à ce pays et, même, tiennent compte de certaines considérations autres que le lieu de fondation au point de vue de la détermination de la nationalité (3).

(3) V. *infra*.

CHAPITRE IV

DIFFERENTES CATEGORIES DE PERSONNES MORALES ETRANGERES EN RUSSIE

Le droit soviétique, dans la phase actuelle de son évolution, ne semble pas encore faire de différenciation parmi les personnes morales qui ont un intérêt pécuniaire et celles qui, au contraire, ne recherchent qu'un but purement moral, autrement dit, la distinction entre les sociétés et les associations ou d'autres organismes dotés de la personnalité juridique telles que les fondations ne paraît pas exister en droit soviétique. Il n'est pas impossible que l'on voie apparaître sous peu cette discrimination nécessaire entre des organismes appelés uniquement à participer à la vie industrielle et commerciale et ceux qui, au contraire, ont leur activité dirigée vers des buts désintéressés d'ordre politique, moral ou professionnel.

Aussi bien, on peut comprendre jusqu'à un certain point cette absence de distinction dans la législation soviétique entre la société et l'association.

Si l'on considère que, dans l'U. R. S. S., les organismes qui, dans d'autres pays, seraient des associations professionnelles, politiques ou de bienfaisance, s'occupent en même temps d'intérêts économiques commerciaux ou industriels, il semblerait que le régime d'étatisme qui a poussé les collectivités en Russie à faire du commerce et de

l'industrie ait empiété sur toutes choses et que, jusque dans le domaine juridique, on ait voulu faire abstraction d'une distinction entre l'intérêt pécuniaire et l'intérêt moral.

Au point de vue des sociétés étrangères, la seule distinction que l'on ait à faire et qui se dégage d'ailleurs des remarques ajoutées à l'article 8 de la loi d'introduction du Code civil est celle qui consiste à distinguer parmi les sociétés étrangères celles qui ont acquis la personnalité juridique par une autorisation spéciale du Gouvernement et celles qui, au contraire, n'ont pas obtenu cette faveur. Les remarques I et II de l'article 8 de la loi d'introduction du Code civil sont ainsi conçues :

REMARQUE I. — Les sociétés par actions étrangères, les sociétés ordinaires, etc., étrangères n'acquièrent le droit à la personnalité juridique dans la R. S. F. S. R. que par une autorisation spéciale du Gouvernement.

REMARQUE II. — Les personnes juridiques étrangères qui n'ont pas l'autorisation d'effectuer des opérations dans la R. S. F. S. R. ne jouissent du droit à la protection judiciaire dans la R. S. F. S. R. que pour les prétentions surgies hors du territoire R. S. F. S. R. contre les défendeurs domiciliés sur son territoire, et ce, sur les bases de la réciprocité ⁽¹⁾

Il faut donc distinguer parmi les sociétés étrangères celles qui ont en Russie une activité très large et organisée juridiquement à la suite d'un décret de concession qui leur aurait été accordé par le Gouvernement soviétique et celles qui, au contraire, ne peuvent, en Russie, exercer leur activité propre dans le domaine commercial et industriel, mais qui, lorsqu'un litige surgit hors du territoire et doit

(1) V. Makaroff, *Principes de droit international privé*, Moscou, 1924.

être porté devant un tribunal soviétique, auront le droit d'ester en justice à condition que, dans leur pays d'origine, les personnes morales soviétiques aient, par réciprocité, le même droit.

Nous verrons dans les chapitres ultérieurs quelle est la physionomie propre, la capacité et les pouvoirs de chacune de ces différentes sociétés en Russie. Dans ces développements préliminaires, il convient, cependant, d'indiquer de façon très nette quelques-unes des principales différences qui existent entre elles. La société sans concession n'a pas d'existence officielle, de siège ni de biens en Russie même. Elle n'exerce pas dans le pays une activité intéressée ou désintéressée, elle ne participe jamais à la vie sociale, elle est étrangère, et reste considérée toujours comme étant étrangère. Son existence en Russie ne se manifeste que dans l'hypothèse où elle a agi en justice pour des conflits d'une nature déterminée et selon des règles de droit international privé que la remarque II de l'article 8 a soin de préciser.

La reconnaissance légale de ce genre de sociétés est donc strictement limitée à leur pouvoir d'ester en justice, et ne s'est imposée à la loi soviétique que dans un but de réciprocité non dissimulé. Le Gouvernement soviétique a voulu, en effet, pouvoir compter, dans les pays étrangers, sur une faculté identique toutes les fois qu'une personne morale soviétique aurait, par suite d'un conflit international, à agir en justice devant des tribunaux étrangers.

Il fallait, en effet, si on voulait que l'action des sociétés soviétiques fût recevable, que, par voie de réciprocité, on reconnût en Russie un droit identique aux sociétés étrangères, mais il faut avoir soin de préciser dès maintenant que la faculté d'ester en justice devant les tribunaux sovié-

tiques, accordée aux sociétés étrangères, n'implique nullement l'autorisation de faire naître en Russie même les droits qu'elles prétendent défendre devant les juridictions soviétiques.

Au contraire, pour les sociétés bénéficiant d'une concession, le régime est tout différent. Elles sont admises et acceptées par le Gouvernement soviétique. Elles ont l'autorisation d'exercer leur activité industrielle ou économique en Russie. Il va de soi qu'elles pourront agir en justice, et non seulement pour des droits nés hors de Russie, mais encore pour des conflits survenus sur le territoire de l'U. R. S. S. même et impliquant des rapports de droit, non seulement avec les sujets soviétiques, mais aussi avec d'autres étrangers se trouvant dans l'U. R. S. S. Sans doute, ce dernier point ne résulte pas de façon expresse du texte des deux remarques précitées, mais il semble être la déduction logique, très rigoureuse, que l'on peut faire en commentant la portée de ces deux remarques.

Il nous faudra successivement examiner la situation de sociétés sans concession en Russie, situation qui, en réalité, peut être étudiée très brièvement, puis, dans une série de paragraphes d'une étendue beaucoup plus considérable, examiner la condition en Russie des sociétés étrangères ayant bénéficié d'un décret de concession.

CHAPITRE V

LES SOCIÉTÉS SANS CONCESSION

La remarque II de l'article 8 de la loi d'introduction du Code civil fournit à cet égard les dispositions légales qui régissent la condition légale en Russie des sociétés étrangères n'ayant pas obtenu de décret de concession. Il est peut-être exagéré de parler de condition légale, alors que cette remarque de l'article 8 semble, au contraire, la leur contester et ne leur reconnaître actuellement que le droit d'ester en Russie pour une catégorie particulière de litiges, et dans des conditions déterminées.

Si l'on doit se prononcer au point de vue de leur condition légale, on peut dire que ces sociétés étrangères sans concession n'ont, en Russie, qu'une *existence de fait*, qui se manifeste à l'occasion des litiges qu'elles pourraient avoir à soutenir devant les tribunaux soviétiques. Elles n'ont pas, en principe, le droit de se mêler à la vie active commerciale ou industrielle de la Russie. Elles demeurent purement étrangères et n'ont pas ce semblant de naturalisation que des sociétés étrangères reconnues par décret obtiennent forcément.

Les conditions de la recevabilité d'une action en justice de la part de ces sociétés semblent être assez rigoureusement indiquées par la remarque II de l'article 8.

Il faut, en effet :

1° Qu'il s'agisse d'une société étrangère ayant un litige à l'occasion d'opérations nées hors du territoire;

2° Que le défendeur contre lequel elle agit se trouve en Russie;

3° Qu'enfin, il existe dans son pays d'origine un régime de réciprocité de nature à permettre à une société soviétique d'agir pareillement en justice dans ce pays.

§ 1^{er}. — La première de ces conditions se conçoit aisément. Les sociétés non pourvues d'un décret de concession ne devant avoir, en Russie, aucune existence officielle, il n'était pas permis au législateur de supposer que le litige qu'elles auraient à soumettre à la connaissance des tribunaux soviétiques serait né à l'occasion d'un acte ou d'un droit réalisés sur le territoire soviétique lui-même. Il était donc parfaitement normal que le législateur soviétique n'admette la compétence de ses tribunaux que pour des actes et des contrats dont l'accomplissement avait eu lieu hors du territoire. Néanmoins, on pourrait se demander ce qu'il faut entendre exactement par un conflit né hors du territoire. Il est parfois difficile, surtout en droit international privé, de localiser un lien de droit ou un fait générateur de droit.

Il peut arriver, en effet, que la société étrangère ait eu à passer un contrat par correspondance avec un organisme se trouvant en Russie. Alors se posera la question de savoir à quel lieu précis le contrat a été effectivement réalisé. C'est là une des difficultés du droit international privé actuel, et on sait qu'il existe sur ce point de nombreux systèmes de détermination du lieu de réalisation du contrat.

De nombreuses hypothèses peuvent être envisagées. La

première serait celle qui consisterait à imaginer une avarie subie par des marchandises expédiées par des sociétés étrangères et qui viendraient à être égarées, ou perdues, ou détériorées sur le territoire soviétique par un organisme d'Etat ou même par des particuliers.

Dès lors, il semble bien que les termes de la remarque II de la loi d'introduction du Code civil soient trop étroits. Il est vrai que cette remarque employant les termes de « prétentions surgies hors du territoire de la R. S. F. S. R. et visant des défendeurs domiciliés sur son territoire », il reste à déterminer le critérium d'après lequel une prétention pourrait être considérée comme ayant surgi en un lieu plus qu'en un autre. Faudra-t-il dire que le lieu de naissance de la prétention est le lieu où se trouve celui qui la formule, ou bien le lieu où s'est accompli l'acte juridique qui la modifie, ou, enfin, le lieu où s'est produit la faute qui a entraîné une action en justice ?

On a bien des raisons de déclarer que les Codes soviétiques manquent de clarté et que les dispositions qu'ils contiennent sous un aspect très schématique sont, en réalité, très incomplètes.

Il sera nécessaire à la jurisprudence soviétique, et au législateur lui-même, de venir ultérieurement expliquer les termes obscurs qui figurent dans ses lois. A vrai dire, cette obscurité provient surtout d'une ignorance complète des questions les plus élémentaires du droit international privé, car, en écrivant la remarque II de l'article 8, ses auteurs se sont certainement figuré énoncer une règle très simple et accessible à la compréhension de tous, alors qu'en réalité ils ont, à la légère, abordé sans s'en douter le gros problème qui consiste à savoir quel est le lieu de localisation des liens de droit.

Nous avons fait ici œuvre de commentateur en indiquant les difficultés d'application auxquelles les sociétés étrangères se heurteraient en pratique, alors qu'elles prétendraient agir en justice pour une prétention surgie hors du territoire. Mais, en fait, le juge soviétique conservera un pouvoir souverain d'appréciation et déterminera à sa guise si une prétention peut être considérée comme ayant une source extra-territoriale, ou, au contraire, comme étant née dans le territoire.

Il est à craindre qu'il se montre opportuniste en cette circonstance et fasse, parmi les prétentions exposées devant lui, une discrimination fondée non pas tellement sur le droit et l'équité, mais sur la bonne compréhension des intérêts soviétiques. Il est tout aussi probable, d'ailleurs, que la tendance opposée arrive à prédominer, que la jurisprudence fasse une application très large du texte que nous venons de commenter et considère comme litiges surgis hors du territoire tous ceux où figure, à titre d'élément extra-territorial, une société étrangère ne bénéficiant pas d'une concession en Russie.

§ 2. — La seconde condition posée par la remarque II mérite également l'attention du commentateur. Elle est d'ailleurs, au point de vue international privé, plus importante que la première, et c'est sur elle que les gouvernements intéressés auront leur attention attirée par les sociétés étrangères désireuses de bénéficier en Russie soviétique de la protection judiciaire.

Cette seconde condition se trouve modestement exprimée dans les derniers termes de la remarque II. Le droit d'ester en justice pour les personnes morales étrangères ne bénéficiant pas d'une concession n'est accordé « que sur les ba-

ses de la réciprocité ». Le législateur soviétique n'a pas pris le soin de dire à quelle réciprocité il faisait exactement allusion, si c'était à la réciprocité légale résultant des dispositions des législations occidentales, ou s'il s'agissait, au contraire, d'une réciprocité conventionnelle qui aurait été consentie par des traités.

Nous croyons, à vrai dire, que l'on doit adopter aussi bien l'une que l'autre façon de concevoir cette réciprocité. Ce qui nous y autorise, c'est l'ensemble de la situation qui est faite en Russie aux sociétés italiennes auxquelles les pouvoirs soviétiques accordent le droit d'ester en justice, parce que, d'après l'article 230 du Code de commerce italien, toutes les sociétés étrangères, et, par conséquent, les sociétés russes aussi, ont accès devant les tribunaux italiens. C'est là un exemple de réciprocité légale que les tribunaux soviétiques ont aisément admis.

D'ailleurs, en ce qui concerne l'Italie, le traité commercial passé entre l'U. R. S. S. et l'Italie, le 7 février 1924, prévoit expressément une clause de réciprocité en ce qui concerne la compétence judiciaire des tribunaux de chacun des pays, dans les litiges où les ressortissants du pays contractant se trouveraient figurer.

Il semblerait, en considérant cet exemple, que toutes les fois que le Gouvernement soviétique en a l'occasion, à propos d'un traité conclu avec une puissance étrangère, il soit de son intérêt, malgré les dispositions de la remarque II de l'article 8 précité, d'insérer une clause expresse de réciprocité judiciaire. En ce qui concerne plus particulièrement la situation des Français en Russie, il n'existe pas à cet égard de documents bien certains, et il faut prendre en considération la législation des deux pays intéressés. Si on se réfère à l'article II du Code civil français, on voit que

l'étranger jouira, en France, des mêmes droits civils que ceux qui seront accordés aux Français par les traités de la nation à laquelle cet étranger appartiendra. A s'en tenir à ce texte, les sociétés étrangères jouiraient des mêmes droits — y compris celui de soumettre leurs litiges aux tribunaux français — que les traités passés avec le Gouvernement de l'U. R. S. S. permettraient aux Français et aux sociétés françaises d'invoquer en Russie. La difficulté consiste dans le point de savoir si la remarque II de l'article 8 du Code civil soviétique, qui permet aux sociétés étrangères d'ester en justice en Russie, peut être considérée comme une disposition entrant dans le cadre de celles que prévoit l'article II du Code civil français.

Ce Code accorde aux étrangers la jouissance des droits qui sont accordés par réciprocité dans le pays dont l'étranger est originaire, mais à condition que ces droits résultent d'un traité.

Que faudra-t-il dire lorsqu'au contraire ces droits résultent d'une disposition légale et, ce qui est plus grave, lorsque cette disposition légale elle-même comporte une réserve tirée précisément d'une condition de réciprocité ?

Nous voyons ici comme une application nouvelle sous une forme assez délicate de la théorie du renvoi. Chacune des deux législations en présence veut bien accorder aux ressortissants du pays intéressé la jouissance de leurs droits, mais à condition que ces droits soient pareillement reconnus dans l'autre pays.

On pourrait répondre : les sociétés françaises doivent avoir le droit de plaider en Russie, puisque, par réciprocité, ce droit sera aussitôt reconnu aux sociétés russes se trouvant en France. Il subsiste cependant une dernière difficulté, qui réside dans la façon dont les deux législations

intéressées envisagent la source des droits qu'elles reconnaissent aux étrangers. Alors que la législation russe emploie les termes de réciprocité sans spécifier de quelle façon exacte cette réciprocité sera accordée, par traité ou par une loi intérieure, le Code civil français, au contraire, écarte la réciprocité purement légale et vise expressément la réciprocité conventionnelle résultant « des traités de la nation à laquelle l'étranger appartiendra ». Sans doute, le jour où un traité franco-soviétique réglera ce point, ainsi que quelques autres difficultés que nous avons rencontrées au cours de cette étude, toute obscurité disparaîtra, mais cette heureuse réglementation ne paraît pas encore s'être produite. Si on s'en tient pourtant à la considération de la jurisprudence française actuelle, on voit apparaître de plus en plus dans certains arrêts que nous avons commentés ci-dessus la préoccupation d'examiner la situation légale réciproque dans le pays dont l'étranger, plaideur en France, est ressortissant (1).

Il semblerait donc, si l'on s'en tient aux tendances actuelles de la jurisprudence française, que celle-ci considère bien en principe l'article II du Code civil comme destiné uniquement à fixer la réciprocité diplomatique, mais qu'elle a étendu son interprétation jusqu'à y comprendre la simple réciprocité légale. D'ailleurs, plus particulièrement en ce qui concerne le droit de l'étranger de saisir un

(1) On voit surtout apparaître, en matière de législation spéciale des loyers, et par application des dispositions de la loi du 1^{er} avril 1926 et du 30 juin 1926 concernant les droits des étrangers en France, une catégorie nombreuse de décisions qui se préoccupent de savoir quelle est, inversement, la situation faite à l'étranger aux Français, évoquant parallèlement le bénéfice de certaines lois de prorogation ou de propriété commerciale. V. Menier, *Commentaires de la loi du 1^{er} avril 1926 et du 30 juin 1926*, Robert Martin et Maus, *Baux commerciaux et industriels*, propriété commerciale; Fougerol, *Commentaires sur la loi du 30 juin 1926*.

tribunal français, l'évolution de la jurisprudence a été telle, qu'actuellement il est peu de personnes étrangères qui n'aient pas le droit de recourir à la compétence des tribunaux français⁽²⁾.

Il nous semble donc, quelle que soit l'utilité d'un traité qui viendrait préciser exactement la portée de cette réciprocité à laquelle la remarque II de l'article 8 du Code civil soviétique fait allusion, que, dès maintenant, on peut réclamer pour les sociétés françaises ayant à plaider en Russie soviétique le bénéfice de cette réciprocité, en considération des droits que la jurisprudence française reconnaît aux étrangers qui plaident en France, même lorsqu'ils sont ressortissants soviétiques.

§ 3. — La troisième condition que semble poser la remarque II de l'article 8 serait que le défendeur contre lequel la société étrangère désire agir en justice en Russie soit domicilié sur le territoire soviétique. Cette condition, si on se borne à un examen superficiel, semblerait inutile. En effet, pour que l'on puisse assigner le défendeur en justice, il faut qu'il se trouve sur le territoire soviétique, sinon on le poursuivrait devant le tribunal du lieu où il se trouverait effectivement.

Néanmoins, une étude plus approfondie de cette considération de la remarque II fait apparaître le problème comme moins simple qu'il ne semblerait tout d'abord. La loi emploie un terme équivalent à celui du domicile; faut-il donc exiger que le défendeur ait un domicile au sens

(2) V. Surville, *Droit international privé*, 7^e édit., nos 408 et s., Rousseau, Paris, 1923. V. égal. Pillet, *Traité pratique de droit international privé*, t. I, chap. XIV, p. 394 et s., Sirey, Paris, 1923.

français du mot, ou bien, une simple résidence suffit-elle ? C'est la première difficulté, mais, d'autre part, il peut se produire parfois que le défendeur ne se trouve pas en Russie. Tel est le cas, par exemple, lorsqu'on doit agir contre plusieurs défendeurs. Faudra-t-il dire que la compétence des tribunaux russes est justifiée lorsqu'un de ces défendeurs se trouve en Russie, alors même que les autres se trouveraient à l'étranger, ou bien exigera-t-on de façon impérative et rigoureuse que tous les défendeurs soient domiciliés en Russie ?

Enfin, il n'est pas impossible que, parfois, un litige soit porté devant les tribunaux d'un pays alors qu'aucune des parties ne résiderait plus dans le pays. En France, par exemple, les dispositions de l'article 420 du Code de procédure civile permettent dans certaines circonstances aux tribunaux de commerce de connaître d'un litige, alors même que les deux parties ne seraient plus dans le ressort territorial du tribunal saisi. En effet, les derniers paragraphes de cet article déclarent que le demandeur pourra assigner... devant celui — le tribunal — dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite, et la marchandise livrée devant celui dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué.

Pour peu que bientôt, dans les Codes soviétiques, figurent des dispositions analogues à celles de l'article 420 du Code de procédure français, on pourrait parfaitement concevoir un litige concernant une société étrangère et pouvant être porté devant un tribunal soviétique, alors même que le défendeur ne résiderait pas en Russie soviétique, mais parce que l'obligation y est née à un moment donné ou qu'elle devait y être réalisée.

Nous ne connaissons pas, dans le corps actuel des lois

soviétiques, une disposition analogue à celle de l'article 420 qui puisse justifier cette assertion, mais les textes qui réglementent la compétence des tribunaux soviétiques permettent néanmoins une hypothèse de ce genre pour peu que l'on songe à en faire application d'une façon extensive aux litiges de droit international privé.

CHAPITRE VI

LES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES BÉNÉFICIAIRES D'UNE CONCESSION

§ 1.

Dès l'instant qu'une société étrangère désire avoir en Russie une activité certaine et le pouvoir d'user de la propriété privée sur les biens énumérés aux articles 21, 22 et 23 du Code civil soviétique, et placés en temps ordinaire hors du commerce, il lui faut demander le bénéfice de la concession.

S'il fallait définir cette dernière, on pourrait dire qu'en Russie soviétique *la concession est une loi spéciale¹ établie par le Conseil des commissaires du peuple et donnant, en vue de l'utilité publique et sous certaines conditions, la possession privée de certains biens et la faculté d'invoquer certains droits grevés d'ailleurs de certaines obligations.* Les dispositions relatives au régime des concessions en Russie figure au Code civil à l'article 8, remarques I et II de cet article, ainsi qu'on l'a déjà vu.

Il y a lieu de mentionner également différentes lois récentes telles que, par exemple, des annexes à l'article 8 qui ont été établies par le Comité exécutif central panrusse et

par le Conseil des commissaires du peuple, à plusieurs reprises, et, notamment, le 12 avril 1923 ⁽¹⁾.

En considérant la définition de la concession en droit soviétique, on s'aperçoit qu'elle diffère profondément de la notion que le terme de concession représente en droit administratif français.

La concession, en droit soviétique, est une institution qui est relative en principe au droit civil. Ce n'est pas autre chose, en réalité, qu'une autorisation gouvernementale, voire même légale, pour des sociétés étrangères d'exercer leur activité en Russie. On y voit intervenir, sans doute, une sorte d'allusion à l'utilité publique, mais elle est étrangement interprétée en fait, puisque l'utilité publique devient ici le motif de l'appropriation privée, par des sociétés étrangères, de biens qui, normalement, seraient en Russie considérés comme en dehors de commerce.

On peut répondre, sans doute, que l'utilité publique est la raison lointaine de l'autorisation accordée par la loi gouvernementale soviétique aux sociétés étrangères et qu'il y avait lieu, pour arriver à la satisfaction de ces intérêts généraux, d'attirer les sociétés étrangères en leur permettant de trouver en Russie un régime juridique suffisamment stable et une protection légale efficace, tout en dictant certaines conditions de forme ayant trait aussi bien à

(1) *Recueil des lois*, 1923, n° 31, art. 345, et le 25 mai 1926, *Recueil de l'Union*, 1926, n° 40, art. 293. V. égal. *Clunet*, 1927, p. 528; Patouillet, *Les Codes de la Russie soviétique*, p. 55 et s., Giard, éditeur, Paris, 1929.

Ces deux textes ne sont pas les seuls qui aient complété les dispositions du Code civil en la matière, mais nous nous bornons à leur seule mention, car ce sont les plus caractéristiques. Ils constituent l'armature du régime soviétique actuel des concessions.

Le premier, celui de 1923, complète la règle du Code civil.

Le second, celui de 1926, la complète davantage encore, dans l'hypothèse particulière où il s'agit de personnes morales étrangères entreprenant des travaux de reconstruction en Russie soviétique.

la procédure qu'au contrôle du but que la société postulante se propose de poursuivre en Russie soviétique. La concession est accordée après un examen et une approbation de l'activité éventuelle de la société. Elle est conférée par le Conseil des commissaires du peuple. Son effet juridique, en droit civil, c'est de permettre la possession privée de biens placés normalement hors du commerce par le droit soviétique.

L'énumération de ces biens figure aux articles 21, 22 et 23 du Code civil. Il y a lieu de remarquer que la législation soviétique ne connaît pas la distinction en biens mobiliers et immobiliers (2).

D'autre part, le sous-sol, les forêts, les mines, les chemins de fer, le matériel roulant, les appareils d'aviation, les entreprises comprenant plus de 20 ouvriers, etc..., ne peuvent être l'objet de propriété privée, sauf, précisément, dans l'hypothèse où une concession aurait été obtenue du Gouvernement (3).

En droit français, au contraire, la concession s'analyse comme une institution juridique assez différente. Il y a concession lorsqu'un département ou une commune se décharge sur un particulier ou une société privée soit de l'exécution des travaux nécessaires à l'aménagement des services et de la gestion pendant un certain temps, soit seulement de cette gestion sans rien verser comme rémunération au concessionnaire, mais en lui donnant le droit de percevoir des redevances sur ceux qui usent du service (4).

La concession, en droit français, est donc la substitution

(2) Art. 21, *Remarque*, C. civ. de la R. S. F. S. R.

(3) Art. 53 et 55 C. civ.

(4) V. Louis Rolland, *Précis de droit administratif*, Dalloz, 1928, p. 34, n° 34. V. égal. la définition qui figure dans les autres traités de droit administratif, Barthélemy et Hauriou.

à une personne morale de droit public d'un particulier — personne physique ou personne morale — qui remplira la fonction normalement impartie à la personne de droit public. Le concessionnaire obtiendra, sans doute, un avantage qui sera une rémunération versée par les usagers, mais il aura néanmoins à participer au fonctionnement d'un service public ou à la création d'une entreprise d'intérêt général. On voit donc la différence profonde qui sépare la concession en droit français, notion de droit administratif, et la concession en droit soviétique, qui n'est qu'une autorisation accordée à une personne morale de droit privé, dans un but qui, malgré une allusion à l'utilité publique, paraît en réalité ne satisfaire que les intérêts privés⁽⁵⁾. La considération de l'utilité générale ne peut pourtant pas être entièrement déniée, car le Conseil des commissaires du peuple, au moment de son examen à la demande formée par la société postulante, se préoccupera de savoir si, éventuellement, le but poursuivi par cette dernière peut être considéré comme présentant une utilité quelconque pour l'Union soviétique.

Une autre différence entre la concession en droit français et en droit soviétique réside dans les pouvoirs mêmes qui sont conférés aux concessionnaires.

En droit français, selon divers auteurs⁽⁶⁾, c'est que le concessionnaire est substitué, en quelque sorte, à l'autorité elle-même avec laquelle il traite et qui lui a délégué un véritable droit de puissance publique. Ces termes, que nous empruntons à M. Monsarrat, indiquent donc que les conces-

(5) Nous verrons plus loin ce qu'il y a lieu de penser du prétendu caractère d'utilité publique des concessions en U. R. S. S.

(6) Monsarrat, *Droit et concessions des communes*, 1920, p. 221; Perriquet, *Contrats de l'Etat*, p. 242.

sionnaires, en France, bénéficient jusqu'à un certain point d'une délégation de l'autorité, alors qu'il n'en est rien en Russie soviétique, où la société concessionnaire demeure toujours un particulier n'ayant aucune parcelle de la puissance publique à exercer. Ceci, d'ailleurs, se comprend, car la concession en droit soviétique est en réalité une concession faite au capitalisme, régime essentiellement hostile aux principes mêmes du droit révolutionnaire. Le concessionnaire ne peut donc être considéré comme le délégué ou le collaborateur de la puissance publique soviétique. Il est toléré, car on espère que son activité arrivera à développer les forces productives du pays.

§ 2.

La forme légale de la concession n'est pas la seule que connaisse le droit soviétique. Il arrive parfois que le droit conventionnel, ou, si on préfère, les traités passés entre la Russie et d'autres puissances, prévoient le régime de certaines concessions en Russie soviétique. En réalité, on ne peut pas dire que ces traités instituent eux-mêmes les concessions, mais ils interviennent efficacement pour empêcher, dans certains cas, la spoliation pure et simple par les autorités soviétiques de biens appartenant à des étrangers, et qui pourraient être subitement confisqués par le Gouvernement comme étant des biens placés hors du commerce par les articles 21 et suivants du Code civil. On peut citer en ce sens différentes conventions, dont la liste figure d'ailleurs dans une étude de M. Stoupnitsky (7).

On peut mentionner parmi ces traités : la Convention

(7) Stoupnitsky, *Etude sur le droit international privé soviétique*, p. 28, note 11, Sirey, 1928.

provisoire avec l'Autriche du 7 décembre 1921, art. 8, § 3; les Conventions avec l'Allemagne signées à Berlin les 6 mai 1921, art. 7, §§ 3 et 5, et 5 novembre 1922, art. 3; l'Accord commercial avec la Grande-Bretagne signé à Londres le 16 mai 1921; la Convention préliminaire avec la Tchécoslovaquie signée à Prague le 5 juin 1922, art. 18, § 19 (*Europe nouvelle*, 1^{er} juill. 1922); le Traité de commerce avec l'Italie du 7 février 1924, art. 10 (*Europe nouvelle*, 30 août 1924); enfin un Traité avec l'Allemagne du 12 octobre 1925 (*Europe nouvelle*, 30 janv. 1926) (8).

On a vu également que certains traités prévoient la reconnaissance de plein droit en Russie des sociétés de commerce valablement constituées d'après leur loi nationale, sans que pourtant cette reconnaissance soit l'équivalent de la concession, car elle n'en a pas la même portée ni les effets au point de vue de l'exercice de l'activité des sociétés étrangères intéressées en Russie soviétique (9).

Ce droit conventionnel auquel nous devons faire allusion ici n'a qu'un rôle assez restreint au point de vue de la loi de concession que les sociétés étrangères pourraient obtenir en Russie. Il intervient pour sauvegarder et faire reconnaître par le Gouvernement russe, jusqu'à un certain degré, la propriété et l'existence de ces sociétés, sans que pourtant leur activité soit autorisée *de plano* par l'existence du traité.

(8) V. Egorieff, *Condition juridique des étrangers*, p. 286 et s., et 577.

(9). On trouve des dispositions de ce genre à l'article 9 du traité de commerce et de navigation entre l'Italie et l'U. R. S. S. (*Op. cit.*) et à l'article 16 de la Convention entre l'Allemagne et l'U. R. S. S. signée le 12 octobre 1925 (*Op. cit.*). V. *l'Europe Nouvelle*, 30 janv. 1926, p. 149.

CHAPITRE VII

LES FORMES D'OBTENTION DE LA CONCESSION

La concession est accordée par une loi spéciale qui doit émaner du Conseil des commissaires du peuple, mais ce Conseil des commissaires du peuple est l'organe qui statue en dernier ressort. En réalité, tous les travaux préliminaires de préparation et de mise au point, ainsi que le premier examen de la demande des sociétés, sont faits par le Comité principal et les Commissions des concessions.

Les textes qui régissent la procédure selon laquelle la concession est accordée et les formes nécessaires pour leur obtention sont assez nombreuses (1).

§ 1. — Le Comité principal.

a) EN TANT QU'ORGANE CONSULTATIF. — Le Comité principal siège auprès du Conseil des commissaires du peuple. Il est composé d'un président et de membres qui sont nommés par le Conseil des commissaires lui-même. Ses attributions sont énumérées par l'article 3 du décret du 21 août 1923.

C'est ainsi que (§ A) le Comité entame et conduit les pourparlers avec les entrepreneurs étrangers en vue d'au-

(1) On peut citer le décret du 21 août 1923, *Recueil des lois*, 1923, n° 96, art. 952; décret du 11 août 1923, *Recueil des lois*, 1923, n° 32, art. 394; décret du 14 décembre 1927, *Recueil des lois*, 1927, n° 69, art. 694.

toriser le capital étranger à pénétrer sur le territoire. Ce Comité s'occupe également d'autres contrats que les sociétés étrangères auraient à passer avec le Gouvernement et qui comprendraient des exceptions aux règles posées par le droit civil.

Une fois les pourparlers entamés et suffisamment avancés, le Comité principal se transforme en un organe de contrôle et examine le contrat de concession qui sera passé entre le Gouvernement et la société étrangère intéressée. De même (§ D) le Comité examine, en présence des Commissions du commerce extérieur établies près du Conseil du présidium, les projets de statuts des sociétés par actions dans lesquelles le capital étranger se trouverait engagé.

L'examen achevé, le Comité exprime son avis au moyen de conclusions et d'un rapport qui se prononce en définitive sur le point de savoir si la concession demandée doit être accordée, ou si, au contraire, elle doit être rejetée. Il joue donc le rôle d'un organe consultatif, mais il ne peut prendre par lui-même de décision. Celle-ci doit émaner du Conseil des commissaires du peuple, seul compétent pour accorder ou refuser la concession.

b) EN TANT QU'ORGANE DE DÉCISION. — Par exception, le Comité principal a des pouvoirs plus étendus que ceux qu'un simple organe consultatif ou d'instruction pourrait avoir.

Les cas où ses pouvoirs se trouvent ainsi prorogés sont soigneusement déterminés par deux remarques qui figurent en marge de l'article 3 du décret du 21 août 1923, précité.

C'est ainsi que, dans le cas particulier où il s'agit d'une demande formée par un étranger et tendant à obtenir une autorisation pour faire le commerce en Russie, l'avis du Comité principal suffit à accorder cette autorisation, lors-

qu'il a bénéficié de l'accord entre le Comité, la Commission du commerce extérieur près le Conseil du Présidium et le Commissariat du peuple au commerce intérieur. Ces trois organes se trouvent alors jouer le rôle de juges chargés d'examiner la demande. La Commission du commerce intérieur et le Commissariat du peuple au commerce extérieur remplissent alors un rôle consultatif, alors que le Comité principal rend la décision.

Le second cas où l'avis du Comité principal est définitif et exécutoire, sans qu'il soit besoin de recourir au Conseil des commissaires du peuple, se présente en matière de cabotage. Ici encore, il faudra un accord avec deux autres organes qui seront le Commissariat des voies publiques et le Commissariat du commerce extérieur.

c) EN TANT QU'ORGANE DE SURVEILLANCE. — Le même décret du 21 août 1923, dans les paragraphes F et G, en marge de l'article 3, concède également des attributions de contrôle et de surveillance au Comité principal sur le fonctionnement des concessions autorisées. Ce contrôle et cette surveillance sont très étendus. Le Comité principal est doté de pouvoirs qui peuvent aller jusqu'à demander la résiliation des concessions précédemment accordées.

d) AUTRES ATTRIBUTIONS. — Outre les attributions du Comité principal qui viennent d'être exposées, celui-ci, en même temps, a le pouvoir, aux termes de l'article 12 du décret du mois d'août 1923, d'établir à l'étranger des organes nommés commissions de concession. Ces commissions fonctionnent près des représentations commerciales à l'étranger du Gouvernement soviétique, et leur existence est réglée par des ordonnances particulières approuvées par le Conseil des commissaires du peuple.

De telles commissions se trouvent actuellement établies

près des représentations commerciales des grandes capitales (2).

Le décret du 21 août 1923 sur le Comité principal des concessions a été complété par les dispositions d'un décret plus récent du 14 décembre 1927. Ce nouveau texte ne modifie pas le fond même de l'objet de l'ancien décret et contient pourtant des précisions utiles sur les attributions du Comité principal. Celles-ci ont même été étendues; on a reconnu au Comité principal des pouvoirs plus larges de direction des pourparlers et de surveillance des concessions.

Le Comité principal examine les projets de concession des entreprises organisées sous forme de sociétés par actions (3).

L'article 3 précise plus particulièrement le rôle du Comité principal comme agent d'examen, transmission, et déclare que le Comité principal transmet pour approbation au Conseil des commissaires du peuple tous statuts concernant les sociétés par actions dans lesquelles des étrangers figurent comme membres fondateurs, ou qui permettraient à des étrangers d'acquérir des actions de la société. Le pouvoir du Comité principal s'étend d'ailleurs aux sociétés par actions fondées sans participation du capital

(2) A Berlin, règlement 8 mars 1923, *Recueil des lois*, 1923, n° 23, art. 259; à Londres, 29 mars 1923, *Recueil des lois*, 1923, n° 26, art. 307; en Italie, *Recueil des lois*, 1923, n° 64, art. 472; au Japon, *Recueil des lois*, 1926, n° 29, art. 182; en France, 17 mars 1923, *Recueil des lois*, 1923, n° 21, art. 139.

(3) Bien entendu, ce ne sont pas les seules entreprises qui soient soumises au contrôle et à l'examen du Comité principal. Des entreprises purement soviétiques et même des organismes communaux sont pareillement tributaires de la surveillance de ce Comité, mais le rôle de ce dernier, en ce qui concerne les personnes morales purement soviétiques, n'entre pas dans le cadre de notre étude; c'est d'ailleurs pour cette raison que nous l'écartons de nos développements.

étranger, lorsque ces sociétés ont le caractère de concessions, enfin, le Comité principal examinera de même les demandes des étrangers, personnes physiques tendant à obtenir l'autorisation de faire le commerce sur le territoire de l'U. R. S. S.

L'extension des pouvoirs du Comité central que définit le texte nouveau va même jusqu'à autoriser cet organe à prendre toutes les mesures qu'il jugerait nécessaires pour supprimer les obstacles éventuels à l'exécution de travaux de concessions. Il intervient également au cas de modifications aux statuts primitifs et, dans certains cas, lorsqu'il le juge nécessaire, peut proposer, au Conseil des commissaires du peuple, la résiliation de la concession; mais il semble que, dans cette dernière hypothèse, il faille un accord préalable avec le concessionnaire. Cette résiliation serait donc une résiliation acceptée et volontaire qui, d'ailleurs, n'empêche pas, le cas échéant, la résiliation forcée que les autorités soviétiques ne se gêneraient nullement pour prononcer si elles la jugeaient nécessaire.

§ 2. — Les commissions.

Près du Conseil des commissaires du peuple, indépendamment du Comité principal, il existe encore des commissions. Celles-ci peuvent se diviser en deux catégories : d'une part, les commissions près le Commissariat du peuple et, d'autre part, les commissions à l'étranger.

a) LES COMMISSIONS A L'INTÉRIEUR. — Les commissions près le Commissariat du peuple ont le caractère d'organes faisant partie de l'administration interne de l'U. R. S. S. et ont un pouvoir consultatif. Il existe d'ailleurs une commission par chaque république fédérée auprès du Conseil des commissaires. Le personnel de ces commissions est choisi

par le Conseil des commissaires, mais après accord avec le Comité principal. Ainsi donc, il existe un contrôle du Comité principal sur les commissions attachées au Conseil des commissaires du peuple. Ces commissions se trouvent d'ailleurs en état de dépendance hiérarchique, aussi bien vis-à-vis du Comité principal que du Conseil des commissaires du peuple. Tous les procès-verbaux de leurs séances doivent être transmis au Comité principal. Elles doivent lui rendre compte. Elles ont sans doute le pouvoir de signer, de présenter elles-mêmes des avant-projets de contrats de concession, mais le Comité principal doit les examiner ou donner tout au moins son autorisation. L'approbation définitive sera naturellement soumise à une décision du Conseil des commissaires du peuple. D'ailleurs il semble que le Comité principal ait, vis-à-vis de cette commission, un véritable pouvoir d'évocation. Il peut retirer les affaires qui se trouvent en cours auprès d'elle pour les examiner lui-même.

b) LES COMMISSIONS A L'EXTÉRIEUR. — Les commissions à l'extérieur ont pareillement le caractère d'organes consultatifs qui donnent des avis, mais elles présentent cette différence avec les commissions à l'intérieur, c'est qu'elles se trouvent dans les pays étrangers où se trouvent des représentations commerciales soviétiques attachées à ces dernières, avec un caractère d'organe à la fois préparatoire et consultatif.

En ce qui concerne plus spécialement la commission de concession créée par le décret du 17 mars 1925 en France auprès de la représentation commerciale de l'U. R. S. S., le Gouvernement soviétique a précisé sa composition, article 2 du décret, et ses attributions, article 4 du décret. Elle est composée d'un président et de quatre membres nommés

par le Gouvernement du Comité principal lui-même. Ces membres peuvent d'ailleurs s'adjoindre toutes personnes compétentes dont les services leur sembleraient nécessaires. Au point de vue de ses attributions, cette Commission examine les demandes de concessions faites par les Français, les offres d'établissement de sociétés mixtes par actions en Russie, et, d'une façon générale, toute demande faite par le Gouvernement ou par une entreprise quelconque sollicitant le droit d'exercer le commerce ou l'industrie sur le territoire de l'U. R. S. S.

La commission doit s'entourer de tous les renseignements nécessaires, conduire les pourparlers, préparer les projets de contrats, en référer au Comité principal et même signer ces projets lorsqu'elle y est autorisée par le Comité principal.

Indépendamment de ce rôle, elle peut remplir des fonctions d'organes de renseignements et rechercher pour le Comité principal toutes indications qui seraient nécessaires à ce dernier sur l'activité de l'entreprise commerciale déterminée. Bien entendu, son travail se matérialise par des procès-verbaux, des comptes rendus, des rapports qu'elle envoie au Comité principal en Russie.

c) LES COMMISSIONS DE SURVEILLANCE. — Le Comité principal exerce ses attributions de surveillance avec l'aide de certaines commissions spéciales prévues par un décret du 11 août 1925 (4). Ces commissions, qui sont permanentes et qui siègent auprès du Comité principal, sont plus spécialement chargées de surveiller l'exécution des contrats de concessions. Il semblerait donc qu'elles jouissent d'une

(4) *Recueil des lois*, 1925, n° 82, art. 394.

sorte de délégation des pouvoirs du Comité principal, dont nous avons ci-dessus fait la nomenclature.

L'article 3 du décret précise d'ailleurs les attributions de ces commissions et déclare qu'elles ont la surveillance de l'exécution de ces obligations des concessionnaires étrangers, et aussi celles prises dans le même contrat par le Gouvernement soviétique et qui doivent être remplies par les organes d'Etats correspondants. Les commissions en question examinent les mesures appropriées qui peuvent devenir nécessaires en cours d'exécution de la concession. Elles étendent leurs investigations sur les comptes présentés périodiquement par tous les organes de surveillance des entreprises étrangères. Enfin, elles rédigent des aperçus, des rapports d'ensemble sur les travaux effectués d'après les renseignements fournis par les organes intéressés et le Comité principal.

§ 3. — Le Conseil des commissaires du peuple.

Le Conseil des commissaires du peuple, placé au sommet de cette organisation, est, en réalité, tributaire du Comité principal, qui assume tous les travaux importants. Il a pour fonction essentielle d'autoriser ou d'interdire la conclusion des contrats de concession, dont le projet lui est présenté par le Comité principal. Ses pouvoirs pourraient être qualifiés de pouvoirs de décision, mais l'agencement prévu par les décrets soviétiques est conçu de telle manière que les pouvoirs de décision du Conseil des commissaires du peuple seraient privés d'objet et tomberaient à néant, si le Comité principal ne lui soumettait pas un projet sur lequel le Conseil des commissaires du peuple eût à statuer.

Le Conseil des commissaires du peuple ne peut, par lui-même, décider qu'un projet de concession sera établi; cette

tâche incombe au Comité principal, qui paraît, par ailleurs, jouir d'une indépendance assez grande vis-à-vis du Conseil des commissaires du peuple. D'ailleurs, nous avons vu que, dans certains cas, l'avis du Conseil des commissaires du peuple n'est pas nécessaire. L'article 10 du décret de 1927 spécifie d'ailleurs bien que nul établissement n'a le droit de conduire des pourparlers de concessions sans l'autorisation du Comité principal, sauf les commissions qui se trouvent près des républiques fédérées et qui ont le droit de conduire des pourparlers avec les personnes sollicitant une concession, à condition que le règlement de ces commissions spéciales le leur permette.

Un décret du 12 avril 1923⁽³⁾ s'occupe plus spécialement des concessions sur les entreprises communales. Ces concessions sont accordées par les Comités exécutifs locaux des gouvernements et des provinces, mais sont limitées aux citoyens de la R. S. F. S. R. et des républiques fédérées. L'article 3 prévoit, il est vrai, l'octroi de concessions, entreprises communales à des étrangers, mais ces concessions ne sont accordées qu'après l'examen du Comité exécutif des gouvernements et provinces, qui doivent ensuite transmettre leurs conclusions au Commissariat du peuple des affaires étrangères, lequel, après un examen, fait une nouvelle transmission du projet au Comité principal des concessions.

Cette procédure est loin d'être simple, elle nécessite l'examen d'une multitude de commissions et des formalités administratives sans nombre que le régime communiste a reprochées avec véhémence aux gouvernements capitalistes

(3) *Recueil des lois*, 1923, n° 34, art. 344.

au début de son instauration, et pour lesquelles il paraît actuellement avoir une prédilection certaine.

§ 4. — Conditions particulières réservées aux entreprises de construction.

Un décret récent du Conseil des commissaires du peuple en date du 25 mai 1926, relatif aux conditions de faveur accordées au capital étranger en vue de son admission dans l'exécution des travaux de construction sur le territoire de l'U. R. S. S., institue un régime particulier pour les sociétés étrangères dont le but, en Russie, serait de poursuivre les travaux de construction ⁽⁶⁾.

Le décret de 1926 déclare qu'en vue de la recrudescence des travaux de construction sur le territoire de l'Union des R. S. S., le Gouvernement prévoit, en matière de construction, le concours de l'expérience et de la technicité étrangères.

Le Conseil des commissaires du peuple de l'Union des républiques socialistes soviétiques a arrêté différentes dispositions concernant l'admission des établissements de construction étrangers et de sociétés mixtes sur le territoire de l'Union des républiques socialistes et soviétiques, à condition qu'un contrat de concession leur ait accordé différents droits dont l'exercice est prévu par le décret.

Sans doute, la condition préalable de l'octroi d'un contrat de concession subsiste, mais les pouvoirs qui en découlent pour l'organisme qui l'obtient sont, comme on le verra, plus larges. Les sociétés de construction concessionnaire obtiennent, en effet, le droit de concourir avec des orga-

(6) *Recueil des lois*, 1926, n° 40, art. 293; *Clunet*, 1927, p. 528. Cf. aussi *Clunet*, 1925, p. 536 et s.

nisations de construction existant dans les limites de l'U. R. S. S. à la soumission de cahiers des charges pour l'exécution de travaux de construction, de maisons d'habitation, de bâtiments d'usine ou de fabrique, de voies ferrées, de construction de ports, de constructions hydro-techniques communales et autres.

Ce droit s'agrémente d'ailleurs d'une franchise douanière intéressante. Les sociétés concessionnaires peuvent faire venir de l'étranger en franchise de douane des machines, des outils, des accessoires qui leur seraient nécessaires pour l'exécution de leurs travaux. Ils peuvent également les faire exporter à l'étranger sans frais de douane. Ils peuvent installer tous ateliers nécessaires, remettre en marche leurs ateliers en état de chômage, prendre toutes dispositions pour l'équipement des matériaux sur le marché extérieur, en faire l'importation, conclure des baux sur les carrières pour l'extraction des pierres d'argile. Ils peuvent même faire venir de l'étranger des ouvriers qualifiés et tout le personnel technique qui leur serait nécessaire pour l'accomplissement de leurs travaux, à condition de ne pas dépasser dans leurs entreprises un pourcentage qui est déterminé dans le contrat de concession.

Enfin, au point de vue fiscal, ils bénéficient d'une mesure de faveur et ne sont imposés que sur les bases de l'impôt perçu sur les organisations de construction de l'état.

Une extension plus grande encore de ces pouvoirs est prévue par l'article 2 du décret, qui admet pour les sociétés de construction le droit de conclure des contrats de toutes sortes, de disposer des bâtiments édifiés dans un but privé, de créer toutes organisations nécessaires à la bonne gestion de l'entreprise privée instaurée en Russie, sans que l'on aperçoive de différences trop considérables avec le ré-

gime dont les organisations semblables auraient bénéficié dans un Etat capitaliste. Enfin, le même décret autorise l'immatriculation des firmes étrangères dans l'effet de mener des pourparlers de forfaits de travaux de constructions et leur reconnaît le droit de conclure des contrats séparés pour ces travaux, en vertu des dispositions du Comité central exécutif panrusse et du Conseil des commissaires du peuple de la R. S. F. S. R., en date du 12 avril 1923 (7).

Ces dispositions extensives semblent donner une sécurité légale aux firmes étrangères qui voudraient exercer le commerce et se livrer à des travaux de construction en Russie soviétique; néanmoins ce pays n'est pas encore arrivé à une phase de stabilité juridique et économique suffisante pour que les précautions indiquées dans les textes ne se trouvent oubliées parfois dans la réalité.

§ 5. — Le travail de la terre.

Par un décret du Comité central exécutif en date du 28 septembre 1925, relatif au droit de jouissance de la terre au moyen de travaux personnels accordés aux étrangers (8), le Comité central exécutif et le Conseil des commissaires du peuple ont décidé d'accorder aux étrangers appartenant à la classe des travailleurs, demeurant sur le territoire de l'U. R. S. S. et jouissant des droits politiques conformément à la Constitution des républiques fédérées, le droit de jouissance de la terre pour l'exploitation agricole au moyen du travail personnel, et ce, aux mêmes conditions que pour les citoyens des républiques fédérées.

Il faut se demander si cette mesure, qui, d'après les tex-

(7) *Recueil des lois*, 1923, n° 31, art. 344.

(8) *Recueil des lois*, 1925, n° 67, art. 837.

tes, paraît réservée uniquement à une catégorie spéciale d'étrangers que la loi soviétique actuelle favorise, la catégorie des travailleurs, doit être étendue également à des firmes ou personnes morales désireuses de faire en Russie la culture ou des expériences agraires sur une grande échelle. En considérant les textes, il semble bien qu'on ne puisse pas les étendre aux personnes morales. Ils prévoient, en effet, expressément le cas de travailleurs se livrant à leur travail personnel. Les termes paraissent difficilement applicables aux personnes morales. D'autre part, le même décret ne vise que les étrangers bénéficiant des droits politiques que les lois soviétiques accordent avec générosité aux étrangers appartenant à la classe ouvrière ou paysanne. Or les étrangers, personnes morales, ne bénéficient aucunement de ce genre de droits. Il paraît alors à peu près certain qu'on ne peut pas non plus leur attribuer ceux que le décret considère comme la conséquence normale des premiers, c'est-à-dire le droit de travailler à la terre et d'en tirer profit. Néanmoins, si le droit des personnes morales étrangères au travail de la terre ne peut pas être reconnu de plein droit, il nous semble possible, en ayant recours au système de la concession, d'obtenir une autorisation des autorités soviétiques — Comité principal et Conseil des commissaires du peuple — qui permettrait aux sociétés étrangères de se livrer à l'exploitation rurale en Russie soviétique. La seule différence avec les particuliers, c'est que ceux-ci bénéficient de plein droit de cette faculté, alors que pour les sociétés une autorisation et les formalités nécessaires à l'octroi d'une concession sont indispensables.

CHAPITRE VIII

DE L'OBJET GENERAL DES CONCESSIONS POUVOIRS DE LA SOCIETE CONCESSIONNAIRE

§ 1. — Les biens et les droits pouvant faire l'objet d'une concession.

Pour déterminer les biens et droits pouvant faire l'objet d'une concession, il est communément admis par la doctrine soviétique qu'il faut se référer au chapitre III du Code civil, qui traite des *objets de droits*. Ce chapitre contient, en effet, différents articles, qui, examinant toutes espèces de biens, déterminent leur statut juridique au point de vue d'une appropriation éventuelle par un particulier.

Le livre II du Code civil, dans son chapitre I^{er}, en parlant du droit de propriété, contient également quelques articles qui se rapportent à notre matière. Il y a lieu de se référer à ces deux textes et d'en dégager la physionomie d'ensemble afin de déterminer quel peut être l'objet possible d'une concession.

Une distinction essentielle doit être faite. Toute une catégorie d'objets prévus à l'article 22 du Code civil peuvent simplement être affermés à des particuliers ou des personnes morales, sans pour cela changer de nature, et devenir des biens susceptibles de propriété privée.

Bien que, dans certains cas, des particuliers puissent en

avoir la jouissance et la détention, ces biens continuent à rester des *extra commercium*. Au contraire, l'article 54 du Code civil prévoit d'autres catégories de biens qui sont susceptibles d'un véritable droit privé. Ces biens entrent alors *intra commercium*.

Res extra commercium. — Les entreprises nationalisées ou municipalisées, leur outillage, leurs chemins de fer et leur matériel roulant, les navires nationalisés ainsi que les bâtiments nationalisés ou municipalisés *sont exclus du commerce privé* et ne peuvent être aliénés ou engagés par les organes auxquels ils ressortissent, non plus qu'employés à satisfaire leurs créanciers.

L'article 22 contient pourtant une réserve que nous indiquions ci-dessus. Les entreprises, bâtiments et bateaux nationalisés ou municipalisés *peuvent être affermés* dans les formes établies par la loi. Parmi ces formes figurent, de toute évidence, celles instituées par le législateur soviétique pour octroyer des concessions aux sociétés étrangères.

L'article 23 ajoute à cette liste de biens : les armes, les explosifs, les équipements militaires, les appareils d'aviation, le matériel de téléphonie, de radiotéléphonie, les titres annulés, les spiritueux d'une force supérieure à celle que tolère la loi, les poisons violents, qui sont pareillement exclus du commerce. Mais il convient de ranger à part les biens énumérés par ce texte qui ne sont pas entièrement assimilables à ceux de l'article 22, car un article postérieur du Code civil autorise dans certains cas, ainsi que nous le verrons, leur aliénation.

Lorsque la concession accordée à la société étrangère porte sur un de ces biens, elle en a la jouissance et l'usage, mais il ne s'ensuit pas qu'elle en devienne propriétaire. D'ailleurs, le contrat de concession contient presque tou-

jours à ce sujet des réserves formellement exprimées et spécifiant que les biens concédés doivent revenir en fin d'exploitation à l'Etat soviétique.

Res intra commercium. — Au contraire, en ce qui concerne d'autres biens énumérés par l'article 54 du Code civil, le droit de propriété des sociétés étrangères ayant obtenu une concession ne fait pas de doute. Ces sociétés deviennent alors pleinement propriétaires de ces biens et peuvent en faire l'usage qui leur agréé.

Peuvent être ainsi l'objet de la propriété privée : les bâtiments non municipalisés, les entreprises commerciales, les entreprises industrielles qui occupent des ouvriers salariés dont le nombre n'excède pas les chiffres prévus par la loi spéciale, les instruments et moyens de production, l'argent, les valeurs mobilières et autres objets de valeur, y compris la monnaie d'or et d'argent et les devises étrangères, les objets d'utilité domestique ménagère ou d'usage personnel, les marchandises dont la vente n'est pas interdite par la loi et tous les biens non exclus du commerce privé.

La définition est assez générale; elle n'appelle qu'une seule remarque relative aux entreprises employant des salariés dont le nombre excéderait celui prévu par la loi. En pareille matière, malgré l'interdiction formelle que paraît contenir l'article 53, il y a lieu de préciser que le contrat de concession peut affranchir les sociétés étrangères concessionnaires de cette restriction apportée au nombre de leurs salariés.

L'article 53, d'ailleurs, vise expressément ces diverses possibilités.

Enfin, l'article 56 indique que l'armement et l'équipement militaires, les explosifs et les spiritueux d'une force

supérieure au degré fixé par la loi, les poisons violents, ne peuvent être dans la possession privée qu'avec l'autorisation des organes compétents du pouvoir. L'article 56 annule donc jusqu'à un certain point les dispositions de l'article 23 ci-dessus relatées en autorisant les pouvoirs publics à déroger à l'interdiction de posséder à titre privé les biens que l'article 23 semblait exclure du commerce privé.

L'étendue des pouvoirs du propriétaire, que ce soit une personne morale ou une personne physique, est précisée dans l'article 58, qui déclare que le propriétaire a, dans les limites fixées par la loi, le droit de posséder, de jouir et de disposer des biens.

Sans doute, les limites fixées par la loi sont parfois assez étroites, mais l'instauration de la propriété privée n'en demeure pas moins certaine, tout au moins en ce qui concerne des biens d'une nature déterminée. Les concessionnaires bénéficieront de ces possibilités juridiques d'appropriation privée; néanmoins, il convient de faire remarquer que les textes de lois ne valent que par les gouvernements décidés à en assurer l'application. L'arbitraire jouant encore en Russie soviétique un rôle des plus grands, il n'est pas impossible que, malgré toutes les garanties législatives, les pouvoirs conférés aux concessionnaires se trouvent notablement réduits si des restrictions paraissent nécessaires aux partisans du communisme intégral.

§ 2. — Pouvoirs des sociétés concessionnaires.

La capacité des sociétés étrangères en Russie dépend du contrat de concession. Le Gouvernement soviétique reconnaît la capacité qu'il confère à la société étrangère, mais il en précise lui-même les limites. La société étrangère n'a pas en Russie la même capacité qu'elle aurait eue d'après

sa loi nationale. Les conditions de l'octroi de la capacité aux sociétés étrangères sont fixées d'après la procédure instituée par la législation intérieure, et principalement d'après le règlement du Comité principal des concessions⁽¹⁾ ou d'après les prescriptions de traités internationaux analogues à ceux que nous avons déjà énumérés.

La capacité générale de ces sociétés est régie par l'article 16 du Code civil, qui déclare que les personnes juridiques participent à la vie civile et accomplissent les actes juridiques par l'intermédiaire des organes qui les représentent.

Pour les sociétés étrangères, il est encore permis de citer des règlements supplémentaires. C'est ainsi que, d'après l'article 4 d'une instruction du 12 avril 1923⁽²⁾, les firmes étrangères qui ont obtenu l'autorisation de faire des opérations en R. S. F. S. R. sont obligées d'avoir dans les lieux indiqués par la disposition qui leur accorde cette autorisation une représentation permanente, une succursale, un bureau, etc., à la tête duquel doit se trouver un délégué avec pleins pouvoirs. Ce délégué est obligé d'avoir une résidence permanente sur le territoire de la R. S. F. S. R., et, en cas d'absence, il doit transmettre ses pouvoirs à un remplaçant.

Bien entendu, l'entreprise étrangère est obligée, pour exercer son activité sur le territoire soviétique, de se conformer à toutes les dispositions, décrets, lois, ordonnances, qui réglementent l'activité des entreprises commerciales et industrielles, la protection du travail, des ouvriers et employés occupés dans ces entreprises. Elle doit se soumet-

(1) *Recueil des lois*, 1923, p. 246.

(2) *Op. cit.*

tre également aux impôts, accomplir les formalités d'enregistrement ou celles qui seraient nécessaires à la comptabilité.

Les entreprises étrangères sont responsables d'ailleurs sur tous les points du territoire, en quelque lieu qu'elles se trouvent, des conséquences pécuniaires de leur activité, et même, tous les biens appartenant à la firme et toutes ses créances se trouvant en R. S. F. S. R. ou ayant pris naissance en R. S. F. S. R. doivent servir de garantie privilégiée pour le paiement des dettes de la firme en R. S. F. S. R.

L'activité de la firme étrangère autorisée par un contrat de concession prend fin :

Par l'expiration du temps par lequel l'autorisation a été donnée;

Par la cessation de l'existence de la firme étrangère à l'étranger;

Par la violation des conditions sous lesquelles la firme a été admise à exercer ses opérations en territoire soviétique.

Il y a lieu aussi de considérer, pour terminer, les dispositions d'une loi du 12 avril 1923 ⁽³⁾ qui réglemente la procédure suivant laquelle les firmes étrangères sont admises à exercer des opérations commerciales sur le territoire soviétique. Ces dispositions interdisent à certaines personnes d'assumer la représentation de cette firme, prévoient des mesures de protection; enfin, déclarent que toute autorisation ou concession accordée par le Conseil des commissaires du peuple peut être abrogée, d'après les articles 20, 31 et 33 de la Constitution de l'U. R. S. S., par le Comité central exécutif panrusse ou par le président de ce Comité.

(3) *Recueil des lois*, 1923, n° 31, art. 345.

La doctrine, d'ailleurs, reconnaît unanimement que les lois de concessions peuvent être rapportées par le Comité exécutif central panrusse, gardien des contrats du pouvoir soviétique ⁽⁴⁾.

§ 3. — Existe-t-il un caractère de droit public des contrats de concession ? Ses conséquences au point de vue de la compétence et des obligations des concessionnaires.

Le contrat de concession n'est pas entièrement un contrat de droit privé. L'un de ses principaux éléments est même l'autorisation de la puissance publique qui détermine l'état juridique du concessionnaire. On se rappelle, en effet, que c'est par une véritable *lex concessionnis*, créée par le Conseil des commissaires du peuple, et qui peut être abrogée, d'après les articles 20, 21 et 33 de la Constitution de l'U. R. S. S., par le Comité central exécutif panrusse, ou par le présidium de ce Comité, que la concession est accordée aux personnes morales qui en font la demande et qui présentent des garanties suffisantes pour mériter la faveur des autorités soviétiques.

Quelles sont les manifestations tangibles de ce caractère de droit public ?

Le caractère de droit public que le contrat de concession revêt se manifeste-t-il en ce qui concerne la compétence de juridiction qui sera saisie du litige éventuel ? Alors qu'en France des tribunaux administratifs sont créés de toutes pièces pour statuer sur les litiges relatifs au droit administratif, il n'en est pas ainsi en Russie. La juridiction à laquelle on a recours est une juridiction spéciale d'arbitrage.

(4) Landau, *Le droit de concession en U. R. S. S.*; Moscou, 1923, p. 49 et 30.

Les contrats de concession contiennent d'ailleurs toujours une clause spécifiant l'arbitrage auquel on aura recours et les limites de la compétence des juridictions d'arbitrage.

Sans doute pourrait-on songer à recourir également à l'examen des tribunaux judiciaires puisqu'en Russie soviétique la séparation des pouvoirs entre deux ordres de juridictions que nous connaissons en France, — administratif et judiciaire, — ne paraît pas évitée. Mais les concessionnaires préfèrent éviter cette alternative, car les tribunaux judiciaires, en Russie, ne semblent pas avoir une indépendance complète.

D'autre part, la société étrangère exploitant en Russie un commerce ou une industrie au moyen d'une concession ne vit pas absolument en marge des lois russes. Elle doit, en effet, respecter la législation industrielle et ouvrière de l'U. R. S. S., et principalement : les dispositions qui concernent la durée de travail des ouvriers, le nombre qui ne peut pas être dépassé, le pourcentage des ouvriers étrangers, les conditions dans lesquelles s'exercera la surveillance des autorités soviétiques.

On voit encore apparaître le caractère de droit public dans les conditions que l'Etat impose à la société en ce qui concerne la qualité et la quantité de marchandises à produire. En effet, la concession fait partie d'une sorte d'entreprise dont l'Etat soviétique se préoccupe de fixer le but et les destinations dans la production générale du pays. Il ne faut pas oublier que, dans la conception soviétique, les concessionnaires agissent dans l'intérêt public.

C'est sans doute une affirmation qui n'est pas toujours entièrement exacte, mais elle figure en bonne place dans le contrat de concession et dans les lois et décrets qui ont institué le régime.

On voit apparaître ce caractère d'intérêt public de la concession en différentes circonstances. D'abord, en ce que l'Etat oblige le concessionnaire à produire une quantité déterminée de marchandises ou d'objets; en ce que, souvent, le concessionnaire doit exécuter des travaux intéressant les services publics de l'Etat ou de collectivités moindres; et aussi en ce que, très souvent, le concessionnaire se trouve forcé d'acquérir du matériel et des matières premières dans des conditions déterminées et à rétrocéder en fin de concession les installations qu'il a dû établir aux collectivités soviétiques pour lesquelles il est censé avoir travaillé.

Si l'on devait résumer la condition juridique générale des sociétés étrangères en Russie, on pourrait dire que, bien que le régime de concessions soit, de par sa nature, de par son fonctionnement et surtout de par le but qu'il poursuit, un contrat de droit privé, les principes nouveaux en honneur en Russie soviétique ont contribué néanmoins à lui donner, coûte que coûte, un caractère de droit public qui est de nature à satisfaire les exigences des autorités soviétiques, sans pourtant, en réalité, changer essentiellement et complètement le but de la concession, qui est, en ce qui concerne tout au moins le concessionnaire, d'ordre purement individuel.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Arrivé au terme de notre étude, ce n'est pas sans quelque scepticisme que nous pouvons considérer l'effort fait jusqu'à ce jour par le législateur soviétique pour créer en Russie un droit rendant possibles les relations tant commerciales et industrielles que d'ordre purement civil avec les ressortissants des Etats civilisés.

A la base même des textes et des règlements soviétiques promulgués dans ce but, apparaît un mobile qu'il ne faut pas chercher à se dissimuler. C'est, avant tout, le désir d'attirer en Russie les capitaux et les entreprises qui lui sont nécessaires. L'idéal d'équité et de droit, s'il transparaît parfois dans certains textes, épouse en réalité une forme particulière tout empreinte des idées collectivistes et de la doctrine économique de l'U. R. S. S.; que ce soit avant ou après l'institution de la NEP, les procédés soviétiques n'ont pas changé. Le Gouvernement demeure toujours un Gouvernement révolutionnaire n'hésitant pas à recourir à l'arbitraire toutes les fois que ce recours lui paraît nécessaire pour conserver son autorité et sa force.

Les sociétés étrangères peuvent bénéficier, il est vrai, de concessions qui, au point de vue de la forme, paraissent

constituer un titre sérieux offrant certaines garanties d'équité, de justice, de nature à leur autoriser des espoirs de succès. Pourtant, si l'on considère avec quelque réflexion le problème qui se pose actuellement pour elles et les mesures auxquelles elles devraient recourir en cas de conflit avec les autorités soviétiques, on ne tarde pas à s'apercevoir qu'elles n'ont, en réalité, contre les décisions de ces autorités, aucune espèce de recours. Ces décisions sont, en effet, des actes de la puissance publique rendus par des organes souverains qui, au besoin, refuseraient de reconnaître la valeur d'un arbitrage auquel pourtant ils avaient consenti par avance.

En ce qui concerne l'état des personnes, nous rencontrons la même incertitude. La législation soviétique est la plus versatile des législations. Elle marque, il est vrai, depuis quelque temps, un progrès qui tend à la rapprocher à certains égards des législations occidentales, mais on ne saurait se livrer à ce sujet à des pronostics certains. D'ailleurs, les Codes russes, quels qu'ils soient, répètent avec une insistance trop visible qu'en toute chose il faudra considérer l'intérêt économique général et les lois en usage.

Ces formules cachent, sous une apparence juridique, ce qui, en réalité, est encore en Russie le bon plaisir des gouvernants. Au surplus, les conditions mêmes dans lesquelles les Codes soviétiques ont été rendus montrent combien il est facile de les changer. Après quatre années d'une improvisation législative, — 1917-1921, — que leur imposait, dit M. Patouillet ⁽¹⁾, la nécessité double et simultanée de détruire, conformément à leurs doctrines, les assises séculaires du droit russe et « d'édifier la cité nouvelle », les

(1) *Les Codes de la Russie soviétique*, Préface, p. xv.

révolutionnaires installés au pouvoir ont jugé bon d'établir et d'ordonner, en une série de Codes, le statut juridique des personnes et des choses dans l'Etat communiste. On voit alors se succéder les refontes et les éditions successives de la codification première, qui sont d'ailleurs faites à coups de décrets des commissaires du peuple et du Conseil pan-russe.

Ces organes, dans leur autorité souveraine, ne reconnaissent aucune tutelle, et la représentation populaire auprès d'eux, malgré son semblant de réalité, est, en vérité, un simple mot.

Alors qu'en Russie soviétique on se heurte en matière de droit international privé à une incertitude telle que le travail du commentateur exige une perpétuelle mise au point, dans les Etats européens, au contraire, il se forme depuis plusieurs années un véritable droit international privé spécial, concernant la condition des Russes réfugiés ou soviétiques se trouvant à l'étranger.

En tous pays, à Londres, à Berlin, en Belgique, les tribunaux rendent des décisions qui définissent le statut des Russes à l'étranger. En France, depuis 1924, la Cour d'appel de Paris et certaines grandes cours de province ont statué sur des litiges concernant des Russes émigrés ou des sujets soviétiques en résidence en France. On assiste même à ce curieux paradoxe : la situation des Russes, personnes physiques ou personnes morales, est réglementée en France par la jurisprudence d'une façon plus précise et plus complète qu'elle ne l'est en Russie par les lois soviétiques; c'est que la jurisprudence française fut toujours empreinte du souci de sauvegarder les lignes générales d'un système de droit international privé. Bien que statuant séparément

sur des questions de détail, les tribunaux saisis de litige concernant des Russes eurent avant tout le souci de rendre une décision trouvant naturellement sa place dans le régime général du droit. Ils eurent à cet égard, implicitement d'ailleurs, des tendances généralisatrices qui ont constitué l'une des principales qualités de leur jurisprudence, car elles ont permis, par cela même, de créer un droit.

Un second caractère confère aussi aux décisions de la jurisprudence française un mérite qui la place au-dessus des dispositions réglementaires soviétiques statuant sur le même sujet. Les juges français n'ont pas craint de prévoir les difficultés et de préciser les situations de droit avec suffisamment de détails pour ne pas laisser place à l'imprévu et aux erreurs d'interprétation. Ils auraient pu éviter la difficulté en rendant des décisions qui, prudemment, s'en seraient tenues à des lieux communs et auraient évité le gros écueil auquel on se heurte toutes les fois que l'on prétend se livrer à une investigation profonde sur la condition des étrangers. A chaque instant, on se trouve arrêté par l'éventualité d'un conflit de lois qui naît à tout propos pour des questions de forme, de compétence, de procédure, d'état ou de capacité.

Ces conflits se localisent parfois sur la même personne, qui peut avoir changé de loi. Il est fragmenté dans le temps, mouvant dans l'espace, et se présente de façon différente suivant que l'on se trouve en présence de sujets qui résident à Paris ou à Londres. Néanmoins, ils ont toujours essayé de dire dans leurs décisions, le Droit, de façon à concilier le plus possible les textes et les principes de droit positif avec ceux d'ordre plus général que commandaient l'équité et le bon sens.

On ne saurait en dire autant des principes nouveaux de droit soviétique. Si, pour un instant, on se place à un point de vue bolcheviste et qu'on considère l'idéal communiste, on se trouve sans doute séduit par l'affirmation de quelques pensées entièrement conformes à l'orthodoxie collectiviste et marxiste, mais pour peu que l'on approfondisse la portée juridique de ces affirmations de principe on cesse vite de penser qu'elles contiennent une possibilité quelconque de réalisation pratique. Les Codes soviétiques ont essayé, il est vrai, d'instaurer des principes nouveaux, que nous avons rencontrés en étudiant la condition des étrangers au point de vue du statut de la famille en Russie actuelle, mais ces principes se révélèrent très vite impraticables. En fait, les questions relatives au mariage, et surtout celles relatives à la filiation, ont subi, ainsi que nous l'avons montré, une modification sensible entre la rédaction de 1918 du Code de la famille et celle de 1926.

L'expérience communiste a-t-elle avorté ? Si nous nous bornons à la considération au point de vue spécial de la condition des étrangers en Russie, nous pourrions dire qu'à cet égard elle est bien insuffisante. Cette condition ne se trouve même pas expressément réglementée bien que la codification soit récente et que les législateurs de tous pays aient eu depuis quelque cent ans, avec la multiplication constante des relations internationales, leur attention attirée sur les questions qui intéressent la condition des étrangers.

Nous avons essayé dans notre étude de dégager avec le plus de précision possible les données qui paraissaient résulter des lois actuellement en vigueur, là-bas, à l'ombre du Kremlin.

Puissions-nous avoir réussi à fixer les idées de nos lecteurs à cet égard ! Puissions-nous surtout avoir indiqué les lacunes considérables que le législateur soviétique aura à combler dans l'édition nouvelle et sans doute très prochaine des Codes de la Russie soviétique !

Vu : *Le Président.*

L. DE LA MORANDIERE.

Vu : *Le Doyen,*

H. BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDRÉ-PRUDHOMME. — La révolution bolchévique et le statut juridique des Russes. *Chunet*, 1924, p. 5.
- La reconnaissance en France du Gouvernement des Soviets et ses conséquences juridiques. *Chunet*, 1925, p. 318.
- La loi territoriale et les traités diplomatiques. Thèse, 1910.
- ARTHUIS et SURVILLE. — Cours élémentaire de droit international privé, 1909.
- AUDINET (Eugène). — Principes élémentaires de droit international privé, 1906. Du divorce en France des étrangers soumis à des lois confessionnelles. S., 1924. 2. 9. Article sur l'*Heimatlosat*, *Chunet*, 1925.
- BACH (Lydia). — Le droit et les institutions de la Russie soviétique, 1923.
- BARTIN. — Études sur les problèmes des qualifications. *Chunet*, 1897.
- De la loi à laquelle est soumis le régime matrimonial des époux. Note D., 1902. 2. 286. Note sous l'arrêt de la Cour de Paris, *Aff. Levinçon*, D., 1903. 2. 49.
- BÉRAUD (Henri). — Ce que j'ai vu à Moscou, 1925.
- BONFILS et FAUCHILLE. — Droit international public, 1908. Bureau international du travail. L'évolution des conditions du travail dans la Russie des Soviets. Genève, 1924.
- CLERCQ (DE). — Recueil des traités de la France.
- CRANE (Lucius-F.). — Le statut du Gouvernement soviétique en Angleterre et en Amérique. *Chunet*, 1925, p. 344.
- CHAMPCOMMUNAL. — La condition des Russes à l'étranger. *Rev. de dr. int. pr.*, 1924, p. 331.
- DUFOURCQ-LAGELOUSE. — Les banques étrangères en France, 1922.
- DUMONT-WILDEN. — Le problème russe. *Revue bleue*, 1920.
- DELEHELLE. — La situation juridique des Russes en France, 1926, p. 179, 183.

- Conséquences juridiques de la reconnaissance du Gouvernement des Soviets par la France. *Même Revue*, 1927, p. 215, 233.
- EGORIEFF, LACHKEVITCH, PLOTKINE et ROSENBLUME. — La condition légale des étrangers en U. R. S. S. Moscou, 1926 (en russe).
- ELIACHEFF. — Notes sur la Russie. *Revue d'économie politique*, 1923 à 1925, notamment 1924, p. 869, Le traité anglo-russe.
- FÉRAUD-GIRAUD. — De la compétence des tribunaux français pour connaître des contestations entre étrangers. *Clunet*, 1880, p. 137. Séparation des pouvoirs, 1892.
- FREUND (Dr Henri). — La révolution bolchévique et le statut juridique des Russes. Le point de vue de la jurisprudence allemande. *Clunet*, 1924, p. 51.
- Les rapports des traités russo-allemands et l'application du droit soviétique en Allemagne. *Clunet*, 1925, p. 334.
- GANINE, ZAITZEFF, IZVOLÉNSKY, LEBEDEFF. — Code civil. Moscou, 1928 (en russe).
- GROUBER et TAGER. — La révolution bolchévique et le statut juridique des Russes. Le point de vue de la jurisprudence française. *Clunet*, 1924, p. 8.
- La condition des étrangers dans l'Union des républiques socialistes soviétiques. *Clunet*, 1925, p. 307.
- La révolution bolchévique et le statut juridique des Russes. Le point de vue de la jurisprudence française. *Journ. de dr. int. pr.*, 1924, p. 3.
- IDELSON (W.). — Le point de vue de la jurisprudence anglaise. *Ibid.*, p. 51.
- JÈZE. — Cours de droit public, 1923.
- JORDAN. — Portée et limite du principe consacrant l'application, par les tribunaux français, aux étrangers de leurs lois nationales régissant leur statut personnel. R. Lapradelle, 1922-1923, p. 377.
- Quelques considérations sur les conditions de l'application aux étrangers de leur loi nationale en matière d'état et de capacité. R. Lapradelle, 1922-1923, p. 672.
- Note sur l'immunité de juridiction des États étrangers. R. Lapradelle, 1922-1923, p. 767.
- JURISCONSULTES RUSSES (Mémoire des). — Sur le statut des réfugiés russes à l'étranger. *Rev. gén. de dr. int. public*, 1922, p. 437.
- KLIBANSKI. — La législation soviétique et l'Allemagne. *Juristische Wochenschrift*, 1920, p. 606.
- LAGARDE (Ernest). — La reconnaissance du Gouvernement des Soviets, 1924.

- LAINÉ. — Des personnes morales en droit international privé. *Clunet*, 1893, p. 290.
- LAMBERT (E.). — La place des Codes russes dans la jurisprudence comparative. Introduction aux Codes de la Russie soviétique, traduits par Patouillet et Dufour, 1925.
- LANDASU. — Droit des concessions de l'U. R. S. S. (en russe). Moscou, 1925.
- LAPRADELLE (DE) et POLITIS. — Recueil des arbitrages internationaux, 1924.
- LARNAUDE. — Les gouvernements de fait. *Rev. gén. de dr. int. public*, 1921, p. 457.
- MAKAROFF. — Les principes de droit international privé (en russe). Moscou, 1924.
- MARTENS (DE). — Nouveau recueil général des traités.
- MICHOUD. — Théorie de la personne morale, 1906-1909.
- MILIOUKOF. — Histoire de la révolution russe, 1922.
- MOCH (Jules). — La Russie des Soviets, 1925.
- MONSARRAT. — Contrats et concessions des communes, 1920.
- MOYE. — Le droit des gens modernes, 1920.
- NOLDE (Baron B.). — Le Code civil de la République des Soviets. *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1922-1923.
- La fin de la guerre en Russie au point de vue du droit international. *Rev. de dr. int. et de législ. comp.*, 1923, p. 395.
- NIBOYET (J.-P.). — Note au Recueil Sirey, 1927, 2^e fasc. de décembre.
- PICART et TAGER. — Note sur les sociétés russes. *Journ. de dr. int. pr.*, 1927, p. 363-368.
- Sociétés russes. Note. *Journ. de dr. int. pr.*, 1928, p. 124-144.
- PATOUILLET et DUFOUR. — Les Codes de la Russie soviétique, 1925.
- PERETERSKY. — Les tracés du droit international privé de R. S. F. S. R. (en russe). Moscou, 1924.
- PERRAUD. — Mariage et divorce dans les législations à caractère confessionnel. *Clunet*, 1922. Note sous l'arrêt de la Cour de cassation du 18 janvier 1911, D., 1918. 1. 73.
- PIÉDELIÈVRE. — Précis de droit international public.
- PILLET. — Traité pratique de droit international privé, 1923. Des personnes morales en droit international privé. Paris, Tenin, 1914. Note sur la compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers, S., 1892. 2. 233. Note sous l'arrêt de la Cour de cassation, *Aff. Levinçon*, S., 1906. 1. 161. La marque des Chartreux et les prétentions du liquidateur. *Revue Lapradelle*, 1907, p. 531.

- PILLET et NIBOYET. — Manuel de droit international privé, 1924.
- PODESTA-COSTA. — Des règles à suivre pour la reconnaissance d'un gouvernement *de facto*. *Revue générale de facto. Rev. gén. de dr. int. public*, 1922, p. 47.
- PROUDHON. — Traité sur l'état des personnes et sur le titre préliminaire du Code civil, revu par Valette, 1842.
- RABINOVITCH. — Das ausländische Vermöge, der in Sovietrussland nationalisierierten Unternehmungen. *Ostrecht*, 1926, n° 12.
- REGNAULT. — Le mariage et la séparation de corps et le divorce, 1903.
- SUGIER (Substitut). — Conclusions en faveur de la compétence des tribunaux français en matière de divorces de Russes. *Revue Lapradelle*, 1922-1923, p. 426.
- TRACHTENBERG. — La société légale des sociétés russes en France. *Journ. de dr. int. pr.*, 1926, p. 572.
- Les biens des sociétés russes en France. *Rev. de dr. int. pr.*, 1927, p. 361.
- TAGER (Paul). — Documents sur le droit international soviétique. *Clunet*, 1925, p. 547.
- TAGER et ELIACHEFF. — Le Code civil et la législation ouvrière des Soviets. *Rev. d'écon. pol.*, 1923, p. 692.
- VALÉRY. — Observations sur le jugement du Tribunal de Gênes du 19 mai 1923. *Clunet*, 1923, p. 1021.
- VISSCHER (DE) (Charles). — Les gouvernements étrangers en justice. *Rev. de dr. int. et de législ. comp.*, 1922, p. 149.
- WAHL. — Le droit civil et commercial de la guerre.
- WEIL. — Le divorce des Israélites russes en France. *Revue Lapradelle*, 1908, p. 761.
- ZAITZEFF. — La nationalisation des sociétés commerciales en Russie soviétique et son effet à l'étranger. *Journ. de dr. int. pr.*, 1927, p. 262.

Il y a lieu également de citer de nombreux articles, notes et commentaires figurant au *Clunet*, à la *Revue de droit international privé*, au *Sirey*, au *Dalloz*, et auxquels il existe de nombreuses références dans le corps de l'ouvrage.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

LA CONDITION DES RUSSES EN FRANCE

LIVRE I

La condition des personnes physiques russes en France.

CHAPITRE I. — <i>Avant-propos</i>	15
CHAPITRE II. — <i>Les différentes catégories de Russes résidant en France</i>	19
CHAPITRE III. — <i>Condition des réfugiés russes</i>	24
<i>Section I. — La fiction de survivance de l'ancienne loi russe.</i>	
<i>Circonstances dans lesquelles on la rencontre encore</i>	36
<i>Section II. — Condition des réfugiés russes au point de vue des droits de la famille et de l'état et de la capacité des personnes</i>	41
<i>Section III. — Droits de la famille</i>	47
CHAPITRE IV. — <i>La condition des sujets soviétiques en France</i>	52
CHAPITRE V. — <i>Rétroactivité de l'application des lois soviétiques russes</i>	57
CHAPITRE VI. — <i>Esquisse de quelques traits généraux</i>	67

LIVRE II

La condition des sociétés russes en France.

CHAPITRE I. — <i>Historique</i>	71
§ 1. — <i>Situation au lendemain de la révolution et avant la reconnaissance du Gouvernement soviétique</i>	71
§ 2. — <i>Les difficultés nées à la suite de la reconnaissance des Soviets</i>	78
CHAPITRE II. — <i>La nationalité des sociétés russes en France</i>	83
§ 1. — <i>Considérations générales</i>	83

	Pages
§ 2. — Analyse et critique de quelques décisions rendues par le Tribunal de commerce de la Seine.....	90
§ 3. — Les confusions qui se sont produites entre les questions de compétence et les questions de nationalité.....	94
§ 4. — La jurisprudence de la Cour de Paris.....	102
CHAPITRE III. — <i>Condition juridique des sociétés russes en France</i> ...	106
Section I. — L'absence d'un système général au début.....	106
Section II. — Principales questions soumises aux tribunaux à propos des sociétés russes.....	109
§ 1. — Le domicile des sociétés russes en France.....	110
§ 2. — Examen des termes employés en jurisprudence...	112
§ 3. — La compétence des tribunaux français dans les litiges concernant les sociétés russes.....	120
I. — Critériums généraux.....	122
A. — Critérium d'indépendance.....	123
B. — Pas de siège social en Russie.....	125
C. — Critérium tiré du principal centre d'activité et du domicile de fait.....	126
D. — Absence d'un tribunal compétent à l'étranger.....	129
II. — La compétence des tribunaux français basée sur l'article 420.....	130
CHAPITRE IV. — <i>De l'administration, de la liquidation des sociétés russes</i>	135
Section I. — Administrateurs pouvant valablement représenter la succursale.....	139
Section II. — Liquidation de ces sociétés.....	145
CHAPITRE V. — <i>Les personnes morales de droit soviétique</i>	148

DEUXIÈME PARTIE

LA CONDITION DES ÉTRANGERS, SPÉCIALEMENT
DES FRANÇAIS EN RUSSIE

PRÉLIMINAIRES	167
---------------------	-----

LIVRE I

Condition des personnes physiques.

CHAPITRE I. — <i>Essai de détermination du système général de droit international privé en ce qui concerne la condition des étrangers en Russie</i>	173
---	-----

TABLE DES MATIÈRES

295

Pages

<i>Section I. — Les principes</i>	175
§ 1. — Le principe de la prédominance de la loi soviétique	176
§ 2. — Le principe de la réciprocité	180
§ 3. — Le principe d'autorisation d'entrée	184
<i>Section II. — De quelques cas particuliers où les principes se trouvent écartés par l'application de dispositions spéciales extensives ou limitatives du droit commun</i>	185
§ 1. — Règles particulières tenant à la considération de la personne de certains étrangers	186
§ 2. — Dispositions spéciales édictées en considération de la nature de certains droits	188
CHAPITRE II. — <i>La condition des étrangers en Russie en ce qui concerne le droit des personnes</i>	189
<i>Section I. — Le droit des époux</i>	191
§ 1. — Le mariage	191
I. — Le Code de 1918	193
A. — Conditions de fond requises pour contracter mariage	193
B. — Extinction du mariage	194
C. — Droits et devoirs des époux	194
II. — Le Code de 1926	196
A. — Droits et obligations des époux	199
B. — Extinction du mariage	200
§ 2. — La condition des étrangers	201
<i>Section II. — Les parents et les enfants</i>	207
§ 1. — Filiation	207
§ 2. — Obligations qui résultent de la parenté	210
§ 3. — Adoption	211
§ 4. — La tutelle et la curatelle	212
CHAPITRE III. — <i>Condition des étrangers en Russie au point de vue des droits civils</i>	217
§ 1. — Les étrangers sujets de droit	217
§ 2. — Objet des droits patrimoniaux des étrangers en Russie	219
§ 3. — Aperçu général	220

LIVRE II

Condition des sociétés étrangères en Russie.

CHAPITRE I. — <i>Historique</i>	223
CHAPITRE II. — <i>L'évolution en droit soviétique</i>	228

	Pages
CHAPITRE III. — <i>Le critérium d'extranéité des sociétés en Russie</i> . . .	235
CHAPITRE IV. — <i>Différentes catégories de personnes morales étrangères en Russie</i>	241
CHAPITRE V. — <i>Les sociétés sans concession</i>	245
CHAPITRE VI. — <i>Les sociétés étrangères bénéficiant d'une concession</i> . .	255
CHAPITRE VII. — <i>Les formes d'obtention de la concession</i>	261
§ 1. — <i>Le Comité principal</i>	261
§ 2. — <i>Les commissions</i>	265
§ 3. — <i>Le Conseil des commissaires du peuple</i>	268
§ 4. — <i>Conditions particulières réservées aux entreprises de construction</i>	270
§ 5. — <i>Le travail de la terre</i>	272
CHAPITRE VIII. — <i>De l'objet général des concessions. Pouvoirs de la société concessionnaire</i>	274
§ 1. — <i>Les biens et les droits pouvant faire l'objet d'une concession</i>	274
§ 2. — <i>Pouvoirs des sociétés concessionnaires</i>	277
§ 3. — <i>Existe-t-il un caractère de droit public des contrats de concession? Ses conséquences au point de vue de la compétence et des obligations des concessionnaires</i>	280
CONCLUSIONS GÉNÉRALES	283
BIBLIOGRAPHIE	289



BORDEAUX

IMPRIMERIE Y. CADORET

3, Place Saint-Christoly, 3